J. S. CONWAY

LA PERSÉCUTION NAZIE DES ÉGLISES

ÉDITIONS FRANCE-EMPIRE

LA PERSÉCUTION NAZIE DES ÉGLISES

Cet ouvrage a été publié
en anglais sous le titre :

THE NAZI PERSECUTION
OF THE CHURCHES — 1933-1945

par Weidenfeld and Nicolson — London.

J. S. CONWAY

LA PERSÉCUTION NAZIE DES ÉGLISES

1933 - 1945

Traduction de Geneviève Hurel

ÉDITIONS FRANCE-EMPIRE
68, rue Jean-Jacques-Rousseau, Paris-1er

La Persecution Nazie Des Eglises

French Edition

Copyright 2015 Voice Media

info@VM1.global
Web home: www.VM1.global

All rights reserved. No part of the publication may be reproduced, distributed or transmitted in any form or by any means, including photocopying, recording, or other electronic, or mechanical methods, without the prior written permission of the publisher, except in the case of brief quotations embodied in critical reviews and certain other noncommercial uses permitted by copyright law. For permission requests, email the publisher, addressed "Attention: Permission Coordinator," at the address above.

This publication **may not be sold, and is for free distribution** only.

A TOUS MES AMIS
DE LA FEDERATION MONDIALE
DES ETUDIANTS CHRETIENS

Tous tant que nous sommes — l'Eglise entière et la communauté des fidèles — avons été passés au crible du Tentateur; il l'agite et le vent souffle et nous devons maintenant savoir si nous sommes le froment ou la paille. En vérité, l'heure du criblage a sonné pour nous, et le plus pacifique et le plus indolent d'entre nous doit comprendre que le calme d'un christianisme méditatif est au bout de sa course...

Pour l'Eglise chrétienne qui espère et attend, c'est le temps du renouveau, l'heure de l'épreuve, celle où Dieu donne à Satan toute liberté pour qu'il nous ballotte à son gré et que nous sachions quel genre d'hommes nous sommes.

Satan secoue son crible, le christianisme oscille bord sur bord; et celui qui n'est pas prêt à souffrir, qui s'est déclaré chrétien en escomptant seulement y gagner quelque avantage pour sa race et sa patrie, est, comme la paille, chassé au loin par le vent.

MARTIN NIEMOLLER

Sermon pour le quatrième dimanche avant Pâques, 1934

PRÉFACE

En ajoutant un ouvrage à la longue liste des écrits sur la période nazie, mon objectif est de fournir au public un aperçu des méthodes dont usèrent Hitler et ses partisans vis-à-vis des Eglises chrétiennes. A cette intention, j'ai donc étudié de nombreux documents traitant des affaires ecclésiastiques tirés des archives nazies qui avaient survécu à l'effondrement du Troisième Reich, en 1945, et se trouvaient éparpillés de tous côtés, aux hasards de la guerre. Les sources principales sont les archives de la Chancellerie du Reich de Hitler, les différents dossiers du gouvernement allemand, les archives du Parti nazi, les papiers de quelques chefs nazis et les liasses de documents mis au jour pendant le procès de Nuremberg. Malheureusement toutes ces collections sont incomplètes, certains papiers furent détruits délibérément, d'autres perdus lors de l'évacuation des territoires, d'autres encore égarés après avoir été récupérés, d'autres enfin ont disparu sans laisser de traces. Grâce à une minutieuse confrontation, il est actuellement possible de reconstituer en grande partie la suite

des événements; sans aucun doute, on pourrait en savoir davantage si les archives de la République Allemande de Postdam étaient librement accessibles aux chercheurs occidentaux. Dès maintenant, d'énormes quantités de papiers ont été microfilmés, mais les répertoires sûrs et complets manquent encore. Il en est d'autres, d'un ordre plus personnel, qui, appartenant à des membres du Parti nazi, pourront être remis en circulation; mais pour des raisons évidentes, ils ne sont pas encore utilisables. Je considère pourtant que, dès maintenant, la politique nazie, dans ses grande lignes, est claire et évidente.

Université de British Columbia

JOHN S. CONWAY.

INTRODUCTION

Il est regrettable que presque toutes les études sur la période nazie, en Allemagne, réservent une part si réduite aux affaires des Eglises. On a mis si fort l'accent, on a si complètement orienté la discussion sur les faits politiques et militaires qui ont marqué le règne de la tyrannie nazie, que les événements intérieurs, à l'exception du mouvement de la Résistance et de l'établissement des trop célèbres camps de concentration, ont été, dans l'ensemble, passés sous silence. Au cours des dernières années seulement furent étudiées les méthodes grâce auxquelles les nazis ont pu imposer leur totalitarisme à plus de cent millions de gens, et les conséquences qui en ont résulté, pour toutes les institutions établies, aussi bien en Allemagne que dans les pays conquis. Parmi ces institutions, il faut compter les Eglises, en particulier l'Eglise catholique romaine et les Eglises protestantes qui, dans l'ensemble de la population, comptent quatre-vingt quinze pour cent de fidèles. Il est vraiment extraordinaire qu'on ait accordé si peu d'attention aux coups que le nazisme leur porta, alors qu'elles font partie intégrante de la vie allemande depuis

des siècles. Même là où la vie des Eglises aurait semblé avoir une signification particulière pour les historiens de la politique, presque toutes les études sont très brèves. Par exemple, William Shirer, dont l'histoire du Troisième Reich s'étale sur plus de douze cents pages, ne consacre guère plus de sept pauvres petites pages aux questions religieuses, et celles-ci s'arrêtent à la persécution des Eglises et à leurs essais de résistance à la tyrannie nazie. J.-L. Snell, dans son bref aperçu de *The Nazi Revolution*, dans la collection D.C. Heath, ne mentionne pas les Eglises, non plus que la part prise par elles dans le mouvement de Résistance. Même dans les études plus spécialisées concernant la Résistance, l'analyse consacrée à la contribution qu'elles lui ont apportée est à peu près inexistante. Il est reconnu cependant que tant en ce qui concerne les conspirateurs actifs, les participants à la révolte du 20 juillet 1944, qu'en ce qui touche les formes plus passives d'une résistance idéologique, l'idéal chrétien, comme l'idéal tout court, ont joué leur rôle et ont contribué à la former. Il semble admis, en principe, que les individus impliqués dans cette résistance aient tous agi conformément à leur croyance chrétienne qui datait d'avant le nazisme, et que le comportement des Eglises, au cours de la période nazie soit de peu d'importance. Il est bon de remarquer que, depuis la fin de la guerre, a paru un ouvrage dû à une religieuse Américaine, Mère Gallin, intitulé : *La Résistance Allemande : Facteurs moraux et religieux* (Washington D.C. 1961) [1] seule œuvre de langue anglaise traitant explicitement ce sujet.

La place est donc libre pour une étude approfondie de la vie et de l'attitude des chrétiens de toutes dénominations, au cours des années pendant lesquelles les Eglises, comme les autres groupes sociaux, ont dû faire face à un totalitarisme sans précédent.

Cette carence des études historiques en langue anglaise sur les dernières années de l'Allemagne est d'autant plus inattendue que des études concernant la vie des Eglises, en allemand, ont paru en grand nombre. Une bibliographie de 1958, due à Otto Dichu, ne compte pas moins de six mille références. En 1955, le Conseil de l'Eglise évangélique, fusion du culte luthérien et calviniste en Allemagne, reconnaissant que la période nazie avait entraîné une transformation révolutionnaire dans l'histoire de l'Eglise, a désigné, sous la direction du Professeur K.D. Schmidt, de Hambourg, une commission chargée d'étudier l'Histoire de la Lutte de l'Eglise pendant la période Nationale-Socialiste. Cette commission a déjà publié une douzaine d'écrits importants du point de vue de l'Eglise évangélique, dont les signataires ont généralement pris une part active aux événements de cette époque. Presque tous ont apporté une grande attention aux relations sociales et politiques établies entre l'Etat nazi et l'Eglise évangélique. De leur côté, quelques auteurs catholiques ont entrepris des études similaires. Au cours des dernières années, des documents de valeur ont été publiés et de nouvelles interprétations des récits précédemment accrédités ont été fournies. Il est actuellement possible de faire un premier tour d'horizon, sur les diverses tendances historiographiques discernables au milieu de cette masse considérable de matériaux.

Sans aucun doute, ces écrits avaient, pour commencer, le dessein d'en venir à une explication des événements récents de l'histoire allemande. On peut aisément admettre, comme nous l'avons déjà fait, que l'histoire vraie de l'Eglise allemande n'est pas, d'un bout à l'autre, un poème épique de foi et de courage; elle comporte beaucoup de timidité, d'incroyance et de basses trahisons. Même parmi ceux

qui furent les plus fidèles à l'Evangile, pas un ne fut exempt de défaillances[2]. Malgré tout, et peut-être pour cette raison même, les historiens ont essayé de voir comment le pays de Luther, de Bach et de Charlemagne avait également pu être celui d'Adolf Hitler et d'Adolf Eichmann. Bien que le nazisme ait cessé d'être une force politique active, le souvenir de sa puissante action politique, du danger idéologique qu'il représente et de sa force destructrice ne peut être effacé. En outre, et c'est un point plus important encore, les Eglises continuent à jouer un rôle vital dans la vie allemande actuelle. Les nécessités idéologiques, sociales et politiques d'aujourd'hui réclament, comme elles l'ont réclamée depuis 1945, une analyse approfondie de la part que les Eglises peuvent et doivent jouer dans la reconstruction de l'Allemagne d'après-guerre.

Autre nécessité d'écrire une histoire de la lutte des Eglises : le désir de conserver les témoignages de tous ceux qui ont été victimes de la tyrannie nazie. Les activités et les exploits des martyrs tels que Dietrich Bonhoeffer, les Scholl, les prêtres catholiques assassinés à Dachau, par exemple, ont donné lieu à des biographies et des études commémoratives, comme le sont les *Letters and Papers From Prison,* Londres 1953, de Bonhoeffer, reprises plus tard et publiées en quatre volumes; la biographie de Dietmar Schmidt due au pasteur Niemöller (Hambourg 1959); l'édition de lettres écrites par des prisonniers en Allemagne, à la veille de leur exécution, traduites sous le titre de *Dying We Live* (*En mourant nous vivons*) (Londres 1956); les biographies écrites par Inge Scholl de son frère et de sa sœur, *Die Weisse Rose* (Munich 1966); et *Priester Vor Hitlers Tribunalen* (Munich 1966) de Benedicta Kempner. Ces tableaux d'une résistance courageuse et impuis-

sante, face à la puissance écrasante de la police d'Etat, furent complétés et appuyés par les études historiques du pasteur Wilhelm Niemöller, frère du pasteur Martin, qui a réuni les archives concernant la lutte de l'Eglise dans son rectorat de Bielefeld. Son livre *Kampf und Zeugnis der Bekennenden Kirche,* publié en 1948, fut une étude, plus complète et plus proprement historique, qui vint s'ajouter à son aperçu de la lutte de l'Eglise, publié en 1946, *Kirchenkampf im Dritten Reich.* En dehors de nombreuses études publiées depuis par la Commission Historique sous le titre *Arbeiten zur Geschichte des Kirchenkampfes,* il faut mentionner l'énorme collection de sept cents pages, éditée par Heinrich Hermelinck, *Kirche in Kampf, Dokumente des Widerstands und des Aufbus in der Evangelischen Kirche Deutschlands von 1933 bis 1945* (Tübingen 1950).

Ces brèves études ont largement contribué à éclaircir les grandes lignes de cette période troublée et très discutée de l'histoire de l'Eglise allemande. Néanmoins il est évident aussi que ces études furent entreprises d'abord pour justifier les actes d'une minorité agissante qui s'opposait avec fermeté à la tyrannie nazie, autrement dit la « *Bekennende Kirche* », l'Eglise confessionnelle; et aussi parce qu'elles répondaient à l'intérêt de l'historien vis-à-vis des événements récents. Tous les auteurs étaient membres ou sympathisants de l'Eglise confessionnelle. Il leur était donc difficile de mettre en évidence la signification de la politique suivie par ce groupe, ou de son attitude au sein de l'Eglise évangélique; il leur était difficile de blâmer à la fois les intentions de l'Etat nazi et celles de leurs adversaires au sein de l'Eglise évangélique qui se disaient nombreux, surtout dans le mouvement rival des « Chrétiens Allemands ». Toutes ces études ont eu l'obligation de mettre en lumière

les erreurs théologiques et politiques des « Chrétiens Allemands », et de montrer, documents à l'appui, comment l'Eglise confessionnelle avait lutté contre le poids de la machinerie nazie, pour défendre la vérité de l'Evangile chrétien.

Un mouvement similaire s'est dessiné au sein de l'Eglise catholique. Dès 1945, l'opposition grandissante soulevée par le régime nazi et la vague de persécutions qu'a souffertes l'Eglise ont fourni les documents sur lesquels a pu être établie l'opposition de l'Eglise catholique au Troisième Reich. Le livre de Johann Neuhäusler, *Kreuz und HakenKreuz,* publié en 1946, était une liste succincte des attaques lancées par les nazis contre l'Eglise catholique, ainsi que de la vaine et pourtant vigoureuse opposition des autorités catholiques [8].

La quatrième raison qui a poussé à écrire cette histoire fut, sans conteste, le désir des auteurs, protestants ou catholiques, de prouver au monde que tous les Allemands n'étaient pas tombés dans les erreurs du nazisme. Alors que l'Allemagne était vaincue, occupée, séparée en deux tronçons, ils se sont efforcés de démontrer qu'au sein des Eglises, tout au moins, on pouvait découvrir de « bons Allemands », chez qui les libéraux de l'étranger avaient espéré reconnaître les exemples d'une autre et meilleure Allemagne, ceux à qui la tâche de reconstruire la nation abattue pouvait être confiée. Conformément aux nécessités du régime d'occupation, toutes les forces militaires occupantes cherchaient avant tout les groupes d'Allemands non contaminés par le nazisme, et capables de réhabiliter l'Allemagne. La coopération avec l'épiscopat catholique et avec plusieurs Eglises protestantes du *Länder,* à l'exception de la zone russe, était partout dictée par le désir de revenir aussitôt que possible aux conditions normales. Nul

n'avait le désir ou l'occasion de mettre en doute la version des événements, telle que l'avaient établie ces historiens, au nom des Eglises reconstituées dans la nouvelle Allemagne. Il est indéniable cependant que ceux-ci ont été, par la force des choses, incités à saisir cette possibilité de fortifier leur cause. Leurs efforts, destinés à gagner non seulement la faveur des nouveaux maîtres de l'Allemagne, mais celle des milieux ecclésiastiques de l'étranger, d'Angleterre, de Suisse surtout où ces questions éveillaient un prodigieux intérêt, obtinrent un succès considérable. Les membres de « l'Eglise confessionnelle » étaient personnellement les mieux connus des dignitaires ecclésiastiques de l'étranger, spécialement dans les pays de langue anglaise et dans les cercles du mouvement œcuménique. La rencontre historique, par exemple, entre l'Evêque Bell de Chichester et Dietrich Bonhoeffer, à Stockholm en 1942, quand celui-ci révéla la volonté de résistance de l'opposition soi-disant « perfide » de l'Eglise confessionnelle, avait maintenu l'espoir de retrouver en elle l'âme de l'Allemagne véritable. Le public de langue anglaise était d'autant mieux disposé à faire crédit à l'Eglise confessionnelle que tous les ouvrages publiés en anglais avant-guerre lui étaient favorables. Le meilleur d'entre eux était *The Struggle for Religious Freedom in Germany* (*La Lutte pour la Liberté religieuse en Allemagne*) (Londres 1938) de A.S. Duncan Jone. Les tendances théologiques et politiques d'auteurs tels que S.W. Hermann, Arthur Frey, Paul Means, Dorothy Buxton et Nathaniel Micklem, jointes aux déclarations d'hostilité publiquement exprimées envers le nazisme, lors de la Conférence d'Oxford, en 1937, par le Comité Vie et Travail du mouvement œcuménique, prouvaient l'unanimité de cette opinion [4]. La sympathie universelle, témoignée à Martin Niemöller pendant

ses huit années d'incarcération, conduisit naturellement à approuver ses opinions théologiques et politiques. En vérité les auteurs de langue anglaise furent unanimes (même s'ils ne furent pas exempts de partialité) à considérer cette lutte, comme une lutte de l'Eglise contre l'Etat, du bien contre le mal, de l'Eglise confessionnelle contre les troupes nazies racistes et déchaînées. Il leur parut également naturel que les aspects politiques de la lutte l'emportassent sur le côté théologique. Sans aucun doute également, l'importance toujours croissante des écrits théologiques de Karl Barth, dans les pays de langue anglaise, et sa prise de position très nette en faveur de la *Bekennende Kirche,* signifiaient qu'après 1945 cette interprétation était admise sans discussion dans toute l'Eglise évangélique.

Une dernière raison enfin, la plus importante et celle qui a dominé chez les historiens de cette époque : en écrivant l'histoire de la lutte de l'Eglise, ils savaient devoir diriger, guider l'existence et la pensée de l'Eglise dans l'avenir. Ils étaient si pénétrés des idées de Karl Barth qu'ils s'efforcèrent de diriger le nouveau courant de pensée religieuse, suivant les voies tracées par lui. L'histoire de la lutte de l'Eglise devint donc, pour eux, un moyen de prouver la validité de leur point de vue théologique. Comme durent, en effet, l'avouer un ou deux d'entre eux, la lutte de l'Eglise ne fut pas nécessairement, au départ, la lutte de l'Eglise contre l'Etat, mais plutôt, à l'intérieur de l'Eglise, une lutte entre des positions théologiques rivales, entre la véritable Eglise et l'erreur dont la signification subsistait, cruciale pour la vie de l'Eglise, même si les persécutions politiques nazies étaient oubliées. Historiquement, ce fut une lutte où, depuis 1945, tous les combattants étaient du même côté. Pas un théologien, pas un historien n'ont cherché

à défendre, dans l'ensemble, les adversaires de l'Eglise confessionnelle, en particulier les « Chrétiens Allemands », non plus que les déductions théologiques qu'ils tirèrent de leurs décisions politiques. Une courte étude des conditions d'existence dans le Schleswig-Holstein a été écrite par un laïque, le Dr. Christian Kinder, qui eut, un moment, un rôle important, dans les rangs des «Chrétiens Allemands». C'est un livre d'apologétique tendancieux qui évite un grand nombre de points litigieux. Le Dr. Kinder se vante d'avoir pu éviter à l'Eglise, dans le Schleswig-Holstein, des luttes trop épineuses, grâce à de subtiles compromis avec les dirigeants nazis. Son livre témoigne nettement de son refus d'adopter une position de principe, de l'opportunisme de sa collaboration avec les autorités nazies, de son refus aussi de venir en aide aux opposants acharnés des nazis. Hans Buchheim a résumé la position politique des « Chrétiens Allemands » dans son *Glaubenskrise im Dritten Reich* (Stuttgart 1953) et le Dr. Ellen Flessemann, dans un écrit non publié, a examiné les contradictions de leurs fantaisies supposées théologiques. Mais ni l'un, ni l'autre ne soutiennent les « Chrétiens Allemands ». Il faut aussi mentionner que pas un ouvrage ne décrit ou n'analyse la position de la majorité des pasteurs de l'Eglise évangélique qui refusèrent de s'unir soit à la « *Bekennende Kirche* », soit aux « Chrétiens Allemands ». Ces hommes du « centre », ces « neutres » essayèrent de se tenir à l'écart de la lutte de l'Eglise pour de nombreuses raisons, qui actuellement, risquent, bien sûr, d'être mal comprises. Ils ont supposé qu'il était plus sage de taire leurs pensées et leurs actions sous le troisième Reich. Il ne faut pas oublier non plus pourtant, qu'à travers tout le pays, ils l'ont emporté en nombre sur ceux qui se sont compromis en adhérant à d'autres groupements.

Eberhard Klügel, dans son ouvrage : *Die lutherische Landeskirche Hannover und ihr Bischof 1933-45* (Berlin 1964) et dans un volume de documents annexes a mieux décrit, et avec plus d'exactitude l'attitude du clergé luthérien dans cette région, mais il ne s'est intéressé qu'à une province. Le héros de ce livre est l'évêque Marahrens dont le rôle dans l'Eglise confessionnelle n'a jamais été aussi ferme que les disciples de Niemöller et de Barth l'auraient souhaité. Klügel prétend que la lutte menée par l'Eglise n'aurait pas entraîné tant de souffrances si l'attitude souple et les manœuvres habiles de Mgr Marahrens avaient été plus largement adoptées, mais il évite de mentionner les déclarations pronazies de l'évêque en faveur de la guerre menée par l'Allemagne et de la persécution des juifs.

Ce n'est pas seulement dans le domaine de la théologie pure que les membres les plus acharnés de l'Eglise confessionnelle ont accepté les idées de Barth, puisqu'ils en ont tiré des conclusions politiques. Ils se sont appuyés sur la célèbre Déclaration de Barmen en 1934 (admirablement analysée par A.C. Cochrane dans son livre *The Church's Confession Under Hitler*), d'où Karl Barth avait déduit une justification théologique. Depuis 1945, quelques théologiens de la *Bekennende Kirche* ont continué à plaider en faveur d'une nouvelle orientation politique — orientation de « l'aile gauche », en termes profanes —, autrement dit : séparation de l'Eglise, avec adoption d'une orientation synodique, ou organisation démocratique telle qu'elle ne puisse à nouveau devenir le serviteur obéissant des chefs d'Etat. Cet effort comportait de gros risques, comme l'ont montré le sort réservé au pasteur Niemöller et à Karl Barth. Il faut en outre remarquer qu'en 1945 l'occasion n'a pas été saisie d'établir l'Eglise sur des assises parfaitement

libres, en lui imposant, dans la République fédérale allemande les mêmes statuts qu'en 1932. Bien sûr, en Allemagne de l'Est, il n'était pas question d'une Eglise établie, mais non parce que les vues de Barth l'avaient emporté.

Ainsi toutes ces raisons, historiques, hagiographiques, apologétiques, politiques et théologiques, aussi bien dans l'Eglise catholique que dans l'Eglise évangélique, ont contribué à l'édification de cet ensemble historiographique presque unanime. Néanmoins, en cherchant à démontrer leur opposition au nazisme et à ceux qui, dans les Eglises, avaient exprimé leur sympathie aux intentions nazies, ces historiens ont commis la faute de supprimer certains faits, d'estomper les documents relatifs à leurs premières approbations, et même à leur propre participation, aux initiatives politiques d'où l'Etat nazi avait tiré sa puissance. Pour cette raison, ni Wilhelm Niemöller, ni Johann Neuhäusler n'ont correctement mentionné l'attitude de leurs groupes respectifs au cours de l'année cruciale 1933, ou plutôt au cours des huit premiers mois de 1933, alors que le totalitarisme du régime nazi s'implantait en Allemagne. L'un et l'autre cherchèrent à prouver que la *Bekennende Kirche* et l'Eglise catholique avaient, sans interruption, été opposées au nazisme, et qu'elles étaient dignes de diriger l'Eglise d'après-guerre, car les événements avaient justifié leur position antérieure politique et théologique.

Ces interprétations ne furent que récemment mises en question et discutées. Actuellement un nouveau groupe, fait en majeure partie de très jeunes historiens, soulève d'importantes objections au tableau, admis jusque-là, de la lutte des Eglises sous le gouvernement nazi. Il semble que trois raisons principales militent en faveur de cette révision, sur lesquel-

les vient se greffer l'inquiétude actuelle. Première raison, le souci de l'exactitude historique. Un assez grand nombre de témoins sont encore vivants et se souviennent de la suite des événements tels qu'ils se sont déroulés; ils répugnent à accepter la version fournie par la *Bekennende Kirche*, ou par les historiens officiellement approuvés de l'Eglise catholique. Rappelons *Wider der Kirchenkampf - Legenden* (Neuendettelsau 1959) de Friedrich Baumgärtel, qui attire l'attention sur le regrettable appui donné par Wilhelm Niemöller aux troupes nazies avant 1933, et sur le télégramme de Martin Niemöller félicitant Hitler d'avoir donné sa démission de la S.D.N. De plus jeunes historiens éprouvent des difficultés à comprendre comment des Eglises, en apparence unies dans leur opposition aux nazis, ont pu si aisément permettre à l'Etat nazi de les dominer. L'étonnement qu'éprouvèrent spécialement les catholiques les conduisit à chercher d'autres informations.

La seconde raison est seulement venue fortifier la première : désir « politique » de revoir la version reçue de la lutte, désir également éprouvé par les catholiques. La position actuelle solidement assise du catholicisme dans les conseils du gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest, l'adhésion apparente de la hiérarchie catholique à la politique du réarmement allemand, le maintien farouche de la position « établie » des Eglises, et l'approbation accordée aux formes actuelles du développement économique, en Allemagne de l'Ouest, ont causé un malaise parmi une minorité non négligeable. Les historiens se sont inquiétés de ce qui semble être un retour du catholicisme à la politique, tel qu'il s'était fait jour sous la République de Weimar, et dont la lutte des Eglises avait paru le libérer. Etait-ce, est-ce, pour l'Eglise, une contrainte de se plier politiquement aux désirs

de l'Etat? En se référant aux événements des années 1930, surtout à ceux qui conduisirent à la signature du Concordat avec le Reich, en juillet 1933, ces historiens ont accumulé les accusations contre les hauts dignitaires ecclésiastiques de l'époque, et, par voie de conséquence, contre les agissements de l'Eglise pendant la période nazie. Très significatif de ce mouvement vers une révision des valeurs, est le livre de Hans Müller : *Katolische Kirche und Nationalsozialismus* (Munich 1963). Les idées de Müller furent très soutenues par une attaque cinglante lancée contre la politique catholique de 1933, par E.W. Böckenförde, dans la revue catholique libérale *Hochland* de février 1961, et par une longue introduction, très documentée, de l'ouvrage, due à Kurt Sontheimer. Tous ces auteurs s'efforcent de démontrer que la hiérarchie catholique, loin d'être absolument opposée au nazisme en 1933, ne lui était pas défavorable. Bien qu'au moment où les nazis prirent le pouvoir, il fut interdit aux catholiques de se commettre avec eux, un changement brusque et désastreux se produisit. Non seulement les chefs du « Centre » catholique amenèrent volontairement les leurs à une sorte d'immolation personnelle, en soutenant la loi de mars 1933 (la loi des pleins pouvoirs) qui anéantissait les derniers espoirs de la démocratie en Allemagne, mais le haut clergé accueillit, en juillet, avec empressement, la signature du Concordat [5]. Le cardinal Faulhaber télégraphia même à Hitler ses félicitations pour avoir, en six mois, mené à bien ce que ses prédécesseurs et les parlements n'avaient pu obtenir en soixante ans. Après cette prise de position, le haut clergé pouvait difficilement entraîner l'Eglise catholique à s'opposer sans réserve aux nazis, même lorsque ceux-ci eurent clairement manifesté leur hostilité. Müller, Sontheimer et Böckenförde repoussè-

rent donc la version de l'opposition catholique vue par Neuhäusler. Ils dénoncèrent l'approbation insolite de la guerre par les catholiques, l'indifférence avec laquelle ils avaient admis la suppression d'un mode de vie démocratique, leur non-protestation devant la politique nazie de violence criminelle contre les Juifs. Leurs documents sont nombreux. De l'autre côté de l'Atlantique, le Professeur de science politique Günther Lewy a fait appel à des sources catholiques variées pour rendre compte de la façon dont les catholiques allemands, et en particulier l'épiscopat allemand, furent préparés à collaborer à l'établissement d'une puissance totalitaire nazie. Il insiste sur la similitude de mentalité qui préside à l'anticommunisme, à l'antisémitisme, à l'antipathie envers la démocratie, le libéralisme, le pacifisme et subsidiairement au soutien des ambitions nationalistes nazies. Le point de vue de Lewy est intéressant, car c'est à travers toute l'Allemagne qu'il a glané ses informations; il nous montre clairement quelles illusions entretenaient un trop grand nombre d'évêques face à la véritable nature du régime nazi. Le professeur Gordon Zahn a posé les mêmes questions dans son livre *German Catholics and Hitler's Wars*, et il en vient à cette conclusion que les catholiques n'ont jamais été déchargés de l'obligation morale d'obéir à l'autorité légitime des maîtres du national-socialisme, autorité sous laquelle les avaient placés les directives données, en 1933, par leurs chefs spirituels : « Jamais le catholique allemand ne fut amené à croire que le régime était un mal indigne de son appui. » Cette révision des vérités admises permet d'espérer que l'Eglise catholique ne se laissera pas endormir par la rassurante pensée qu'elle s'est toujours trouvée du côté du droit, qu'elle a toujours souffert des péchés des autres, qu'elle-même

n'a jamais péché, qu'elle ne pouvait rien de plus que ce qu'elle a tenté contre la néfaste puissance de l'agression nazie. Cette remise en question peut amener à une critique plus complète de la place actuellement tenue par l'Eglise catholique dans la vie politique de l'Allemagne occidentale.

En troisième lieu, les partisans d'une révision se sont vus épaulés par d'autres : ceux pour qui la lutte de l'Eglise se plaçait sur un plan plus théologique que politique. Contre toute justification de l'Eglise prête à un compromis avec le mal politique, pour des convenances d'ordre pratique, ces critiques soulèvent l'inflexibilité de l'Evangile. Le combat injuste et tendancieux mené par Rolf Hochhuth avec *Le Vicaire* en est un des exemples les plus typiques [6]. Il a pris pour cible le pape Pie XII, qu'il juge et condamne sans préambule, en bon Allemand de l'après-guerre, pour n'avoir pas su mettre un terme aux débordements nazis. Le seul fait d'évoquer cette période sensibilise et fausse la conscience allemande. Nombreux en Allemagne sont aujourd'hui ceux qui, même parmi les catholiques, n'acceptent plus la version rassurante des événements présentée par Neuhäusler. Cette attitude nouvelle de frustration et de déception a été admirablement analysée par Carl Amery, dans son livre *Die Kapitulation* (Hambourg 1963). Comme le suggère le titre, l'auteur adopte comme ligne de critique celle de Müller et de Böckenförd, et donne une excellente analyse sociologique des raisons pour lesquelles, en 1933, l'Eglise catholique voulait éviter le combat à tout prix, comme, ajoute-t-il, elle voudrait l'éviter aujourd'hui. Ses suggestions pour expliquer la facilité avec laquelle les catholiques allemands ont abandonné la démocratie, les armes qui leur auraient permis de protester politiquement et le

peu de vigueur de leur lutte contre les nazis éclairent le sujet.

De toute évidence, les mêmes critiques peuvent être adressées à la version reçue des événements en ce qui concerne l'Eglise évangélique. Le « révisionisme » protestant n'a rien de la virulence des attaques d'Hochhuth, en partie peut-être parce que les historiens de la *Bekennende Kirche* ne se ménagèrent pas à eux-mêmes les critiques. Leurs récits insistent tous sur le fait que dix pour cent seulement des pasteurs luthériens soutenaient la *Bekennende Kirche*, que leur attitude envers le nazisme (contrairement à celle des autres quatre-vingt-dix pour cent) ne désarma jamais, et que les martyrs de l'Eglise évangélique sortaient tous de la *Bekennende Kirche* évidemment. A cette dernière on peut cependant poser les mêmes questions : Quelles protestations a-t-elle élevées contre le renversement de la démocratie en Allemagne? Quelle fut son attitude face à l'expansionisme allemand? En dehors de l'héroïsme de Provost Gruber, qu'a tenté la *Bekennende Kirche* pour secourir et soulager les juifs [7]? Questions sarcastiques quand elles sont posées par les historiens de la jeune génération, car ils expriment ouvertement leur amère déception, face à l'Eglise évangélique de l'Allemagne de l'Ouest; elle ne paraît, en effet, nullement prête à proclamer cette intransigeance de l'Evangile que brandissaient les historiens de la lutte des Eglises, comme étant la caractéristique de la *Bekennende Kirche*. Est-il étonnant que l'on puisse actuellement douter de la bataille soutenue par la *Bekennende Kirche* pour l'indépendance politique, puisque les deux évêques les mieux connus de l'Eglise évangélique, personnages éminents de la *Bekennende Kirche*, et porte-paroles du gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest, ont mérité, de la part de leurs opposants, le

qualificatif d'évêques de l'O.T.A.N.? Le léopard a-t-il la faculté de changer ses moustaches? L'Eglise évangélique n'a-t-elle pas méconnu les leçons que les historiens de la lutte des Eglises ont si méticuleusement mises en lumière? La *Bekennende Kirche* n'a-t-elle rien d'autre à son actif que d'avoir été seule à proclamer avec indépendance de dures vérités? Ou bien les historiens auraient-ils mal interprété et déformé la suite des événements pour justifier leurs vues et leurs raisonnements personnels? Il est certain que les efforts de Martin Niemöller, en soumettant pendant les années qui suivirent la guerre, l'Eglise évangélique à une critique appuyée sur la lecture de l'évangile, conformément à la tradition de la *Bekennende Kirche,* n'ont pas été très heureux. Et le contentement visible, la satisfaction d'une Eglise dont les revenus sont liés aux impôts fixés par l'Etat dont elle fait volontiers partie, a obligé Karl Barth à demander, dans un des derniers numéros de l'*Ecumenical Review :*

« Les protestants ont-ils leur part dans l'épreuve d'un pays ébranlé jusque dans ses fondations? Ou y a-t-il parmi nous trop d'éléments dépourvus de combativité, comme dans l'Eglise évangélique d'Allemagne, dont la paralysie spirituelle débuta sitôt après le court réveil de la lutte de l'Eglise? Les éléments progressistes forment maintenant une minorité qui a le dos au mur. N'existe-t-il pas, chez nous, une antipathie formelle à l'égard de tous les facteurs authentiquement perturbateurs? Dans le même ordre d'idées, ne sommes-nous pas trop esclaves du conformisme, quand il s'agit des puissances dirigeantes qui gouvernent les gens, l'Etat, la société [8]? »

Ces mécontentements et ces déceptions ont conduit les jeunes historiens à pousser plus avant leurs inves-

tigations au sujet de la lutte des Eglises. Considérant au départ que cette lutte n'était pas tant une lutte entre l'Eglise et l'Etat qu'entre deux factions rivales opposées à l'intérieur de l'Eglise, ils demandèrent si, oui ou non, ses dirigeants avaient jamais été sérieusement résolus à soulever la nation contre le nazisme, ou s'ils n'obéissaient pas plutôt à des motifs d'ordre pratique destinés à protéger l'Eglise et ses institutions, sans égard pour la nation en tant que tout? Cette question se pose spécialement à l'occasion du Concordat de 1933. Les historiens catholiques comme Neuhäusler pensent-ils vraiment que les hauts dignitaires ne se doutaient pas des dangers du nazisme? Eurent-ils la naïveté de prendre les promesses d'Hitler pour argent comptant et de se croire ensuite trahis? Etant donné leur nette opposition aux nazis avant 1933, tant sur le plan théologique que sur le plan politique, l'explication paraît faible. Ou bien, sachant qu'il était impossible de se fier à Hitler, que l'arrivée au pouvoir des nazis déclencherait une attaque générale contre l'Eglise, ont-ils seulement voulu assurer d'abord sa position et minimiser les dégâts? Autrement dit, est-ce en opportunistes qu'ils saluèrent le Concordat, comme étant la méthode tactique la meilleure pour le combat qui se préparait? Cette explication, celle de Müller, de Böckenförd, l'effort plus ou moins couronné de succès d'hommes dépassés par les attaques plus dynamiques d'Hitler, est un peu différente de celle qu'ils avaient précédemment décrite. Dans le numéro suivant de *Hochland*, Hans Buchheim répondit que les critiques ne tenaient pas compte de l'état de l'opinion en 1933. Une très grande confusion régnait alors. La soudaine vision d'un renouveau national possible avec les nazis, de la libre expansion des énergies grâce à la garantie de la stabilité politique fit croire à tous, aux catholiques

dirigeants y compris, que toutes sortes de possibilités nouvelles étaient dès lors ouvertes. La présence d'Hitler, dans l'église de Postdam, où l'office pour la réconciliation nationale était célébré, deux jours avant le vote de la loi d'Habilitation, et le discours qu'il y prononça, en promettant son appui complet aux deux grandes confessions religieuses du pays, représentèrent pour de nombreux assistants la fin des tristes divisions et des incertitudes qui avaient marqué la période de Weimar et affecté la vie catholique depuis le *Kulturkampf* de Bismarck. L'Eglise tout entière se trouva imprégnée de l'esprit de la révolution nationale. Comment les évêques auraient-ils pu s'opposer à la pression du catholique moyen qui, désireux de ne pas être en retard sur les événements, souhaitait signer une entente avec le nouvel Etat, conformément au texte évangélique : « Rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui revient à Dieu. » ?

Cet aspect de la lutte a amené Carl Amery à poser d'autres questions importantes; il y a lieu de ne pas les négliger. Avant de critiquer la molle résistance de l'Eglise catholique face aux assauts du nazisme, ne doit-on pas s'en prendre d'abord aux conditions pénibles dans lesquelles elle se débattait, plus qu'au soi-disant opportunisme, à la soi-disant trahison de l'épiscopat? Certainement les télégrammes de félicitations adressés à Hitler auraient pu ne pas être envoyés, mais pouvait-on vraiment prévoir que les dirigeants se lanceraient ouvertement dans l'opposition et la critique? N'était-il pas de bonne guerre de défendre, pour commencer, la vie intérieure de l'Eglise, son bon fonctionnement, puisque tel était le désir des fidèles? A-t-on jamais vu adopter une autre manière de faire? Ceux qui, à la suite d'Hochhuth, osent prétendre que le Pape aurait dû dénoncer la

politique des nazis vis-à-vis des juifs, l'auraient-ils suivi s'il le leur avait demandé? (Ceci en laissant de côté la question de savoir jusqu'où ses protestations nous sont parvenues.) Au surplus, l'Eglise protestante d'aujourd'hui est-elle devenue une communauté prophétique répondant à l'appel de Jésus-Christ, et dénonce-t-elle ouvertement l'injustice politique, comme c'eût été le cas, à l'en croire, de la *Bekennende Kirche,* en période nazie? Si l'Eglise protestante n'a pas entendu la leçon que ses historiens ont eu tant de mal à tirer de la lutte des Eglises, est-il vraiment nécessaire de toujours revenir à la vie et à l'attitude de l'Eglise entre 1920 et 1930 et au-delà pour découvrir les raisons d'une aussi vaste apostasie? Le pasteur Gross n'était-il pas inspiré lorsqu'en 1957, dans *Die Wandlung,* il écrivait : « Pour les prophètes, appeler l'Eglise à une attitude plus élevée et plus généreuse serait automatiquement entraîner les prêtres à réagir contre les prophètes et soulever le peuple contre ses origines. » Actuellement il n'y a que trop d'occasions de vérifier la vérité de cette assertion.

En outre, le pasteur Gross a méchamment demandé : « Les historiens de la *Bekennende Kirche* n'essayèrent-ils pas de se séparer d'une politique et de l'attitude qui, dans l'ensemble, ne furent pas seulement une invention nazie, mais qui étaient celles de l'Eglise tout entière? Si le nazisme doit être considéré comme une forme maladive du développement au vingtième siècle, la *Bekennende Kirche* a-t-elle le droit de prétendre s'isoler sur le rocher de l'orthodoxie barthienne? Ni l'extension nationale, ni l'antisémitisme, ni les idéologies antidémocratiques ne furent des produits uniquement nazis. Tous les Allemands, luthériens et catholiques, ont plus ou moins partagé ces idées. Réduire la lutte de l'Eglise à un

conflit entre la *Bekennende Kirche* éclairée et les nazis obnubilés par la maladie du siècle est méconnaître entièrement la question. Une analyse plus approfondie de la part prise par l'Eglise dans la vie et la pensée de l'Allemagne d'aujourd'hui est nécessaire, et c'est elle qui permettra de poser les questions fondamentales, aussi bien théologiques que sociologiques. Comme l'a très bien fait remarquer le professeur F.H. Littell, l'historiographie actuelle qui décrit une héroïque petite minorité, résistant aux nazis avec vaillance et lucidité, est comme une plante tropicale aux brillantes couleurs et bien cultivée. « Il n'en reste pas moins un certain nombre de questions non résolues, aux contrastes colorés, et aveuglants. Peut-être faudrait-il « démystifier » la lutte de l'Eglise avant de prétendre en avoir une perspective valable. Et dans quelques années pourrait alors s'ouvrir l'ère d'un débat historique sur la lutte des Eglises [9]. »

Curieuse omission dans toute cette littérature : jamais l'analyse complète n'a été donnée de la politique prévue et adoptée chez les chefs nazis, quant à la place réservée, dans l'avenir, aux Eglises, par le troisième Reich. Elle vient en partie de ce qu'en majorité tous ces ouvrages ont été écrits par des historiens qui appartiennent à l'Eglise; cherchant à défendre, ou à attaquer, leurs coreligionnaires, ils se sont emparés, les premiers, des documents et des archives. Elle vient aussi du fait qu'il est difficile de se procurer les documents du Parti et de l'Etat nazi, après la défaite de 1945. Ces documents ne sont revenus que récemment aux mains des Allemands, un certain nombre sont encore inaccessibles aux études privées. Seul, Friedrich Zipfel dans son livre *Kirchenkampf in Deutschland 1933-1945* (Berlin 1965) a partiellement utilisé les documents découverts à

l'*American Document Centre* de Berlin Ouest, mais il n'a pas eu connaissance des autres collections accessibles des archives de Coblentz (*Bundesarchiv*, Koblentz), ni des microfilms existant à Washington. Bien que son travail ait été publié dans une collection de la Commission Historique de Berlin, il ne se cantonne pas dans les événements qui s'y sont déroulés. Malheureusement les limites qu'il s'est imposées enlèvent de l'intérêt à son étude.

Malgré les destructions de la fin de la guerre, bien des documents de la *Reichchancellerie*, du Ministère des Affaires Etrangères, du Bureau central du Parti, le *Reichssicherheitshauptamt*, ainsi que les fichiers personnels d'Himmler et quantité de papiers de Rosenberg subsistent. (Les fichiers du Ministère des Cultes doivent être intacts, mais ils sont entre les mains des autorités de l'Allemagne de l'Est, à Postdam. L'examen de tous ces dossiers nous révèle, vis-à-vis des Eglises, dans les rangs nazis, une attitude beaucoup plus complexe qu'on ne la suppose d'ordinaire, et jette une lumière nouvelle sur les procédés grâce auxquels le totalitarisme nazi prétendit s'imposer à tous les aspects de la vie allemande.

J'ai utilisé tous ces documents; je me suis efforcé de démêler l'imbroglio des relations existant entre l'Eglise et l'Etat, avec l'objectivité de celui qui est « de l'autre côté de la barrière », et de délimiter les différentes factions qui se dressaient à l'intérieur du Parti, les conclusions qu'elles adoptaient, la politique qu'elles préconisaient envers les Eglises.

Avoir omis cette étude est inadmissible, car tout au long du troisième Reich l'initiative a toujours été le fait des nazis. Leur volonté de s'imposer à tous les aspects de la vie allemande a dicté leur conduite des affaires, dès qu'ils furent au pouvoir. Comme toutes les institutions, les Eglises devaient être façonnées

suivant la volonté nazie. Elles y consentirent avec une passivité mi-volontaire, mi-involontaire, et furent constamment assaillies par des mesures de propagande ou de police, destinées à flatter leur soumission ou à la renforcer. La totalité du débat sur la collaboration des Eglises avec le nazisme, ou sur la résistance qu'elles lui opposèrent, en un mot, sur la réalité de la lutte des Eglises doit être replacée dans son contexte. D'une part, il est actuellement impossible d'embrasser l'étendue de la persécution nazie, des mesures de répression calculées savamment et dont souffrirent les Eglises. D'où il suit, qu'en toute honnêteté, il faut se garder de condamner prématurément les ecclésiastiques qui n'ont pas pu résister aux assauts de cette tyrannie. Il est arrivé, d'autre part, que les succès limités des Eglises ont été dus parfois aux divisions surgies dans les rangs ennemis, plutôt qu'à l'héroïque défense de leur credo. Parmi les nazis, d'énormes différences d'opinion sur la tactique à employer se sont manifestées. J'espère que ce livre jettera quelque lumière sur tous ces points et que nous parviendrons à nous faire une image plus claire de la confrontation des Eglises chrétiennes et du totalitarisme.

Mon intention n'est en aucune manière de détruire la réputation des héros ou de faire les vilains moins vilains. Quiconque a eu quotidiennement sous les yeux les rapports ou les documents nazis ne peut qu'être saisi d'horreur et de dégoût par l'énormité de l'inhumanité qui s'y révèle. Un sérieux effort physique est même nécessaire pour dominer la répulsion que le civilisé éprouve immanquablement à les lire. Mais dans l'intérêt et pour l'exactitude de l'intégrité historique, il est bon de projeter quelques doutes sur les versions populaires accréditées.

En manière de conclusion, voici quelques sages propos de James Joll, tirés de son essai sur « L'Historien

et le Monde contemporain », dans *Geschichte und Gegenwartshewusstsein : Festschrift für Hans Rothfels* (Göttingen 1963). Sans être écrits pour la circonstance, ils s'adaptent parfaitement à la lutte des Eglises :

« Certains épisodes de notre récent passé sont si chargés d'émotion qu'ils ne peuvent être étudiés que si nous les traitons comme appartenant à une époque lointaine et non à notre expérience personnelle. C'est ce qui se passe pour les Allemands vis-à-vis de leur passé immédiat. Pour un Allemand adulte de 1945, il doit être presque intolérable de considérer avec application la période nazie; et il doit être impossible de s'en tirer sans examen de conscience préalable. Si donc il est admirable que des historiens Allemands, comme l'excellente équipe de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich, nous apportent des études détaillées, calmes, savantes, dépouillées, il est également inévitable que, pour ce faire, leur douleur soit endormie et comme anesthésiée, grâce à quoi, plongés dans une illusion provisoire, ils se détachent de leur propre corps. En vérité, il est des aspects de l'histoire contemporaine si vivants et si douloureux que ce serait les falsifier que de les traiter avec trop de froideur et d'érudition. »

CHAPITRE I

LA PRISE DU POUVOIR

« Hitler est né à Braunau. Braunau est situé dans la région de la Haute-Autriche devenue protestante lors de la Réforme. Après quoi elle fut brutalement reconvertie au catholicisme par les forces conjuguées de la contre-Réforme, des Habsbourg et des Jésuites. Depuis lors, il n'y a plus de religion dans cette partie du monde. »

Chancelier BRUNING.

Lorsque Adolf Hitler fut nommé Chancelier du Reich par le Président Hindenburg, le 30 janvier 1933 et jura de défendre la constitution de la république de Weimar, pour autant qu'on le sache, il n'avait pas encore adopté de plan précis concernant les relations entre l'Eglise et l'Etat. La soudaineté de son accession au pouvoir, ses constantes manœuvres entre les groupes politiques, la fréquence et la fer-

veur de ses discours, son incessante préoccupation des conditions politiques et économiques de l'Allemagne avaient repoussé à l'arrière-plan des questions apparemment moins brûlantes.

On ne peut guère douter cependant que son hostilité fondamentale au christianisme n'ait largement précédé son arrivée au pouvoir. Né et élevé dans une famille catholique, il eut tôt fait d'abandonner les principes chrétiens qui lui avaient été enseignés dans son enfance et d'adopter les idées en faveur au début du siècle, tirées de Darwin, de Nietzsche, de Gobineau et déformées. Ce fut au cours de ces années où, partiellement occupé à Vienne comme ouvrier, il connut de cruelles expériences et les déceptions de la première guerre mondiale, qu'Hitler construisit son credo personnel et répudia le Christianisme et l'Eglise chrétienne.

Il n'était pas seul dans son cas. A travers toute l'Europe, des millions d'hommes et de femmes en étaient venus à penser que les doctrines et la foi chrétiennes avaient, pour eux, cessé d'être vraies et d'avoir un sens. L'optimisme confiant de la théologie libérale du dix-neuxième siècle perdit sa vigueur et succomba devant la désolation des tranchées. Face aux sacrifices sanglants de la guerre totale, les valeurs chrétiennes ne paraissaient plus défendables. L'appui volontiers consenti, des deux côtés du front, par les Eglises, aux visées nationalistes, firent l'effet d'une singulière hypocrisie. L'incapacité des Eglises chrétiennes à expliquer pourquoi la religion du Prince de la Paix était impuissante à conjurer les désastres qui s'accumulèrent de 1914 à 1918 contribua à détruire la foi, parmi la génération qui avait assisté au massacre des défenseurs officiels de l'héritage chrétien.

Un besoin de foi subsistait pourtant. Il fallait remplacer dans les cœurs le vide laissé par les désillu-

sions de l'après-guerre, et quand Adolf Hitler parut en Allemagne avec un programme et des promesses capables de séduire les vaincus et les découragés, offrant d'autre part une foi vitale, calquée sur les besoins du siècle, pour la substituer au credo discrédité du christianisme, l'heure était particulièrement propice.

De son propre aveu, Hitler n'avait rien d'un réformateur religieux [1]. Il était totalement indifférent à toutes les questions théologiques et considérait l'expérience religieuse chrétienne comme une vaste duperie, peut-être en raison des liens étroits du christianisme et de l'esprit juif qui, dès le début de sa carrière politique, fut son principal objet de haine. L'adoption de l'idéologie nazie, se substituant aux croyances chrétiennes après la défaite de l'Allemagne en 1918, n'est pas tellement due au talent persuasif d'Hitler, qu'à une révolution profonde dans la vie spirituelle du pays. Le nazisme comblait un vide dans l'existence d'innombrables Allemands en leur offrant, dans une langue à la fois sentimentale et religieuse, un credo politique dynamique conforme aux besoins de l'époque. Selon l'expression même d'Hitler, c'était « une forme de conversion, une foi nouvelle [2]. » Tandis que les partis démocrates prêchaient une stricte discipline et l'acceptation de la nouvelle position de l'Allemagne dans le monde, Hitler promettait une victoire apocalyptique sur tous les ennemis. Par leurs discours, leurs revues, leurs chants et leur musique, les chefs nazis s'efforçaient de susciter une hystérie nationale, capable de balayer les sages et leurs conseils et de réunir sous une même bannière les éléments les plus disparates de la société, en vue d'une même croisade pour la régénération nationale allemande. Le principe de cette campagne n'est pas une invention d'Hitler; il ne peut même pas être

systématiquement déduit des divagations prophétiques de *Mein Kampf*. Il fut beaucoup plus l'œuvre des propagandistes nazis qui rassemblèrent les différentes idées existant déjà en Allemagne pour en faire une idéologie populaire — *völkisch* —. Comme elle donnait satisfaction aux aspirations de millions d'Allemands peu disposés à faire face à la réalité de la situation, le peuple embrassa la novelle idolâtrie du dernier joueur de flûte de Hamelin.

Jusqu'où Hitler croyait-il lui-même à l'idéologie qui lui gagna le soutien populaire dont il avait besoin? La question se pose. Il est certain qu'il a repoussé un grand nombre des formes les plus extrêmes de l'idéologie nazie; il a même soutenu n'avoir jamais lu le *Mythe du Vingtième Siècle* d'Alfred Rosenberg, le livre tenu d'ordinaire pour le manuel idéologique du mouvement nazi. Mais il est particulièrement exact que, toujours, il fut prêt à prendre à son compte l'attitude qui convenait à ses desseins politiques immédiats, surtout en ce qui concernait ses relations avec les Eglises chrétiennes, quoiqu'il fût l'adversaire de formules telles que « la superstition satanique des prêtres hypocrites », seulement « intéressés à ratisser l'argent et à duper les baudauds [3]. » Même s'il pensa un moment, comme ses associés, Dietrich Eckart et Alfred Rosenberg, qu'un « véritable christianisme purgé de ses éléments juifs pouvait se combiner avec la croyance à la supériorité de la race dite aryenne », il substitua plus tard à ces idées une hostilité au christianisme *in toto*, astucieusement camouflée.

Pourtant l'opposition d'Hitler à l'Eglise était moins idéologique que politique. Dans l'Eglise, il voyait une organisation dont il détestait la puissance. Son antagonisme était fait d'envie, de respect pour une institution dont l'influence s'était maintenue pendant deux

mille ans. Pour lui, l'unité, la continuité et l'autorité de l'Eglise catholique étaient dues non à une cause spirituelle, mais à une administration que les nazis avaient tout intérêt à copier. En revanche, la désunion, la rivalité, et, par voie de conséquence, le manque d'autorité qui se faisait jour dans les Eglises protestantes, les rendaient méprisables à ses yeux. Néanmoins, catholiques et protestants pouvaient servir ses desseins, s'ils étaient prêts à participer à son œuvre de renouveau national, prêts à soutenir sa politique. C'est ainsi que, de 1920 à 1930, Hitler se refusa à combattre les Eglises chrétiennes. Il se rendait compte qu'en se déclarant disposé à maintenir la position des Eglises dans l'Etat, et en insistant sur le côté nationaliste de son programme, il réussirait à convaincre catholiques et protestants qui l'aideraient à s'emparer du pouvoir.

En combinant l'appel au sentiment national et le mensonge tactique, Hitler amena des milliers de chrétiens d'Allemagne à lui prêter leur appui, même avant son accession au pouvoir. Ce n'est pas par hasard qu'il réussit à les maintenir dans ses formations terroristes ou dans ses armées, imposant à travers l'Europe la révolution nihiliste nazie. On ne peut nier l'habileté avec laquelle il a mené sa campagne politique durant sa fulgurante ascension, pour éviter de s'aliéner des groupes importants de partisans éventuels, en attaquant les Eglises chrétiennes. Après sa tentative manquée pour s'emparer du pouvoir en 1923, il comprit que les citoyens de Munich, qui ne l'avaient pas appuyé lors du *putsch* devaient y être conduits par d'autres moyens. Il mit donc en œuvre le mécanisme de la démocratie qui l'amenait à consommer elle-même sa propre ruine. Au cours de l'inlassable campagne et des innombrables discours qui marquèrent les années suivantes, Hitler ne se

permit jamais de récriminer contre le fiasco de 1923. Il concentra ses efforts sur l'appel plus constructif à l'électeur, offrit un programme nationaliste, raciste et gouvernemental conforme aux aspirations de la population allemande. Les attaques directes contre le christianisme auquel les masses restaient attachées furent soigneusement évitées.

On se rend compte que cette décision était nettement délibérée, si l'on compare la conduite d'Hitler et celle du général Erich Ludendorff. Impliqué lui aussi dans le coup d'Etat de 1923, il en tira une conclusion directement opposée à celle d'Hitler. Si les Bavarois s'accrochaient trop fidèlement à leur héritage catholique, il était indispensable de les convaincre de son inefficacité. Sous l'influence de sa femme, Mathilde, à partir de 1924, Ludendorff jeta dans la balance le poids total de son prestige en menant une campagne violemment antichrétienne; il fit de la Ligue de Tannenberg le centre de propagation d'une foi en un dieu allemand et en un nationalisme radical. Comme les nazis, Ludendorff croyait que la défaite de l'Allemagne en 1918 avait été obtenue par l'association des forces internationales : marxisme, franc-maçonnerie, juiverie, et Eglise catholique qui, toutes, cherchaient à mettre l'Allemagne en esclavage. Lorsqu'il demanda à Hitler les raisons de la non-condamnation des chrétiens, ce dernier répondit :

« Je suis entièrement d'accord avec Son Excellence, mais Son Excellence (Hitler parlait toujours au général d'une façon servile et respectueuse, et s'adressait à lui à la troisième personne, comme on l'y avait habitué du temps où il était caporal) peut se permettre d'annoncer à ses ennemis qu'elle va les battre et les tuer. Mais, pour édifier un vaste mouvement politique j'ai autant besoin des catholiques de Bavière

que des protestants de Prusse. Le reste viendra plus tard[4]. »

Pour la même raison, Hitler introduisit au programme de son parti, paragraphe 24, la phraséologie ambiguë suivante :

« Nous demandons la liberté pour toutes les formes de religion dans l'Etat, dans la mesure où elles ne constituent pas un danger pour lui et ne travaillent pas contre les coutumes et les principes moraux de la race germanique. Le Parti, comme tel, appuie un christianisme positif, mais il ne se sent lié à aucun credo particulier. Il combat l'esprit du matérialisme juif à l'intérieur et à l'extérieur de ses effectifs et il est convaincu que notre nation ne peut s'assurer vigueur et santé, sans intervention étrangère qu'en s'appuyant sur ce principe : Le Bien public passe avant le bien individuel[5]. »

On demanda fréquemment à Hitler d'éclairer cette déclaration, ce fut sans succès, car, déclara-t-il souvent, « il était parfaitement indifférent aux questions de foi. » Il est à peine surprenant que beaucoup d'Allemands aient interprété ce paragraphe 24, chacun à sa manière, qu'un très petit nombre seulement ait pris la peine de chercher à élucider ses ambiguïtés. Les chrétiens pratiquants que le nationalisme d'Hitler attirait et qui, en nombre croissant, voyaient dans le mouvement nazi un rempart contre les forces antichrétiennes du communisme, étaient persuadés que ce paragraphe prouvait le fondement chrétien de la politique nazie. En 1933, les ecclésiastiques de toutes les Eglises croyaient, qu'après avoir abandonné la politique extrémiste de quelques-uns de ses partisans, comme Dinter et G. Strasser dans le domaine économique et social, Hitler désapprouverait les sentiments fort hostiles que les radicaux du Parti exprimaient

parfois contre l'Eglise et le clergé. Le fait que *Mein Kampf*, en dépit de ses multiples déclarations contraires à la doctrine chrétienne, évitait d'attaquer directement l'Eglise et ses institutions, était, pour beaucoup d'ecclésiastiques, la preuve que l'on pouvait à cet égard, se fier à Hitler. Ils portèrent donc surtout leur attention sur les déclarations racistes d'Hitler, telles que : « Le Parti n'a pas pour tâche la réforme religieuse de notre peuple, mais une réorganisation politique. Il voit, dans l'Eglise protestante, comme dans l'Eglise catholique, des soutiens de valeur pour notre peuple; il attaque, par suite, ceux qui cherchent à abaisser les fondements religieux et moraux de notre communauté en prétendant les utiliser pour leurs propres intérêts [6]. » Autre déclaration : « Dans les rangs de notre mouvement, les protestants les plus fidèles peuvent prendre place à côté des catholiques les plus fidèles, sans le plus petit heurt de leurs convictions religieuses [7]. » Cette position de tolérance religieuse complétait le slogan populaire : « Chacun fait son salut à sa manière. »

Ce ne fut qu'en 1930, l'année où le Parti nazi emporta aux élections un nombre fantastique de sièges, celle où le Directeur du journal du Parti, Alfred Rosenberg, publia *Le Mythe du Vingtième Siècle*, que les Eglises commencèrent à s'inquiéter de cette nouvelle force politique. En même temps, entre les diverses confessions, se firent jour d'énormes différences d'attitude. Un certain nombre de théologiens catholiques clairvoyants dénoncèrent l'incompatibilité de la doctrine chrétienne et des conceptions nazies admettant un christianisme, soi-disant, « positif ». Dans plusieurs régions de l'Allemagne, il fut explicitement interdit aux catholiques de s'inscrire au Parti, et défendu aux membres du Parti de paraître aux cérémonies religieuses, fut-ce aux enterrements.

L'évêque de Mayence leur refusa les sacrements. Dans son message du Nouvel An, le 1er janvier 1931, le Cardinal Bertram de Breslau, Primat d'Allemagne, lança une mise en garde contre les agitateurs et les faux prophètes; il déclara que ce nationalisme extrême, en glorifiant la race, ne pouvait conduire qu'au mépris de la révélation et des commandements de Dieu : « Repoussons donc les vaines imaginations d'une société religieuse nationale, arrachée au rocher de Pierre et guidée seulement vers le salut par les théories raciales d'un enseignement de païens aryens. Il n'y a là rien de plus que les stupides fantaisies de faux prophètes [8]. »

Malgré ces avertissements, nombreux furent les pieux catholiques qui apportèrent leur soutien à Hitler. Pendant les dix années précédentes, les catholiques avaient politiquement tendu vers la droite. Spécialement en Bavière, place forte du catholicisme, les conservateurs avaient encouragé l'extension des idées nationalistes et antidémocratiques, qui se confondaient, autour des années 1920, avec le rejet du traité de Versailles et la demande de révision des verdicts de 1918, tant à l'intérieur des frontières qu'à l'extérieur. Quelques catholiques se faisaient une image romantique de leur pays, devenant le foyer d'un nouveau Reich, qui reconstruirait la puissance de l'Allemagne médiévale après les désordres politiques et les dissensions de la République de Weimar. La promesse d'un Etat organisé, libéré des divisions d'une société marquée par les divergences politiques, attirait de nombreux penseurs catholiques, tandis que d'autres exprimaient ouvertement leur antipathie pour l'enchaînement des événements issus de la Révolution française qui avait introduit ces dangereuses hérésies : libéralisme, individualisme et démocratie [9]. La peur du communisme et de tout ce qui res-

semblait aux hérésies marxistes devint le point de ralliement des orateurs catholiques. En outre, quelques groupes furent amenés à soutenir les revendications croissantes de la propagande nationaliste pour bien prouver qu'ils pouvaient être, eux aussi, comme les autres, des patriotes fervents et loyaux. De tels groupes particulièrement touchés par le côté autoritaire du programme nazi, considéraient volontiers que les gros gagnants depuis 1918 avaient été les juifs [10]. Hitler ne fit rien pour décourager ces partisans éventuels.

Les nazis n'étaient quand même pas préparés à supporter avec résignation la désapprobation de l'Eglise catholique. Déjà ils s'étaient opposés à l'introduction d'un Concordat devant les parlements de province, en Bavière et en Prusse. Quand ils furent sommés d'expliquer leur opposition, puisque le Parti était officiellement partisan du christianisme, ils s'en défendirent, non pas en raison de différences religieuses, mais seulement pour des raisons politiques. Grâce à cette distinction subtile entre le côté spirituel et le côté politique du catholicisme, Hitler put enfoncer un coin entre les forces catholiques du pays. Les politiciens catholiques du parti du Centre, et leurs associés le parti du peuple bavarois (BVP) ne bénéficièrent plus de l'appui total de la hiérarchie épiscopale catholique. Les chefs politiques du Centre regardèrent avec un mélange d'angoisse et de dégoût le développement des tendances nationalistes de l'aile droite du catholicisme allemand. Le but du Centre était de jouer le rôle de modérateur et de médiateur dans la vie politique allemande. Conduits par Heinrich Brüning, chancelier du Reich de 1930 à 1932, les politiciens catholiques, comprenant que l'existence même de la vie parlementaire allemande était menacée par l'importance croissante des extrémistes, qu'ils

fussent de droite ou de gauche, formèrent, à partir de 1920, un bloc avec les social-démocrates modérés, vaine tentative pour arrêter le flux qui allait balayer d'un coup la république de Weimar et la structure de la démocratie.

Ce bloc fut néanmoins gravement suspect aux évêques allemands. Sous l'influence du Nonce, Eugenio Pacelli, le futur Pie XII, les évêques allemands avaient repoussé tout appui de tendances socialistes dans l'Eglise. Ils trouvaient que les politiciens jouaient avec le feu et qu'ils n'étaient pas suffisamment soumis. Ils ne firent donc rien pour empêcher la chute du chancelier Brüning en 1932, et n'élevèrent aucune protestation lorsque le gouvernement provincial de Prusse fut, quelques mois plus tard, remplacé de force par le chancelier catholique du Reich von Papen. Les évêques n'étaient évidemment pas des défenseurs acharnés de la démocratie, et ne cherchaient pas non plus à maintenir au pouvoir leurs associés politiques.

Les laïques qui soutenaient des partis plus farouchement nationalistes que le Centre firent également pression sur les évêques. Pour certains, le National-Socialisme pouvait être sauvé de son attitude antichrétienne si des chrétiens laïques appuyaient sa campagne en faveur d'un renouveau national et pour la ruine de la menace bolchevique. Quelques prêtres catholiques encouragèrent donc leurs fidèles à se joindre aux organisations nazies afin de les christianiser de l'intérieur. Au surplus, les chefs catholiques crurent souvent que la présence de von Papen à la chancellerie du Reich prouvait qu'un gouvernement autoritaire pouvait s'accommoder des directives chrétiennes. Ils furent donc enclins à ne discuter avec les nazis que sur le plan théologique. Après la défaite de Brüning, ils eurent le réconfort de voir que la

présidence du Centre était confiée à un prêtre, Monseigneur Ludwig Kaas, perméable, on pouvait l'espérer, à l'influence épiscopale et papale. A partir de 1930, les catholiques furent de plus en plus touchés par la propagande nazie, qui prétendait les sauver du communisme et brandissait l'étendard du renouveau national.

Pourtant, l'attitude officielle de l'Eglise catholique, le 30 janvier 1933, était toujours très réservée. A peu d'exceptions près [11], ni le clergé, ni les fidèles ne s'étaient ouvertement affiliés au mouvement nazi, et la position doctrinale catholique restait inchangée.

La position des Eglises évangéliques était nettement différente. Le Parti s'y était assuré des adeptes importants, non seulement en ce qui concernait ses ambitions politiques, mais parmi le clergé évangélique, sur le terrain théorique. Ce clergé était dans l'ensemble conservateur, patriote et paternaliste. Nombreux étaient les monarchistes ardents; peu d'entre eux avaient admis l'instauration de la démocratie par la république de Weimar et quelques-uns avaient trouvé avantage à la nouvelle autonomie que garantissait sa constitution. De plus en plus ils usaient de leur influence pour corriger les soi-disant injustices du traité de Versailles, déversant leur mépris sur les échecs et les faiblesses du gouvernement parlementaire qu'ils subissaient à leur corps défendant. Pour certains, la démocratie étant de toute évidence une cause perdue, ils étaient disposés à faire intervenir les arguments théologiques afin de justifier la renaissance de l'autoritarisme [12]. D'autres accueillirent le renversement de la démocratie par les nazis comme un premier pas du retour au gouvernement des autorités chrétiennes, car ils affirmaient avec Saint Paul (Romains 13) « qu'il n'y a point d'autorité sans Dieu ». Théologiquement, les événe-

ments de la première guerre mondiale avaient jeté la confusion et l'incertitude dans l'Eglise évangélique. Le libéralisme vainqueur de l'école de Harnack était un défi à l'autorité de l'orthodoxie luthérienne; la guerre avait cependant jeté de tels doutes sur l'optimisme libéral que sa proclamation avait perdu toute efficacité. Quelques théologiens avaient adopté la néo-orthodoxie rigoureuse exposée par Karl Barth, mais cette orthodoxie était suspecte à la majorité, en raison de son arrière-plan calviniste. D'autres encore avaient accueilli le jeune mouvement œcuménique, malheureusement celui-ci était également suspect, en raison de ses possibles affinités « socialistes » et « internationalistes ». Le désir d'une doctrine nouvelle, conservatrice sans être démodée, luthérienne sans être proprement du seizième siècle, allemande par-dessus tout, préparait la voie à une nouvelle attitude théologique capable de tenir compte des forces politiques vibrantes qui affectaient la vie tout entière du peuple allemand.

La recherche d'une théologie nouvelle applicable à la nouvelle politique avait commencé vers 1920, lorsqu'un groupe d'ecclésiastiques nationalistes de droite avait organisé la Fédération pour une Eglise allemande (*Bund für eine Deutsche Kirche*) ayant pour objet la justification théologique des aspirations du pays et de son désir de retrouver la gloire nationale. Avide d'adopter la propagande nationaliste qui attribuait la récente défaite de l'Allemagne aux ennemis de l'intérieur, et principalement aux juifs, la Fédération s'efforça de donner un caractère purement allemand à l'Evangile. Sous l'influence persistante du prédicateur luthérien Adolf Stöcker, ses membres crurent que l'avenir du luthérianisme allemand consistait à rayer l'arrière-plan juif du christianisme, et à créer une religion nationale fondée sur la tradi-

tion du christianisme allemand. Ils revenaient sans arrêt aux déclarations antisémites de Luther et à son aversion pour la démocratie [13]. Ils pensaient que seul un retour à l'autorité pouvait permettre un renouveau des forces nationales, sous les auspices du christianisme. Dès le début de 1931, Karl Barth, alors professeur de théologie systématique à Bonn, avait attaqué ce qu'il décrivait comme un christianisme naturalisé, dans lequel le rôle du Christ lui-même était lié à des sentiments nationalistes. Les nationalistes prétendaient que douze siècles de christianisme avaient laissé une empreinte indéracinable sur la communauté allemande, lui avaient donné son identité et sa mission particulières, en lui imprimant le sceau d'une création providentielle du Tout-Puissant. Il s'ensuivait que non seulement la Bible, mais la communauté allemande également pouvaient donner la mesure de la vérité de la révélation divine. Une renaissance nationale était possible seulement si les forces latentes pour le bien de la communauté allemande étaient remobilisées : la réforme de Luther s'achèverait grâce à une réaffirmation nationale et spirituelle de la force et de la puissance allemandes.

Plus avancé encore était le groupe des « Chrétiens Allemands » de Thuringe (*Thüringer Deutsche Christen*). Les prétentions nationalistes les plus extrêmes, chez eux se trouvaient à l'aise, en grande partie parce que la discipline ecclésiastique y était insuffisante. Les chefs du mouvement, les pasteurs Julius Leutheuser, Joachim Hossenfelder et Siegfried Leffler s'efforcèrent de convaincre leurs collègues du clergé que, seule, une interprétation absolument nouvelle du christianisme, débarrassé des vieilles orthodoxies, de la bureaucratie et de la rigidité de l'Eglise luthérienne, pouvait répondre aux besoins des temps nouveaux. Ils cherchèrent à débarrasser l'Eglise de

sa mentalité « préscientifique » et de sa liturgie archaïque et à leur substituer la révélation nouvelle trouvée chez Adolf Hitler. Le besoin essentiel n'était pas l'orthodoxie chrétienne, mais l'activisme chrétien, celui qui suivrait l'exemple du Jésus « héroïque ». Au lieu d'une prédication pieuse, ils réclamaient l'engagement total de l'Eglise dans les affaires politiques. Dans la création nouvelle du Parti nazi, ils voyaient le moyen de réaliser la fraternité, caractère essentiel du véritable christianisme. Si Hitler pouvait accomplir ce qu'ils appelaient des actes chrétiens, l'orthodoxie pouvait être abandonnée. Le Führer, disaient-ils, est « le rédempteur dans l'histoire des Allemands. Hitler se dresse comme un roc dans un désert sauvage, comme une île dans l'immensité des mers. Au cours de la nuit la plus sombre de notre histoire de l'Eglise chrétienne, Hitler est devenu pour notre temps cette transparence merveilleuse, la fenêtre à travers laquelle la lumière tombe sur l'histoire du christianisme[14]». « Nous avons mis notre confiance dans notre Führer, l'envoyé de Dieu, illuminé lorsqu'il entendit l'appel de Dieu : « Tu dois sauver l'Allemagne », et qui, ayant retrouvé son équilibre, entreprit le grand œuvre et nous conduisit au jour merveilleux du 30 janvier 1933[15]. »

Cette dévotion forcenée à la cause nazie conduisit Leutheuser et ses adeptes à croire qu'ils deviendraient les chefs spirituels de la croisade politique nazie pour la renaissance de l'Allemagne. Ils comparent l'appel nazi lancé aux masses avec l'aryanisme et le provincialisme des Eglises. Pour eux, le Parti et l'Eglise devaient se présenter la main dans la main et offrir aux Allemands un Peuple, un Dieu, une Nation, une Eglise.

Plus modestes dans leurs visées étaient les membres du Mouvement des « Chrétiens Allemands »

(*Christlich Deutsche Bewegung*), fondé par le pasteur prussien Werner Wilm, dont l'objectif était d'éveiller, dans l'Eglise évangélique, l'intérêt pour les questions politiques et de soutenir la droite. Ils furent les premiers à accueillir les formations nazies dans leurs temples, et à prendre la charge des aumôneries dans les formations paramilitaires des S.A. (*Sturmableitung*) [16]. Mais leurs efforts leur valurent le blâme des autorités prussiennes de l'Eglise évangélique; pour combattre cette opposition, sous le commandement du chef prussien nazi, Wilhelm Kube, une association se forma en vue de la campagne électorale de 1932. Cette force, jointe à celle de la Fédération pour une Eglise Allemande et à celle des « Chrétiens Allemands » de Thuringe, prit le nom, à la suggestion de Hitler, de « Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands » (*Glaubensbewegung Deutsche Christen*). En avril 1932, le pasteur Joachim Hossenfelder fut promu chef du Mouvement pour le Reich et, en juin, il en publia le manifeste [17].

Pendant quelque temps, Hitler considéra ce « Mouvement de la Foi » comme un allié utile, capable de semer la division dans l'organisation officielle des Eglises et la confusion dans les esprits. Mais la loyauté débordante qu'ils manifestaient au Führer et aux membres du Parti ne fut jamais payée de retour. Hitler conserva son mépris pour le clergé évangélique, sans distinctions de personnes; il se rendait nettement compte que les chefs des « Chrétiens Allemands », opportunistes dans l'ensemble, espéraient gagner, grâce à la politique, les places qu'ils n'avaient pu obtenir sans elle. Il les considérait, malgré tout, comme provisoirement utiles à la cause nazie, dignes de figurer comme supports du Parti, ce qui entretenait leur activité et perturbait les rangs de l'Eglise évangélique.

Fort du soutien que lui apportait ainsi une certaine catégorie de chrétiens, Hitler put tenir en échec les plus acharnés des antichrétiens et des anticléricaux de son Parti. Ces réformateurs fanatiques désiraient mettre à profit leurs campagnes contre les partis politiques rivaux, le parti du Centre spécialement; elles étaient pour eux un moyen d'exprimer leur opposition aux Eglises et au clergé. Les tendances nihilistes des S.A. amenèrent tant de troubles et d'angoisses dans les cercles religieux de 1931 à 1932 qu'Hitler eut grand-peine à expliquer que ces excès étaient des explosions de colère spontanée dues au ressentiment des nazis contre l'Eglise catholique et son interdiction aux fidèles de s'inscrire au Parti. Tant que l'Eglise catholique adopterait une ligne de conduite hostile, vis-à-vis du parti nazi, déclara-t-il, ces malheureux incidents se reproduiraient obligatoirement. En outre, il était également prêt à désavouer le *Mythe du Vingtième Siècle* de Rosenberg, qu'il déclarait être une œuvre absolument personnelle, que le Parti n'avait pas autorisée et ne soutenait pas [18]. Hitler refusa ouvertement d'appuyer un de ses lieutenants les plus dévoués, le gauleiter de Thuringe, Arthur Dinter, dont le livre *L'Eglise du Peuple Allemand* exposait sa propre idéologie. Comme nous l'avons vu, il n'encouragea pas davantage les activités de son ancien allié, le général Ludendorff. Quant aux autres partisans d'Hitler, leurs opinions oscillaient entre un complet refus du christianisme et une indifférente approbation des revendications des Eglises. Plus tard seulement des différences importantes, concernant la place réservée à l'avenir au christianisme en Allemagne, se firent jour à l'intérieur du Parti.

Conscient de la résonance de sa croisade anticommuniste parmi les ecclésiastiques, Hitler revenait

sans cesse sur la nécessité pour les catholiques et les protestants de se tenir côte à côte avec le Parti afin de grouper le renouveau national contre les forces du « communisme international ». Face à l'athéisme révolutionnaire du communisme, le nazisme paraissait offrir une organisation autoritaire voisine de l'organisation de l'Eglise catholique; conçu à l'exemple du parti fasciste, il pouvait s'entendre avec l'Eglise, comme Mussolini y était parvenu, lors du traité de Latran en 1929. C'est ainsi que de nombreux ecclésiastiques se réfugièrent dans l'illusion. Ils crurent que les accès d'anticléricalisme, la suppression de la liberté individuelle, l'espionnage, le travail forcé et les camps de concentration, comme la censure de la presse n'étaient que des mesures temporaires, nécessaires en temps de révolution, destinées à disparaître dès que serait établi un gouvernement fort et autoritaire.

Il est donc compréhensible que le 30 janvier 1933 ait été regardé comme un jour de libération par un grand nombre de protestants allemands, eux qui, depuis longtemps méprisaient et repoussaient la république de Weimar. On croyait très généralement qu'Hitler était plus modéré et plus digne de confiance que ses partisans. Dans bien des foyers protestants, en vérité, s'était accréditée cette pensée que, comme Bismarck, Hitler était un homme « pieux » essentiellement, la piété étant la caractéristique des chefs Allemands, au cours de l'histoire [19]. Hitler avait grand soin d'entretenir ces illusions. Jamais il ne se sépara officiellement de l'Eglise et il continua à régler ses cotisations. Après son accession au pouvoir, pendant quelques années, il assista à plusieurs offices de l'Eglise catholique, dont le Requiem pour le Maréchal Pilsudski, le dictateur Polonais, à la cathédrale de Berlin en 1935. Des photographies attestant sa

présence en de semblables occasions, étaient destinées à prouver à tous son respect vis-à-vis des valeurs chrétiennes. Pour la grande majorité des protestants et des catholiques, de telles manifestations les justifiaient lorsqu'ils reprenaient leur attitude traditionnelle de soutiens de l'Etat, attitude que certains aspects du régime de Weimar avaient ébranlée. « L'autoritarisme protecteur » de l'Etat nazi et les « pieuses » qualités de ses chefs étaient considérés comme des boucliers contre l'athéisme politique ou la subversion.

Si l'on veut comprendre l'aveuglement presque incroyable des ecclésiastiques devant l'extension du totalitarisme nazi, il faut tenir compte de cette attitude d'esprit si profondément enracinée, surtout parmi les protestants. Elle seule explique la confiance pathétique que purent conserver à Hitler « qui ne leur avait jamais voulu de mal » un nombre incalculable d'ecclésiastiques. Voici la déclaration d'un témoin Américain, en 1934 :

« Presque à l'unanimité, les ecclésiastiques se déclarent pour Hitler. Il y a pour cela bien des raisons. Ils ont confiance en lui. Ils sentent le besoin d'une main ferme pour diriger la nation. Ils croient en sa sincérité, en l'intérêt sans égoïsme qu'il porte à la nation et au peuple. Plus d'un a souligné l'intégrité personnelle d'Hitler, sa croyance au caractère moral de l'Etat, le succès avec lequel il a brisé les barrières entre les classes sociales et créé entre elles une unité... » C'était intéressant d'entendre un libéral connu comme Walter Simons, autrefois Président de la république, ancien Président de la Cour Suprême [20], exprimer sa confiance en Hitler et ajouter que « le National-Socialisme, en dépit de toutes ses erreurs, nous avait sauvés du bolchevisme. » Voilà bien la raison fondamentale pour laquelle les chré-

tiens soutiennent Hitler ou le national-socialisme, ou les deux [21].

Pour fortifier cette confiance, Hitler, le 1er février 1933, parmi de nombreuses promesses rassurantes assurant la continuité entre l'ancien et le nouveau régime, déclara que :

« Le gouvernement national soutiendra et défendra les fondements sur lesquels est construite la force de notre nation. Il cherchera fermement à protéger le christianisme, base de la moralité tout entière, et la famille, noyau de la vie de notre peuple et de notre communauté [22]. »

Que ses intentions fussent totalement différentes, cela ressort de la conversation suivante qu'il eut avec son associé Hermann Rauschning, dès qu'il fut au pouvoir :

« Ni les catholiques, ni les protestants — ils se valent tous — ne subsisteront dans l'avenir. Du moins ne subsisteront-ils pas pour les Allemands. Peut-être le fascisme peut-il faire la paix avec l'Eglise au nom de Dieu. Moi aussi je la ferai. Pourquoi pas? Mais cela ne m'empêchera pas de chasser le christianisme d'Allemagne, le tronc comme les branches. On est chrétien ou on est allemand. On ne peut pas être les deux [23]. »

Au début de 1933 alors qu'il soutenait encore que son rôle n'était pas celui d'un réformateur religieux, la stratégie d'Hitler contre les Eglises avait un point de départ pragmatique. Comme il le remarqua plus tard :

« Dans ma jeunesse, j'avais envisagé « la dynamite ». J'ai compris plus tard qu'on ne peut briser l'Eglise avec une simple charge de dynamite sur les genoux. Il faut la laisser pourrir comme un membre gangréné... mais la saine jeunesse nous appartient [24]. »

Au cours de ses premiers mois au pouvoir, Hitler fut influencé par les dangers possibles d'une politique immédiate de la « dynamite » et par la conviction qu'une campagne contre l'Eglise n'était pas nécessaire. Il la voyait vraiment mourir sous peu de sa bonne mort. En attendant, c'était une société qui avait la charge de satisfaire certains besoins spirituels, mais qui n'aurait plus sa raison d'être auprès des futurs Allemands, plus forts et plus héroïques. Il tenait la foi chrétienne pour une survivance depuis longtemps dépassée; sa position morale n'était plus tenable; ses coutumes étaient des reliques de l'ancien temps. En tant qu'institution, l'Eglise n'avait d'autre intérêt que de pouvoir répandre telle ou telle politique désirable.

« Croyez-vous vraiment que les masses redeviendront jamais chrétiennes? C'est un non-sens. Jamais! Le conte est terminé. Nul ne l'écoutera plus! Mais nous pouvons hâter les événements. Nous ferons creuser aux pasteurs leurs propres tombes. Pour nous, ils trahiront leur Dieu. Ils trahiront n'importe quoi pour l'amour de leurs misérables petites situations ou petits revenus [25]. »

Ce n'est que plus tard, lorsqu'il rencontra une résistance ferme et inattendue des Eglises que l'indifférence d'Hitler se mua en haine et qu'il décida leur complète destruction. D'abord ce ne furent que les extrémistes antichrétiens du Parti qui réclamèrent une campagne contre l'Eglise. Des considérations tactiques et la conviction que les Eglises feraient tout pour s'entendre avec le nouveau régime dictèrent à Hitler sa conduite pendant quelques mois.

Le mois de février 1933 fut employé par les nazis à s'emparer des positions clefs du gouvernement, et spécialement des forces de police, grâce auxquelles ils allaient dominer le pays tout entier. Comme on

pouvait s'y attendre, ils commencèrent par asseoir leur contrôle politique. Avec une grande astuce, tout en prenant les premières mesures contre leurs adversaires politiques, où figuraient les chefs du parti communiste, ils annoncèrent de nouvelles élections pour le 5 mars. Croyant fermement qu'en éliminant les communistes de l'activité politique, il s'assurait la faveur de la majorité des Allemands, Hitler justifia en outre ces mesures en arguant de la nécessité de défendre le christianisme et la culture chrétienne d'Allemagne qu'il débarrassait ainsi d'éléments athées et matérialistes. Comme le proclama Bernhard Rust, le nouveau ministre de l'Instruction Publique de Prusse dans son discours inaugural :

« Pendant cent cinquante ans, au cours des guerres de religion, nous avons été presque détruits, en tant que peuple et en tant qu'empire. Aujourd'hui nous nous trouvons aux prises avec une lutte beaucoup plus implacable pour notre existence, celle que nous devons mener contre le bolchevisme. J'en appelle à tous les chrétiens, catholiques ou protestants, pour qu'ils se joignent à nous contre cet ennemi de leur foi, de leurs valeurs et de leurs coutumes [26]. »

De ces nouvelles élections Hitler n'attendait pas seulement une majorité agissante au Reichstag, mais son contrôle absolu. Sans nul doute, l'incendie du Reichstag du 27 février ne fut exploité que dans cette intention. Avec une grande habileté, les propagandistes nazis s'appliquèrent à démontrer qu'un effort diabolique était tenté pour réduire l'Allemagne à l'anarchie, tandis qu'Hitler faisait, autour des urnes, un appel à l'unité nationale. Le 28 février fut un jour encore plus significatif, c'était le lendemain de l'incendie du Reichstag : Hitler persuada au Président Hindeburg, de faire paraître une ordonnance, comme le permettait, en cas d'urgence, la constitution de

Weimar, qui retirait effectivement toute liberté personnelle aux citoyens allemands. Sous le prétexte d'empêcher les activités terroristes communistes, cette ordonnance annulait les sept articles de la constitution de Weimar qui protégeaient la liberté de l'individu, le droit d'expression, le droit de réunion, l'inviolabilité du domicile du citoyen, celle de ses communications postales, téléphoniques et télégraphiques, contre les recherches et les interférences policières. Cette annulation permit dans la suite de justifier la plupart des mesures policières prises contre les Eglises.

Il reste, qu'en dépit de cette propagande intensive, Hitler n'obtint pas la majorité absolue aux élections de mars. Cet échec le décida à adopter une mesure plus révolutionnaire encore : se passer entièrement du Parlement, grâce à la Loi des pleins pouvoirs qui donnait au gouvernement le pouvoir législatif total sur le pays. Cette loi, pour passer, devait avoir pour elle au moins les deux tiers du Reichstag, et le parti nazi, joint à l'aile droite d'Hugenberg, ne réunissait pas le nombre de voix requis. Malgré l'incarcération des communistes et la promesse de Goering de se débarrasser ainsi d'un nombre suffisant de socialistes, Hitler voulait avoir un soutien plus positif. Le Centre, la vieille forteresse des catholiques allemands qui, avec le parti Bavarois, représentait 13,9 pour cent des votants, était pour Hitler à la fois un obstacle à surmonter et un groupe politique à séduire. Il calcula, avec beaucoup de bon sens et de finesse, que la meilleure manière de réussir était d'influencer les hommes qui se trouvaient derrière le Centre, c'est-à-dire les évêques catholiques et le Vatican lui-même [27]. S'il parvenait à convaincre les évêques de la nécessité de soutenir la loi des pleins pouvoirs, ou seulement de priver le Centre de leur

appui pour le donner aux nazis, cette loi nécessaire passerait dans l'embrasement de l'unité nationale.

Mais les évêques n'étaient pas encore convaincus de la sincérité des intentions nazies. Avant les élections, leurs lettres pastorales condamnèrent presque unanimement les théories nazies. Le premier mois du régime nazi, s'étaient accumulées quantité de mesures illégales, pour ne pas dire terroristes, prises contre les adversaires politiques, au nombre desquels figuraient naturellement des catholiques. Des fonctionnaires avaient été révoqués pour faire place aux membres du Parti; la presse était muselée; la radio mobilisée pour soutenir la campagne électorale nazie; le ton des discours nazis était à la fois alarmant et intimidant. Le 10 mars, le Cardinal Bertram écrivit au Président Hindenburg, pour lui faire part de l'angoisse grandissante de la population catholique devant ce qu'il appelait « les événements précipités des derniers jours [28]. »

Ces inquiétudes, malgré tout, ne se formulaient pas au grand jour, et le leader du Centre, Monseigneur Kaas, s'avéra plus souple qu'on ne l'avait espéré. Ses mobiles sont restés confus [29]. Il est certain qu'il fut influencé par le désir du Vatican de ne pas voir rompu le front anticommuniste par une dissension ouverte entre les nazis et le Centre. Il est également certain qu'il n'y avait aucun avenir dans une opposition au Parti étant donné la société autoritaire vers laquelle tendait Hitler. Le lendemain des élections de mars, il vint trouver von Papen et lui proposa de tirer un trait sur le passé, de manière que le Centre puisse participer au renouveau national. Certains membres du parti du Centre, tel l'ex-chancelier Brüning, restaient sceptiques sur ce genre de collaboration. Kaas trouva moyen de convaincre la plupart de ses collègues de la nécessité de discuter avec Hitler pour en

venir à une entente. Cette discussion eut lieu le 20 mars. Il leur promit de faire réviser par un comité restreint les effets de la loi des pleins pouvoirs et regagna leur confiance. On ne sait pas s'il fut ou non fait mention de concessions possibles à l'Eglise catholique, mais Kaas l'espéra suffisamment, en tout cas, pour qu'il puisse conseiller à son parti de donner une chance au nouveau gouvernement. Au cours de la conversation suivante avec Kaas, Hitler promit de ne pas toucher au pouvoir des gouvernements de province, de ne pas intervenir dans les affaires judiciaires, du moins de ne toucher qu'à un minimum de fonctionnaires (promesses qui devaient être désavouées dans l'année même) et il ajouta clairement qu'il comptait prendre des mesures sévères contre les communistes et les communisants, à quelque catégorie qu'ils appartinssent, et il espérait que Kaas et le parti du Centre ne se trouveraient pas du mauvais côté. Enfin si les députés du Centre désiraient d'autres assurances, il promettait de répéter ces promesses dès le premier discours qu'il prononcerait au Reichstag si, dans l'intervalle, ils s'étaient soumis. A la suite de quoi, le soir du 22 mars une lettre fut écrite par Kass et Brüning, dans laquelle ils demandaient que fût protégé le statut constitutionnel de l'Eglise et celui de la constitution de Weimar. Envoyée à Hitler, elle ne reçut jamais de réponse [30].

La veille, le 21 mars, Hitler avait, à la manière d'un grand spectacle, organisé la séance d'ouverture de la nouvelle session du Reichstag dans l'Eglise de Postdam. Le but poursuivi était de fortifier l'espoir chez les conservateurs allemands de voir justifiée leur confiance par le nouveau régime, fût-il autoritaire. Il faut reconnaître que ce but fut pleinement atteint. La pompe et la splendeur de la cérémonie, les honneurs rendus au vieux Président, le respect

dont il fut entouré, le discours adressé au Surintendant Dibelius, et les défilés avec tous les insignes nationaux disaient avec évidence qu'en dépit de toutes les indications contraires données les semaines précédentes, le National-Socialisme était conservateur et national. Dans le clergé, les inquiétudes soulevées par le racisme et le nihilisme politique des nazis étaient apaisées par le sentiment de l'unité nationale. Le « Jour de Postdam » fut considéré comme le début d'un rétablissement prometteur de l'unité de l'Eglise et de l'Etat.

Cette impression favorable s'accentua encore deux jours plus tard quand, dans son premier exposé de la politique du gouvernement au nouveau Reichstag, Hitler donna les assurances attendues depuis si longtemps.

« En décidant l'assainissement politique et moral de notre vie publique, le Gouvernement crée et garantit les conditions d'une vie intérieure et réellement profonde qui n'ont rien de comparable avec les conséquences évidentes qu'entraînerait la destruction de vos valeurs communes religieuses et morales. Le Gouvernement national voit chez les chrétiens, protestants ou catholiques, les facteurs les plus importants pour le maintien de notre société. Il observera les accords conclus entre les Eglises et les provinces; leurs droits ne seront jamais touchés. En revanche, le Gouvernement espère que la tâche entreprise pour le renouveau national et politique de notre peuple et qu'il a lui-même établie, sera également respectée de l'autre côté. Le Gouvernement traitera toutes les Eglises avec justice, objectivité, impartialité. Néanmoins, il lui est impossible de tolérer que le fait d'appartenir à une religion ou à une race quelconques dispense l'individu des obligations légales pour tous, que ce soit un chèque en blanc,

autorisant une attitude répréhensible ou un crime. (Le Gouvernement national autorisera tous les chrétiens à exercer leur juste influence comme ils l'entendront dans les écoles et pour l'instruction de la jeunesse). Et il s'assurera d'une sincère coopération entre l'Eglise et l'Etat. La lutte contre l'idéologie matérialiste et pour l'édification d'une véritable communauté (*Volksgemeinschaft*) sert autant l'intérêt de la nation allemande que celui de notre foi chrétienne...

« Le Gouvernement national voyant dans le christianisme le fondement inébranlable de la vie morale de notre peuple, attache la plus haute importance au développement et au maintien des relations les plus amicales avec le Saint-Siège... Les droits des Eglises ne seront pas touchés; leurs relations avec l'Etat ne seront pas changées [31]. »

Hitler mesurait pleinement le risque qu'il prenait avec des déclarations aussi conservatrices, dont le succès même était susceptible de contrarier sa future liberté d'action. Il est certain que si les Eglises avaient eu le pouvoir d'exiger que ces promesses fussent tenues, les prétentions nazies auraient été sérieusement mises en question, sinon détruites. Hitler reconnut plus tard avoir dû affronter ce danger [32] et, avec sa compréhension intuitive des forces politiques, avoir calculé qu'il pourrait écraser ses adversaires, quand son heure serait venue, que son pouvoir serait établi, et qu'il serait encore temps alors de renier des concessions apparemment si généreuses [33].

L'effet immédiat de son discours fut de placer les évêques catholiques dans une position extrêmement difficile. Face aux promesses qui intéressaient l'avenir, l'opposition de l'Eglise catholique à la révolution nazie pouvait-elle être maintenue? Quelques jours

plus tôt, le Cardinal Bertram en était encore persuadé. Il avait, le 18 mars, déclaré à von Papen, que l'Eglise avait formulé les raisons de son opposition :

1. Certaines parties du programme officiel du Parti, telles qu'elles étaient exposées et devaient être clairement interprétées, contenaient des erreurs de doctrine.
2. Les déclarations de nombreux représentants et journalistes du Parti nous sont hostiles, en cela qu'ils s'opposent à l'enseignement et aux doctrines de l'Eglise catholique; en outre ces déclarations n'avaient jamais été démenties, ni rétractées par les membres haut placés du Parti; ce qui était vrai en particulier pour les écoles confessionnelles et pour le mariage chrétien.
3. Le clergé catholique et les fidèles, loyaux défenseurs des intérêts de l'Eglise dans la vie publique, considéraient que si le Parti réussissait à s'emparer du pouvoir absolu, comme il le désirait si ardemment, les perspectives les plus sombres s'ouvraient devant l'Eglise catholique...

En un mot, ajoutait-il, si l'on pouvait s'attendre à un revirement quelconque, il ne pouvait venir que du chef des nazis lui-même [84].

En une semaine, tout était changé. Les leaders du Centre avaient fait la paix avec le régime; le Cardinal Faulhaber, après une courte visite à Rome, revenait sans rapporter l'espoir de voir l'opposition soutenue par le Vatican [85]; il devenait très difficile de poursuivre la résistance et de la faire accepter aux masses catholiques qui accordaient implicitement créance aux promesses d'Hitler. En outre, il était vraisemblable qu'un appel aux masses lancé par les

nazis réussirait à convaincre des milliers, des millions même de gens de quitter l'Eglise. Dans ces conditions, persévérer dans l'opposition ne servirait qu'à faire qualifier les évêques « d'affreux réactionnaires ». En d'autres termes, l'opposition conduirait l'Eglise catholique à s'enfermer dans une sorte de ghetto, et l'acculerait à une situation semblable à celle du *Kulturkampf* de Bismarck. Sans doute eurent-ils aussi le sentiment que l'on pouvait, après tout, faire confiance à Hitler, qu'il était peut-être convaincu de l'intérêt du soutien catholique face au communisme et à la décadence morale, peut-être décidé à accepter l'assistance de l'Eglise catholique et de tout ce qu'elle représentait pour reconstruire une société unie et ordonnée.

Etant donné l'atmosphère politique surchauffée, il était impossible de se tenir sur la réserve et d'attendre. Aussi, le 25 mars, deux jours après le discours d'Hitler, le Cardinal Bertram envoyait-il une circulaire à tous les évêques pour leur demander leur avis :

« Il devient urgent de donner des instructions au clergé. De tous côtés, nous sommes submergés de questions concernant notre attitude vis-à-vis du mouvement nazi actuel... Raisons de se hâter : 1° Attendre et voir si le Gouvernement tiendra les excellentes promesses contenues dans le discours du Chancelier nous conduirait, peut-être, à attendre des années avant de nous décider. Rien ne peut être pire. C'est pourquoi je crois bon, pour nous, de saisir cette occasion et d'aller de l'avant, dans la mesure où nous ne violons ni notre foi ni le droit canon. 2° Dans les villes catholiques où des formations serrées de S.A. ne sont pas autorisées à suivre les offices du culte catholique, leur présence au temple n'en est pas moins une obligation, c'est un ordre du commandant.

Pour autant qu'ils dépendent des S.A. qui les habillent et les nourrissent, les catholiques se rendent donc au culte protestant, et ils s'y rendront en nombre croissant. 3° Les suggestions ne doivent rien contenir qui soit contre la foi ou le droit canon. Des règles de pure discipline peuvent être adaptées au salut des âmes.

« Répondez, s'il vous plaît, mercredi après-midi [36]...

Trois jours plus tard, un accord avait permis la déclaration faite par l'ensemble du clergé catholique :

« Les évêques des diocèses d'Allemagne, pour des raisons qui ont été plusieurs fois expliquées, soucieux de la pureté de la foi catholique et de la protection des droits et des devoirs de l'Eglise catholique, ont adopté, au cours des dernières années, une attitude négative, vis-à-vis du mouvement nazi, par le truchement de défenses et de conseils, toujours valables, tant que subsistent les raisons qui les ont suscités.

« Nous reconnaissons maintenant que le représentant le plus élevé du gouvernement du Reich, qui est en même temps le chef responsable de ce mouvement, a fait des déclarations directes et impressionnantes, dans lesquelles étaient reconnus l'inviolabilité des doctrines catholiques et les droits intangibles de l'Eglise. Les traités existants entre les provinces et l'Eglise sont intégralement et explicitement garantis. Sans annuler les jugements de nos précédentes déclarations contre certaines erreurs morales et religieuses, l'épiscopat croit pouvoir espérer que les interdictions et les conseils précédemment donnés ont cessé d'être nécessaires [37]. »

Que ce changement subit d'attitude ait été dicté pour sauver l'Eglise de la persécution ou par l'espoir d'influencer le régime nazi vers un but national plutôt que révolutionnaire, on ne peut en tout cas douter

de la satisfaction d'Hitler. Car Hitler aussi craignait un *Kulturkampf*, surtout si vite après son accession au pouvoir. Non seulement cette déclaration des évêques ouvrait la voie à l'infiltration nazie dans les rangs des catholiques, mais elle signifiait également que l'épiscopat, ayant adopté cette position, se trouverait dans l'impossibilité de recréer le genre d'organisation politique qui avait mobilisé l'opposition catholique contre Bismarck. Privé du soutien des évêques catholiques, le Centre pourrait être manœuvré avec efficacité. On pouvait être également assuré que, sans le soutien du Centre, les évêques catholiques seraient à tout jamais chassés de l'arène politique. Hitler avait atteint son premier but.

Il est maintenant facile de se rendre compte que la résistance politique des catholiques allemands contre les nazis ne fut jamais une entreprise pratique. Pourtant elle parut offrir, pour Hitler, en 1933, un véritable danger. Le « catholicisme était une force politique »; cela lui paraissait l'unique raison pour laquelle l'Eglise avait subsisté si longtemps. La puissance de l'Eglise, aussi bien en Allemagne qu'à travers le monde entier, était un facteur avec lequel il fallait compter. L'empressement des évêques à consentir des concessions était une occasion à saisir pour pénétrer dans les coulisses de leur politique. Dans sa lettre au Président Hindenburg, le Cardinal Bertram avait déjà déclaré que « l'Eglise se tenait, pour sa part, très au-dessus des affaires politiques et n'était nullement liée aux organisations qui préparaient les campagnes politiques[38] »; sans y croire, Hitler avait tout de même noté cette prise de position. Le moment était venu de mettre les catholiques à l'épreuve.

Ce fut dans cette atmosphère que von Papen suggéra à Hitler la possibilité de rouvrir la question d'un

concordat avec le Vatican [39]. Dans ses mémoires, von Papen assure n'y avoir été conduit que pour renforcer les garanties données par Hitler le 23 mars et soustraire la politique à venir du nouveau gouvernement à l'anticléricalisme des extrémistes nazis. Un concordat, valable pour le Reich tout entier, devait fournir à l'Eglise catholique un statut légal, satisfaction qui ne lui avait encore jamais été donnée, en même temps qu'il confirmerait à l'étranger l'impression que le régime nazi offrait toute garantie, et qu'il était hostile à toute épreuve du communisme [40]. Hitler encouragea la proposition de von Papen et lui conseilla de se rendre lui-même à Rome la semaine suivante. S'il devait se heurter à une résistance du Vatican, sa démarche pouvait être désavouée comme lui étant essentiellement personnelle. Si, au contraire, il revenait après quelques concessions tactiques sur des points mineurs, incommodes peut-être, mais non contraignants, le Pape pourrait être amené à signer un concordat qui, pour Hitler, représenterait un gain considérable, aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger.

Les efforts de von Papen répondaient d'une part à son désir de prouver à ses correligionnaires son fol enthousiasme pour le parti nazi — avant le 28 mars précédent, interdiction leur avait été faite d'y exercer la moindre activité — d'autre part à celui de se pousser lui-même dans les bonnes grâces du régime. A sa grande surprise, l'accueil de Rome fut extrêmement favorable. L'ancien nonce en Allemagne, le Cardinal Pacelli, devenu Cardinal Secrétaire d'Etat, se déclara prêt à entamer des négociations avec le gouvernement nazi. Cette réaction était due, en partie, à la présence à Rome de Monseigneur Kaas, qui, le 7 avril, avait définitivement abandonné l'Allemagne et le Parti du Centre [41]. Les instructions données à von Papen sur les concessions possibles étaient

vagues sauf sur un point : il ne devait pas accepter que le clergé intervienne dans les affaires politiques. De leur côté, Kass et Pacelli étaient prêts à reconnaître que la position du Centre était difficilement défendable une fois passée la loi des pleins pouvoirs. Pour le Cardinal Pacelli, il importait davantage de défendre les intérêts religieux de l'Eglise que ses intérêts politiques. Somme toute, de part et d'autre, les négociateurs étaient prêts aux concessions. Le Cardinal Pacelli se contenta de reprendre le projet présenté par Rome et refusé par le gouvernement du Reich en 1929. A la stupéfaction générale, il fut presque entièrement accepté par Berlin et des négociations furent immédiatement entreprises afin de fixer les nombreux détails techniques.

Pour maintenir un semblant d'apparente bienveillance, Hitler donna des instructions pour que rien ne vienne compromettre la signature du Concordat. La nouvelle attitude des évêques devait être confirmée grâce à de bonnes paroles et à des promesses. C'est ainsi que le 26 avril, Hitler accorda une interview à Monseigneur Berning, évêque d'Osnabrück, vigoureux conservateur. Hitler lui déclara être profondément blessé en s'entendant accusé d'être l'adversaire du Christianisme, alors qu'il était convaincu que rien n'était possible sans lui, ni la vie de l'individu, ni celle de l'Etat, et que, sans Eglise chrétienne, l'Etat allemand était inimaginable.

— Je suis personnellement convaincu, dit-il, de la grande puissance et de la signification profonde du christianisme, et je n'admettrai pas que soit favorisée une autre religion. C'est pourquoi je me suis détaché de Ludendorff, et pourquoi je repousse le livre de Rosenberg. Il est écrit par un protestant, ce n'est pas un livre du Parti, il ne l'a pas écrit en tant que membre du Parti. Il faut laisser aux protestants

la joie de discuter avec lui... En tant que catholique, je ne me suis jamais senti à l'aise avec l'Eglise évangélique. C'est la raison pour laquelle j'éprouve toujours de si grosses difficultés quand il s'agit de régler les affaires des Eglises protestantes. De toute manière les protestants seront toujours contre moi. Mais soyez assuré que je protégerai les droits et les libertés des Eglises et que je ne permettrais à personne d'y toucher; n'ayez donc aucune crainte en ce qui concerne l'avenir de l'Eglise.

Hitler aborda aussi la question des juifs :

— Quant aux juifs, je veux continuer envers eux la politique adoptée par l'Eglise catholique depuis quinze cents ans; elle les a regardés comme dangereux et les a repoussés dans leurs ghettos... car elle les connaissait. Je ne place pas la race au-dessus de la religion, mais je vois les dangers que recèle cette race pour l'Eglise et pour l'Etat... qui sait si je ne rends pas au christianisme un grand service [42].

On ignore ce que l'évêque a répondu.

La même impression se dégage d'une lettre écrite par Hitler au Cardinal Bertram, deux jours plus tard. Il l'assurait de la bonne volonté et de l'appui du nouveau gouvernement, exprimait ses regrets pour les attaques dirigées contre les prêtres — résultats des tristes expériences que les nazis avaient eu à subir avant 1933 — et promettait de faire procéder à une enquête [43].

Ces promesses calmèrent les inquiétudes du clergé. Il n'était pas loin de croire que le « véritable » Hitler s'était révélé à Monseigneur Berning, que le Gouvernement nazi n'allait pas tarder à se montrer tel qu'il était, autoritaire et conservateur, et que les relations entre l'Eglise et l'Etat pourraient être établies à la manière italienne. Les plus sceptiques espéraient, en

tout cas, que les termes du Concordat fixeraient avec assez de précision les droits de l'Eglise, conformément à la loi, pour contraindre les nazis à les respecter. Enthousiastes et sceptiques se félicitèrent d'abandonner toute influence politique sur les partis du Centre et du Peuple Bavarois. Une certaine tension subsista sur ce point entre le clergé et les laïques. Le 3 mai, le Cardinal Bertram s'efforça de rassurer le clergé en disant que le Gouvernement désirait sincèrement mener avec l'Eglise une campagne contre le marxisme, contre l'athéisme et contre l'immoralité : « L'Eglise n'est pas repoussée dans la sacristie; elle doit accomplir, grâce à ses propres ressources intellectuelles et spirituelles ce vers quoi tend l'Etat pour le relèvement de la nation en se servant de la puissance politique dont il dispose. Point n'est besoin de nous prier à nouveau d'accomplir cette tâche essentiellement catholique [44]. » Trois jours après, le Cardinal informait Hitler que l'Eglise avait pris conscience du devoir qui lui incombait d'inculquer aux fidèles le respect et l'obéissance envers les autorités constituées, et de les amener à consentir les sacrifices nécessaires au bien commun [45]. »

La perspective de conditions nettement meilleures pour l'Eglise en dehors de l'action politique incitait le clergé à faire bon marché de quelques renoncements de moindre importance. De plus, les événements progressaient de façon inquiétante pour l'Eglise évangélique. Les efforts pour favoriser l'établissement d'une nouvelle Eglise du Reich, combinant les différents groupes luthériens et calvinistes, était un premier pas vers la proclamation d'une seule Eglise unie; comme conséquence immédiate, il fallait admettre l'anéantissement des autres Eglises, ou du moins la certitude que les statuts leur conférant une existence légale, allaient être considérablement

réduits. C'était d'ailleurs ce que réclamaient les extrémistes du groupe des « Chrétiens Allemands ». Ils se rappelaient les slogans du temps de Bismarck. Pour combattre ces rêves de suprématie protestante, les catholiques devaient se hâter de signer le Concordat et d'acquérir ainsi un statut national [46].

De son côté, en signant le Concordat, Hitler n'avait d'autre intérêt que les concessions politiques à obtenir du Vatican. Dans les télégrammes échangés entre Berlin et les négociateurs allemands à Rome revenait sans cesse la nécessité d'évincer le clergé de toute activité politique [47]. Le 2 juillet, le rapport envoyé de Rome à Hitler par von Papen stipulait :

« Article 32 : Il apporte, pour finir, la solution que vous souhaitiez, Monsieur le Chancelier; le Saint Siège y promulgue un règlement interdisant au clergé de s'inscrire à un parti politique et d'y prendre une activité quelconque (*für alle Mitglieder und Ordensleute*). A cet égard il est simplement arrêté qu'une réglementation semblable sera faite pour toutes les autres confessions... [48] ».

Les négociateurs allemands insistèrent pour que soit inclus un article définissant exactement le rôle des organisations catholiques. Elles ne pouvaient recevoir une protection légale et des statuts légaux, comme le Concordat le prévoyait, que si leur activité était uniquement religieuse. Comme le spécifia gaiement von Papen, tel serait seulement le cas lorsque l'épiscopat déclarerait que les associations appartenaient à l'Action Catholique, celle-ci excluant toute politique et ne connaissant qu'une action proprement religieuse. Malheureusement, il ne fut pas spécifié en quoi l'action était purement religieuse; ce point devait être précisé plus tard; c'était une omission fatale qui permit aux nazis de se dresser contre les

syndicats catholiques, contre les groupes de jeunesse et les groupes professionnels, avant qu'ils n'aient eu le loisir de se mettre à l'abri du Concordat.

Au reste, les négociations avec l'Eglise catholique ne furent pas bien accueillies par les fanatiques du Parti. Ils étaient de deux sortes : d'un côté ceux que des raisons idéologiques dressaient contre le christianisme et pour qui le soutien donné par Hitler au Concordat, ou au christianisme sous quelque forme qu'il se présentât, ne pouvait être qu'un masque provisoire posé devant ses véritables intentions.

L'aile révolutionnaire du Parti exprimait cependant une haine incomparablement plus virulente; elle était surtout faite des S.A. dont les chefs étaient persuadés que la prise du pouvoir par les nazis conduisait inéluctablement à la destruction totale de l'ordre existant dans l'Etat et la société. En Bavière surtout, où les S.A. étaient le plus soutenus, ce corps d'étrangleurs armés prétendait s'ériger en corps de garde chargé de « garantir le succès de la révolution nazie, en s'opposant énergiquement à toutes les institutions et à tous ceux qui ne défendraient pas avec assez d'activité les idées nazies. En plusieurs points du pays, les commandants S.A. se posèrent en commissaires et exercèrent une juridiction illimitée, en marge de la loi ou des organismes établis du gouvernement. Ils prétendaient être les partisans les plus fidèles d'Hitler et posséder une sorte d'intuition télépathique leur permettant de comprendre ses désirs et ses desseins; moyennant quoi, leur personne était sacro-sainte, leurs décisions infaillibles, leurs exigences l'expression de l'esprit de la révolution. Ils voyaient dans le prêtre et dans le laïque catholiques les agents de la réaction et du vieil ordre social; il devenait donc essentiel de les intimider et de les persécuter. Les liens étroits qui avaient uni l'Eglise

catholique et le parti du Centre donnaient une sorte de justification politique à cette position; il s'y ajoutait l'anticléricalisme endémique de leurs origines nihilistes.

Leur brutalité fut bientôt renforcée et soutenue par la Police Politique Bavaroise; elle prit rapidement des proportions énormes, sous l'impulsion d'Heinrich Himmler et de son adjoint Heydrich, qui avaient déjà dressé les plans d'une attaque totale du clergé catholique. Ils n'étaient pas aussi convaincus qu'Hitler lui-même apparemment, que le clergé était disposé à suivre l'exemple des pasteurs protestants et à devenir les porte-parole de la politique nazie. Des mesures plus décisives devaient être prises. Déjà, dans le clergé catholique, des adversaires bien connus du nazisme avaient été brutalisés. La police avait perquisitionné dans plusieurs presbytères, des associations catholiques avaient été interdites ou obligées de se dissoudre elles-mêmes. On avait essayé de supprimer les écoles paroissiales [49]. Des propriétés diocésaines avaient été confisquées et tous les protestataires avaient été molestés. Des fonctionnaires catholiques avaient été congédiés, et la presse catholique contrainte de se conformer aux exigences du Parti. Un exemple flagrant des contradictions qui séparaient les déclarations nazies à Rome et leur application en Allemagne put être observé le 8 juin, lors d'un meeting de la Société Kolping, groupement de jeunes garçons catholiques, où von Papen, lui-même, devait prononcer un discours. Le meeting fut dispersé, et, sous les coups de la Jeunesse hitlérienne, des S.A. et de la police bavaroise, la réunion annulée. Quelques jours plus tard, suivant les dispositions du Président de l'organisme pour la Protection et la Sécurité du Reich, le 28 février, Himmler interdit tous les meetings en Bavière, jusqu'à nouvelle déci-

sion. Cet ordre était évidemment dirigé contre l'Eglise catholique; c'était d'une part une protestation politique anticipée contre le parti du Centre, dont la démission était imminente et, d'autre part, contre la signature du Concordat.

Dans une seconde instruction aux chefs de la police, en date du 20 juin, Himmler annonça que deux exceptions pourraient être faites à cette interdiction générale : 1° pour les meetings du parti nazi et pour ses organisations; 2° pour les manifestations proprement religieuses de l'Eglise, tels que pèlerinages ou processions, mais non pour ses activités d'ordre laïque[50]. Le 1er juillet, le Dr Ley, chef du nouveau Front du Travail Allemand, lança une violente diatribe contre les syndicats ouvriers protestants ou catholiques, les accusant d'hostilité envers l'Etat et réclamant leur liquidation immédiate[51]. Pour hâter la dissolution du parti du Peuple Bavarois, ordre fut donné, le 28 juin, d'arrêter près de deux cents catholiques en vue, dont plus de cent prêtres. Ils ne furent relâchés qu'après la dissolution du Parti du Peuple Bavarois, le 4 juillet.

Tout en reconnaissant que ces mesures prises contre l'Eglise pouvaient mettre en danger les négociations de Rome, Hitler ne fit rien pour les arrêter. Il considérait que ces assauts pouvaient être utiles, pour faire pression sur le Vatican et hâter la conclusion du Concordat. Comme le reconnut plus tard le Cardinal Pacelli : « Un pistolet avait visé sa tête ne lui laissant aucun choix. Le Gouvernement allemand lui avait offert quelques concessions... plus importantes qu'aucun des gouvernements précédents : il avait eu à choisir entre un accord, suivant leurs directives, et l'élimination virtuelle de l'Eglise catholique du Reich[52]. » Cette menace dirigée contre les biens physiques et spirituels de vingt millions de catholi-

ques allemands conduisit le Cardinal Pacelli à signer le Concordat, tandis que von Papen promettait en douceur qu'en échange Hitler obtiendrait la réconciliation complète des masses catholiques et du gouvernement du Reich et mettrait à tout jamais fin aux conflits du passé. Il est probable que ni l'un ni l'autre ne croyaient tout à fait à ces promesses, mais Hitler y gagnait l'élimination de l'Eglise catholique en tant que force politique réelle [53].

En même temps, les premières promesses d'Hitler de soutenir les Eglises étaient accueillies avec enthousiasme par les protestants. Les « Chrétiens Allemands » croyaient que leurs aspirations étaient prêtes à se réaliser, qu'une aube nouvelle se levait pour l'Eglise. Pour eux, l'heure de la rechristianisation de l'Allemagne avait sonné. Les indifférents et les adversaires, notamment ceux que le marxisme avait séduits, allaient être amenés à prouver leur loyauté à Hitler, à l'Allemagne et à l'Eglise allemande. Evidemment, les « Chrétiens Allemands » allaient beaucoup plus loin que ce que promettaient les discours d'Hitler. Ils espéraient que l'Etat aiderait l'Eglise à reprendre vie, moyennant quoi ils aideraient l'Etat à s'affermir. Le 3 avril le premier congrès national du « Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands » se réunit à Berlin, et tous les orateurs exprimèrent leur enthousiasme devant le renouveau national. Pour conclure, une résolution enregistra le loyalisme des « Chrétiens Allemands » envers le nouvel Etat et le serment de mener à bien les tâches qui leur incombaient :

« Dieu m'a créé Allemand, la manière de vivre allemande (*Deutschtum*) est le don de Dieu, Dieu veut que je combatte pour mon Allemagne. Le service armé, en aucun cas, ne s'impose par la force à la conscience chrétienne, c'est l'obéissance à Dieu. Le

chrétien fidèle a le droit de faire la révolution contre un Etat qui favorise les puissances des ténèbres... Pour un Allemand, l'Eglise est la communauté des fidèles obligés de lutter pour une Allemagne chrétienne. Le but poursuivi par le « Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands » est de constituer une Eglise évangélique du Reich allemand. L'Etat d'Adolf Hitler en appelle à l'Eglise, l'Eglise doit répondre à cet appel [54]. »

L'attrait que devait exercer l'Etat d'Adolf Hitler avait été assombri quelques jours plus tôt, le 1er avril, quand avaient été prises les premières mesures nazies contre les citoyens d'origine juive : boycottage de tous les magasins juifs à travers le pays. Le « Comité Central pour s'opposer aux boycottages ou aux atrocités des juifs » dont le chef était Julius Streicher, *Gauleiter* de Nuremberg et éditeur du journal violemment antisémite et pornographique, *Der Stürmer*, reçut la mission d'organiser l'action de ce comité. Goebbels, le nouveau ministre de la Propagande et des Informations publiques, réunit son état-major pour la diffusion de la propagande antisémite, et, au conseil de cabinet du 28 mars, Hitler déclara que « ces mesures préventives devaient être organisées, sans quoi le peuple aurait agi de lui-même, ce qui aurait entraîné des résultats indésirables [55] ».

Donc, le 1er avril, dans toutes les grandes villes, des affiches avaient été collées sur les vitrines des magasins juifs : « N'achetez pas aux juifs! Allemands, attention! » Des S.A. et des S.S. en uniforme montaient la garde à l'entrée des boutiques. Des colonnes de S.A. parcouraient les rues, se saisissaient des juifs et leur faisaient subir toutes sortes de violences. Goebbels parla en termes enflammés pour justifier le boycottage et, par milliers, des rassemblements « spontanés », dans les grandes et les petites villes,

et même les villages, furent échauffés et excités par les agitateurs nazis. Il semblait inévitable que des mesures aussi arbitraires et aussi anarchiques, prises avec un tel cynisme, soient condamnées par les Eglises. Deux jours plus tard, cependant, Dibelius, dans un discours à la radio destiné aux Etats-Unis, paraissait non pas condamner, mais excuser ce qui se passait. Il reprenait l'opinion, très répandue dans l'Eglise évangélique, que ces mesures contre les juifs étaient parfaitement justifiées, étant donné l'agitation menée à l'étranger contre le nouveau gouvernement allemand par des gens que la guerre mondiale avait remplis de haine. Le boycottage, dit-il, était mené avec ordre et conformément à la loi, et c'était la meilleure manière de mettre fin aux sentiments antigermaniques de gens qui, personnellement, ignoraient tout des conditions de vie en Allemagne [56].

Le boycottage n'éveilla qu'une réaction réduite chez le peuple allemand. Il ne souleva aucune opposition, si bien qu'une semaine après, grâce à la loi des pleins pouvoirs, le Gouvernement fit passer la loi de Reconstitution de l'Administration civile. Elle interdisait aux juifs d'être fonctionnaires. Cette loi entraîna plus tard des protestations indignées, venues de certains secteurs de l'Eglise évangélique, lorsqu'elle fut appliquée aux pasteurs.

Cet exemple montre les différentes attitudes des nazis vis-à-vis des Eglises. Tandis que les personnages du plus haut rang, tels que Goering et Frick, le ministre de l'Intérieur, soutenaient ouvertement le Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands, l'aile gauche du Parti s'engageait sur une route où l'avenir de l'Eglise était tout autrement engagé. Dans bien des régions, les chefs locaux nazis avaient déjà entrepris une campagne contre les Eglises. En Poméranie orientale, soutenus par la Ligue de Ludendorff à Tannen-

berg, les S.A. menaient une campagne anticléricale. En Bavière, les incidents contre les prêtres et les institutions catholiques devenaient plus fréquents. Le 18 mars, le nouveau chef, pour le Reich, des « Fermiers Allemands », Darré, ardent disciple de Rosenberg, publia dans un journal nazi de la petite province de Mecklenburg, un article signé de Walter Bohm, intitulé « Fermiers, prenez l'Eglise [57]! » et destiné à soulever les fermiers contre le denier du culte; il accusait les ecclésiastiques de vivre comme des coqs en pâte, sans souci du peuple. L'article serait peut-être passé inaperçu si le gouverneur de la province, Granzow, ne s'en était emparé.

C'était une bonne excuse pour remettre aux mains de l'Etat les affaires de l'Eglise. Pour servir ce dessein, il ne trouva rien de mieux que de nommer Commissaire d'Etat pour la province de Mecklenburg-Schwerin l'auteur de l'article en question, avec mission de coordonner l'administration de l'Eglise et celle de l'Etat. Cette usurpation de pouvoir pour des fins aussi révolutionnaires, en violation des promesses d'Hitler datant d'un mois à peine, souleva une vague de protestations qui déferlèrent non seulement vers Hitler et Frick, mais vers le Président Hindenburg, « Protecteur » de l'Eglise. Hitler ignorait peut-être les manœuvres de ses subordonnés; elle ne coïncidaient en rien avec ses propres calculs pleins de finesse sur les hasards de la politique; comme il n'était pas encore prêt à abandonner sa tactique d'apaisement envers les Eglises, Frick reçut ordre de rétablir une situation « normale » et de prendre le contre-pied des décisions du Gouverneur. Hitler lui-même reçut l'évêque de Mecklenburg et lui promit de le laisser s'occuper des affaires de l'Eglise en toute indépendance. A la suite de quoi, l'évêque écrivit une longue lettre, dans laquelle il disait sa pleine

confiance dans les promesses d'Hitler et son intention de s'inscrire au Parti immédiatement [58].

Cet incident mérite d'être noté; il préfigure l'avenir. Tandis que les extrémistes du Parti étaient préparés à user de la force pour arriver à leurs fins, sans égard pour la loi ni pour la tradition, Hitler n'avait d'autre mobile que l'opportunisme politique. Les dirigeants des Eglises étaient désespérément accrochés à l'espoir que de tels événements n'étaient que des incidents isolés, ne faisaient nullement partie d'une politique consciente et voulue, ce qui correspondait à ce principe fondamental que le devoir de l'Eglise est d'obéir au chef de l'Etat et de ne pas protester.

Mecklenburg n'était qu'une petite province éloignée des centres de la vie de l'Eglise. L'attention fut beaucoup plus attirée par un mouvement qui, depuis janvier 1933, balayait avec une force croissante toutes les provinces de l'Eglise évangélique, réclamant leur unification et leur « nationalisation ». Tous les ecclésiastiques sérieux espéraient obtenir un résultat meilleur, tant pour les affaires intérieures de l'Eglise que pour ses relations avec l'Etat, du jour où pourrait être abandonné le vieux provincialisme étroit dans lequel elle vivait. Au lieu de vingt-huit Eglises provinciales séparées, ils entrevoyaient la création d'une Eglise du Reich unique, ayant à sa tête un évêque du Reich unique. Ainsi l'Eglise pourrait suivre l'Etat dans ses efforts de renouveau et de reconstruction, pour le plus grand bénéfice de la renaissance spirituelle et nationale.

De telles idées étaient parfaitement acceptables pour Hitler. Il y avait évidemment le risque de voir une Eglise du Reich unie acquérir une puissance politique, beaucoup plus grande que celle des vingt-huit Eglises séparées. Pour combattre cette éventualité il

fallait être politiquement sûr du chef de l'Eglise. Une fois ses fonctions bien établies, le contrôle politique devait arriver à faire de l'Eglise tout entière un instrument du Parti.

La désignation d'un tel chef était difficile. Avec beaucoup d'habileté, le choix d'Hitler ne se porta pas sur Joachim Hossenfelder, qui était à la tête du Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands dont l'extrémisme ne pouvait manquer de soulever l'opposition, mais sur Ludwig Müller, modéré en apparence, et qu'il connaissait depuis quelques années. Müller, alors âgé de cinquante ans, avait passé la plus grande partie de sa carrière comme aumônier, dans des unités navales et militaires de Prusse Orientale. Homme sans grande valeur, c'était un nazi fervent, un admirateur passionné d'Hitler, totalement dépourvu de l'humilité qui lui aurait fait reconnaître son inaptitude à diriger l'Eglise, mais sur qui pouvait compter Hitler pour faire de l'Eglise un organe de propagande nazie.

A Berchtesgaden, le 17 avril, Hitler eut avec lui une longue conversation et lui exposa ses idées concernant les relations qui devaient être désormais celles du Parti et de l'Eglise évangélique. Hitler soutenait l'établissement d'une Eglise du Reich, pourvu que celle-ci ne devienne pas une organisation indépendante. Sa création ne devait entraîner aucune polémique, elle-même ne devait comporter rien de désagréable pour la hiérarchie de l'Eglise et ne soulever aucun commentaire désobligeant dans la presse étrangère. Par-dessus tout, les dirigeants de l'Eglise devaient être disposés à accepter la direction politique du parti nazi et à agir en conséquence. A charge pour Müller d'appliquer ces directives avec diplomatie et rapidité et d'empêcher toute manifestation d'indépendance. Huit jours plus tard, Müller était

officiellement nommé « Délégué et plénipotentiaire pour toutes les questions concernant les Eglises évangéliques ».

Ces dispositions n'en rencontrèrent pas moins, dans les rangs de l'Eglise évangélique, une opposition considérable. Bien que les autorités ecclésiastiques se fussent mises d'accord sur les avantages d'une Eglise du Reich unie dirigée par un évêque du Reich conformément aux principes du gouvernement nazi, elles ne s'étaient pas entendues sur le choix du candidat. Afin de prouver leur loyalisme à Hitler et de se pousser dans les faveurs du Parti, les « Chrétiens Allemands » soutinrent Ludwig Müller, qui se glorifia sans discrétion de l'appui qu'il trouvait chez les nazis les plus haut placés. Friedrich von Bodelschwingh, directeur du grand centre hospitalier et de l'Eglise de Bethel, en Westphalie, était le candidat de quelques groupes. Le 27 mai, jour du vote, grâce à une procédure plutôt douteuse, Müller fut largement battu.

Les « Chrétiens Allemands » lancèrent alors une campagne vigoureuse en réclamant l'annulation de l'élection et le remplacement du candidat élu par le candidat approuvé par Hitler. Des meetings furent organisés dans le pays tout entier, la propagande de la presse et de la radio fut unanime, sur toutes les chaînes pour réclamer une Eglise du Reich, unique et renouvelée, ayant Müller pour chef. Hitler savait trop bien qu'une Eglise dirigée par un personnage aussi pacifique que Bodelschwingh, à qui il avait refusé une entrevue, ne serait pas pour l'Etat nazi un instrument docile. Par l'intermédiaire de Müller, Hitler exprima aux autorités ecclésiastiques « son grand regret de constater que les efforts de restauration de l'Eglise évangélique allemande aient si mal tourné et de si déplaisante manière[20]. » Ce déplaisir

ayant été formulé et les responsables de l'Eglise n'ayant toujours pas obtempéré, des méthodes de pression plus directes devinrent nécessaires, bien que, suivant l'expression d'Hitler, le Parti n'y fût pas intéressé (sans doute se rappelait-il le fiasco de Mecklenburg). L'Eglise n'avait plus qu'à trouver elle-même sa propre solution.

Les « Chrétiens Allemands » étaient dans une situation délicate. Ils étaient loin d'avoir la haute main sur la majorité du clergé et, moins encore, sur les prélats; ils ne pouvaient l'emporter qu'en faisant appel à un secours extérieur à l'Eglise. Ils trouvèrent un allié très bien disposé dans le Ministre Prussien de l'Instruction publique, Rust, qui, selon le mot d'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, « réunit bientôt autour de lui une collection d'amateurs peu éclairés, d'imbéciles et de canailles[60] », parmi lesquels figuraient son adjoint et Secrétaire d'Etat, Wilhelm Stuckart, âgé de trente et un ans et dont le seul mérite était son dévouement fanatique au credo nazi. C'est à ces hommes que les « Chrétiens Allemands » s'adressèrent pour les aider à négocier avec l'Eglise évangélique de Prusse, la plus nombreuse et la plus importante de toutes. Quand le président du concile provincial de l'Eglise de Prusse se retira à la fin de juin, Rust annonça que les affaires de l'Eglise de Prusse seraient désormais réglées par le gouvernement prussien.

Le 24 juin, à l'instigation de Stuckart, fut annoncée la nomination du Dr. August Jäger, son ancien professeur de droit et nazi fervent, comme Commissaire de l'Eglise évangélique de Prusse. Jäger était borné, présomptueux, arrogant et mesquin. C'était aussi un rond-de-cuir appliqué qui obéissait aveuglément aux ordres, sans souci des conséquences humaines, qualité appréciée peut-être de ses supé-

rieurs par contraste avec le caractère fuyant de Müller.

Jäger ne prétendit jamais avoir des connaissances théologiques quelconques. Son rôle se limitait à l'administration d'un simple groupe. Soutien enthousiaste de la cause nazie, il s'employa d'abord à aligner l'Eglise évangélique de Prusse sur la conception nazie en remplaçant, autant que possible, les administrateurs de l'Eglise par des « Chrétiens Allemands ». Les bureaux des journaux évangéliques furent perquisitionnés; le responsable des œuvres, chef de la « Mission Intérieure » fut remplacé par deux commissaires nazis qui se qualifiaient de « mandataires de Jésus-Christ ». Tous les directeurs furent suspendus. Le Dr. Dibelius se vit remplacé par Hossenfelder qui avait trente-quatre ans, et il l'apprit en lisant le journal; de désespoir Bodelschwingh donna sa démission d'évêque désigné du Reich.

Avec l'aide des S.A., Müller se proclama évêque du Reich désigné et fut installé dans les bureaux de l'Eglise prussienne; Hossenfelder fit paraître un décret : le samedi suivant, toutes les Eglises prussiennes célébreraient un office d'actions de grâces pour avoir été délivrées de l'anarchie préexistante [61]. A Coblence, le pasteur Krummacher, représentant de Jäger pour la Rhénanie, debout sur les marches du temple ornées de la croix gammée, et flanqué de troupes S.A., s'adressa en ces termes à la foule :

« Pour la première fois... un Allemand en chemise brune se rend dans les bureaux du consistoire épiscopal. Par ordre du gouvernement, il a été désigné pour travailler à la création d'une Eglise évangélique allemande unifiée... Aujourd'hui l'Etat est un Etat nazi, la pensée du peuple est nazie. C'est ainsi qu'il a eu pour tâche de rassembler toutes les Eglises;

comme toutes les institutions humaines elles doivent évoluer avec le temps, entrer dans la ligne de l'esprit nazi qui maintenant anime le peuple [62]. »

Les protestations qui suivirent ces menées arbitraires et illégales furent légion. De tous les côtés, le Président Hindenburg fut pressé d'intervenir avec Hitler pour restaurer l'indépendance de l'Eglise. Le 29 juin, ayant une entrevue avec Hitler, le Président l'avertit des dangers qu'il y avait à laisser les extrémistes agir à leur guise. Hitler répondit que les protestations venaient seulement de ceux qui se refusaient à participer à la révolution nationale et que tout s'arrangerait lorsque serait établie la nouvelle constitution de l'Eglise unifiée du Reich.

Pourtant cet avertissement ne le laissa pas indifférent. La veille, au cours d'une interview accordée à un certain pasteur Backhaus, Hitler prétendit ignorer les initiatives prises en son nom par les « Chrétiens Allemands » et n'avoir pas donné son assentiment à la nomination de Müller comme évêque du Reich [63]. Quelques jours plus tard, à Frick, ministre de l'Intérieur, il déclara :

« Notre tâche sera fort compromise si tout un chacun peut s'exprimer librement sur le développement de notre révolution, ou sur une seconde révolution. Celui qui s'adonne à ces commentaires doit se rendre compte qu'il se mutine contre le Führer et qu'il sera traité en conséquence [64]. »

Müller reçut l'ordre de hâter la préparation de la nouvelle constitution et mit tant d'ardeur à son travail que, le 12 juillet, Hitler pouvait télégraphier au Président Hindenburg :

« Le travail sur la constitution de l'Eglise évangélique allemande ayant été terminé hier, des négociations ont été conclues aujourd'hui pour régler le conflit avec l'Eglise de Prusse, de manière à satisfaire

également l'Etat et l'Eglise. La liberté intérieure de l'Eglise qui m'intéresse particulièrement, sera sans nul doute assurée par le retrait des Commissaires et Commissaires adjoints de l'Etat. La réorganisation intérieure des Eglises provinciales sera bientôt achevée par une élection libre des membres de l'Eglise évangélique conformément à la loi de l'Eglise [65]. »

Les Commissaires furent donc retirés le 14 juillet et furent réinstallés ceux dont ils avaient pris la place.

On voulut bien considérer ces changements comme une forme de compromis dû à Hitler. Le fait est qu'ils exprimaient une différence considérable d'opinion entre lui et les « Chrétiens Allemands », dont le nombre croissait constamment. Comme l'écrivit plus tard le Dr. Jäger [66], les Chrétiens Allemands voulaient faire de l'Eglise un élément du mécanisme de l'Etat; ils cherchaient à souder l'Eglise et l'Etat, pour en faire un tout indivisible, dans lequel l'Eglise, quoique soumise à l'Etat, permettrait de répandre sur l'ensemble de la société l'esprit du « christianisme positif ». Une telle Eglise d'Etat, imprégnée du principe de gouvernement autoritaire, mettrait fin au libéralisme et aux élections dans l'Eglise, en tant que système définitivement dépassé. Ces divisions, nettement démodées, seraient balayées comme dangereuses parce que séparant la vie religieuse et la vie laïque. D'après le Dr. Friedrich Wieneke, un des « Chrétiens Allemands » très en vue, la religion était trop profondément ancrée dans le caractère du peuple allemand pour en être aisément arrachée; c'était une erreur de vouloir tirer une ligne entre la religion et la vie profane, comme essayaient de le faire quelques nazis. Au reste l'homme ne pouvait avoir son efficacité totale qu'en se consacrant entièrement au

nazisme; la religion ne s'opposait pas au totalitarisme nazi, elle en était plutôt la « présupposition [67]. »

Ces idées n'avaient, pour Hitler, aucune signification. Son indifférence pour toutes les questions religieuses et sa conviction que l'Eglise n'avait d'autre fonction que de satisfaire les besoins religieux de ceux qui en étaient encore à ce stade primitif, l'amenèrent à rejeter avec mépris la position des « Chrétiens Allemands ». Son objection à l'Eglise d'Etat était uniquement d'ordre politique. Mussolini, après s'être laissé convaincre de faire des concessions aux prêtres, avait été obligé d'en référer à l'Eglise. Une Eglise d'Etat, sur le modèle italien, entraînait des loyalismes divisés, ce que ne pouvaient tolérer les prétentions totalitaires d'Hitler.

Son appétit de puissance grandissant avec la consolidation du régime, il fut de plus en plus porté à écouter les antichrétiens du Parti pour qui les « Chrétiens Allemands » et leurs adversaires ecclésiastiques devaient être également éliminés, ou du moins abandonnés à leur décrépitude. En attendant, l'enthousiasme des « Chrétiens Allemands » devait être tenu en échec et la suprématie du Parti renforcée.

L'organisation des « Chrétiens Allemands » ne bénéficia jamais d'aucun statut de la part du régime nazi et son chef, Hossenfelder, ne fut admis à aucun poste dans le Parti, il ne fut pas même reçu par Hitler. Alors que seules des considérations tactiques précisaient jusqu'où ces différents groupes devaient être exploités, l'appui qu'il fallait accorder aux chrétiens de l'Eglise évangélique, spécialement dans le nord de l'Allemagne, était une question non dénuée d'importance; il aurait donc fallu encourager leur volonté de coopérer avec le nouveau régime, plutôt que de les repousser par des mesures trop rapides ou trop violentes. Ainsi, tandis qu'il était possible d'accorder un

appui d'ordre général aux activités pronazies des « Chrétiens Allemands », les mesures prises par Rust et Jäger furent-elles annulées et un contrôle beaucoup plus étroit fut-il établi pour gagner toute l'Eglise et ses dirigeants au parti nazi.

Le 14 juillet 1933 marqua une avance significative pour Hitler dont le pouvoir s'étendait de plus en plus sur les Eglises. Au conseil de cabinet tenu ce jour-là, la nouvelle Constitution de l'Eglise du Reich et le Concordat furent approuvés[68]. La reconnaissance officielle du régime révolutionnaire nazi par les chefs des deux principales Eglises d'Allemagne et par le Vatican fut regardée par Hitler comme l'approbation de sa politique, celle qui consistait à s'assurer la domination des Eglises par un système de promesses et de concessions tactiques. A ses collègues du Cabinet, il déclara voir trois grands avantages à cette signature du Concordat :

1° Le Vatican, pour autant qu'il avait négocié, spécialement à propos de l'Autriche, savait que le National-Socialisme n'était pas chrétien et n'avait même aucune sympathie pour l'Eglise;

2° Le Vatican pouvait se laisser persuader qu'il lui était possible d'entretenir de bonnes relations avec cet Etat purement national Allemand. Comme Chancelier du Reich, lui, Hitler, il y a peu de temps encore, aurait cru impossible que l'Eglise consente à l'établissement de liens quelconques entre ses évêques et l'Etat. Le fait qu'elle s'y soit résolue prouvait qu'elle reconnaissait le régime actuel;

3° En raison du Concordat, l'Eglise devait cesser toute activité dans les associations et les partis, c'est-à-dire abandonner les syndicats chrétiens. Cela non plus, lui, Chancelier du Reich, ne l'aurait pas considéré comme possible, il y avait encore quelques mois. Même la dissolution du parti du Centre ne pouvait

être définitive que grâce à la conclusion du Concordat, maintenant que le Vatican avait interdit à ses prêtres de s'inscrire à un parti politique... Cet accord avec la Curie représentait un succès tellement considérable que toutes les autres inquiétudes disparaissaient [69].

Pourtant Hitler ne considérait le Concordat que comme un tremplin d'où il pourrait accéder à d'autres réussites. Il avait si peu l'intention de faire honneur à la parole donnée, que, lors du même Conseil de Cabinet, il fit passer la loi de Stérilisation nazie, dont la publication fut retardée jusqu'à la signature du Concordat [70]. En outre, il fut entendu qu'il serait fait pression sur le Vatican, pour joindre une annexe secrète au Concordat concernant la position du clergé « au cas où la réorganisation du système militaire allemand actuel comporterait l'introduction d'un service militaire général » — décision qui allait à l'encontre du traité de Versailles [71]. Cette franche déclaration unilatérale de rompre avec un traité international pouvait faire mal augurer de celui qui était signé à Rome en grande pompe le 20 juillet.

Un pas restait à faire pour achever le processus de coordination volontaire des Eglises et de l'Etat Nazi : le choix judicieux de nouveaux chefs pour l'Eglise évangélique, comme l'envisageait la nouvelle constitution, et spécialement la désignation d'un évêque sûr. Pour tirer avantage de l'espoir éveillé par la nouvelle constitution, Hitler annonça qu'il allait être procédé à des élections pour remplir les postes vacants dans l'administration et le synode, neuf jours plus tard, soit le 23 juillet. Un délai si court ne permettait aucune préparation valable, car même les listes des paroisses n'étaient pas prêtes. Goebbels eut assez de temps pourtant pour mobiliser le système de

propagande nazi, et pousser les candidats proposés par les « Chrétiens Allemands ». Officiellement, l'Etat se tenait en dehors des élections; celles-ci devaient être libres; mais la pratique devenue familière, de mêler câlineries et menaces réussit à encourager l'optimisme béat de quelques ecclésiastiques et l'opportunisme tactique des autres. De longue date Hitler savait que l'ingérence de l'Etat dans les affaires de l'Eglise ne servait qu'à la raidir et à la grouper contre toute ingérence. Pourtant les élections semblaient donner une apparence de légalité qui allait permettre de mener à l'intérieur de l'Eglise une révolution politique du même ordre que celle opérée dans l'Etat six mois plus tôt, quand le Parti se sentirait assez fort pour pouvoir tenir en échec les extrémistes des « Chrétiens Allemands ».

Le fait de prévoir des élections prouvait en outre qu'Hitler attachait assez d'importance au comportement de l'Eglise pour lui prêter personnellement attention. Il avait cessé de traiter avec indifférence la personnalité de ceux qui administraient l'Eglise, même s'il continuait à traiter les questions doctrinales de « chamailleries de pasteurs ». La soumission de l'Eglise à l'idéologie nazie allait être obtenue grâce à une campagne retentissante en faveur des « Chrétiens Allemands ».

Les « Chrétiens Allemands » furent naturellement enchantés de recevoir cet appui considérable. Toujours à l'avant, encouragés par le nombre croissant d'ecclésiastiques et de laïques qui venaient grossir leurs rangs, ils étaient passionnément anxieux de prouver que les Eglises, au moins autant que les universités et les partis politiques, pouvaient être de fidèles partisans du mouvement nazi. Ce fut le cas du plus grand nombre; en dehors, ou presque en dehors de toute théologie, fous d'enthousiasme devant

l'identification, par les « Chrétiens Allemands », du Christianisme, et du nazisme, ils acceptaient aveuglément tout ce que pouvaient dire à leur sujet la presse et la radio. Hossenfelder proclama que « les « Chrétiens Allemands » étaient les S.A. de Jésus-Christ, dans la lutte contre la détresse corporelle, sociale et spirituelle... Pour édifier le Troisième Reich notre peuple a besoin de la création sociale d'une Eglise de Chrétiens Allemands... Nous regardons comme sacrées ces lois de la création divine : le mariage, la famille, la race, le peuple, l'Etat et l'autorité [72]. » On peut se demander ce que ce genre de sentiments ont expressément de chrétiens, mais les efforts des autres groupes protestants, unis dès lors sous le vocable « Evangile et Eglise », anxieux de retrouver une Eglise libérée de toute pression politique, furent submergés par la vague d'enthousiasme qui soulevait les « Chrétiens Allemands ». Des menaces furent proférées contre les candidats à « Evangile et Eglise » ; ils furent accusés de déloyauté envers l'Etat Nazi et les réunions en vue des élections furent interdites. Les adhérents de « Evangile et Eglise » eurent beau proclamer leur loyalisme politique envers Adolf Hitler, dans la mesure où l'Eglise serait laissée à Dieu, ce fut en vain [73]. Même le pasteur Martin Niemöller, qui devait devenir plus tard un chef de la résistance de l'Eglise évangélique au nazisme, déclara à cette époque :

« Nous sommes actuellement en pleine et vaste reconstruction de notre Eglise protestante. Les journaux lui consacrent des colonnes entières, et les forces qui nous poussent de l'avant sont animées de desseins honnêtes; leur enthousiasme est contagieux et irrésistible. Dans notre peuple, en de nombreux groupements, l'espoir a surgi d'une association nouvelle entre la nation et l'Eglise chrétienne, entre notre

nation et Dieu. Du fond du cœur, nous espérons que grâce au mouvement qui grandit actuellement dans notre Eglise, les difficultés seront balayées et la route libérée [74]. »

Contre un enthousiasme aussi contagieux, les efforts du parti « Evangile et Eglise » étaient inutiles. Trop tard ils découvrirent la faiblesse du raisonnement théologique de ceux qui ne voyaient aucune contradiction entre la propagande des « Chrétiens Allemands » et la doctrine du christianisme. Après des années d'endoctrinement nationaliste, la plupart des pasteurs étaient devenus incapables de distinguer, dans les affaires politiques, entre le vrai et le faux, et dans la situation confuse et troublée de l'époque, leurs sentiments l'emportèrent sur leur jugement. Comme tant d'autres Allemands, sous le « souffle » de la propagande nazie, ils « pensèrent avec leur sang ».

Le 17 juillet, Hossenfelder adressa un message à tous les *Gauleiters* du parti nazi pour les supplier d'encourager les services du parti à aider les « Chrétiens Allemands » dans la lutte qui se préparait. Tous les camarades du Parti furent priés de se faire un devoir de s'inscrire sur la liste électorale de la paroisse avant le 20 juillet, qu'ils y figurassent ou non comme membres actifs. Le 19 juillet, le journal nazi, le *Völkischer Beobachter* proclama que :

« Tous les membres de l'Eglise évangélique du parti nazi doivent saisir l'occasion de voter dimanche, jour des élections de l'Eglise. C'est simplement évident. Il est encore évident que ce vote doit être fait en faveur du « Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands » [7]

Au reste, l'action ne se limitait pas à la seule propagande. Le 17 juillet, Jäger, qui était resté officiellement responsable des affaires de l'Eglise évangé-

lique au Ministère prussien de l'Instruction publique, ordonna à la Gestapo de Berlin de faire une rafle dans les bureaux du parti « Evangile et Eglise » où se faisait la campagne électorale. Cette descente fut fructueuse : plus de 620 000 pièces du matériel des élections furent confisquées [76].

L'appui le plus substantiel que reçurent les « Chrétiens Allemands » vint cependant d'Hitler qui, dans un discours à la radio, exprima son désir de voir les élections de l'Eglise assurer la victoire de ceux qui soutenaient le renouveau de la nation et la nouvelle politique de l'Etat. Il compara ceux qui, incapables de reconnaître les grands événements de l'heure, se détournaient du monde pour être absorbés dans une sorte de pétrification religieuse, à ceux qui appartenaient à un mouvement vivant. « Je vois ces forces rassemblées avec ordre dans cette secte de la population évangélique qui a pris ses assises dans le mouvement des « Chrétiens Allemands » sur le sol de l'Etat national-socialiste [77]. »

Les résultats des élections étaient prévus d'avance. Avec l'aide des votants qui n'avaient jusque-là montré aucun intérêt pour les affaires de l'Eglise, les « Chrétiens Allemands » remportèrent une sensationnelle victoire presque partout dans le pays. Oubliant leurs anciennes préventions contre les élections, les « Chrétiens Allemands » soutinrent que les résultats prouvaient indubitablement que leur campagne avait été approuvée par le Tout-Puissant. L'Etat, le Peuple et l'Eglise, d'une voix unanime, pouvaient clamer leur unité et leur inébranlable attachement au gouvernement hautement inspiré d'Adolf Hitler.

CHAPITRE II

GRANDEUR ET DÉCADENCE DES « CHRÉTIENS ALLEMANDS »

DÉSILLUSION GRANDISSANTE DES ÉGLISES

« La croix gammée sur la poitrine
et la croix dans nos cœurs. »
Devise des « Chrétiens Allemands ».

On a souvent reproché aux dirigeants des Eglises allemandes d'avoir failli à leur devoir de chrétiens en ne s'étant pas élevés avec fermeté contre le mouvement nazi dès sa naissance. On les accuse de s'être trop fort préoccupés du salut des âmes, d'avoir gardé le silence lorsque leurs fidèles se sont laissé séduire par le nazisme, et d'avoir sous-estimé les desseins nihilistes des nazis contre le christianisme; on les accuse également, par leur soumission de 1933,

d'avoir laissé échapper l'occasion de résister, alors que la résistance était encore possible. On les blâme alternativement d'avoir suivi la tradition luthérienne d'obéissance à l'Etat à une époque où cette attitude n'était plus justifiée et d'avoir continué à prêcher la soumission malgré les preuves accumulées de l'oppression nazie. Par lâcheté dit-on, ou par inaptitude à comprendre la logique des événements, ils ont aussi lutté pour éviter un affrontement direct avec le pouvoir alors qu'ils pouvaient encore le combattre grâce à toutes les troupes qu'ils avaient derrière eux. On va plus loin, on les accuse, en raison de leurs tendances autoritaires, d'avoir encouragé le régime nazi à exercer la dictature, à se livrer à des persécutions raciales et à une politique étrangère expansionniste. Autrement dit, ils auraient cherché à défendre l'existence de l'Eglise en tant qu'institution aux dépens de la doctrine.

Ces accusations ne sont pas justifiées. Les Eglises allemandes se laissèrent prendre au piège. Humainement parlant, les dirigeants, en collaborant avec les nazis, ne furent ni plus ni moins coupables que les autres Allemands. Mais en tant que gardiens de l'Evangile, ils sont jugés différemment. La facilité avec laquelle ils ont admis parfois de plier les vérités de la foi aux exigences de la commodité politique, leur silence devant les crimes ouvertement commis, tout cela constitue une lourde responsabilité.

En toute justice, il faut pourtant reconnaître que la vérité est beaucoup plus complexe aussi bien vis-à-vis de l'Eglise évangélique que de l'Eglise catholique. Des deux côtés, on a reconnu, même si tous ne l'ont pas exprimé, que le régime nazi était mauvais et qu'il fallait sans cesse en revenir aux principes de l'enseignement chrétien pour endiguer « l'enthousiasme contagieux et irrésistible » avec lequel les

chrétiens accueillirent le mouvement nazi en 1933. Sur cette minorité clairvoyante fut construit le nœud de résistance qui permit à l'Eglise de se sauver de l'apostasie totale.

En août 1933, malgré tout, ceux qui se prononcèrent pour le maintien de la doctrine chrétienne telle que la voulaient les Saintes Ecritures, la tradition, les enseignements de la Réforme, n'eurent que peu d'audience. Les « Chrétiens Allemands », ayant obtenu l'appui du parti nazi par leurs protestations de loyalisme envers Adolf Hitler, étaient résolus à mener à bien leur programme de rénovation à l'intérieur de l'Eglise. Les principes qu'ils avaient adoptés l'année précédente comportaient une lutte intensive contre le marxisme, liée à des exigences de pureté raciale et à un christianisme convaincu unissant l'esprit de Luther et la piété héroïque [1].

L'Eglise doit s'intégrer dans le Troisième Reich, être mise au rythme de la révolution nationale, être façonnée par les idées du nazisme, si elle ne veut pas rester un corps étranger dans la communauté unifiée allemande et nazie. » (J. Beckmann) [2].

La confiance que ces ecclésiastiques militants avaient en eux-mêmes fut largement mise en évidence lors des synodes provinciaux qui eurent à mettre à exécution les dispositions de la constitution nouvelle. Le premier août, le journal suédois *Svenska Morgenbladet* donnait le compte rendu suivant du synode de Brandenburg, une des provinces de l'Eglise évangélique en Prusse :

« Il est actuellement inconcevable, en Suède, qu'un synode de deux cents ecclésiastiques en chemises brunes, bottes et équipement militaire, avec croix gammée, galons et médailles, se réunisse dans les bâtiments du corps législatif. Ces « chemises brunes » étaient des « Chrétiens Allemands », et le synode

avait été convoqué pour déléguer son pouvoir législatif au nouveau chef du Brandenburg. L'observateur doit signaler que le climat spirituel de l'Allemagne a tellement changé depuis quelque temps, qu'une quelconque république sud-américaine n'aurait pu, à ses yeux de Suédois, paraître plus étrangère. L'expérience fut pénible pour d'autres comme pour lui; des regards furent échangés plus éloquents que des paroles...

« La première question à régler fut le remplacement de l'ancien président du synode. Son successeur était Provost Grell, un homme en chemise brune, tenue militaire et voix martiale. Il déclara que désormais le besoin s'était fait sentir d'une foi allemande et d'un Dieu allemand. La merveilleuse révolution avait maintenant prouvé que c'était une joie de vivre en période révolutionnaire, sauf pour les faibles. Celui qui ne pouvait pas se libérer de son ancienne manière d'être n'était pas apte à prendre part à ce travail de rénovation. Son discours fut accueilli par les Chemises brunes avec des vociférations de « Heil Hitler! »...

« La seconde question au programme était l'adoption du paragraphe aryen et de ses dispositions pour le renvoi des ministres et employés non aryens. Le Dr. Jacobi de Berlin lut une déclaration d'après laquelle l'adoption des règles civiles n'était pas conforme aux intérêts de l'Eglise. Des cris lui répondirent : c'était ridicule! On passa immédiatement au vote sans autre discussion. Les Chemises brunes réclamèrent un vote à scrutin ouvert et ils se mirent à féliciter tous ceux qui votèrent « Non », avec des bravos ironiques : Bravo! Ah! Ah! et la suite... La réunion se termina sur « Deutschland, Deutschland über alles » et l'horrible Horst-Wessel. On ne peut mieux décrire cette assemblée qu'en la qualifiant de

barbarie religieuse. Impression que le reporter eut encore davantage lorsqu'il fut arrêté dans l'entrée pour avoir négligé le salut à Hitler. » (H. Schmid) [3].

Le 4 septembre, le Synode général de toute la Prusse, avec la plupart de ses membres en uniformes nazis, se réunit encore pour entériner la nomination de son évêque Ludwig Müller, et pour établir dix nouveaux évêchés en remplacement des surveillants généraux. Ces évêchés furent rapidement confiés à des nazis jeunes et inexpérimentés, parmi lesquels Hossendelfer, nommé évêque de Brandebourg. La motion fut adoptée comme quoi un gouvernement autoritaire étant reconnu nécessaire à l'Eglise, la réunion d'autres synodes ne se faisait plus sentir. Une autre loi passa avec la clause concernant les non-aryens; la démission des non-aryens occupant des postes de direction fut demandée. La victoire finale de Müller fut remportée à Wittenberg, centre du mouvement luthérien, où, lors du synode du 27 septembre, son élection comme évêque du Reich fut confirmée à une large majorité. Dans son discours de réception, Müller déclara :

« L'ensemble du mouvement allemand pour la liberté avec son chef, notre Chancelier, est pour nous un présent de Dieu; il nous est accordé à l'heure de la décision, alors que les ennemis du Christ font de leur mieux pour détruire notre peuple à l'intérieur et à l'extérieur. Dans ce triomphe du mouvement de la liberté allemande nous reconnaissons l'appel de notre Dieu; il y va de notre honneur et de notre devoir d'entendre cet appel et d'agir conformément à ses directives... Le passé est mort. L'âge nouveau s'est ouvert. La lutte politique dans l'Eglise est terminée. Maintenant commence le combat pour l'âme du peuple [4]. »

Telle était la tâche que les « Chrétiens Allemands »

étaient anxieux d'entreprendre. Leur aile gauche voulait parachever l'union de l'Eglise et de l'Etat nazi, n'opposant aucune limite au totalitarisme nazi, s'efforçant d'identifier les prétentions nazies et la doctrine chrétienne. Le 30 août, le pasteur Leutheuser annonça :

« Le Christ est venu à nous à travers Adolf Hitler! Quand le peuple allait sombrer, il est apparu. Il nous a tracé une nouvelle voie; par sa puissance, par son idéalisme, par sa sincérité, ce Rédempteur nous a trouvés... Nous savons aujourd'hui que le Sauveur est venu... Nous n'avons qu'un seul devoir, être Allemands, ne pas être chrétiens [5]. »

A cette hallucinante proclamation, il n'y avait logiquement qu'un corollaire : celui qui ne pouvait pas se consacrer totalement au parti nazi, adopter intégralement l'idéologie nazie était indigne d'être pasteur de l'Eglise évangélique. S'accrocher aux anciennes orthodoxies était un signe d'incroyance dans l'âge nouveau, créé par la révolution nazie sous la conduite d'Hitler. Le travail missionnaire de l'Eglise allemande devait être entrepris avec autant de zèle qu'en apportèrent les partisans du parti nazi dans le domaine séculier. Il devait témoigner la même dévotion fervente à Hitler, régénérateur de l'Eglise et de la nation.

Naturellement, une scission si radicale avec l'enseignement orthodoxe de l'Eglise évangélique souleva une certaine opposition dans l'Eglise évangélique. le Dr. Martin Niemöller, pasteur du temple élégant de Dahlem à Berlin fut sérieusement inquiet après les synodes prussiens, devant la suite des événements, surtout après l'introduction de la clause sur les aryens qui, de manière flagrante, allait à l'encontre des principes chrétiens. Il adressa le 21 septembre une circulaire à tous les pasteurs de l'Eglise évangélique les

invitant à se joindre à la « Ligue d'Urgence des Pasteurs », dont les membres devaient s'engager à ne s'incliner, dans leurs prédications, que devant la Sainte Ecriture et les préceptes de la Réforme. La réponse ne se fit pas attendre. Dans les huit jours, deux mille pasteurs avaient offert leur soutien, et les moins révolutionnaires des « Chrétiens Allemands », conduits par Müller, furent ébranlés et se rendirent compte que, si l'unité de l'Eglise devait être maintenue, il fallait apaiser cette opposition. A la suite de cette réaction, Müller abandonna tranquillement le paragraphe sur les aryens du synode de Wittenberg, lorsqu'il fut élu évêque du Reich, le 27 septembre; il prêcha la prudence et la patience à son aile gauche et déconseilla toute agitation et toute provocation, attitude accueillie avec méfiance et même dégoût par les militants avancés du « Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands ».

Ils furent encore plus déconcertés lorsqu'ils se virent abandonnés par la hiérarchie du parti nazi. Au regard d'Hitler, les « Chrétiens Allemands » avaient accompli leur tâche : l'Eglise évangélique avait été mise sous la direction de Müller, il était inutile d'aller plus loin. Hitler avait en outre décidé que pas un groupement, de quelque ordre qu'il fût, ne devrait prendre assez d'autorité pour risquer de gêner le parti nazi. « En aucune manière, décréta Hitler, les « Chrétiens Allemands » ne pouvaient être autorisés à devenir un « mouvement rival à l'intérieur d'un mouvement », possédant sa propre politique de base et ses propres revendications vers un gouvernement spirituel. » Un sévère rappel à l'ordre fut donc adressé du bureau central du parti nazi, à Munich, aux chefs des « Chrétiens Allemands », leur interdisant de se servir de la nomenclature du parti nazi, de titre comme celui de « Führer » [6]. Au

surplus, parmi les partisans antichrétiens d'Hitler, beaucoup en voulaient aux « Chrétiens Allemands » d'avoir usurpé leur direction idéologique, et de se prétendre les meilleurs nazis possibles. Il pouvait être vrai que tous les chrétiens devaient être nazis, mais il n'était pas vrai que tous les nazis devaient être chrétiens. Conduits par Rosenberg et par Dinter, les membres du Parti n'avaient aucun désir de s'associer avec des pasteurs, ni de tolérer une mise en compétition idéologique; ils luttèrent pour se séparer des « Chrétiens Allemands », pour rompre une association qui risquait de devenir embarrassante. Le 16 août, Auguste Rosenberg, dans le *Völkischer Beobachter,* écrivit que ce n'était pas au parti nazi à soutenir une secte religieuse, quelle qu'elle fût. Conformément au Point 24 du programme du Parti, celui-ci devait les considérer toutes avec la même impartialité, les laisser discuter entre elles, n'offrir à aucune son soutien politique [7]. Le 6 octobre, Martin Bormann approuvait cette position, comme chef du Bureau de l'adjoint de Hitler, Rudolf Hess; il envoya une note à tous les bureaux du Parti déclarant que les membres du Parti qui n'avaient pas soutenu les « Chrétiens Allemands » aux élections de juillet, et qui avaient, de ce fait, transgressé les désirs d'Hitler, ne seraient pas pénalisés par l'exclusion du Parti. Les élections ayant donné les résultats souhaités, le Führer ne voyait pas la nécessité de poursuivre l'affaire plus loin [8]. Et le 13 octobre, Hess décrétait :

« Un nazi ne peut être désavantagé parce qu'il appartient à telle ou telle secte religieuse, ou parce qu'il n'appartient à aucune. La foi est une affaire strictement personnelle dont chacun décide pour soi-même. Il n'est pas question de forcer les consciences [9]. »

Ce fut un choc sévère pour les « Chrétiens Alle-

mands » qui avaient si aisément admis l'indissolubilité de l'union nazisme et christianisme, et pour qui faire de la religion une affaire privée était une conception entièrement marxiste. Personnellement, Hitler n'était pas opposé à ce que le Parti prêtât à l'Eglise son assistance pour accomplir sa tâche. Au Dr. C.A. Macfarland, pasteur Américain, il déclara le 31 octobre, que les nazis n'avaient nullement le désir de s'immiscer soit dans l'administration, soit dans la doctrine de l'Eglise. Adoptant la position de l'observateur impartial, il assura à son visiteur que son unique désir était d'assurer la paix et l'unité à l'Eglise et qu'il était toujours prêt à servir d'intermédiaire entre les partis opposés [10]. A la lumière des événements de juin et de juillet ces déclarations montrent jusqu'où Hitler était préparé à retirer tout appui aux « Chrétiens Allemands » et à apaiser les craintes de ses visiteurs venus d'Amérique du Nord ou d'ailleurs.

En attendant, les « Chrétiens Allemands » de l'aile gauche se voyant en opposition avec un nombre important de leurs collègues religieux et abandonnés par leurs camarades politiques, défendirent des idées encore plus avancées et s'exprimèrent avec encore plus de violence.

« Notre lutte n'aurait-elle été engagée que pour installer une nouvelle série d'évêques et de provosts dans des postes bien rémunérés? Dans la seule intention de retomber dans les mains de nos vieux ennemis idéologiques à la tête des paroisses, et liés par eux? Qu'est-il arrivé à la clause concernant les aryens? Où est le christianisme purement allemand? Où est le renouveau religieux [11]? »

Il ne parut pas non plus suffisant à l'adjoint d'Hossenfelder, le pasteur Loerzer, de déclarer le 26 septembre que le degré de stagnation qui semblait s'être

installé n'était que le calme avant la tempête [12]. Sous l'impulsion d'un laïque, le Dr. Reinhold Krause, les éléments les plus fanatiques décidèrent d'organiser un meeting monstre à la fin d'octobre, pour jeter les bases d'une vaste campagne de propagande qui renverserait leurs ennemis de l'intérieur de l'Eglise, comme les nazis avaient renversé leurs opposants réactionnaires; cette manœuvre devait encore avoir l'avantage de confirmer leur loyalisme indispensable au parti nazi.

Mais le parti nazi avait autre chose à faire. La délégation d'Allemagne avait été rappelée à Genève où se tenait la Conférence sur le désarmement de la Société des Nations, et Hitler avait annoncé que l'Allemagne n'aurait désormais plus de contacts avec la Société des Nations, qu'elle se dirigerait seule dans le monde et en toute indépendance [13]. Pour compenser les effets de cet isolement international, Hitler tenait à démontrer publiquement sa popularité en Allemagne. Un plébiscite fut donc demandé pour le 12 novembre, et la campagne s'ouvrit par des discours dans la nation tout entière, au milieu d'une atmosphère d'enthousiasme frénétique.

Il n'était évidemment pas indiqué, à ce moment-là, dans l'intérêt de Hitler, que les différends entre les membres des Eglises devinssent trop manifestes; l'unité nationale et l'harmonie n'avaient rien à y gagner. Les « Chrétiens Allemands » furent priés de différer leur rassemblement et de le remettre après les élections.

Ce fut donc le 13 novembre seulement que vingt mille hommes ou femmes, membres du clergé ou laïques, se réunirent au Palais des Sports de Berlin, en présence de l'évêque du Reich Müller et d'autres dignitaires ecclésiastiques, pour ouvrir la campagne

de renouveau religieux du peuple, dans l'esprit de la révolution nazie. Le discours le plus important fut celui du Dr. Krause; il demanda l'abandon des vieilles méthodes et la création d'une Eglise nouvelle conforme à l'esprit de l'Etat nouveau : « Non une Eglise luthérienne, ou réformée, ou unie, ou épiscopale, ou synodique, ou consistoriale, mais une Eglise puissante, nouvelle, embrassant le peuple allemand tout entier! » Le premier pas dans la création de leur Eglise nationale était de se débarrasser de « l'Ancien Testament avec sa moralité juive de récompenses, et ses histoires de marchands de bestiaux et de concubines ». Tous les passages malsains et superstitieux devaient être supprimés du Nouveau Testament, et la théologie du Rabbin Paul, avec ses idées de bouc émissaire et son sens de l'humilité devait être expurgée. Il fallait éviter de parler du Crucifié, mais proclamer la gloire de Jésus héroïque.

Le discours de Krause fut accueilli par des applaudissements tumultueux. Au milieu d'un enthousiasme débordant, soixante nouveaux drapeaux du « Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands » furent consacrés avec cette inscription : « Soyons toujours révolutionnaires profondément, révolutionnaires contre tout ce qui réduit la vie ou enchaîne l'esprit. » Une résolution fut proposée réclamant le renvoi des pasteurs qui ne seraient pas disposés à coopérer à la pleine réalisation de la réforme suivant l'esprit du national-socialisme; l'exécution rapide et intégrale de la clause sur les aryens dans les provinces, le transfert de tous les chrétiens de sang étranger dans des paroisses séparées, et la fondation d'une Eglise chrétienne juive séparée; la suppression de tous les éléments non-allemands dans tous les offices et les credos, tous ceux particulièrement venus de l'Ancien Testament; la libération de l'Evangile de

toutes les déformations apportées par l'Orient; la présentation d'un Christ héroïque; enfin la création de l'Eglise d'un seul peuple complétant la Réforme de Martin Luther et rendant justice aux prétentions totalitaires de l'Etat nazi [14]. La proposition passa, votée à l'unanimité moins une voix.

Les résultats de ce rassemblement furent immédiats. Les défenseurs de l'Eglise orthodoxe firent entendre de nombreuses protestations. Pour beaucoup d'ecclésiastiques et de laïques, les résultats de leur soutien aveugle aux « Chrétiens Allemands » devenaient effarants; l'enthousiasme avec lequel ceux-ci confondaient le fanatisme politique et la ferveur religieuse bouleversa ceux dont le sens critique existait encore et les fit revenir sur leur adhésion béate. Par milliers, ils revinrent à Niemöller et à sa Ligue d'Urgence. Müller fut contraint de retirer son patronage au mouvement des « Chrétiens Allemands », et de remettre à une date ultérieure l'application de la clause sur les aryens. Hossenfelder fut obligé, bien à contre cœur, de renoncer à sa position de chef du Reich des « Chrétiens Allemands », et de membre du « Ministère Spirituel » National.

Pourtant, en dépit de ces doutes et de ces défections, la plupart des pasteurs préférèrent rester fidèles au régime nazi, incapables de croire, ou ne voulant pas croire, que des hommes chargés de responsabilités, spécialement dans un gouvernement légalement établi, puissent adhérer à de semblables idées. Ils ne pouvaient pas comprendre non plus qu'en s'attaquant au clergé évangélique les « Chrétiens Allemands » contribuaient à rompre un front uni contre les prétentions nazies. Même s'ils avaient pu le concevoir, les conséquences en auraient été si troublantes qu'il aurait mieux valu les ignorer, en caressant l'espoir qu'elles pouvaient ne pas être exactes.

Du côté nazi, la réaction fut également très forte. L'unité nationale était battue en brèche par des querelles de pasteurs. Le Parti n'avait aucun désir d'y être impliqué alors qu'elles le laissaient totalement indifférent, mais il ne pouvait pas davantage tolérer l'existence d'une Eglise puissante, dominant le pays tout entier; c'eût été une rivale trop dangereuse. Krause, d'après les nazis, n'était pas qualifié pour soutenir le Parti; ce faisant, il avait même contrevenu aux ordres du Parti qui avait toujours réclamé le maintien de la paix dans l'Eglise. S'opposer ainsi à un ordre exprès était se dresser contre le Parti qui risquait d'avoir à se défendre, alors qu'il n'avait aucune envie de se battre. La presse nazie nia avoir apporté la moindre collaboration à tout cet imbroglio et réédita la résolution du Parti de ne jamais devenir un mouvement religieux.

« Le Führer a toujours refusé de devenir un réformateur religieux... Il est donc impossible d'avoir une préférence pour telle ou telle position théologique, puisque de telles questions sont en dehors des préoccupations de l'Etat. Le nazisme est aujourd'hui une idée de l'Etat, elle doit s'imposer à tout le peuple et ne doit pas pénétrer dans des domaines qui menacent l'unité de ce pays. »

L'ampleur prise par les « Chrétiens Allemands » ne laissa aucun doute à Hitler sur le danger qu'ils pouvaient représenter, il décida donc d'encourager les divisions tentées par les nazis antichrétiens. Le Parti devait revenir à sa politique de stricte impartialité dans les affaires d'Eglise. En fin novembre, le Ministre de l'Intérieur, Frick, reçut l'ordre d'interdire toute ingérence dans les affaires religieuses. Les discussions courantes portaient, dans l'Eglise évangélique, sur des questions purement ecclésiastiques; là-dessus, pas un groupe ne pouvait réclamer l'aide

de l'Etat. Le 1er décembre, Goebbels donna des instructions pour que la presse ne communique les discussions des Eglises qu'avec la plus grande réserve. même le *Gauleiter* Kube, qui avait été en juillet un des soutiens les plus solides des « Chrétiens Allemands » fut obligé de reconnaître la nécessité de séparer les affaires de l'Eglise et celles de l'Etat [16].

Ce n'était pas la première fois qu'Hitler devait étouffer l'enthousiasme de ses plus fanatiques partisans. Retirer son soutien à un clergé pour lequel, quelques mois plus tôt, il avait personnellement fait campagne, pouvait jeter des doutes sur la suite logique de sa politique et, pour autant, faire tort au Parti; Goebbels avait également souligné le risque que comportait le déclin des « Chrétiens Allemands »; il pouvait être regardé comme le commencement de la fin pour le parti nazi. Mais il eût été encore plus dangereux d'être entraîné dans des querelles indésirables. Le soutien qu'avait accordé Hitler aux « Chrétiens Allemands » avait toujours été des plus faibles. Il ne voyait aucune raison pour que ces protestants se saisissent de la puissance ecclésiastique, comme les nazis s'étaient emparés de la puissance politique. La politique d'Hitler, en ce qui concernait les Eglises, était affaire d'expérience; ce n'était ni une doctrine réfléchie, ni le résultat d'une propagande faite à travers les différents éléments du Parti. Après avoir rencontré tant de résistance et tant d'échecs, cette politique ne méritait plus que d'être abandonnée; bientôt Hitler s'en désintéressa complètement.

Pourtant, le problème de l'Eglise en tant qu'institution subsistait. Les « extrémistes » des « Chrétiens Allemands » n'étaient pas plus acceptables que les « réactionnaires » de la Ligue d'Urgence des Pasteurs. La possibilité de réaliser l'unité en partant de l'Eglise s'estompait rapidement; si l'on pouvait

encore espérer une solution satisfaisante, il fallait en tout cas plus de temps. L'évêque du Reich, Müller, reçut l'ordre impératif de mettre rapidement fin aux querelles intestines et de ramener l'ordre, afin que le Gouvernement n'ait plus à se heurter à des incidents regrettables au sein de l'Eglise évangélique. Celle-ci devait surtout s'appliquer à remplir son devoir pastoral et apporter sa contribution au « Programme du Secours d'Hiver [17]. »

De toute évidence, l'Eglise évangélique n'avait pas été un instrument pratique pour le renforcement de l'idéal nazi en Allemagne. Si le clergé de l'Eglise évangélique refusait de se mettre inconditionnellement à la disposition du parti nazi, ou si ses efforts tendaient à créer un mouvement rival, il ne servait pas les desseins d'Hitler. Si l'Eglise, en tant que corps constitué, refusait de se conformer aux besoins de la situation politique, ou de mettre à la disposition de la cause nazie les ressources de son enseignement populaire, il faudrait trouver d'autres moyens pour réaliser la direction idéologique du peuple.

Les conséquences de cette disposition ne furent comprises que lentement, et même alors elles ne le furent pas par tous les adhérents au Parti. La politique gouvernementale officielle resta inchangée, à cela près que, grâce à ses organisations locales, le parti nazi put intensifier sa propagande et exalter une idéologie purement nazie. Les attaques anticléricales cessèrent d'être désavouées, il devint inutile de faire, du bout des lèvres, l'éloge des traditions chrétiennes. Ce fut le début des efforts tentés pour éliminer l'influence chrétienne, et la rayer de l'enseignement donné à la jeunesse; ce fut la période de la publication de livres et de pamphlets dus à des écrivains antichrétiens, vantant le « nouvel athéisme »; parmi ces ouvrages, le *Mythe du Vingtième Siècle* de Rosen-

berg qui fut, le 5 décembre, recommandé par la Gazette Centrale du programme d'études donné aux écoles prussiennes par le ministère, à l'usage de tous les maîtres et élèves [18]. Alfred Rosenberg, ayant également persuadé Hitler de lui confier une plus grande part de responsabilité dans le domaine idéologique, eut, pendant un temps d'ailleurs très court, la satisfaction d'être nommé Délégué du Führer pour le contrôle de tout l'enseignement spirituel et philosophique du Parti.

Jamais les « Chrétiens Allemands » ne regagnèrent la faveur des nazis. En dépit de leurs serments répétés de loyalisme et d'obéissance parfaite au vrai christianisme grâce au mouvement nazi, ils se virent totalement abandonnés par la hiérarchie nazie. Jamais plus, fut-ce pour des raisons tactiques, les chefs nazis ne cherchèrent à s'appuyer sur les « Chrétiens Allemands ». Après 1934, la politique nazie se compliqua : elle exploita le soutien que lui offraient les « Chrétiens Allemands », mais voulut ignorer leur théologie. A mesure que l'hostilité nazie pour le christianisme devenait plus évidente, les « Chrétiens Allemands » se rendirent compte que leur unité de 1933 n'avait été qu'un phénomène passager, seulement imputable à la commodité politique. Leurs chefs se trouvèrent déchirés entre les dissensions qui surgirent au sein de leur parti. Les pasteurs qui avaient soutenu la cause nazie pour des raisons nationalistes, tout en essayant de maintenir la vérité de l'Evangile, furent de plus en plus obligés de se replier sur la « neutralité » ou de rejoindre l'Eglise confessionnelle. L'aile gauche, d'autre part, se plaignait que l'âme de la révolution nazie disparaissait dans l'Eglise et que la faveur nazie ne pourrait être retrouvée que par la subordination inconditionnelle de l'Eglise aux conceptions racistes nazies et aux direc-

tives d'Hitler, unique source de la révélation moderne. L'appel du 10 décembre, constitué par les vingt-huit points de l'Eglise du peuple Saxon, pour la reconstruction interne de l'Eglise évangélique allemande, fut un effort pour formuler à nouveau la politique de ce groupe. L'incompatibilité de ces deux tendances réduisit bientôt le mouvement à un sectarisme impuissant, alors que ses dirigeants, locaux et nationaux, étaient de plus en plus dépendants, pour maintenir leur position, de la faveur des grands patrons du parti nazi.

Nul ne fut plus conscient de cette scission que l'infortuné Müller, évêque du Reich. Déserté par ses partisans, attaqué de tous les côtés, ses efforts pour gagner du temps et pour se reposer sur l'assistance du parti nazi ne servirent qu'à aggraver les suspicions de la « Ligue d'Urgence des Pasteurs », qui de moins en moins le trouvait apte à remplir son office. Toutes ses tentatives pour répondre aux désirs de ses opposants ne purent qu'augmenter leur méfiance. Pour regagner la faveur d'Hitler, Müller entreprit de démontrer la conformité de « son » Eglise avec le nazisme. Et comme un appel direct au clergé ne pouvait que soulever d'autres protestations, il résolut de sacrifier une partie de « son » Eglise en ordonnant à ses œuvres de jeunesse de rallier les jeunesses hitlériennes. Le 12 décembre 1933, le Comité exécutif de la Commission de la Jeunesse fut renvoyé et le 19 décembre un accord était conclu entre Müller et Baldur von Schirach, chef de la Jeunesse Nazie du Reich : sept cent mille membres appartenant à la Jeunesse évangélique étaient incorporés dans la Jeunesse Hitlérienne. Les promesses faites antérieurement étaient oubliées; Müller s'était abstenu de consulter les autorités de l'Eglise; cette décision prouvait donc bien que le soutien apporté par l'évêque

du Reich ne venait d'aucun groupement ou parti de l'Eglise, mais traduisait seulement son désir de se rendre utile aux maîtres du nazisme.

Les événements se déroulèrent à peu près de même manière dans le « Mouvement de la Foi des Chrétiens Allemands ». Seul avantage de ce mouvement : ses membres pouvaient être plus acceptables pour les nazis que ses adversaires groupés dans l'Eglise confessionnelle. La tactique habile et insinuante des « Chrétiens Allemands » reçut en récompense quelques évêchés où des vacances s'étaient produites, des postes dans l'administration de l'Eglise et des chaires de professeurs de théologie. Les opportunistes qu'ils comptaient dans leurs rangs eurent tôt fait de calculer leurs chances. Un cas particulièrement notoire fut celui du pasteur Wolf Meyer-Erlach, qui autrefois avait parlé à la radio en Bavière et dont les sermons étaient un mélange d'anticommunisme et d'antisémitisme, « pour la défense de notre manière chrétienne de vivre ». Bien que n'ayant aucun diplôme universitaire, il reçut, en 1933, le poste de professeur de Théologie pratique à l'Université de Iéna, qui se vantait d'être devenue la « chemise brune » de Thüringe et le prototype de l'université nazie. En 1934, il fut nommé doyen de la Faculté de Théologie, et en avril 1935, il se porta candidat au rectorat (présidence) de l'université. Il eut huit voix pour lui, et cent huit à ses adversaires, mais, conformément à la pratique nazie antidémocratique, les votes ne furent pas « comptés, mais pesés ». Meyer-Erlach fut donc nommé Recteur et de la sorte, procéda à l'installation de ses camarades nazis dans d'autres chaires professorales; Walter Grundmann, par exemple, fut nommé professeur de Nouveau Testament et devint plus tard Chef de l'Institut de Recherche pour la Suppression des influences juives

dans l'Eglise chrétienne et fut l'auteur d'une longue série de publications antisémites [19].

Tant que ces hommes furent soutenus par le chef du parti nazi local, peu leur importa d'être critiqués pour l'abandon des principes chrétiens. Activement ligués avec les nazis pour débarrasser l'Eglise des « indésirables », ils justifiaient la persécution, arrêtaient et emprisonnaient leurs collègues du clergé en les accusant de déloyauté envers l'Etat nazi. Ils excusèrent la persécution des Juifs, juste châtiment de leur crime — la crucifixion — et de leur refus de se laisser convertir à la révélation allemande du Christianisme.

Néanmoins, de toutes ces démarches, ils ne retirèrent que peu d'avantages. Les « Chrétiens Allemands » furent soumis aux mêmes restrictions et aux même limitations que les autres membres du clergé. Compromis par leur attitude pronazie, ils essayèrent de se convaincre que les mesures dont ils étaient l'objet n'étaient pas le fait d'Hitler lui-même, et pouvaient être expliquées par des raisons « d'urgence nationale ». En 1935, à Regensburg, leur meeting fut interdit par la Gestapo [20]. En juillet 1935, l'évêque du Reich, Müller lui-même, se vit refuser l'autorisation de s'adresser à une audience laïque [21]. Et en 1938, l'adjoint d'Hitler défendit aux « Chrétiens Allemands » le port de la croix gammée en même temps que la croix du Christ, de peur, déclara le chef de la police de sécurité, que le Parti et l'Etat ne soient soupçonnés de soutenir les activités des « Chrétiens Allemands », alors qu'ils s'appliquaient à conserver leur indépendance vis-à-vis de toutes les Eglises [22]. Un an plus tard, Bormann adressa une circulaire à tous les *Gauleiters* leur interdisant d'entretenir des relations quelconques avec les pasteurs des « Chrétiens Allemands », qui offraient leurs services

aux membres du parti nazi après avoir « officiellement » quitté l'Eglise [23].

Aussi incroyable que cela puisse paraître, il y avait encore quelques idéalistes parmi les « Chrétiens Allemands »; pour eux, nazisme et christianisme étaient liés idéologiquement, et l'hostilité croissante des nazis était seulement due à l'influence inconsidérée d'une minorité d'athées antichrétiens, comme Rosenberg. Ils voulaient se persuader que cette influence gênait les efforts des chrétiens appartenant au parti nazi pour se défendre contre les attaques de l'Eglise confessionnelle, et déformait en outre l'image du Parti à l'étranger. Bien que le contraire fût évident, quelques-uns de ces idéalistes prétendirent jusqu'au bout que nazisme et christianisme étaient fondamentalement compatibles et, qu'entre eux, l'union pouvait être durable, si seulement Hitler affirmait le christianisme positif du Parti.

Un cas typique est celui de Cajus Fabricius, professeur de théologie à Breslau, depuis 1935, et qui se disait être, parmi les professeurs allemands, un des plus anciens membres du Parti. Il écrivit plusieurs ouvrages à la gloire « du christianisme certain » du Troisième Reich; l'un d'eux fut traduit en anglais et en Japonais aux frais du Parti et s'avéra fort utile pour abuser les visiteurs étrangers, y compris l'évêque de Gloucester, sur la vie religieuse d'alors en Allemagne. En 1936, il se plaignit à Hitler de l'anticléricalisme intransigeant et de l'athéisme qui se répandaient en Allemagne en suggérant que, s'il pouvait intervenir, il serait plus aisé d'amener les catholiques à sympathiser avec l'Etat nazi. Plus tard, il fit distribuer une série de lettres polycopiées, intitulées *Reich im Kampf;* il expliquait comment la réputation chrétienne du parti nazi était ternie par de dangereux libres penseurs. Un exemplaire de son

Réarmement Intérieur, réquisitoire de vingt-six pages sur le même thème, circulait dans les bureaux principaux du gouvernement et de l'Eglise en septembre 1939, et tomba, en fin octobre, dans les mains de Goebbels, ministre de la propagande; Fabricius fut arrêté par la Gestapo et menacé d'emprisonnement à vie dans un camp de concentration. Malgré ses protestations de loyalisme à la cause nazie, retenu deux mois, il ne fut relâché qu'après avoir signé l'engagement formel de ne plus avoir d'activité politique. Après quoi, il fut exclu du parti nazi, sans pouvoir se défendre et mis en état d'arrestation chez lui. Il ne fut tenu aucun compte de ses plaintes réitérées pour ce traitement injuste, après ses loyaux services au nazisme comme professeur de théologie. Son dossier se termine sur cette note plutôt rude :

Partie des Travailleurs Socialistes Allemands
Berlin — Munich
Wilhelmstr. 64 — La Maison Brune
Bureau du Führer — 12 décembre 1940

Au — Strictement confidentiel

Ministre du Reich et
Directeur de la Chancellerie du Reich — Personnel
Dr. Lammers
Berlin W.8
Vosstrasse 2-6

Affaire : Professeur Dr. Cajus Fabricius

A titre d'information, je peux vous faire savoir que Fabricius, en raison de ses activités, a été, sur l'ordre personnel du Fürher, désigné pour un camp

de concentration. Probablement y serait-il encore, s'il n'avait été grâcié en considération de son aveuglement prononcé.

BORMANN.

La même déception et la même rupture se produisirent en fin 1933, dans les relations entre les nazis et l'Eglise catholique. Dans l'édification du renouveau national, les catholiques furent toujours infiniment moins nombreux que les « Chrétiens Allemands » ; quelques-uns pourtant y figurèrent. Le 24 juillet, le Cardinal Faulhaber envoya ses félicitations à Hitler qui, quatre jours plus tôt, avait signé le Concordat : « Cet accord avec le chef visible de l'Eglise, écrivait-il, peut, en lui assurant la liberté religieuse, apporter à la vie intérieure du peuple allemand une foi plus vive et un plus grand potentiel moral [24]. »

La plupart des catholiques allemands étaient disposés à croire les assurances données publiquement par Hitler et à se réjouir de pouvoir, grâce au Concordat, lui obéir en tant que chef de l'Etat. Pour éviter toute difficulté nouvelle, les clubs, les journaux notoirement antinazis furent l'objet d'un réajustement, d'une *Gleichschaltung,* ou co-ordination. Le 3 mai, les syndicats catholiques prononcèrent eux-mêmes leur dissolution, et au cours des quleques mois qui suivirent, plusieurs fédérations de l'enseignement en firent autant [25]. Les associations d'étudiants catholiques déclarèrent publiquement leur loyalisme à la révolution nazie avant la signature du Concordat, et se montrèrent résolument enthousiastes lorsque les termes en furent publiés [26]. Des laïques furent encouragés à se joindre aux S.A. et aux S.S. [27]; on apprit aux enfants le salut hitlérien et le drapeau nazi put entrer dans les églises. Les

desseins du nouveau gouvernement semblaient devoir coïncider avec ceux de l'Eglise[28]. Pour certains, l'appui donné par Hitler était une sorte de direction « inspirée ». Le 24 août, pour célébrer la signature du Concordat, une messe fut dite sur le parvis de la cathédrale de Berlin par le nonce, Monseigneur Orsenigo; le prédicateur, dans son sermon, pria pour la résurrection de l'Allemagne, un télégrame fut adressé à Hitler et on chanta le Horst Wessel.

L'attitude du parti nazi resta pourtant inchangée. A l'époque, le point essentiel de sa politique était d'éliminer toutes les oppositions possibles; les organisations professionnelles de jeunes et de laïques, nombreuses dans chaque diocèse, pouvaient devenir dangereuses; il fallait donc les supprimer. Les nazis avaient eu le soin de ne pas préciser dans les clauses du Concordat quelles seraient les organisations autorisées, ou dissoutes, aux termes de l'article 31. Le dernier protocole avait laissé la question en suspens et les nazis eurent tôt fait de décider que cet article 31 octroyait de trop grandes concessions et qu'il fallait supprimer de force autant d'organisations catholiques que possible, avant l'accord définitif. Même les organisations professionnelles n'ayant rien à voir avec la politique furent compromises par l'enthousiasme pronazi de leurs membres. Plusieurs décidèrent de se dissoudre d'elles-mêmes ou fusionnèrent avec une organisation nazie similaire. A la fin d'août, les évêques commencèrent à s'alarmer. Certaines associations catholiques avaient vu leurs biens et leurs capitaux confisqués. D'autres qui n'avaient manifesté aucune bonne volonté pour se dissoudre, furent accusées d'être politiquement peu sûres, ou même hostiles. Le leader des syndicats ouvriers, le Dr. Ley, fit paraître un décret interdisant

la double appartenance, au syndicat et aux associations confessionnelles de même type; il savait très bien qu'une telle mesure allait porter un coup mortel à ces dernières [29]. En outre, les instituteurs catholiques durent persuader leurs élèves de s'inscrire aux jeunesses hitlériennes [30]. Les fonctionnaires catholiques furent qualifiés d'ennemis de l'Etat. Les attaques dirigées contre la presse catholique devinrent si fréquentes que les évêques comprirent que si la persécution et une pression semblable devaient se poursuivre, la presse catholique aurait bientôt cessé d'exister [31]. Dès le 20 juillet, jour de la signature du Concordat, le ministre de l'Intérieur interdit par décret à tous les journaux de se donner comme catholiques, car il ne pouvait plus y avoir, pour le peuple, de confessions religieuses différentes, de journaux catholiques ou évangéliques, mais seulement des journaux allemands.

Pourtant le Cardinal Bertram, écrivant au Cardinal Pacelli, à Rome, le 2 septembre, prétendait encore que ce ne pouvait être là que perturbations passagères, appelées à disparaître, dès la ratification finale du Concordat.

« Retarder la ratification du Concordat avec le Reich ne serait pas souhaitable pour les raisons suivantes :

1. Bien des voix se sont élevées contre le Concordat. Parmi elles, celles pour qui le Chancelier du Reich seulement intéressé par le prestige que le succès du Concordat lui vaudra dans sa politique étrangère, ne tient pas à respecter les clauses intérieures du contrat.

2. Dans plusieurs milieux, on prétend que le gouvernement a fait trop de concessions et on croit désirable qu'il revienne sur ses positions. Ces voix se

feraient plus bruyantes si la ratification était retardée. Ce serait pour nos fidèles un sujet de trouble.

3. Une fois la ratification obtenue, nous aurons une chance de pouvoir agir plus vigoureusement contre de nombreuses mesures anticatholiques. Mais si la ratification est reportée à plus tard, la position des évêques sera rendue plus difficile[32]. »

Le Cardinal Pacelli nourrissait moins d'espoirs. Au cours d'un entretien avec un diplomate anglais, il exprima les graves inquiétudes qu'il éprouvait face aux événements d'Allemagne et avec une parfaite franchise reconnut les doutes que lui inspirait l'avenir, tout en supposant, lui aussi, que la signature du Concordat contribuerait à améliorer le sort des catholiques allemands.

« Si le gouvernement allemand violait le Concordat — et il allait certainement le violer — le Vatican aurait un traité pour appuyer ses protestations. En tout cas, ajouta le Cardinal avec un sourire, les Allemands ne violeraient probablement pas tous les articles du Concordat à la fois[33]. »

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, ce fut contre les institutions catholiques que se concentra d'abord l'attention nazie. En dépit des promesses explicites faites par le gouvernement au Cardinal Pacelli avant la ratification du Concordat le 10 septembre, dès le 19, soit neuf jours plus tard, l'adjoint de Himmler, Heydrich, informait la police politique de Bavière que le Concordat n'apportait aucun changement à la décision nazie de mettre un terme à toute activité laïque des catholiques susceptible d'être tenue pour une manifestation antinazie. Les seules activités laissées à l'Eglise devaient être limitées aux services religieux se déroulant à l'intérieur du bâti-

ment. Toutes les autres activités, réunions sportives, récréatives, processions furent défendues. En aucune circonstance, le port de l'uniforme nazi ne pouvait être autorisé. Toute organisation suspecte de garder vivant l'esprit politique du parti du Centre allait être impitoyablement supprimée [34]. En raison de renseignements fournis par des lettres trouvées lors de perquisitions policières, Himmler ordonna l'exclusion des organisations catholiques telles que *Neudeutschland, Deutsche Jugendkraft, Kreuzschar* et *Sturmschar* de la liste autorisée par le Concordat, à l'article 31, aussi furent-elles supprimées [35]. Des mesures aussi rigoureuses prises immédiatement après la ratification du Concordat, expressément signé pour éviter les tensions inutiles, provoquèrent le juste ressentiment du clergé catholique. Mais les évêques hésitèrent à le manifester violemment. Gênés par leurs déclarations antérieures de loyalisme vis-à-vis de l'Etat nazi, ils se sentirent embarrassés, embarras qui finit d'induire en erreur le Vatican.

En novembre, le Cardinal Pacelli, profondément ému par les nombreux cas de persécution dont on lui apportait la nouvelle à Rome, menaça de lancer une protestation officielle qui, venant du Vatican devait ajouter aux difficultés internationales que connaissait déjà l'Allemagne, pour son attitude de défiance vis-à-vis de la Société des Nations. Il adressa donc une note au ministère des Affaires étrangères allemand, dans laquelle il se plaignait amèrement des difficultés et des persécutions intolérables infligées à l'Eglise Catholique, en violation ouverte du Concordat [36]. Le ministère de l'Intérieur dépêcha au Vatican un envoyé spécial, chargé d'apaiser les choses. Cette mission coïncida avec la protestation des évêques de Bavière qui se prononcèrent sur le plébiscite du 12 novembre avec tant de violence que le gouvernement

bavarois ne permit pas la publication en chaire de leur lettre pastorale [87].

Ce conflit entre les promesses publiques des nazis et la persécution de l'Eglise jeta la confusion chez les catholiques. Après avoir accueilli volontiers, pendant les premiers mois, la promesse du renouveau national fondé sur l'abandon de la démocratie et du système parlementaire, après avoir admis la répression des communistes et les mesures contre les juifs, les catholiques, à leur tour, étaient parmi les victimes du régime. Ils n'avaient réclamé que le respect de leurs droits au sein de la communauté nationale, et le Concordat avait paru le leur assurer. Les visites politiques leur étaient étrangères; à elles seules jusque-là, la discipline et la tradition de l'Eglise catholique avaient maintenu leur unité. Les nazis savaient donc qu'il était virtuellement impossible d'obtenir du clergé catholique la même soumission que de l'Eglise évangélique conduite par l'évêque du Reich Müller. Ainsi l'influence du clergé catholique devait être réduite. Comme l'exprima Hitler dans un discours du 24 octobre :

« Nous avons mis les prêtres en dehors du conflit politique du Parti et les avons ramenés dans l'Eglise. Nous désirons maintenant ne les voir jamais reparaître dans ce domaine pour lequel ils ne sont pas faits [88]. »

Atteindre les prêtres n'était pas suffisant. Tant que les associations catholiques subsistaient en tant que catholiques elles restaient soumises à l'influence du clergé. Les persuader de se dissoudre ou de s'amalgamer avec les associations nazies, les empêcherait de devenir des centres de mécontentement politique.

De leur côté, les prêtres catholiques savaient quel danger il pouvait y avoir à perdre le contrôle des différents groupements, et cela surtout en Bavière

où une politique de limitations et de restrictions réduisait constamment au silence l'opposition catholique. La moindre inadvertance était saisie par la *Gestapo* qui la montait en épingle, comme une évidente opposition politique réclamant châtiment.

Himmler et Heydrich étaient trop avisés, malgré tout, pour se départir brusquement de la politique officielle instaurée par le Concordat, c'eût été se précipiter dans un guêpier et pas seulement en Allemagne [39]. La puissance de l'Eglise romaine était fort étendue, d'autant plus dangereuse, par conséquent, pour les ambitions nazies. Himmler savait qu'il devait agir, en ce qui la concernait, avec plus de finesse que pour l'Eglise évangélique; aussi le 2 novembre, l'ordre était-il donné à la police de ne jamais agir sans instruction préalable. Il était inutile de clamer que l'idéologie nazie était identique à la doctrine catholique, on pouvait s'y adapter; il fallait recourir à des mesures subtiles, capables de faire craindre à l'Eglise catholique de perdre sa position dans la nouvelle communauté allemande.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE N'EST PAS LE FAIT DE L'ÉGLISE

« Il faut rendre les saboteurs inoffensifs, même s'ils accomplissent leur infâme travail déguisés en serviteurs de Dieu. »
Völkischer Beobachter.

Au début de 1934 la campagne nazie contre les Eglises se borna à limiter leur influence et leur popularité et à défendre toute activité à leurs associations laïques susceptibles d'être utilisées pour une agitation ou une opposition politique aux prétentions totalitaires du Parti. Il fallait dresser une barrière entre le clergé et le peuple. Malgré la bonne volonté et la soumission manifestées par les Eglises pendant les douze premiers mois, un antagonisme et une méfiance extrêmes se faisaient jour du côté nazi, ainsi que la ferme résolution de prendre avantage de toute opposition religieuse pour en faire une opposition politique, en

référer à la police et obtenir la suppression de l'organisme incriminé. Le slogan utilisé pour justifier cette attitude était : « La politique n'est pas le fait de l'Eglise. »

Le conflit engendré par ces mesures totalitaires fut particulièrement grave en Bavière. A Munich, l'hostilité à l'Eglise manifestée par Martin Bormann, au quartier général du parti nazi, n'eut d'égale que celle de Himmler et de Heydrich au quartier général de la police. Pour ces trois hommes l'appétit de puissance grandissait à mesure qu'il trouvait à s'alimenter. Ils étaient résolus à en finir une fois pour toutes avec la position fortifiée de l'Eglise catholique dans la province d'Allemagne la plus catholique. Le 13 octobre 1933, Bormann écrivit à tous les *Gauleiters* une note ainsi conçue :

« Il est rapporté au quartier général du Parti que certains prêtres catholiques travaillent, plus ou moins ouvertement, contre le nazisme et ses chefs, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Eglise. Des rapports identiques sont faits concernant certaines associations catholiques. En conséquence, je tiens à recevoir immédiatement des rapports détaillés, avec preuves à l'appui, concernant des agissements de cet ordre [1]. »

Du même esprit est le memorandum que fit circuler, le 21 février 1934, le Contrôleur Spécial des grands chefs S.A. de Bavière, à tous les chefs S.A., concernant l'attitude du clergé catholique :

« Des faits nombreux se sont produits en Bavière, dans plusieurs régions, particulièrement en Franconie et au Palatinat, qui reflètent le triste accueil réservé au nouvel Etat par une partie importante du clergé. Je crois donc pouvoir avancer que cette affaire ne peut pas être limitée à des méthodes policières, utilisées vis-à-vis de quelques individus, mais que tout le clergé doit changer complètement d'attitude. L'inter-

vention du ministre de l'Instruction publique et des Evêques sera peut-être nécessaire pour obtenir une autre manière d'être envers l'Etat. Il est clair que le clergé catholique, mêlé à l'activité politique du parti du Centre ou au parti du peuple Bavarois, ne peut pas comprendre qu'il lui soit désormais interdit d'user de sa position à des fins politiques. On assiste de plus en plus à ses efforts pour regagner une influence politique perdue. Cela est particulièrement vrai quand il s'agit de l'instruction; pour une grosse partie du clergé les Jeunesses Hitlériennes et le *Bund Deutsche Mädel* sont des épines dans sa chair. Il est grand temps de lui rappeler les limitations acceptées par lui lors de la signature du Concordat, qui non seulement ne lui donne pas des droits illimités au-dessus de ceux de l'Etat et contre lui, mais précise plutôt ses obligations. Ceci s'applique en particulier aux évêques dont la tâche est d'apprendre au clergé à remplir son devoir pour le bien de l'Etat et à éviter de heurter les intérêts de l'Etat. Faisant partie de ces devoirs, à mon sens, est celui de châtier un clergé qui ne respecte pas suffisamment l'Etat et tous ceux qui, avec lui, manifestent ouvertement leur hostilité à l'Etat. Jusqu'ici, ces exigences pourtant élémentaires, n'ont pas trouvé d'écho chez les Evêques... [2]. »

La stratégie nazie, face à cette hostilité présumée, fut d'abord de restreindre toute activité publique des catholiques hors de l'enceinte de l'église et, en second lieu, d'obtenir des informations détaillées sur tous les aspects de la vie religieuse, spécialement sur la position du clergé d'après les sermons. Le 6 janvier, Heydrich, tout en prétendant veiller aux relations pacifiques de l'Eglise et de l'Etat, ordonnait à tous les bureaux de police de Bavière :

« Des mesures sévères devront être prises contre

toute personne qui mettrait en doute la sincérité de ceux qui ont traité avec l'Eglise... Doit être refusée, en général, toute autorisation de meeting religieux. Ne peuvent être données que des permissions individuelles, s'il s'agit de sortir de l'église et seulement si la réunion peut être surveillée... Les activités des associations catholiques ne peuvent pas être absolument supprimées, mais des interdictions peuvent être prononcées localement... Tous les prêtres qui s'opposent ouvertement au gouvernement et qui n'enseignent pas aux enfants le salut hitlérien détruisent le travail éducatif de l'Etat nazi et minent consciemment l'autorité de l'Etat. Sur tous ces faits, la Police politique de Bavière doit être informée dans le détail et doit noter les noms des témoins sûrs... Le 25 de chaque mois, elle devra fournir son rapport [3]. »

Dès ce moment, tous les offices de l'Eglise furent régulièrement surveillés. Les activités des prêtres suspects d'antipathies nazies furent étroitement contrôlées et tous les obstacles possibles furent placés sur leur route [4]. Cette campagne ne fut pas seulement réservée au bas clergé. Le Cardinal Faulhaber de Munich qui, dans ses sermons de novembre, avait condamné l'exaltation raciale, fut dénoncé publiquement et avec persistance par les nazis comme politiquement réactionnaire et traître à l'Allemagne [5]. Le travail des associations catholiques laïques, et spécialement des groupes de jeunesse, fut rendu de plus en plus difficile. Pourtant la persécution était restée sporadique et limitée. L'assaut général n'avait pas encore été déclenché; mais parmi ceux qui avaient été attaqués, un grand nombre avaient été chauds partisans du parti du Centre et pouvaient être poursuivis comme aidant un catholicisme politique. Pourtant les prêtres n'avaient pas vu de difficulté majeure à abandonner toute influence politique. Tant qu'on les lais-

sait libres d'enseigner la doctrine et d'administrer les Sacrements, ils s'estimaient assez satisfaits.

La réaction fut à peu près la même chez les anciens membres actifs du parti du Centre et du parti du Peuple Bavarois. Abandonnés par leur chef Kaas, la plupart d'entre eux se retirèrent dans le silence ou se joignirent au parti nazi, afin de prouver leur sympathie à la révolution nationalle, peut-être aussi pour conserver leur poste de fonctionnaires. Un très petit nombre essaya de garder vivant le catholicisme politique, avec l'espoir de retrouver leur pouvoir quand l'occasion favorable se présenterait. Une lettre émanant d'un membre influent de l'Association des Laïques catholiques de la Nouvelle Allemagne, lettre saisie lors d'une perquisition de la *Gestapo* chez le Duc de Wrade, apporta aux nazis la preuve de la dangereuse déloyauté des catholiques en politique et leur permit de justifier l'établissement de mesures extrêmement sévères contre de tels adversaires possibles.

« *Devoirs et possibilités d'un Catholicisme Politique entre la Première et la Seconde Vague de la Révolution Nationale en Allemagne.*

« L'Eglise catholique a, une fois de plus, manqué le coche, elle est toujours en opposition avec les mouvements qui passionnent les Allemands — libéralisme, socialisme, national-socialisme. Les évêques auront beau faire, c'est maintenant trop tard... et il n'est que trop certain que nous allons être repoussés dans le ghetto d'avant-guerre... Ce dont nous avons besoin, c'est d'avoir notre propre direction politique. Si nous y parvenons, peu importe pour nous d'avoir le nom ou la protection d'une formation nazie... Les raisons de cette politique énergique sont :

a) Préservation et maintien du milieu catholique, et de la position de l'Eglise catholique dans le Troisième Reich.

b) Un mouvement qui croit en lui-même et en son objet ne se laisse pas dissoudre.

c) Besoin de préserver le pluralisme de l'Etat, contre les principes totalitaires : race unique, pouvoir politique unique...

« Actuellement les évêques, les politiciens et les associations de Jeunesse catholique s'avancent tous dans des directions différentes, avec l'espoir qu'un *Deus ex machina* leur indiquera la bonne. Nous devons nous unir pour pouvoir proclamer notre droit à l'existence. La Jeunesse possède le dynamisme, le commandement est le fait de Brüning et notre assurance morale est aux mains des Evêques... [6] ».

Hélas la dissolution du parti du Centre, la signature du Concordat et la décision des nazis de ne pas permettre au catholicisme politique de survivre reléguèrent tous ces projets dans le domaine du rêve. Le mouvement de retraite fut amorcé, en partie à regret, en partie de plein gré. Le clergé pensait pouvoir, enfermé dans la forteresse qu'est l'Eglise, conserver son influence sur le peuple. Il n'avait pas imaginé pouvoir y être emprisonné.

II

En même temps, une déception similaire grandissait entre l'Eglise évangélique et le parti nazi. Non seulement l'évêque du Reich Müller n'avait pas réussi à unir l'Eglise derrière l'Etat nazi, mais les événe-

ments de 1933 avaient indubitablement révélé des différences d'opinion au sein de l'Eglise évangélique elle-même. Au début de 1934 la Ligue d'Urgence des Pasteurs avait atteint 7 000 membres, Goebbels avait donné des instructions pour qu'il ne soit plus fait mention des conflits de l'Eglise dans la presse et Hitler avait ordonné qu'une politique d'extrême prudence fût observée par les fonctionnaires de l'Etat. Malgré les restrictions dont la presse de l'Eglise avait été déjà l'objet, elle fut accusée par le *Gauleiter* Florian, de donner asile à des éléments traîtres et séparatistes; et le 26 janvier 1934, la Police politique bavaroise réclama un rapport sur les activités de la Ligue d'Urgence des Pasteurs et interdit toutes les expressions ou opinions dirigées contre le nazisme ou l'Etat, capables de mettre en péril la sécurité publique [7].

Le gros ressentiment du clergé évangélique se concentrait sur le malheureux évêque du Reich, Müller. Décidée à ne pas abandonner sa confiance dans les promesses d'Hitler, ignorante des futurs desseins nazis, la majorité du clergé protesta seulement contre la confusion des agissements politiques et religieux des « Chrétiens Allemands » et contre l'arbitraire des édits de Müller. Des protestations se firent entendre de tous côtés contre sa persistance à occuper le poste spirituel le plus élevé, en dépit de son évidente indignité. Ayant réussi à se faire entendre contre les excès de langage de Krause, la Ligue d'Urgence des Pasteurs s'appliqua à obtenir la démission de Müller. Il fut procédé à un vote de « défiance » qui équivalait à un ultimatum de renvoi.

Avec une absence totale de sens moral, Müller refusa cependant de donner sa démission. Non seulement il s'arrangea secrètement pour opérer la fusion des groupes de Jeunesse évangélique avec les Jeunesses hitlériennes, mais le 4 janvier 1934, il fit paraî-

tre, sous sa propre responsabilité, un édit réimposant le « paragraphe aryen » et interdisant au clergé toute prise de position politique, dans ses sermons, ses circulaires ou ses bulletins. Ce décret « de muselement », comme il fut qualifié, ne servit qu'à aggraver la situation. Par milliers les pasteurs se rebiffèrent contre les interdictions de l'évêque du Reich et, au risque de se voir suspendus, protestèrent en chaire contre son autoritarisme et contre ses actes illégaux... protestations qui, bien entendu, ne purent être publiées dans la presse.

Le 8 janvier, la Gestapo ordonna à la police de Prusse de lui faire connaître toute manifestation, toute attaque verbale ou écrite dirigées contre l'autorité de l'évêque du Reich. A la suite de quoi, à Berlin, en Thuringe, en Brandebourg, dans le duché de Brunswick et en Altona des pasteurs, dénoncés à la *Gestapo* par les membres nazis de leur secte, furent suspendus de leurs fonctions; ils avaient lu en chaire un texte de la réponse de la Ligue d'Urgence des Pasteurs au décret de « Musellement ». Le 24 janvier, à Berlin, un pasteur anti-« Chrétien-Allemand » fut sorti de son lit et roué de coups par cinq jeunes gens. Le même jour, se dressait un autre sujet de terreur : la nomination de Rosenberg comme Délégué du Führer pour le Contrôle général et l'Enseignement philosophique et spirituel du parti nazi.

Des appels furent adressés à Hitler et à Hindenburg. Le 12 janvier, Hindenburg envoya chercher l'évêque du Reich pour lui exprimer son inquiétude au sujet des mesures qu'il avait prises. Les efforts de Müller pour justifier sa conduite ne furent pas convaincants. Dans son rapport adressé à la Chancellerie du Reich, Hindenburg stipulait que l'évêque du Reich, en partie en raison de sa santé, en partie par manque d'autorité, n'était plus qualifié pour

remettre en ordre l'état très confus des affaires de l'Eglise évangélique et pour rétablir l'unité de l'Eglise [8]. Le ministre de l'Intérieur, Frick, à son tour, déclara n'avoir pas toute confiance en Müller, à qui des allusions assez nettes firent comprendre que, faute de remettre de l'ordre dans l'Eglise, les subventions de l'Etat lui seraient retirées.

Quoique peu disposé à admettre que le choix de Müller avait été mauvais, Hitler ne cacha pas son mécontentement devant l'indocilité des pasteurs évangéliques. Le 5 janvier, il déclara ne plus vouloir entendre parler de l'Eglise évangélique et refusa de recevoir aussi bien Müller qu'aucun autre évêque.

Trois semaines plus tard, pourtant, il revint sur cette décision et résolut d'intervenir personnellement pour arriver à une conclusion. Le 25 janvier, il interrogeait douze des principaux dirigeants de l'Eglise évangélique, manifestement pour leur faire dire si, oui ou non, ils voulaient continuer à travailler avec Müller et le décharger de ce genre de tracas. La rencontre n'eut pas le résultat que les pasteurs attendaient. Pour commencer, Goering avait donné lecture d'une conversation téléphonique surprise le jour même, par des microphones secrets, entre le pasteur Niemöller, qui était présent, et un de ses collègues.

Bousculé par les préparatifs de la rencontre avec Hitler, Niemöller avait évoqué inconsidérément l'influence que pouvait avoir Hindenburg sur Hitler au sujet de la démission de Müller. Hitler s'empara de cettre phrase pour accuser Niemöller, et avec lui toute la Ligue d'Urgence des Pasteurs, de déloyauté envers l'Etat nazi, en essayant de le brouiller avec ses collaborateurs. Les autres pasteurs, choqués de l'impétuosité de Niemöller, et redoutant d'être impliqués dans cette apparente déloyauté, se hâtèrent de se retirer de toutes les activités qu'ils avaient en commun

avec Niemöller et ses amis. On ne sait pas jusqu'où la scène n'avait pas été préparée à l'avance. Les accusations de déloyauté et de mauvais usage des contacts étrangers étaient couramment portées contre les dirigeants des Eglises, en tout cas l'irrécusable déposition de Goering eut sur les pasteurs l'effet souhaité par Hitler qui écrivait huit ans après :

« Les représentants de l'Eglise évangélique furent tellement choqués et terrifiés, qu'ils s'effondrèrent littéralement, se turent et se firent invisibles [9]. »

Seul Niemöller eut le courage de répondre — événement d'une telle rareté qu'Hitler ne l'oublia jamais — mais les circonstances étaient telles qu'il n'était plus possible d'obliger Müller à donner sa démission; il ne fut plus question que de loyalisme inébranlable envers l'Allemagne, envers Hitler et envers l'Etat nazi. Le soir même, la demeure de Niemöller fut perquisitionnée par la *Gestapo* en quête de documents prouvant la collusion de la Ligue d'Urgence des Pasteurs avec des milieux hostiles de l'étranger, et quelques jours plus tard, une bombe grossièrement confectionnée éclatait dans l'entrée de sa maison.

Müller ne perdit pas de temps pour réaffirmer son autorité. Il convoqua tous les évêques de la province, y compris ceux qui lui avaient été opposés, et annonça son intention d'établir l'équivalent d'une dictature épiscopale sur l'Eglise de Prusse, ce qui permettrait de se passer de collaborateurs pour le « ministère spirituel ». Intimidés par la sauvagerie de l'attaque d'Hitler et par la soi-disant déloyauté de Niemöller, les évêques, à l'unanimité, renoncèrent à leur opposition à Müller. Ils décidèrent de ne plus soutenir la Ligue d'Urgence des Pasteurs et, pour rendre l'unité et la paix à l'Eglise évangélique allemande, de suivre avec soumission les directives de Müller, l'agent de Hitler, de collaborer avec lui sans

restrictions. Voici les termes du communiqué qui suivit cette réunion :

« Toujours sous l'impression de leur rencontre avec le Chancelier du Reich, les chefs de l'Eglise évangélique allemande affirment leur loyalisme inconditionnel au Troisième Reich et à son Fürher. Ils condamnent avec la dernière violence toute intrigue et toute critique contre l'Etat, le Peuple ou le Mouvement (nazi), qui sont destinées à mettre en danger le Troisième Reich. Ils déplorent en particulier toutes les insinuations de la presse étrangère cherchant faussement à présenter les discussions qui se déroulent au sein de l'Eglise comme étant des conflits avec l'Etat. Les dirigeants de l'Eglise rassemblés se déclarent unis derrière l'évêque du Reich; ils désirent mener à bien ses directives telles qu'il les a formulées, prévenir l'opposition dont elles pourraient être l'objet de la part de l'Eglise et fortifier l'autorité de l'évêque du Reich avec tous les moyens constitutionnels mis à leur disposition [10]. »

A la suggestion de Müller, cette déclaration fut immédiatement transmise à la presse « à seule fin d'éviter tout malentendu [11]. »

Elle fut suivie d'une avalanche de mesures disciplinaires, doublées, dans la plupart des églises provinciales, de suspensions, de renvois, de mises à la retraite des membres de la Ligue d'Urgence des Pasteurs, toutes mesures ordonnées par Müller et par les évêques appartenant aux « Chrétiens Allemands ». L'opposition était réduite au silence. Le 27 janvier, Niemöller fut mis en congé et, le 10 février à la retraite sans appel possible. Puis il fut envoyé dans un camp de concentration, comme le pasteur Rzadtki de Schneidemühl, qui y fut retenu cinq semaines pour n'avoir pas applaudi à une opinion du *Gauleiter* Kube, disant que la Foi naît de la race

et du sang [12]. Dans le même temps cependant, un certain nombre de temples évangéliques célébraient des offices d'action de grâces, pour saluer, le 30 janvier, le premier anniversaire de l'accession nazie au pouvoir.

III

Ainsi Hitler avait donné à Müller une autre chance de rétablir l'ordre dans l'Eglise évangélique. On enjoignit aux membres du Parti de ne pas intervenir dans les affaires de l'Eglise, ni d'introduire des questions religieuses dans les activités du Parti. Dans une circulaire adressée aux chefs des *Gauleiters*, Rudolf Hess spécifia : « ... J'ai... entendu dire également que lors de certaines réunions du Parti, s'étaient élevées des discussions sur des problèmes religieux, des hymnes avaient été chantés, manuel en main. Conformément à mes instructions du 17 octobre 1933, tout cela est interdit. Les affaires de l'Eglise n'ont aucune place dans le Parti [13] ». Au début de mars, Heydrich, dans une instruction adressée à la police bavaroise, recommanda d'éviter toute action susceptible de troubler le travail d'unité et l'épanouissement d'une Eglise évangélique unie, maintenant que ses dirigeants s'étaient mis d'accord pour soutenir l'évêque du Reich et ses directives. « L'attitude des autorités de l'Etat est aussi importante à cet égard. Nous devons respecter les instructions du Führer et ne pas intervenir dans les querelles religieuses de l'Eglise évangélique. Depuis l'accord du 27 janvier 1934, cette attitude est encore plus nécessaire. Les autorités doivent avoir grand soin de ne pas se mêler de questions purement théologiques, sauf dans le cas, bien sûr,

où, pour des raisons politiques, certaines mesures devraient être prises. Mais toute erreur pouvant être dangereuse, rien ne doit être tenté sans l'autorisation de la police politique bavaroise [14]. » Pour éviter de faire des martyrs, la Ligue d'Urgence des Pasteurs ne fut pas interdite, malgré la pression des « Chrétiens Allemands » et la parfaite bonne volonté qu'y aurait mise le ministre de l'Intérieur [15].

L'hostilité fondamentale d'Hitler à l'Eglise, bien que tempérée pour des raisons de commodité politique, s'étala au cours de l'entretien du 13 mars qu'il eut avec deux évêques évangéliques du sud de l'Allemagne, Meiser et Wurm, venus se plaindre que malgré la déclaration de solidarité, faite sur la demande du Führer à l'évêque du Reich le 27 janvier, les actes de Müller n'eussent démontré, depuis, que sa déloyauté. Hitler prit fort mal ces critiques et se montra tout à fait différent de ce qu'il avait été l'année précédente avec l'évêque Berning. L'évêque Meiser rapporte cette entrevue :

« Le christianisme doit disparaître en Allemagne exactement comme il a disparu en Russie. Les Eglises n'ont été capables d'empêcher ni la révolution française, ni le bolchevisme, ni le marxisme, ni la révotion de 1918. Hitler avait offert aux Eglises évangéliques toutes sortes de possibilités. Si elles n'avaient pas prétendu en prendre pour elles-mêmes avantage, le peuple n'aurait pas souffert. Mais on peut se demander si l'Eglise, en tant qu'institution n'allait pas se briser elle-même en se comportant ainsi. La race allemande avait existé sans le christianisme pendant des milliers d'années avant le Christ; elle continuerait à exister lorsque le christianisme aurait disparu. L'Eglise avait eu le tort de ne pas reconnaître à quelle époque elle appartenait. Au lieu de saisir les occasions qui lui étaient offertes et de s'intégrer

dans l'histoire avec toute l'énergie de ses évêques, ceux-ci ont préféré se perdre en discussions sur le dogme. Hitler, pour son compte, ne voulait pas être impliqué dans des questions de doctrine. Une seule chose l'intéressait, l'autorité et l'énergie que représentait l'Eglise. Il était infiniment regrettable que l'Eglise évangélique n'eût pas de doctrine ferme. Les uns interprétaient dans un sens la parole de Dieu, tandis que les autres l'interprétaient dans un autre. Les orthodoxes étaient même accusés d'hérésie par les « Chrétiens Allemands ». Lui-même avait dû dire aux « Chrétiens Allemands » de s'interdire toute querelle en matière doctrinale. Tout d'abord il fallait reconstruire l'extérieur du bâtiment. Après quoi il y aurait encore tout le temps de pénétrer dans les questions dogmatiques. Il connaissait les gens et savait leur ennui de voir toujours ramenées à la surface les vieilles querelles. L'Eglise ne l'avait pas aidé quand il avait lutté pour prendre le pouvoir. Il avait exprimé le désir d'une Eglise nationale. Et voilà qu'on lui présentait en échange le maintien des Eglises provinciales, ce qui allait à l'encontre de la création d'une autorité centrale puissante. Les Eglises devaient être incapables de sortir de leur provincialisme, bien que Luther se fût, dejuis longtemps prononcé en faveur d'une Eglise nationale. Luther lutterait aujourd'hui aux côtés des « Chrétiens Allemands ». Les pasteurs de la Ligue d'Urgence n'étaient qu'une clique de réactionnaires. Il les connaissait bien; ils avaient toujours été ses adversaires. Quant aux critiques adressées à Ludwig Müller, elles n'avaient pas le moindre intérêt. Chacun a ses faiblesses moralement. Le Kaiser lui-même avait les siennes; il fut supporté loyalement. Nous (le clergé de l'Eglise évangélique) avons élu Müller, maintenant nous n'avons qu'à nous en arranger.

Hitler n'allait pas se laisser assommer par des questions de doctrine, dénuées pour lui de toute espèce d'importance... L'Eglise devrait s'habituer à parler du sang et de la race. Exactement comme l'Eglise catholique n'a pas pu empêcher la terre de tourner autour du soleil, les Eglises d'aujourd'hui ne peuvent pas passer sous silence les faits indiscutables qui sont liés au sang et à la race. Si elles sont incapables de le comprendre, l'histoire se fera sans elles. Hitler ne se rendait jamais dans une Eglise catholique, mais il avait encore moins envie d'entrer dans un temple protestant pour y entendre ressasser les vieilles disputes! ... quant aux « Chrétiens Allemands » eux aussi devaient mettre un terme à leurs chicaneries théologiques... Il ne fallait pas poursuivre Müller pour le plaisir d'assouvir une vengeance. Il s'était montré loyal bien des années avant la révolution; alors il pensait déjà à l'Eglise nationale. S'il avait su, lui Hitler, comment les choses allaient tourner, jamais il n'aurait pris la peine de se pencher sur le cas de l'Eglise évangélique. »

Cette violente diatribe ne réussit pas à convaincre les deux évêques. Si tel était le point de vue d'Hitler, rétorqua Meiser, ils ne pouvaient qu'attendre le moment où il leur serait possible de devenir les chefs de l'opposition la plus loyale à Hitler. A cela, fou de rage, Hitler riposta :

— Vous n'êtes pas mes adversaires les plus loyaux, mais vous êtes traîtres au peuple, ennemis de la patrie, destructeurs de l'Allemagne [16].

La réaction au sein de l'Eglise évangélique fut à la fois trouble et troublante. Bien qu'épouvantés par les « Chrétiens Allemands » extrémistes, la majorité des pasteurs répugnait également à rester liée à Niemöller s'il était vraiment traître au gouvernement établi. Profondément choquée par le cours tumul-

tueux des événements au cours de la première année du nazisme, elle tendait surtout à échapper à l'imbroglio politique, de quelque ordre qu'il fût. Son sens du loyalisme vis-à-vis du pouvoir officiel et sa formation théologique, très influencée par la tradition piétiste, la portaient à se cantonner dans son ministère purement spirituel, la morale, le salut de l'âme complété par la soumission aux ordres du gouvernement en toutes circonstances [17]. En ce sens, elle acceptait le dicton nazi : « La politique n'est pas le fait de l'Eglise. » Ce retrait impliquait l'acceptation passive des mesures prises contre l'Eglise par les forces nazies. La naïve confiance accordée aux nazis pour le temporel n'avait d'égale que l'illusion de voir respecté et soutenu le royaume « spirituel » de l'Eglise.

IV

Au début de 1934, les nazis commencèrent, dans leurs discours, à attaquer plus ouvertement la position de l'Eglise. Goebbels, Rosenberg, Goering et Schirach en particulier abordèrent souvent la question de l'Eglise sans faire secret de leur hostilité. Alors que le nazisme, clamèrent-ils, sauva l'Eglise de la destruction totale que lui réservait le marxisme, signa un Concordat avec l'Eglise de Rome, les Eglises témoignèrent leur gratitude en devenant des foyers de désaffection politique, de désunion dans le pays, ce qui représentait un danger pour l'unité même du Reich allemand [18]. Les Eglises, assurèrent-ils, feraient beaucoup mieux de se concentrer sur des œuvres charitables plutôt que de se perdre en chamailleries dogmatiques. La politique devrait être absolument sépa-

rée de l'Eglise et le clergé devrait ne pas perdre de vue ces paroles : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » L'Eglise ne devrait pas s'imaginer pouvoir jouer un rôle dans l'instruction politique du peuple; son rôle est plutôt de se tenir derrière le nouvel Etat, se limitant pour elle-même à ses fonctions spirituelles, que peuvent tolérer les nazis car elles ne rentrent pas dans les préoccupations actuelles du Parti.

Ainsi tout mouvement paraissant comporter une quelconque « activité politique » provoqua une réaction violente chez les dirigeants nazis. Par exemple, les efforts de l'Action catholique pour consolider le travail des associations catholiques furent stigmatisés par Goering comme la preuve de l'existence d'un bloc solide, au sein du clergé, sans cesse opposé aux buts et aux plans de l'Etat nazi [19].

En revanche, la réserve des hauts dignitaires catholiques était remarquable. Le fait est qu'ils étaient assez divisés. Les uns croyaient que les nazis tiendraient les promesses faites par Hitler en mars 1933 et retracées à grands traits dans le Concordat. L'Eglise et le gouvernement nazi ne croyaient-ils pas également en la nécessité d'une direction nationale énergique, et n'étaient-ils pas également opposés aux tendances avancées des philosophies rationalistes? N'étaient-ils pas unis contre la menace communiste? Tôt ou tard, le parti nazi comprendrait que, par nature, l'Eglise appréciait les valeurs d'une société autoritaire, et toute agitation disparaîtrait quand il se rendrait compte de l'appui solide que pouvait être l'Eglise catholique pour le Troisième Reich [20]. D'autres penseurs étaient moins optimistes en voyant les coups qui frappaient l'Eglise évangélique. Ils redoutaient l'élément antichrétien du parti nazi et craignaient que le Concordat ne fût qu'un leurre.

A Rome, ces craintes étaient vives. Dès le début de décembre, le Cardinal Pacelli avait notifié à un représentant allemand du ministère de l'Intérieur l'épouvante ressentie par le Pape devant le peu de respect attaché au Concordat et devant les interdictions dont le clergé était l'objet. Naturellement il protestait contre la clause « aryenne » que l'on voulait imposer aux professeurs de théologie catholique. Le Cardinal parlait ouvertement de ses appréhensions concernant un nouveau *Kulturkampf* [21].

L'antagonisme entre l'Etat et l'Eglise catholique devint si aigu que, quelques jours à peine après la nomination de Rosenberg comme délégué du Führer, le Vatican mettait à l'index *Le Mythe du Vingtième Siècle* et déclenchait une vaste propagande catholique contre les maux du nouvel athéisme. Bien que pas un nom ne fût mentionné, le sens était extrêmement clair; cette contre-attaque eut l'avantage de préciser à quels résultats on pouvait s'attendre. Malheureusement les foudres de Rome étaient nettement impuissantes à combattre les assauts du ministère de la propagande dont Goebbels, le grand maître, avait si bien remonté le mécanisme qu'il avait créé une sorte de croyance en l'infaillibilité d'Hitler et suscité, même dans le clergé, un enthousiasme fanatique pour les succès nazis.

Dans les rangs de la hiérarchie catholique, les pessimistes eurent vite l'occasion de voir leurs craintes confirmées. Ils se trouvaient dans une impasse : quelques mois plus tôt, ils avaient approuvé le Concordat. Revenir sur leurs décisions allait paraître à la fois illogique et antipatriotique. A contre cœur ils se laissèrent persuader par leurs collègues optimistes et par leurs ouailles, de se tenir sur la réserve vis-à-vis des événements politiques, autrement dit de n'intervenir que dans les affaires spécifiquement ecclésiastiques [22].

Dès les premiers mois de 1934, les nazis portèrent spécialement leur attention sur les associations de Jeunesse catholique. Ils y furent encouragés par Müller. Reconnaître que l'activité politique n'était pas le fait de l'Eglise était un premier pas qu'il fallait compléter en abandonnant au Parti l'éducation politique de la jeunesse allemande. La *Gleichschaltung* (co-ordination) des associations de jeunesse catholique promettait aux Nazis de pouvoir à l'avenir étrangler le catholicisme en Allemagne; c'était en effet permettre au Parti d'endoctriner la jeune génération et lui faire accepter sans question et sans réserve, le racisme, le nationalisme et toute possibilité d'agression. Mais les groupements de jeunesse faisaient partie intégrante de l'Eglise romaine et l'opposition aux plans nazis était par suite inévitable. La tactique nazie devant une telle résistance devait être, sur une plus grande échelle, celle qui avait été utilisée pour le Concordat, l'alternance des cajôleries et des menaces. Dans les villes et villages où la Jeunesse Hitlérienne était déjà établie, les nazis encouragèrent ouvertement des querelles et des rixes avec la « Jeunesse Noire » [23]. Les groupements de Jeunesse catholique furent de plus en plus diffamés et les prêtres dénoncés pour ne pas avoir encouragé les jeunes à se joindre aux Jeunesses hitlériennes. Baldur von Schirach, chef de la Jeunesse du Reich, fit appel au patriotisme des parents et les adjura de considérer le loyalisme envers l'Allemagne comme une de leurs principales obligations religieuses. Son appel à la Jeunesse catholique du 15 mars 1934 mettait en parallèle la déloyauté d'un sectarisme catholique et le brillant avenir réservé à ceux qui se joignaient à la victorieuse multitude nazie [24].

Cependant, dans le camp évangélique, l'évêque du Reich avait pris les dispositions voulues pour avoir

en main tous les leviers de commande. La première étape de cette stratégie — celle qui consistait à unifier les Eglises évangéliques des différentes régions — avait été franchie en juillet 1933. L'accord du 27 janvier 1934 avait marqué la seconde; l'heure de la troisième était venue.

Le 7 mars, Müller fit paraître une nouvelle ordonnance concernant l'administration de l'Eglise évangélique allemande, et le 13 avril, il accordait une amnistie générale à tous les pasteurs, objet de sanctions disciplinaires causées par les querelles récentes. Un nouveau « Ministère Spirituel » allait être nommé et les interdictions du 4 janvier supprimées. En revanche, ces mesures comportaient la nomination du célèbre Auguste Jäger comme membre conseil du « Ministère Spirituel » et administrateur légal de l'Eglise. Sa mission était de détruire les administrations particulières et provinciales de l'Eglise qui avaient jusque-là refusé de reconnaître Müller comme évêque dirigeant et de les faire toutes plier sous sa loi. Les vingt-huit Eglises provinciales qui étaient déjà sous l'autorité d'évêques appartenant aux « Chrétiens Allemands » transmirent bientôt le pouvoir exécutif à Müller et à Jäger. Sur la proposition de Jäger, ne purent devenir membres du synode national reconstitué que ceux dont le cœur avait toujours été tourné avec ferveur non seulement vers l'Eglise évangélique, mais vers l'Etat nazi [25]. Dans certaines régions, les synodes qui s'étaient opposés aux projets de Müller furent rapidement dissous, souvent avec l'aide de la police, et des assemblées plus complaisantes furent réunies qui prirent leur place et votèrent tout pouvoir à l'évêque du Reich [26].

Quelques résistances se manifestèrent pourtant. Des synodes librement choisis furent constitués, se dirent être la voix de l'Eglise « vraie » et refusèrent

d'accepter l'autorité venue de Berlin. En Bavière et en Würtemberg notamment, les pasteurs refusèrent de confier à Müller les rênes du gouvernement, et se dressèrent contre cette sujétion épiscopale.

Pour mettre un terme à cette insubordination, Müller résolut de faire un exemple en destituant l'évêque de Würtemberg. Le 16 avril, la radio annonça officiellement, suivant manifestement les directives de Müller et de Jäger, que l'évêque Wurm ne jouissait plus de la confiance du conseil de son Eglise et avait cessé de pouvoir exercer une fonction publique dans le nouveau Reich. Müller et Jäger arrivèrent le lendemain à Stuttgart afin de « restaurer l'unité » de l'Eglise évangélique en Würtemberg, mais ils s'aperçurent que la population était entièrement derrière son évêque, qui refusait d'être réduit au silence et à l'obéissance. L'évêque Wurm avait alors compris ce que comportait l'engagement pris par lui vis-à-vis de Müller à la fin de janvier, et il avait décidé de soutenir une action commune contre les efforts de Müller tendant à instaurer sa propre dictature. Le 22 avril, dans la cathédrale de Ulm, l'évêque Wurm réunit une vaste conférence destinée à étudier la structure d'une autre Eglise du gouvernement à la suite de quoi fut publiée cette déclaration :

« Nous, les représentants du Würtemberg et des Eglises provinciales de Bavière, des synodes libres de Rhénanie, de Westphalie et de Brandeburg, ainsi que de nombreuses congrégations de l'Eglise confessionnelle d'Allemagne, devant cette assemblée de fidèles, devant la chrétienté tout entière, déclarons être l'Eglise évangélique constitutionnelle d'Allemagne [27]. »

Par cette déclaration hardie, l'Eglise confessionnelle affirmait son existence. Elle devait être dirigée

par un Conseil du Reich des Fidèles, dont la plupart des membres avaient déjà appartenu à la Ligue d'Urgence des Pasteurs.

Müller et ses partisans nazis furent scandalisés et alarmés devant cette répudiation publique de l'Eglise gouvernementale du Reich et l'établissement d'une autorité rivale largement soutenue par le public. Les nouvelles qui suivirent concernant l'appel d'un synode national rival à Barmen ne furent pas mieux accueillies. Mais Hitler ne voulait pas encore d'une vaste persécution des adversaires de Müller, en partie pour ne pas détériorer, aux yeux de l'étranger, la réputation de l'Eglise d'Allemagne, en étalant un manque d'harmonie aussi manifeste. Dès le mois de juin 1934, le ministère des Affaires Etrangères avait adressé à Hitler un long rapport dans lequel les ambassades allemandes à l'étranger détaillaient les réactions provoquées dans le monde par les événements au sein de l'Eglise évangélique; ce rapport disait expressément que les relations de l'Eglise évangélique et de l'Etat, au cours des derniers mois, avaient contribué à compromettre la politique du Reich et ses relations économiques à l'étranger [28]. Par exemple, l'Ambassadeur de Londres avait eu, disait le rapport, une quinzaine de jours plus tôt, une entrevue avec l'évêque de Chichester, le Dr. George Bell, qui, très bien informé, lui avait déclaré que les actes arbitraires de répression exercée par Müller avaient suscité une très grosse inquiétude dans toutes les Eglises protestantes d'Europe.

Le Conseil du Reich des Fidèles, sous la direction du Professeur Karl Barth, reconnut la nécessité de définir avec précision ce qui ressortissait au domaine théologique et au domaine politique, en d'autres termes, en quoi consistait ce qu'il fallait rendre à César et ce qu'il fallait rendre à Dieu. A leurs yeux, la concep-

tion des « Chrétiens Allemands », contraire aux Ecritures dans la mesure où elle souscrivait aux vues nazies, était complétée par l'inefficacité piétiste. Au cours d'une série de réunions pendant les mois qui suivirent la capitulation de la hiérarchie protestante sous la pression de Hitler, le Conseil s'efforça de mener cette tâche à bien. En mai 1934 était promulguée la fameuse Confession de Barmen en six articles. Ils rappelaient à l'Eglise allemande les vérités fondamentales du christianisme et rejetaient en totalité les fausses doctrines des « Chrétiens Allemands ». L'article 5 allait même jusqu'à rejeter les prétentions totalitaires de l'Etat, tant dans le domaine religieux que dans le domaine politique.

« Nous rejetons la fausse théorie suivant laquelle l'Etat, en dehors et au-dessus de son mandat, devrait ou pourrait être l'unique régime autoritaire imposé à la vie humaine, c'est-à-dire qu'il serait également Etat et Eglise.

« Nous rejetons la fausse doctrine suivant laquelle l'Eglise, en dehors et au-dessus de son mandat, devrait ou pourrait assumer les caractéristiques, les devoirs et la dignité de l'Etat, devenant elle-même un organisme de l'Etat[29]. »

Ce refus tranchant était adressé à la fois aux prétentions du parti nazi et à celles de Müller : l'Etat voulait se soumettre l'Eglise et Müller se servir du pouvoir de l'Etat pour renforcer les décisions de l'Eglise. Mais il avait encore une signification beaucoup plus profonde. Il devenait la base de l'Eglise confessionnelle, une ligne de conduite théologique à travers les tempêtes qui se déchaînaient. Il maintenait l'Eglise dans sa mission véritable, sans lui permettre de devenir l'arme de propagande d'un mouvement politique.

Il faut remarquer cependant que l'Eglise confes-

sionnelle n'a jamais considéré la Déclaration de Barmen comme un programme de protestation politique. Ni en 1934, ni plus tard, elle n'a prétendu être à la tête de l'opposition politique aux nazis, ni à celle des organisateurs de la résistance à la tyrannie qui était en train d'absorber le pays tout entier. Elle n'a pas davantage pris, au début, partie contre les crimes perpétrés le 30 juin 1934, la persécution des Juifs ou la création des camps de concentration. Son souci était de maintenir l'intégrité de l'Evangile contre les déformations et les abus des « Chrétiens Allemands ». Elle voulait préserver l'héritage de la foi chrétienne contre l'hérésie évidente. En cela, elle eut la satisfaction d'être suivie par beaucoup de partisans de Hitler et de membres du parti nazi, pour qui protester contre les hérésies des « Chrétiens Allemands » était d'un tout autre ordre que de soutenir une lutte politique. Ainsi, dans le même temps, Niemöller, tout en dénonçant sur les marches du chœur l'évêque Müller, accrochait aux murs les oriflammes nazies et faisait aux fidèles le salut hitlérien. Le loyalisme envers Hitler était également le fait du clergé et des laïques dans l'Eglise confessionnelle et, pendant longtemps, les plus clairvoyants restèrent persuadés qu'un compromis était possible, que l'Eglise pouvait se libérer de l'enrégimentation des « Chrétiens Allemands », échapper à l'intervention constante de l'Etat et que les énergies de l'Eglise et de l'Etat pouvaient s'unir pour le bien de la nation allemande.

En outre, la majeure partie du clergé évangélique refusa toujours d'être entraînée dans la politique, aussi bien avec les « Chrétiens Allemands » qu'avec l'Eglise confessionnelle. En vérité ceux qui dans l'Eglise confessionnelle ont cherché à établir une relation entre la résistance théologique et politique ont

toujours été gênés par la répugnance de la majorité à accepter ce que les protagonistes de la résistance au totalitarisme nazi considéraient comme indispensable.

Enfin, la tradition luthérienne du respect pour le pouvoir établi était trop profondément enracinée pour pouvoir être aisément ébranlée. Dans la société allemande, l'image populaire du pasteur était celle du soutien loyal des classes dirigeantes, jamais en dissidence, jamais en opposition. On peut se rendre compte de la difficulté qu'il y avait à briser semblable tradition devant la décision prise consciemment par l'Eglise confessionnelle de ne pas se dresser comme une Eglise rivale et libre, décision prise pour des raisons aussi bien sociales que théologiques. Les pasteurs n'avaient aucun désir de perdre les avantages sociaux que représentait leur situation; rares étaient ceux qui considéraient que, dans l'Etat nazi, le pasteur ne serait jamais qu'un citoyen de seconde zone. Théologiquement, ils avaient horreur de l'esprit sectaire. L'Eglise confessionnelle affirmait hautement sa mission d'Eglise de la vérité, et regardait les innovations des nazis ou des « Chrétiens Allemands » comme des phénomènes passagers, sinon hérétiques. Il fallait défendre l'orthodoxie de l'Evangile chrétien, mais non en abdiquant ou en établissant une autre secte.

Quelques pasteurs, il est vrai, comprirent que leurs projets de représenter la « véritable » Eglise en établissant une administration provisoire, valable pour la totalité de l'Eglise évangélique allemande, ne pouvait pas réussir, même si la majorité du clergé évangélique les soutenait... ce qui malheureusement ne fut jamais le cas. Le gouvernement « officiel » de l'Eglise, sous l'évêque du Reich Müller n'avait aucune intention de se retirer et bénéficiait toujours,

selon toute apparence, du soutien officiel du parti nazi et de l'Etat. Le seul espoir qui pouvait rester à l'Eglise confessionnelle de faire valoir son droit à gouverner effectivement l'Eglise eût été de voir Hitler se séparer des « Chrétiens Allemands » pronazis, et choisir chez elle des remplaçants. Mais Barth, Niemöller, Jacob et Dibelius s'étaient déjà attiré la rancune du parti en demandant le retrait de la clause « aryenne », pour les ministres du culte. Pour réussir, l'Eglise confessionnelle aurait eu beaucoup de concessions à faire, il lui aurait fallu tourner les difficultés théologiques et en ignorer les conséquences politiques.

Effectivement elle éprouva cette tentation, mais ce fut seulement l'occasion de nouvelles divisions chez elles, divisions qui furent rapidement exploitées par les nazis. La plupart des pasteurs refusèrent d'adopter une politique et une théologie « déloyales », si bien que l'espoir d'un centre de résistance au nazisme s'évanouit, et d'autant plus que l'enseignement de Luther recommandant l'obéissance à l'Etat fut élargi et interprété de manière à rendre compte de la soumission d'un nombre croissant de pasteurs.

Si les Eglises résistèrent politiquement assez peu, il faut reconnaître que leur attitude était celle de la population tout entière. Magistrats, médecins, universitaires furent, comme elles, entraînés par l'enthousiasme nationaliste et restèrent sans voix pour défendre la démocratie et les droits individuels. Ils pardonnèrent à Hitler sa politique d'extension et d'agression et crurent que l'Allemagne avait pour mission de sauver le monde du communisme. Il est probable qu'en majorité les ecclésiastiques ne furent jamais des nazis convaincus, et furent seulement des résistants passifs à la tyrannie nazie. Leurs efforts pour créer une opposition effective étaient, au départ,

voués à l'échec; étant donné le climat psychologique, il est même étonnant qu'une opposition d'un ordre quelconque ait existé. Catholiques ou protestants furent d'abord loyaux envers le pays [30].

L'illusion qu'Hitler ne pouvait pas se tromper, même si ses subordonnés persécutaient ouvertement l'Eglise et le clergé, ne tomba que lors des dernières années de la guerre, quand les événements obligèrent tous les Allemands à se rendre compte que leur idole était un colosse aux pieds d'argile.

V

D'après les nazis les plus militants, la faiblesse des Eglises devait être exploitée par eux. La seule attitude acceptable était la soumission totale. Les objections des évêques catholiques et les délibérations de l'Eglise confessionnelle étaient également regardées comme des oppositions dangereuses, comme la preuve de leur hostilité à l'Etat nazi. La publication de la Confession de Barmen fut immédiatement suivie de la confiscation du texte à travers le pays par la *Gestapo*, et par la menace du camp de concentration pour tous ceux qui en détenaient une copie. Puisque les mesures policières, déjà en application, étaient insuffisantes pour obtenir la soumission totale des Eglises, il fallait entreprendre des campagnes locales nouvelles et intensifiées afin de terroriser et de réduire au silence les Eglises. D'autres plans plus vastes étaient en outre en préparation. En mai 1934, le service de sécurité personnel d'Himmler, dans un long rapport de 32 pages sur les relations entre l'Eglise catholique et le National-Socialisme, prescrivait une

attaque générale contre « l'Action catholique », l'association de laïques la plus importante, et dont l'hostilité au mouvement nazi pouvait être considérée comme prouvée, du fait qu'elle se trouvait chargée de la vie politique de l'Eglise, depuis que le Concordat en avait barré l'accès aux prêtres. Le 5 juin, un autre rapport de Heydrich, chef du service de sécurité, contenait la liste des prêtres catholiques opposés au nazisme en Rhénanie.

Quelques jours plus tard, le 21 juin, un autre long rapport, venu de la même source, suggérait les mesures à prendre contre les vastes opérations menées par « l'Action catholique » en opposition au mouvement nazi en Rhénanie. Cette activité accrue de l'Action catholique, spécifiait le rapport, ne répondait pas aux raisons qui en étaient données : fortifier la foi catholique et combattre le nouvel athéisme de Rosenberg et de Ludendorff.

« Il est de plus en plus clair, disait le rapport, que la véritable raison est de lutter contre le nazisme. L'Eglise voudrait maintenir sa puissance et son importance dans la vie publique telles qu'elle les avait autrefois... en particulier elle voudrait obtenir le maintien des associations professionnelles et des associations de jeunesse catholique et affirmer ainsi la position spéciale de l'Eglise, adversaire des associations de l'Etat nazi, et de la direction donnée aux catholiques, différente de celle que reçoit le grand mouvement du peuple Allemand... Les associations catholiques ont toujours aidé le parti du Centre et sont actuellement sa principale force... Au milieu des difficultés économiques que nous traversons, ces politiciens avisés ont cru venu le moment d'attaquer le nazisme en suscitant une inquiétude générale parmi les catholiques. »

Les mesures prises contre cette opposition politique

étaient prétendues non seulement nécessaires, mais justifiables du fait que suivant les termes du Concordat, la validité de celui-ci était suspendue au retrait total du clergé de toute activité politique, en même temps qu'au soutien actif qu'il apporterait à l'Etat nazi. L'attitude des associations catholiques et celle de certains prêtres allaient nettement à l'encontre des clauses du Concordat. Le Concordat était donc invalidé; aucune objection valable ne pouvait être soulevée contre les mesures disciplinaires prises par l'Etat.

« En tout cas, continuait le rapport, un règlement très détaillé des activités permises aux associations de l'Eglise catholique paraît indispensable à tous ceux qui pensent avec rectitude... En fin de compte, du reste, ce règlement servira non seulement les intérêts de la *Volksgemeinschaft*, mais ceux de l'Eglise elle-même, puisqu'il définira clairement les relations de l'Eglise et de l'Etat, dans les activités tenues en dehors de l'Eglise. »

En foi de quoi des plans précis furent établis pour le contrôle des associations catholiques, toujours considérées comme étant à l'avant-garde des activités subversives. Il devenait nécessaire de rayer du nombre des activités permises par le Concordat celles qui, dans le passé, avaient été politiquement incriminées et qui maintenant attisaient l'opposition. Les associations professionnelles ne pouvaient être tolérées parce que leurs membres faisaient partie de sphères dans lesquelles l'Etat seul était impliqué. Dans cette catégorie rentraient évidemment tous les syndicats des travailleurs, les associations de fonctionnaires, les institutions d'enseignement catholique et les ligues féminines d'entraide, sans oublier les groupements de jeunesse et d'apprentis.

Les groupements en masse, les rassemblements

pouvaient être évités, suggérait le rapport, si les associations n'étaient autorisées à se rencontrer qu'à l'intérieur des bâtiments du culte. Il était difficile d'interdire les processions et les pèlerinages que la tradition avait depuis longtemps installés dans les paroisses, mais ils pouvaient être limités à la paroisse à laquelle ils appartenaient, sans que les paroisses voisines aient le droit de se réunir. La police devait toujours être prévenue à l'avance de ces réunions. Pour finir, le rapport offrait quelques suggestions pour tenir en main les prêtres hostiles.

Ces plans de la Gestapo contre les adversaires du régime dans l'Eglise catholique étaient fort bien préparés. Ils comportaient des listes secrètes de hauts dignitaires « à liquider » ; Himmler prépara en outre une action policière contre les « réactionnaires politiques » qui devait être confiée aux chefs SS, et dirigée contre les prêtres insubordonnés.

Vers juin 1934, la tension politique en Allemagne monta rapidement. D'un côté, les nazis les plus avancés demandaient avec violence une « seconde révolution », dont ils attendaient de recueillir les fruits, c'est-à-dire les postes qui ne leur avaient pas été accordés par la première. Ils visaient à détruire la hiérarchie conservatrice de l'armée, à établir une armée du peuple accordée à l'esprit révolutionnaire du nazisme, sous la conduite du chef des S.A., Ernst Röhm, principal révolutionnaire spécialiste des combats de rue. De l'autre côté, les forces conservatrices, recrutées spécialement dans les rangs de l'armée régulière, confiantes dans le soutien du vieux Président malade, étaient prêtes à se séparer d'Hitler, s'il ne réussissait pas à calmer les extrémistes et à supprimer le danger d'une seconde révolution.

De toute évidence, Hindenburg était mourant. S'il mourait Hitler pouvait être déposé, en admettant

qu'il continuât à encourager les S.A. et ses partisans les plus déchaînés, sous prétexte qu'ils représentaient la destinée de l'Allemagne. Une protestation publique avait été déjà formulée par un personnage d'importrance, le vice-chancelier catholique, von Papen. Dans un discours à l'université de Marburg, le 17 juin, von Papen exprima les craintes et l'amertume des conservateurs en attaquant avec fougue l'idée d'une seconde révolution. « Il est temps, déclara-t-il, de nous unir fraternellement et dans le respect de tous nos concitoyens, pour éviter de troubler le travail des gens sérieux et pour faire taire les fanatiques. » Son discours avait été rédigé par un grand avocat de Munich, Edgar Jung, qui, pendant des années, avait été un des artisans les plus en vue de l'Action Catholique, et qui dut bénir l'occasion offerte de réaffirmer l'origine chrétienne de l'Etat et le besoin d'éviter toute agitation et tout prosélytisme.

Au milieu de la crise, Hitler décida de faire un marché avec l'armée. Il promit aux généraux de mettre un terme à l'action de Röhm et de ses troupes d'assaut S.A. et de maintenir l'autorité de la hiérarchie de l'armée, si, en retour, les généraux le soutenaient lorsqu'il s'agirait de modifier la constitution à la mort d'Hindenburg et de se proclamer lui-même à la fois Président et Chancelier. Persuadés que cette concession leur vaudrait plus tard une influence politique dominante, les généraux acceptèrent. Il va sans dire qu'Hitler n'avait pas la moindre intention de se laisser influencer par ces « réactionnaires » dans l'élaboration de ses plans futurs, mais il souhaitait éviter un conflit violent pendant les derniers jours qui restaient à vivre au vieux maréchal. Le même genre de prudence dirigea sa conduite vis-à-vis des Eglises. Rosenberg nota dans son agenda, le 27 juin, qu'Hitler avait décrété qu'aucune attaque inutile ne

serait lancée contre l'Eglise. Il fallait éviter tout souci possible au vieux « gentleman »... pusqu'il en avait pour si peu de temps.

Malgré tout, pour prouver aux conservateurs qu'il était mieux qu'un simple pion sur l'échiquier, Hitler ordonna personnellement l'arrestation du Dr. Jung, rédacteur du discours de von Papen, et son transfert au quartier général de la *Gestapo* de Berlin. Le discours de von Papen ne put paraître dans les journaux et Goebbels y répondit le 24 juin par une attaque furieuse contre les classes élevées, « ennemies du nazisme ».

Les négociations longtemps ajournées avec l'épiscopat catholique furent reprises le 25 juin pour la future application de l'article XXXI du Concordat, et pour fixer le statut des associations catholiques. Le 27 juin, le seul jour qu'il dut passer à Berlin, au cours de cette période cruciale, Hitler reçut les représentants de la hiérarchie catholique, ce fut une longue entrevue fort amicale. Il promit d'annoncer personnellement à la presse que le gouvernement et le parti nazi regardaient favorablement les activités de l'Eglise catholique dans sa sphère propre, et que ni l'un ni l'autre n'avaient rien à voir avec la soi-disant « troisième religion », l'Eglise Nationale Allemande, ou avec d'autres mouvements similaires opposés au christianisme.

Cette cordialité fut-elle dictée par des considérations tactiques, comme en face de l'armée, lorsqu'il s'agissait pour Hitler de s'assurer son soutien, ou ne fut-elle qu'une manœuvre pour calmer les évêques, tandis que des plans étaient dressés en vue de la liquidation impitoyable de tous les adversaires? La question se pose à peine. Cette atmosphère amicale fut, en tout cas, suffisante pour permettre aux négociations de se poursuivre sans heurts, entre les repré-

sentants du haut clergé catholique, sous la présidence de Mgr l'archevêque Gröber, et les membres du ministère de l'Intérieur du Reich, les chefs nazis du Mouvement de Jeunesse et des syndicats ouvriers.

Au bout de quatre jours, un accord fut enfin signé et un arrangement provisoire conclu sur la question si souvent débattue de l'avenir des associations de l'Eglise. Les évêques promirent que les associations catholiques n'interviendraient jamais en politique, et les nazis s'engagèrent à respecter les organisations de Jeunesse catholique, même celles dont la suppression avait été déjà ordonnée par Himmler. Mais dès le lendemain, le 30 juin 1934, avant même que cet accord n'ait été ratifié, on recevait la nouvelle du *Putsch* de Röhm et de la terrible vague d'assassinats qui s'ensuivit. Les négociations furent rompues et il en résulta une panique générale; les négociations ne furent jamais reprises.

Le bain de sang, qui aux premières heures de cette fatale journée, commença par la capture de Röhm et de ses lieutenants, fut le bon prétexte que saisirent les S.S. pour mettre à exécution leurs plans contre l'Eglise catholique. Dans l'après-midi, le Dr. Erich Klausener, catholique très en vue, et secrétaire général de l'Action Catholique, fut abattu d'un coup de feu dans son bureau, à Berlin, par un chef S.S.; on déclara plus tard que le malheureux s'était suicidé. Le Directeur national de l'Association sportive des Jeunesses catholiques, Adalbert Probst, fut enlevé et on ne le retrouva que mort, tué d'une balle; on prétendit qu'il avait été tué alors qu'il fuyait pour ne pas être arrêté. Les corps de ces deux victimes ne furent pas rendus aux familles, mais incinérés, ce que défend la religion catholique. Le Dr. Edgar Jung fut tué d'un coup de revolver dans les caves du quartier général de la *Gestapo*. A Munich, le directeur

de l'hebdomadaire catholique *Der Grade Weg*, le Dr. Fritz Gerlich, qui avait formulé des critiques sévères contre les nazis, fut également assassiné. Le corps du Père Bernhard Stempfle, directeur d'un journal antisémite bavarois, qui, des années plus tôt, avait collaboré à la rédaction de *Mein Kampf*, fut retrouvé dans un bois des environs; lui aussi s'était soi-disant soustrait aux recherches! Le Dr. Brüning, homme politique et ex-Chancelier du Reich, échappa sans aucun doute à un sort semblable, parce qu'il était alors à Londres.

Ces assassinats ne furent pas le résultat d'une « erreur », et ne furent pas davantage, comme on le prétendit plus tard, le fruit d'une « improvisation spontanée » de membres indisciplinés appartenant aux rangs les plus bas du parti. Ils apportent seulement la preuve du complot, déjà ancien, fomenté par les dirigeants S.S. pour éliminer tous les adversaires du nazisme, ou pour les contraindre à l'obéissance par la terreur ou la violence. Loin de chercher un appui politique chez les catholiques, indifférents à l'effet produit à l'étranger, ces extrémistes nazis avaient adopté une politique de mesures policières, persécutant, emprisonnant et, au besoin, tuant.

Comme l'a fort bien dit le professeur Trevor-Roper dans son livre : *Germans against Hitler* (Londres 1964) :

« Le bain de sang du 30 juin 1934 donne le ton du gouvernement d'Hitler : ce ne fut pas seulement une dictature, mais une dictature criminelle... Plusieurs centaines d'Allemands furent assassinés sans avoir été inculpés, sans que rien ne soit venu témoigner de leur culpabilité, sans jugement. Et au grand scandale du monde civilisé, la société allemande non seulement admit ce massacre brutal, qui s'apparentait à la Saint-Barthélemy, mais elle y applaudit. Le Prési-

dent remercia le Chancelier, bien qu'un précédent chancelier nommé par lui eût été parmi les victimes. Le vice-chancelier dont les deux adjoints avaient été assassinés continua à servir leur meurtrier. L'armée allemande jura illégalement et avec soumission de rester fidèle à ce criminel. Le peuple allemand, dès que l'occasion lui en fut donnée, approuva vigoureusement le régime. »

On peut déplorer que les Eglises n'aient pas condamné plus véhémentement cette apostasie et les crimes dont les évêques furent les victimes le 27 juin. Mgr Bares, évêque de Berlin, refusa de croire au suicide de Klausener; il écrivit à Hitler en réclamant une explication, mais crut devoir conclure : « Je ne doute pas que Votre Excellence n'ait pas mis Klausener au nombre de ceux dont la suppression avait été jugée nécessaire par les éléments révolutionnaires et que sa mort ait été le résultat d'une malheureuse suite d'événements imprévisibles. »

Evidemment Müller ne proféra pas un mot au nom de l'Eglise évangélique. Pis encore, Jäger eut l'impudence de demander le 9 juillet, à ses adversaires s'ils n'avaient rien sur la conscience concernant les regrettables événements qui avaient endeuillé le pays. Malgré les fières déclarations faites un mois plus tôt à Barmen par l'Eglise confessionnelle, elle n'éleva aucune protestation. Une réaction assez stupéfiante fut celle du Dr. Dietrich, évêque évangélique de Nassau-Hessen, qui adressa à Hitler ce télégramme :

« L'Eglise évangélique de Nassau-Hessen adresse au Chancelier ses remerciements les plus chaleureux pour l'énergie de son intervention, et lui adresse avec ses vœux les meilleurs, l'assurance de son inaltérable loyalisme. Nous prions pour que Dieu bénisse notre bien-aimé Führer. »

Dans une lettre circulaire datée du 4 juillet, alors

que le bain de sang scandalisait toute l'Europe, l'évêque, à la suite de son télégramme, déclara à l'adresse de ses fidèles :

« Les événements du 30 juin 1934 ont ouvert les yeux aux aveugles et prouvé au monde, comme je l'ai toujours affirmé, la grandeur unique du Fürher. *Il nous a été envoyé par Dieu.* »

Ces réactions étranges et inadmissibles révèleraient une insigne faiblesse de la part des maîtres spirituels de l'Allemagne, si nous devions les juger d'après les règles normalement en vigueur. Elles sont évidemment le résultat d'une terreur collective, jointe à une hypnose qui devait obnubiler le jugement du pays tout entier, et contraindre plus tard au silence les témoins trop souvent peu avertis des grands crimes nazis.

CHAPITRE IV

L'ÉGLISE DOIT ÊTRE SÉPARÉE DE L'ÉTAT

> *« Quand nous endossons nos chemises brunes, nous cessons d'être catholiques ou protestants et ne sommes plus que des Allemands. »*
>
> Alfred ROSENBERG, Hanovre, 22 janvier 1934.

Le *Putsch* de Röhm fit comprendre, à tous les Allemands que n'avaient pas complètement intoxiqués les aspirations nazies à la grandeur, l'invraisemblable cruauté du régime et la détermination de ses chefs, résolus à supprimer toute opposition à leur hégémonie politique et, pis encore, à taxer de subversion passible de prison et même de mort, des activités qui jusque-là avaient été jugées dénuées de toute importance politique. En particulier, les Eglises comprirent que l'interprétation nazie du slogan « la politique n'est pas le fait de l'Eglise » allait beaucoup plus

loin et faisait beaucoup plus de tort aux intérêts des Eglises que ne l'avaient d'abord supposé ceux qui en avaient accepté le principe. Les nazis avaient délibérément masqué leurs intentions d'évincer l'Eglise de toute immixtion dans la vie politique, en lui permettant seulement de soutenir l'Etat et le Parti.

A partir de 1934, les attaques nazies dirigées contre les Eglises se firent sur trois plans. Il s'agissait d'abord de s'en assurer le contrôle administratif, grâce à quoi l'Eglise évangélique et plus tard l'Eglise catholique seraient soumises à l'autorité de l'Etat. Ce conflit cessa au moment où la guerre allait éclater, devant la trève que déclara Hitler. Il avait été la source de beaucoup de controverses et d'intrigues, mais il ne fut, au fond, qu'une façade, et seulement ceux qui y prirent effectivement part purent s'imaginer que l'administration des Eglises était l'unique problème en jeu.

En second lieu, combat idéologique, destiné, sous l'impulsion de Rosenberg, à s'emparer du cœur et de l'âme de toute l'Allemagne, afin d'établir un nouveau culte capable de remplacer l'influence, vieille de deux mille ans, du christianisme. Troisièmement, campagne de terrorisme et d'intimidation complétée par des règlements de police secrète, et des interdictions telles que les Eglises chrétiennes allaient être graduellement réduites à n'être que des vestiges insignifiants, dont l'extinction finale ne serait plus qu'une affaire de temps.

Ces trois formes de lutte furent conduites simultanément et, suivant la méthode toujours tortueuse d'Hitler, ce fut lui qui encouragea les protagonistes de ces divers combats à rivaliser entre eux et à s'atquer les uns les autres, ce qui lui permettait de conserver sa suprématie et de diriger les opérations suivant le mode le plus avantageux du moment. Il

ne faisait pas ainsi montre d'une grande originalité, Henri VIII, les empereurs Dioclétien et Julien y avaient songé avant lui. Les efforts pour accuser l'Eglise d'hostilité envers l'Etat, pour favoriser les espions et les délateurs, la répugnance à créer des martyrs, l'organisation de la campagne de telle manière qu'Hitler paraissait être au-dessus de la mêlée, toujours causée par l'activité « spontanée » des échelons les plus bas, la mise en demeure des ecclésiastiques de choisir entre le christianisme et le nazisme, autant de formes déjà classiques d'oppression des Eglises.

Malheureusement peu d'ecclésiastiques étaient disposés à résister effectivement, ce qui eût été à l'encontre de leur loyalisme envers l'Etat. A une époque où le nationalisme connaissait une telle fureur, il était difficile aux Eglises de chercher auprès des Eglises des autres contrées un appui pour corriger les prétentions nazies. En majorité, le clergé se retrancha dans une passivité qui fut hélas, pour les nazis, un encouragement et une assistance. Après coup, on peut accuser l'Eglise évangélique d'étroitesse d'esprit et de faiblesse devant sa tâche.

Pendant un temps, les nazis trouvèrent la prudence commode. La réaction mondiale devant le *Putsch* de Röhm avait été nettement hostile; dans un discours violent, Goebbels avait accusé la presse étrangère d'hystérie haineuse, ce qui n'avait rien ajouté à la bonne renommée de l'Allemagne. Le *Putsch* manqué de Vienne par les nazis, le 25 juillet 1934, au cours duquel fut assassiné le Chancelier Dolffus, par des terroristes que soutenait l'Allemagne, monta encore davantage l'opinion.

Pourtant, quelques jours plus tard, prenait place l'événement attendu depuis si longtemps par Hitler : le 2 août mourait le maréchal Hindenburg. La veille,

le Cabinet, s'appuyant sur la Loi des Pleins Pouvoirs, avait décidé qu'à la mort du Maréchal, on annoncerait que la charge de Chancelier serait complétée, pour Hitler, par celle de Président du Reich. Un plébiscite devait approuver le changement de constitution le 19 août et, s'il y avait une quelconque opposition, ceux qui en auraient pris l'initiative seraient traduits devant un tribunal d'exception, la « Cour du Peuple » pour y répondre de crimes politiques [1].

Désormais tous les leviers de commande de l'Etat étaient aux mains des nazis. Après le dernier adieu au Maréchal : « Adieu, notre cher Général! Maintenant rendez-vous dans votre Valhalla! » Hitler dut se sentir le seul maître de l'Allemagne!

Les deux pasteurs les plus anxieux de tirer avantage de la situation en donnant satisfaction à leur soif du pouvoir, Müller et Jäger, décidèrent d'affermir leur autorité sur les Eglises provinciales qui refusaient de se soumettre à l'Eglise nationale, et de prendre des mesures disciplinaires contre ceux qui soutenaient l'attitude séparatiste de l'Eglise confessionnelle.

Dans un discours fait à Hanovre, exposant ses projets, Müller n'hésita pas à déclarer que son but était d'établir une seule Eglise allemande : un Etat, une Nation, une Eglise. Il fallait entendre cette déclaration évidemment comme la détermination de réunir son seulement toutes les sectes protestantes, mais d'y adjoindre les catholiques qui se laisseraient convaincre de rompre avec Rome. Cette perspective d'une Eglise allemande libérée de tout lien avec Rome ne pouvait manquer de soulever une forte opposition à la fois chez les catholiques et chez les protestants. Mais comme le disait Müller :

« La lutte pour renouveler l'Eglise dans le Troi-

sième Reich doit se poursuivre. Ceux qui ne peuvent pas prendre place à nos côtés doivent se tenir calmes et tranquilles. S'ils ne le faisaient pas de bon gré, nous les y forcerions[2]. »

Le 9 août, un synode national fut convoqué; comme l'espéraient tous les membres nazis, il approuva toutes les mesures contraires à la constitution, précédemment prises par Jäger pour « coordonner » les Eglises provinciales, premier pas vers la création d'une Eglise Nationale. Jäger promit pourtant qu'il ne serait pas fait usage de la force contre les trois Eglises de Hanovre, de Bavière et de Würtemberg qui continuaient à refuser d'être *gleichgeschaltet*. Pour conclure, le synode décréta que tous les pasteurs devaient prêter serment d'allégeance à Adolf Hitler, chef du peuple allemand et de l'Etat, comme le faisaient déjà les fonctionnaires civils (et comme devrait bientôt le faire l'armée).

La réponse de l'Eglise confessionnelle ne se fit pas attendre, elle dénia toute autorité au synode national et donna des directives à tous ses membres pour refuser de prêter le serment demandé puisque cette obligation politique ne pouvait supplanter celle des vœux ecclésiastiques et que ceux-ci, en aucun cas, ne pouvaient être modifiés par un synode.

Dans le même temps, Müller et Jäger appelèrent la totalité du clergé évangélique à voter lors du plébiscite du 19 août.

« Le père bien-aimé de la Patrie est parti pour son long repos. Seul nous reste le Führer, celui qui nous a été promis, incarnation des aspirations de notre peuple. Il nous est envoyé par la volonté divine pour façonner la vie allemande... Le 19 août, notre peuple et l'Eglise évangélique, avec confiance et loyalisme, diront donc « oui » au Führer[3]. »

Les promesses de Jäger ne tardèrent pas à être piétinées. Moins d'un mois plus tard, sous le prétexte d'irrégularités financières dans l'Eglise de Würtemberg, cette dernière se vit dotée d'un commissaire spécial, et peu après l'Eglise de Bavière fut également placée sous le contrôle légal de l'Eglise évangélique de Berlin. Le 14 septembre, l'évêque Wurm reçut de Müller l'ordre de prendre un congé, et trois jours après il était arrêté. Sous la surveillance de la police, les bureaux de l'Eglise furent occupés et perquisitionnés. De Berlin, Müller envoya un décret transformant la constitution du Synode provincial et réclamant un nouveau synode fait uniquement de « Chrétiens Allemands ». Des formations de S.A., de S.S., de Jeunesses Hitlériennes et de groupements ouvriers furent réparties dans les temples des « Chrétiens Allemands », pour leur donner l'apparence d'un soutien populaire. Le 6 octobre, Wurm fut placé en résidence surveillée dans sa maison de Stuttgart et le synode, nouvellement réuni, prononça sa mise à la retraite immédiate.

Dès le lendemain, Jäger lança son attaque contre l'Eglise jumelle de Bavière, toujours au mépris des promesses faites par le ministère de l'Intérieur et par le parti nazi de ne jamais recourir à des mesures coercitives. Accompagné d'un policier de la *Gestapo* de Berlin, et sans avoir prévenu les autorités locales de ses intentions, Jäger fit irruption dans les bureaux de l'Eglise à Munich et déclara que désormais il réunissait entre ses mains toute l'autorité, que l'administration bavaroise serait divisée en trois districts placés sous la direction de commissaires spirituels.

— Il faut mettre un terme, déclara-t-il, aux possibilités de mutineries et de rébellions.

Le lendemain, l'évêque Meiser était congédié et,

comme Wurm, mis en résidence surveillée dans sa demeure.

Ces décisions arbitraires déchaînèrent une série de réactions. A travers toute la Bavière et le Würtemberg prirent place des manifestations de sympathie et de fidélité pour les deux évêques [4]. Des offices furent célébrés pour rassembler les fidèles autour de leurs évêques. Parmi les pasteurs, une minorité seulement était favorable aux nouveaux Commissaires, et même Streicher, le grossier *Gauleiter* de Nuremberg, ennemi acharné de la religion, fut obligé de retirer son soutien au Parti local et à la police pour de tels abus de pouvoir.

A l'étranger, la réaction fut également défavorable. Le 29 septembre, le ministre des Affaires étrangères, conformément aux instructions d'Hitler, fit venir Müller et lui annonça brutalement que s'il ne parvenait pas à opérer l'union de l'Eglise évangélique par des moyens pacifiques, et s'il devait continuer à faire des discours du genre de celui qu'il avait prononcé à Hanovre, le Chancelier du Reich lui retirerait sa confiance une fois pour toutes [5]. Le 11 octobre, le Pape faisait appeler l'ambassadeur d'Allemagne au Vatican et lui exprimait l'angoisse qu'il ressentait, tant pour l'Eglise que pour l'Allemagne. Une série d'événements, y compris la persécution dirigée contre l'Eglise évangélique, l'avaient alarmé, il y voyait comme une répétition de ce qui attendait l'Eglise catholique [6]. Le lendemain, 12 octobre, l'évêque de Chichester confiait à l'un des membres de l'ambassade à Londres les graves inquiétudes qu'il éprouvait devant les mouvements déclenchés en Allemagne du sud et dont il était informé, jusque dans les plus petits détails [7]. Quatre jours plus tard, l'archevêque de Cantorbery déclara à l'ambassadeur Allemand que le clergé anglican considérait comme intoléra-

bles les mesures coercitives que la *Gestapo*, ou police d'Etat, avait prises contre les hauts dignitaires ecclésiastiques [8].

Les rapports affluèrent en si grand nombre au ministère des Affaires étrangères que, le 16 octobre, Neurath insistait pour être reçu par Hitler afin d'attirer son attention sur la nécessité d'intervenir promptement et de régler la question. Parmi les chefs les plus en vue des « Chrétiens Allemands », le Dr. Kinder et le pasteur Christiansen, directeur de la presse de l'Eglise évangélique, se présentèrent à la Chancellerie du Reich et réclamèrent la démission immédiate de Jäger [9]. Hitler était dès lors certain que les initiatives de Jäger n'étaient pas souhaitables, et que la question de l'Eglise devenait de plus en plus une question de prestige politique pour le Reich lui-même.

C'est ainsi que le 26 octobre, Hitler renversa complètement sa politique. Jäger fut prié de renoncer à ses fonctions d'Administrateur de l'Eglise allemande évangélique et les deux évêques rendus à la liberté reprirent leurs activités. Ils furent appelés à Berlin ainsi que l'évêque de Hanovre, Marahrens, et furent reçus par le Chancelier du Reich. La rencontre eut lieu quatre jours plus tard, en présence de Frick, ministre de l'Intérieur. Hitler était tout à la fois offensé et furieux de la résistance de masse qu'offraient les protestants de Würtemberg et de Bavière, les provinces d'où était sorti le mouvement nazi. Il dit peu de chose et les quelques mots qu'il prononça pour se défendre de soutenir l'évêque du Reich prouvent bien son indécision et son flottement en politique. Malgré tout, il refusa de mettre Müller à la retraite d'office comme le suggéraient les évêques, bien que Frick appuyât cette requête, en raison de l'illégalité des procédés de l'évêque du Reich [10]. La

rencontre se termina sur de belles assurances : désormais les Eglises seraient gouvernées suivant des mesures conformes à la constitution de juillet 1933.

Cette victoire apparente sur les « Chrétiens Allemands » fut largement appréciée tant en Allemagne qu'à l'étranger. Mais elle n'était qu'illusoire. Le changement d'attitude d'Hitler n'était pas dû à son souci de la légalité, mais au fait que le comportement de Müler et de Jäger était politiquement inacceptable. L'année précédente, le rêve de Müller d'établir une Eglise unique dont il aurait été le chef n'avait pas eu l'adhésion de la hiérarchie nazie; et voilà qu'Hitler ne voyait encore aucun avantage pour le parti nazi à s'agrandir à l'aide d'éléments de cet ordre. D'autres chefs nazis partageaient ce sentiment. Rosenberg nota dans son agenda :

« Le Rei-Bi (abréviation pour Reich-Bishop : Evêque du Reich) est en tout cas au bout de son rouleau; le mouvement de Jeunesse ne jure que par moi, les S.S. comme les chefs des agriculteurs (*Bauernführung*) entraînent leurs hommes dans le pur esprit teutonique, c'est-à-dire antichrétien, les écoles du Parti s'appuient en totalité sur *Le Mythe*, les Eglises se déssèchent... Dans dix ans, peut-être, viendra un réformateur qui, avec un nouveau message, prendra possession des Eglises et leur insufflera les principes héroïques de l'époque. J'imagine... qu'au lieu d'élever des statues à tant de saints tourmentés, nous pourrions en élever aux Héros Allemands, dès que les temples cesseront de résonner au son des prophéties ou des chants juifs en l'Honneur de Jéhovah [11].

Même si tous les collègues de Rosenberg ne partageaient pas sa fureur antichrétienne, ils avaient été suffisamment jaloux de Müller, pour se réjouir de sa déconfiture. En tout cas, la plupart des dirigeants

nazis s'accordaient avec Hitler pour regarder avec dédain le clergé évangélique. L'unification des Eglises n'avait pas une grosse importance politique et ce projet pouvait être abandonné s'il s'avérait devoir échouer.

Remercier Jäger et humilier Müller, deux décisions qui ne pouvaient tout de même pas tenir lieu de politique. Pour commencer Hitler hésita. Les deux attitudes possibles lui paraissaient également indésirables. Mobiliser le Parti et l'Etat pour fortifier la politique de Müller soulèverait ultérieurement l'opposition du pays, et engagerait le Parti dans une direction idéologique en général réprouvée par ses membres. L'idée de chercher un terrain d'entente avec les adversaires de Müller en leur faisant des concessions manquait totalement d'attrait. L'antipathie nihiliste qu'éprouvaient les nazis pour tout ce qui tenait à l'ancienne hiérarchie sociale et pour ses idées était encore plus déplaisante. Comme l'armée et la bureaucratie, l'Eglise était un pilier de l'ancien ordre de choses dont la persistance était détestable en principe pour les chefs du Parti, même si son existence pouvait être provisoirement exploitée. Le Troisième Reich devait être édifié, non sur cette base mais sur les organisations révolutionnaires nazies, celles qui brandissaient les idées nouvelles qu'il fallait inculquer au peuple allemand tout entier. Si les pasteurs étaient disposés à collaborer, ils creuseraient eux-mêmes leur fosse; s'ils n'y étaient pas préparés, leur fosse serait creusée pour eux.

Les opinions concernant les moyens les plus sûrs d'abattre les Eglises, différaient dans la hiérarchie nazie. Rosenberg croyait pouvoir convertir le peuple en l'instruisant des valeurs héroïques de la *Weltanschauung* nazie. Von Schirach croyait devoir gagner la jeunesse allemande, moyennant quoi l'endoctrine-

ment se ferait de lui-même et toute la nation serait imprégnée de l'idéal nazi. Darré, le ministre de l'Agriculture, s'attaquait aux croyances religieuses de la communauté paysanne en lui offrant une littérature antichrétienne, distribuée par ses services [12]. Himmler, souhaitant éviter un conflit public, préférait l'emploi des méthodes policières d'intimidation progressive pour restreindre la liberté religieuse et arracher de la vie nationale l'influence chrétienne. Hitler combinait une haine implacable à une souplesse pratique :

« Je vous jure que si je le voulais, je pourrais détruire l'Eglise en quelques années; elle est creuse, pourrie, fausse, de bout en bout. Un bon coup et toute la structure s'effondre. Nous prendrons les prêtres au piège de leur avidité notoire et de la satisfaction d'eux-mêmes où ils se complaisent. Nous arrangerons tout, sans que soient troublées la paix et l'harmonie. Pourquoi se quereller? Je leur donne à tous un sursis de quelques années. Ils avaleront tout pour conserver les avantages matériels. Jamais n'arrivera l'heure de la décision finale. Ils reconnaîtront l'existence d'une ferme volonté et nous aurons seulement besoin de leur montrer une ou deux fois où est le maître. Ils sauront alors d'où le vent souffle. Ils ne sont pas idiots. L'Eglise a été quelque chose de vraiment très grand. Nous sommes ses héritiers. Nous sommes l'Eglise. Son heure à elle est terminée [13]. »

Mais il ne s'agissait là que de plans à longs termes; le problème le plus urgent était de savoir comment traiter l'Eglise dans le tout proche avenir. Dans un discours à ses *Gauleiters*, le 1er novembre, Hitler esquissa son plan personnel. Ce ne serait pas un avantage pour le Parti d'être mêlé à un conflit avec l'Eglise évangélique. Si les « Chrétiens Allemands » ne parvenaient pas à faire l'unité de l'Eglise par

leurs propres efforts, c'est qu'ils n'étaient vraiment pas dignes d'être soutenus par le Parti. Que pouvait espérer le Troisième Reich d'une Eglise qui disperserait ses énergies en vaines querelles? Tous les nazis devaient conserver leur neutralité et la plus parfaite réserve, ne pas donner l'impression de défendre l'unité obligatoire des Eglises en Bavière et en Würtemberg. Le conflit devait avoir l'air de n'être dû qu'à des chamailleries intestines. Il fallait que les Eglises se débrouillent toutes seules, que les pasteurs cuisent dans leur propre jus. Les ordres seraient donnés pour que ni le public, ni la presse ne soient informés des problèmes des Eglises. En raison du plébiscite prévu dans la Sarre pour janvier 1935, il fallait prendre soin d'éviter tout ce qui pourrait avoir des répercussions défavorables dans l'Eglise évangélique et dans l'Eglise catholique, tout ce qui pourrait favoriser l'hostilité de l'étranger. L'interférence des organismes officiels dans les affaires de l'Eglise était expressément défendue [14].

Suivant ces instructions, les 6 et 7 novembre, Frick fit paraître deux décrets interdisants péremptoirement aux quotidiens, aux publications religieuses, aux bulletins paroissiaux ou simples brochures de publier des articles concernant l'Eglise évangélique autres que les avis officiels venus de l'administration de l'Eglise nationale. Pour ménager sa propre position, Müller déclara que sa responsabilité n'était engagée ni devant ceux qui l'avaient élu comme évêque, ni devant l'Eglise évangélique tout entière, mais seulement devant Dieu. « Les Evêques, déclara-t-il, m'ont dit être convaincus que si je devais me retirer, l'Eglise évangélique en totalité tomberait dans une confusion et un chaos indescriptibles. » Ainsi armé contre toutes les menaces, il se sentait assez en sécurité pour ignorer les nombreuses voix réclamant

sa démission, parmi elles celles de 119 professeurs de Théologie [15].

En même temps, les nazis s'efforçaient d'encourager le peuple à s'opposer aux Eglises, puisqu'elles ne pouvaient avoir aucun poids et aucune compétence en politique. Dans un discours du 7 décembre, Frick affirma à Wiesbaden :

« L'Etat n'essaie pas d'interférer dans les affaires de l'Eglise. Mais il y a malheureusement de bonnes raisons de penser que sous le prétexte d'une inquiétude pour l'Eglise, toutes sortes d'éléments traîtres ou hostiles se sont réunis en vue de poursuivre leurs activités politiques, au sein d'une sphère purement ecclésiastique et de causer ainsi des difficultés au Troisième Reich [16]. »

Les discours anticléricaux furent encouragés. Des mesures furent adoptées pour retirer aux Eglises leur antique prééminence, dans le domaine culturel et social surtout, et pour tarir les secours financiers qu'elles recevaient depuis longtemps. Le slogan de la nouvelle campagne devint : « L'Eglise doit être séparée de l'Etat. »

En vue du plébiscite, en décembre 1934, pour ne pas effaroucher les populations catholiques de la Sarre, Hitler déclara publiquement être prêt à soutenir les Eglises si elles voulaient bien se cantonner dans le domaine moral, souligner les valeurs éthiques de l'Etat nazi et rassembler le peuple dans une croisade antibolchévique, sans jamais intervenir dans la politique.

« Le Parti n'a jamais eu et n'a pas l'intention de livrer la guerre au christianisme. Mais l'Etat nazi ne peut, sous aucun prétexte, tolérer qu'une confession religieuse quelconque se livre à la politique. Qu'il n'y ait jamais sur ce point aucun malentendu sur la résolution prise par le Parti et par l'Etat. Nous avons

une fois attaqué le clergé politicien et l'avons chassé du parlement, alors que nous étions sans force et qu'il était puissant. Aujourd'hui c'est nous qui avons la puissance et nous pouvons défendre mieux nos principes. Il ne s'agit pas pour nous d'une lutte contre le christianisme, ou contre les protestants ou les catholiques. Mais nous tenons à évincer de la vie publique tous ces prêtres qui se sont fait illusion sur leur profession et qui auraient dû entrer dans la politique plutôt que de se faire pasteurs [17]. »

Ses partisans étaient anxieux d'ébranler la position des Eglises immédiatement et sur un front beaucoup plus large; Rosenberg, tout en reconnaissant la nécessité d'être prudent, politiquement parlant, regrettait que la situation ne lui permît pas encore de mettre sous les verrous le Cardinal Faulhaber qui prêchait contre *Le Mythe du Vingtième Siècle.* Rosenberg ne songeait qu'à exploiter sa position nouvellement établie comme chef idéologique du Parti. Il était atrocement furieux des attaques lancées contre lui par les Eglises, et en 1935, publia un pamphlet tendancieux *An die Dunkelmänner unserer Zeit* qui cherchait à réfuter les critiques faites contre ses premières théories et accusait ses adversaires d'obscurantisme et de sabotage politique. Un autre ouvrage, publié en août 1937, intitulé *Protestantische Rompilger,* accusa l'Eglise évangélique de trahir la Réforme allemande en faveur d'idées étrangères importées de Rome ou de Jérusalem.

Une fois le succès du plébiscite de la Sarre obtenu, le *Mois National-Socialiste* reçut l'ordre de développer sa propagande contre l'Eglise, et la *Schulungsbriefe* (Feuille d'Instruction) du Parti qui était imprimée à des millions d'exemplaires, comme le *Mois National Socialiste,* dut s'attaquer à l'Eglise catholique depuis son origine jusqu'à nos jours. Les

dirigeants des Jeunesses Hitlériennes eurent à réfuter les critiques des évêques et des Jésuites [18], et toutes les activités antichrétiennes se virent encouragées. Les nazis trouvèrent à cette fin un instrument docile en la personne du professeur Jakob Hauer, chef du « Mouvement Allemand de la Foi » nouvellement fondé (*Deutsche Glaubensbewegung*).

Le professeur Hauer de l'Université de Tübingen, avait été missionnaire en Inde pendant cinq ans, et il avait été fortement impressionné par la haute spiritualité et le mysticisme des religions d'Extrême-Orient. Il revint en Allemagne décidé à convaincre ses collègues et les fidèles de l'énorme potentiel spirituel de la vie mystique. Il alla de déceptions en déceptions devant le dogmatisme étroit de l'Eglise luthérienne de Würtemberg; en 1921, renonçant à être pasteur, il devint professeur à Tübingen. En 1934, il se donna pour tâche de rassembler tous les non-chrétiens ou les antichrétiens, depuis les libres penseurs jusqu'aux partisans de la foi nordique, dans l'intention de faire d'eux tous un puissant instrument contre l'obscurantisme des Eglises établies. Il trouva bien entendu en Hitler l'archétype allemand dont tous devaient suivre l'inspiration. Tirées des Principes à l'usage des membres de son mouvement, voici quelques-unes de ses idées :

« Les membres de la nouvelle société sont priés de faire sous serment la déclaration suivante :

a) Ils sont exempts de sang juif ou de sang de couleur.

b) Ils n'appartiennent à aucune organisation secrète, ni à une loge maçonnique, ni à la Société de Jésus.

c) Ils n'appartiennent à aucune autre communauté de croyants.

« Ceux qui se sont déjà joints au Mouvement mais qui sont encore membres d'une autre communauté de croyants (d'une Eglise) devront remplir les conditions ci-dessus et ne pourront être admis provisoirement que comme membres associés. Seuls les membres au sens plein peuvent se désigner comme « Croyants en l'Allemagne » (*Deutschgläubig*). Le directeur du Mouvement allemand de la Foi sélectionnera un certain nombre de collaborateurs. Plus tard seront constituées une première Assemblée de titulaires officiels, puis une Assemblée générale destinées à maintenir les relations entre le chef et les groupements locaux.

« L'emblème du Mouvement allemand de la Foi est un soleil d'or sur fond bleu.

« Les principes de base du Mouvement sont :

1. Le Mouvement allemand de la Foi cherche à renouveler la vie religieuse du peuple en se fondant sur l'héritage du caractère allemand.
2. Le caractère allemand, dans ses origines divines comporte un devoir éternel auquel nous obéissons.
3. En ce qui concerne son enseignement et ses coutumes il n'a d'autre obligation que ce devoir. Le suivre c'est diriger la vie allemande[19]. »

En février 1935 le Mouvement allemand de la Foi entreprit une campagne monstre pour la diffusion de ses vues. Jusqu'à soixante meetings furent tenus par semaine, dont le plus important fut le rassemblement du Palais des Sports de Berlin en avril, où Hauer fut appuyé par un nombre important de grands orateurs, parmi lesquels le Comte Reventlow. Le drapeau du Mouvement, avec son soleil d'or et sa croix gammée exprimait, l'union intime des principes de religion naturaliste et de national-socialisme

que prêchait Hauer. Les éléments positifs du Mouvement étaient trop minces pour lui donner un certain poids et ses contradictions le condamnaient à une fin prématurée, mais en attaquant la position établie des Eglises, soutenu activement par les nazis, ce Mouvement de la foi occupa, un instant, une place de premier plan sur la scène publique.

Hauer affirmait lui-même qu'il n'était pas ennemi du christianisme, mais seulement celui du dogmatisme et du caractère anti-allemand des Eglises. Cependant l'aile avancée du Mouvement réclamait ouvertement la complète rupture de la nouvelle religion avec ce qui existait déjà. Elle adopta bientôt la technique nazie qui consistait à utiliser des agents provocateurs, et fit appel aux derniers des anticléricaux, dans un discours de mai 1935, à Munich :

« Le christianisme n'a pas réussi à répondre à la question sociale, à la question raciale et à celle de l'enseignement... Tout ce qu'a pu suggérer le Cardinal Faulhaber fut d'introduire des écoles confessionnelles. (Cris de : « Pendez-le! Descendez-le! ») Le fait est clair : les religions ne sont plus en accord avec les nouvelles obligations des peuples et doivent disparaître, à Munich également. L'enseignement ne pourra être confié qu'aux individus voués corps et âme à la nation tout entière et à personne d'autre. (Cris : « Nous ne voulons pas d'écoles confessionnelles! ») Quand on se rappelle à quelle fin sont utilisés les confessionnaux, pour la trahison uniquement... (Cris : Hou...!) Imagine-t-on un seul de nos garçons des Jeunesses Hitlériennes un chapelet à la main? Ou un S.A. ou un S.S. prenant part à un pèlerinage au milieu d'un tas de vieilles femmes? (Gros rires)... Notre foi est dans le sang et la terre, nous voulons être de purs païens qu'aucune greffe chrétienne n'est venue contaminer. Dieu est trop grand

pour nous pour être enfermé dans des Eglises! (Cris : « Nous ne voulons plus d'églises! ») Nous n'avons plus besoin de prêtres ou d'accoucheurs spirituels... Nous ne cesserons pas de lutter tant que tous les collèges théologiques n'auront pas disparu de nos universités. (Applaudissements prolongés.) Nous nous débarrasserons de tous ces monastères inutiles. La police apprendra à ces incapables ce que sont les valeurs terrestres en les faisant travailler à Dachau.

« *Pour Rome ou pour l'Allemagne.* Telle est la décision du jour. Nous ne parlons plus de chrétiens ou d'athées, mais seulement d'Allemands. Nous terminerons en saluant trois fois le génie de notre peuple, Adolf Hitler! (Cris : « A la potence, le cardinal! Tuez-le! Sortez-les des églises! Videz les monastères! Descendez les prêtres! Pendez les nonnes! Nous n'avons rien à faire du christianisme! Plus de Christ!) [20] »

Entraîné par la force de ses propres illusions, Hauer se mit à rêver pour son mouvement d'un statut légal semblable à celui dont jouissaient les Eglises et d'une part égale à la leur dans l'enseignement religieux. Comme les « Chrétiens Allemands » avant lui, il avait le plus grand désir d'être reconnu soutien du parti nazi. Il le proposa et fut mal accueilli; les nazis n'avaient aucun désir de laisser un mouvement de foi quelconque devenir assez fort pour s'adjuger à son tour des adeptes ou pour pouvoir prétendre à une quelconque direction idéologique. Pour les nazis, il ne pouvait avoir d'autre fonction que de semer le doute dans l'esprit des gens, fonction essentiellement négative quant à la validité des doctrines des Eglises chrétiennes.

L'intérêt manifesté par Himmler et par Heydrich au début du Mouvement s'était considérablement refroidi dès le mois d'août 1935. Un décret, transmis

à la Police politique bavaroise, de Heydrich, interdit toute réunion et tout rassemblement publics organisés par le Mouvement de la foi, autorisé pourtant à exercer son activité en privé. En avril 1936 Heydrich intervint à nouveau, pour exiger cette fois la démission de Hauer comme chef du mouvement, pour la bonne raison, déclara-t-il, qu'il ne pouvait y avoir, dans toute l'Allemagne, qu'un seul chef, le Führer. Après cela, le mouvement perdit l'essentiel de son attrait mystique et fut réduit à concentrer ses efforts sur la propagation d'une foi politique fondée sur un principe purent racial et *völkish,* en brandissant le slogan : « L'Allemagne est votre destin ! » ... « L'Allemagne est la grande Loi qui nous domine tous, la Loi compréhensive qui domine à la fois le Destin et le Salut [21]. »

Cependant une propagande plus intensive et plus explicite se poursuivait en grand secret au cours des séances d'endoctrinement nombreuses du parti nazi et de ses organisations secondaires. Un compte rendu pittoresque de l'attitude nazie de l'époque se trouve dans les archives de la *Nationalsozialistische Studentenbund* (Ligue des Etudiants nazis). En juillet 1935, à l'Ecole du Reich de Bernau, un orateur déclara brutalement :

« On est soit nazi, soit chrétien. Nous affirmons que nous sommes les héritiers de *das Volk,* et c'est vis-à-vis de l'existence que nous sommes engagés. Le christianisme d'aujourd'hui affirme que *das Volk* en mettant les choses au mieux n'est que secondaire, il ne voit en elle qu'un accident dans la société. Pour le christianisme, la véritable communauté est celle des fidèles. Le seul héritage que nous ayons fait est celui de la qualité de pécheurs (la doctrine de la Chute). Le christianisme facilite donc la dissolution des liens raciaux (*Entrassung*) et de la *Volksgemein-*

schaft. Ce que les théologiens enseignent vient de la défense de leurs propres intérêts... Mais nous n'avons besoin d'aucune église, qu'elle soit baroque ou gothique. Nous saurons trouver nos propres lieux saints. Pour le christianisme la terre est un lieu de douleurs et ne promet de récompense à ses fidèles que dans l'au-delà. Pour nous, nous cherchons la révélation non dans les écrits, mais dans *das Volk* et dans notre patrie. Nous devons repousser l'Ancien et le Nouveau Testaments, puisque, pour nous, la conception nazie est la seule valable. Pour nous n'existe qu'un seul et unique modèle, et non un autre, Adolf Hitler [22]. »

Le soutien populaire et très large accordé au Mouvement de la foi et les rapports sur les sessions d'endoctrinement du Parti convainquirent définitivement les pasteurs du but auquel tendait la politique de l'Eglise nazie. Les « Chrétiens Allemands » furent choqués et scandalisés par ce qu'ils considéraient être une trahison de la véritable position nazie. Ils adressèrent d'innombrables appels à Hitler pour qu'il mette fin à la propagande antichrétienne qui allait à l'encontre aussi bien du point 24 du programme du parti nazi que de ses propres promesses. Rappelant leur parfait loyalisme à la cause nazie, le fait que la grande majorité des nazis étaient aussi des chrétiens, ils lui demandèrent de supprimer cette minorité de libres penseurs dont les activités, prenaient-ils pour accordé, ne pouvaient être approuvées par lui.

L'Eglise catholique et l'Eglise confessionnelle se faisaient moins d'illusions. La ressemblance des idées d'Hauer et de Rosenberg était trop frappante pour passer inaperçue. Le *Mythe du Vingtième Siècle* étant déjà mis à l'index, il fut recommandé au clergé de ne perdre aucune occasion d'attaquer les erreurs enseignées comme des vérités et de combattre par tous les moyens possibles ce nouvel athéisme, les

théories raciales pseudo-scientifiques et les attaques insultantes auxquelles l'Eglise catholique était si fréquemment exposée. Puisque la politique « officielle » nazie n'avait pas, jusque-là, approuvé ouvertement les théories de Rosenberg, puisque Hitler continuait à déclarer que *Le Mythe* n'était qu'un travail privé, puisque Hauer n'avait pas reçu de statut officiel, l'Eglise pouvait exprimer sa colère indignée contre le régime en attaquant Hauer et le nouvel athéisme. L'Eglise profita donc de l'occasion pour exposer et défendre ses idées, indirectement mais très clairement pourtant, sur le nouvel Etat nazi. Elle nomma Hauer, mais elle entendait Hitler. Ouvertement et sans qu'il fût possible de s'y méprendre, elle exposa l'incompatibilité des doctrines chrétiennes et des idées nazistes, à une époque où il était déjà devenu impossible de s'attaquer à l'auteur de *Mein Kampf*.

Les Nazis se rendaient absolument compte qu'une discussion ouverte dans le domaine des idées ne servirait qu'à fortifier l'influence de l'Eglise sur les fidèles. Avant de l'emporter sur ce point, ils savaient que des années pouvaient s'écouler. D'ici-là, des mesures urgentes s'imposaient. En février et mars 1935, la Police politique bavaroise reçut l'ordre de limiter les réunions tenues à l'intérieur de l'église, organisées en vue de discuter *Le Mythe* de Rosenberg et de confisquer tous les exemplaires des *Ecrits catholiques sur les Problèmes Contemporains* [23]. En avril, la police de Rhénanie interdit à l'Eglise de critiquer les fondements du national-socialisme [24]. Le même mois une loi était promulguée imposant la censure *de facto* à tous les écrits anti-nazis [25].

Dans un rapport strictement confidentiel au Ministère de l'Intérieur et à l'adjoint d'Hitler, le chef de la *Rassenpolitischen Amt* (Bureau de Politique raciale) du parti nazi, écrivait en juin 1935 :

« D'après ce que j'ai pu observer, il est possible de faire entendre avec grand succès notre propagande, même de ceux qui sont très attachés à leur culte, dans la mesure où nous pourrons limiter ou empêcher la pollution systématique de l'atmosphère par la partie adverse. Notre propre propagande n'aura qu'un effet limité tant que l'Eglise pourra continuer à diriger et conseiller une grande partie de la population. Je crois donc nécessaire que le droit de l'Etat et du Parti à surveiller toutes les déclarations politiques raciales, qui s'exerce déjà dans l'Eglise évangélique, soit étendu à l'Eglise catholique. Il est impossible de respecter plus longtemps les termes du Concordat, étant donné les circonstances et le fait que l'Eglise a profité des libertés que lui donnait ce Concordat pour attaquer d'invraisemblable manière l'autorité de l'Etat et ses lois[26]. »

Himmler partageait cette opinion. Et comme d'après lui, l'intimidation était plus sûre que la persuasion, il considérait que les limitations administratives étaient la meilleure façon de mettre la corde au cou à l'Eglise, sans paraître toucher la vie spirituelle de ses membres; et que la méthode la plus efficace pour amener les laïques à obtempérer serait, sans user de subtilité, de leur défendre toute participation à la vie de la *Volksgemeinschaft;* ils auraient à choisir entre l'Eglise et le pays.

Les ordonnances de police et les décrets s'avérèrent assez efficaces pour limiter la participation de l'Eglise à la vie publique en dehors des murs mêmes de l'église. L'insuccès des meetings de juin 1934 et l'impossibilité de parvenir à une entente concernant l'avenir des organisations catholiques laissait ouverte la voie aux mesures qui pouvaient être prises contre elles. A la fin de novembre 1934, une note à l'intention de la Police politique bavaroise signalait que

des organisations catholiques avaient atteint un niveau d'activités qui ne pouvait manquer de causer des ennuis. Le 6 janvier, elle recevait donc l'ordre de surveiller ces réunions. La création de groupements nouveaux était interdite; ceux qui avaient été déjà dissous ne pouvaient se reconstituer; leur nombre ne pouvait excéder celui des surveillances possibles. Seules les autorités d'Etat avaient le droit de décider la dissolution des associations, l'attribution de la propriété et l'interdiction ou l'autorisation des réunions [27].

Le 20 décembre 1934, fut promulguée la célèbre Loi de Conspiration, qui accordait à la police des pouvoirs presque illimités pour opérer des arrestations, pouvoirs qu'elle mit de plus en plus à profit contre les ecclésiastiques. Le lendemain, Himmler décrétait la limitation des meetings publics à l'intérieur des Eglises, et permettait les processions traditionnelles et les pèlerinages, mais sous stricte surveillance. Toute réunion destinée à la propagande religieuse était interdite et la presse ne devait pas faire mention de ces interdictions [28].

Le 6 mai 1935 la Police politique bavaroise fit donc paraître cette circulaire :

« Au cours des derniers mois, il est devenu évident que le clergé aussi bien protestant que catholique travaille plus ouvertement et plus activement contre l'Etat. Pour obvier à cette situation, il est nécessaire que des détachements de police surveillent de très près ses activités. *Mais il est absolument interdit, et quelles que soient les circonstances, d'intervenir au cours d'un service religieux.* Immédiatement des rapports devront être fournis sur tout ce qui est important [29].

Cette interdiction d'agir au cours d'un office n'était

véritablement pas une gêne pour la police lorsqu'il s'agissait de sévir contre les ecclésiastiques dont les actes pouvaient être considérés comme subversifs. En avril, trois étudiants de l'Université de Rostock vinrent trouver Mgr Leffers pour connaître son opinion sur *Le Mythe du Vingtième Siècle*. Avec les meilleurs arguments logiques, il expliqua qu'il ne s'agissait là que d'une conception grossièrement superficielle. Bientôt dénoncé par les étudiants, il fut condamné par un tribunal nazi à dix-huit mois de prison. Le même mois, la police bavaroise fit tenir à tous les détachements locaux, les instructions suivantes, sous le titre : « Protection contre les Jésuites » :

« Les Jésuites sont à la source d'organisations qui, systématiquement, et dans une vaste sphère, sapent en Bavière le Troisième Reich et arrivent à faire mépriser le Führer lui-même. Au cours de conférences semi-scientifiques, les principes philosophiques du national-socialisme sont soumis à une critique pleine d'acrimonie; ce sont seulement des incitations déguisées contre le Reich. Ces conférences sont en outre si ambiguës et si rusées que le châtiment légal du conférencier n'est possible que dans très peu de cas.

« Pour mettre un terme à cette activité subversive et rebelle des Jésuites et pour décourager leurs efforts de propagande en Bavière, il faut porter plus d'attention sur leur présence en public. Les réunions publiques doivent donc être empêchées par tous les moyens; les réunions privées sont à surveiller et les peines les plus sévères doivent être prononcées contre tous ceux qui offensent l'Etat ou qui l'insultent par la « garde de sécurité ». Désormais toute intervention des Jésuites sur le plan politique fera l'objet d'un rapport, et n'y aurait-il pas eu d'intervention publi-

que, un rapport sera fourni le 30 de chaque mois, à dater du 30 mai 1935 [30]. »

En mai, le Président du synode de l'Eglise confessionnelle pria ses paroisses d'inclure dans les prières récitées aux offices des prières d'intercession pour les « Soixante pasteurs de Saxe emmenés au camp de concentration de Sachsenburg, des cinq pasteurs de Hesse transportés au camp de Dachau pour plusieurs semaines, deux pasteurs de Saxe, un pasteur de Brême, trois pasteurs de Prusse actuellement en prison ainsi que sept pasteurs de Brandeburg et un de Silésie renvoyé de leurs paroisses. On vous demande aussi de prier pour ces fidèles laissés sans direction [31]. »

La persécution que dévoilaient ces prières devait aller beaucoup plus loin. Le 7 juillet Frick, ministre de l'Intérieur, dans une discours à Münster, siège épiscopal de l'évêque Galen, révéla l'ampleur des résolutions nazies pour déraciner totalement l'influence des Eglises.

« Nous, Nazis, réclamons la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en tout ce qui concerne la vie publique du pays. A quoi peuvent donc correspondre les associations catholiques de fonctionnaires civils? Nous n'avons aucun besoin de fonctionnaires protestants ou catholiques, nous n'avons besoin que de fonctionnaires allemands. A quoi bon une presse quotidienne catholique? Nous n'avons nul besoin d'une presse catholique ou protestante, mais seulement d'une presse allemande. Les organisations professionnelles catholiques, comme les organisations de jeunesse catholique ne cadrent plus avec les temps actuels. Elles déploient souvent leurs activités dans des domaines où l'Etat nazi prétend agir lui-même. Toutes ces initiatives ne peuvent que détruire l'unité du

peuple allemand, créée par Hitler après quinze ans de combat pour l'âme de l'Allemagne [32]. »

Une semaine plus tard Goering en sa qualité de Premier ministre de Prusse et grand maître de la *Gestapo* donna ordre à tous les gouverneurs locaux de prendre les mesures les plus sévères contre une reprise quelconque du catholicisme politique.

« Il faut essentiellement comprendre que tous les prêtres employés au service public — par exemple lorsqu'ils donnent un enseignement religieux dans les écoles publiques — doivent non seulement éviter toute attitude négative vis-à-vis du nazisme, mais, comme tous les autres membres du service public, se donner activement, répondre oui, sans hésitation au nazisme. Dans ces conditions seulement le nazisme peut permettre aux prêtres de se charger de l'éducation religieuse des jeunes [33]. »

Pour ceux qui ne se conformèrent pas à ces exigences, les conséquences se firent bientôt sentir. A quelque temps de là, le Gouverneur de la province de Hanovre ordonna à tous les fonctionnaires civils de s'engager par écrit à renoncer à leur culte, à ne faire partie d'aucune association culturelle, et à retirer leurs enfants des groupements confessionnels de jeunesse. « Cette mesure ne tend en aucune manière à exercer une pression sur les consciences, car ceux qui croient ne pas pouvoir la suivre doivent reconnaître qu'ils ne peuvent pas plus longtemps participer à la reconstruction de l'Etat [34]. » Mis en présence de cette alternative, résigner leurs fonctions ou se plier aux ordres des supérieurs nazis, rares furent ceux qui eurent le courage de renoncer à leur gagne-pain. Ainsi, en multipliant les pressions sur les individus et en flétrissant toute opposition comme étant d'inspiration politique, les nazis semèrent la confusion dans les rangs du clergé.

En majeure partie, les gens et même les dirigeants des Eglises tenaient à conserver intacte leur Eglise et, en même temps, quoiqu'il dût en coûter aux principes théologiques, à soutenir le nouveau régime. Mais pour les nazis ce n'était pas suffisant. Ils ne consentaient à supporter l'activité religieuse que dans le domaine spirituel ayant trait à l'au-delà. La séparation de l'Eglise et de l'Etat avait été conçue pour libérer les voies de « la vie et du travail » des ecclésiastiques. Alors et alors seulement, le clergé, et ce qui resterait des fidèles, pourraient discuter entre eux des questions touchant à la foi.

Ce mélange d'indifférence théologique et de totalitarisme pratique était une des principales caractéristiques des discours nazis. Goebbels, par exemple, déclara le 4 août 1935 :

« Chacun peut ici se sauver à sa manière. Enseigner aux jeunes la religion est peut-être la tâche de l'Eglise, mais enseigner aux jeunes la politique est vraiment bien notre affaire... La jeunesse nous appartient et nous ne la céderons à personne. La presse religieuse est également superflue... Pour les Eglises, il n'est qu'une solution capable d'assurer la paix : Qu'elles se replient sur la sacristie. Les Eglises servent Dieu; nous servons le peuple [35]. »

La campagne nazie contre la multiple participation des Eglises à la vie publique fut menée avec un grand nombre d'armes : la propagande, l'obstruction administrative, la pression individuelle, et, en dernier ressort, le camp de concentration. Si la fin souhaitée était obtenue avec les petits moyens, les plus grands étaient évités. Mais leur menace subsistait.

Les nazis n'étaient pas satisfaits des nombreuses marques d'obéissance politique que leur avaient déjà données les Eglises. Ils voulaient une soumission totale. Tant que les Eglises donnaient des signes d'in-

dépendance, elles devaient être pourchassées et harcelées. Après deux ans d'expérience, il était clair que les Eglises n'étaient pas disposées à fusionner avec l'Etat nazi, à devenir les instruments de la nazification du peuple. La séparation, et si possible la suppression, était la seule politique à tenir envers elles. Paradoxalement, pourtant, au début de 1935, quelques nazis importants commencèrent à déclarer que la lutte contre les Eglises aurait besoin d'être placée sous une direction centralisée plus efficace, si l'on tenait à briser la résistance des catholiques et à mettre un terme aux bêtises de l'Eglise évangélique nazie. Les méthodes préconisées dans le *Kulturkampf* de Bismarck, avec son désir de séparer l'Eglise et l'Etat et simultanément de lui imposer une stricte surveillance de l'Etat, pouvaient être reprises. Pour assurer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il était nécessaire que le gouvernement intervienne d'une manière décisive, et qu'il décrète, avec toute son autorité, que la part de l'Eglise, dans la vie allemande, serait de plus en plus réduite.

CHAPITRE V

ÉTABLISSEMENT D'UN MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

« Le véritable christianisme et le véritable nazisme sont identiques. Depuis 1933, Hitler a fait pénétrer Jésus et Son enseignement dans le cœur du peuple... Les pasteurs doivent marcher avec le peuple. »

KERRL, ministre du Reich.

I. *Les origines du Ministère*

Une des illusions des ecclésiastiques allemands fut de s'imaginer que la centralisation des affaires de l'Eglise dans les mains de l'Evêque du Reich Müller conduirait à un renouveau de la vie de l'Eglise. Ce qu'ils n'ont pas su comprendre c'est que l'éloquence et la croix pectorale des « Chrétiens Allemands »

étaient seulement une façade masquant, selon le mot de Rauschning « une rivalité féroce de petits hommes en quête de situations, de puissance et de succès [1]. » Müller et Jäger n'étaient que de pauvres pions dans la stratégie plus large des nazis. L'objectif final du *Gleichschaltung* nazi était de détruire délibérément et systématiquement toutes les classes sociales qui avaient contribué antérieurement à l'histoire de l'Allemagne, d'abolir l'ordre existant et d'uniformiser, conformément à ses propres ambitions, toute activité ou association indépendantes. Ce qui ne pouvait pas être utile aux nazis devait être entièrement banni. Vers 1935 la révolution nationale-socialiste avait eu, dans cet ordre d'idées, de gros succès. La capitulation du Reichstag avait été suivie de la *Gleichschaltung* de la bureaucratie, de la presse, des gouvernements provinciaux, de l'armée et de tous les moyens de communications offerts à la masse. Le besoin de maintenir la vitesse acquise de la « révolution permanente » obligeait la hiérarchie nazie à étendre plus loin encore son contrôle. L'échec relatif des efforts tentés jusque-là pour dominer les Eglises justifiait apparemment les nouvelles mesures qui devaient balayer leur résistance — Cette raison politique était renforcée par la résolution, également forte, de détruire ce dernier et solide pilier des forces conservatrices; ainsi la voie serait absolument libre pour dominer le peuple. La mobilisation des moyens capables de soumettre les masses au nazisme exigeait l'élimination de tous les éléments susceptibles d'offrir aux Allemands une autre catégorie de valeurs. Il ne suffisait donc pas de déclarer que le Parti ne trouvait aucun intérêt aux « chamailleries théologiques ». Comme disait un chef nazi : « Le national-socialisme est vainqueur du marxisme, il ne peut, ni ne doit capituler devant le culte [2]. » Eperon-

nés par la haine et par la soif de vengeance, les nazis s'appliquèrent à détruire les réussites sociales des générations passées et de la foi chrétienne, comme étant l'influence dominante de la civilisation occidentale.

Après la défaite que subit Müller en octobre 1934, alors qu'Hitler cherchait une nouvelle formule pour arriver à soumettre les Eglises, un mémorandum lui fut présenté en janvier 1935, et ce mémorandum semblait répondre aux besoins du moment [3]. Il avait été préparé par le Dr. Wilhelm Stuckart, le jeune *Staatssekretär* ambitieux du ministre de l'Instruction publique, que ses actes arbitraires avaient déjà brouillé avec le ministre Rust et amené à se désister de ses fonctions, en septembre 1934. En essayant de se réinstaller dans les bonnes grâces d'Hitler, Stuckart prépara une revue détaillée de la situation politique de l'Eglise et édifia un plan de « purge », conformément aux idées nazies. La question de l'Eglise ne pouvait être, d'après lui, réglée que si les desseins de l'Etat étaient clairement exprimés et constituaient un programme unique. Les efforts antérieurs pour résoudre les difficultés tentés par les propres administrateurs de l'Eglise avaient échoué, et toute modification de la direction ne pourrait que venir en aide aux réactionnaires politiques déguisés en chrétiens qui avaient formé l'Eglise confessionnelle. De son côté, l'Eglise confessionnelle se servait de la façade de l'Eglise évangélique pour étendre sa propre campagne politique qui dépassait de loin les limites de la vie de l'Eglise et pouvait faire échec au nazisme lui-même — Les « Chrétiens Allemands » n'avaient pas réussi à évangéliser les masses parce qu'ils avaient seulement souhaité saisir les leviers de commande et les émoluments de l'Eglise.

L'unique façon de régler la situation, déclarait

Stuckart, était de créer une seule autorité d'Etat compétente réglant toutes les questions religieuses à travers le Reich, aussi bien pour l'Eglise catholique que pour l'Eglise évangélique. Cette politique rapide et vigoureuse ne laisserait aucun doute sur l'inébranlable volonté de la révolution nazie d'établir le *völkisch*, l'Etat du Peuple Nazi. Toutes les organisations avaient le devoir de la servir ou tout au moins de ne lui opposer aucune entrave.

Deux méthodes avaient été proposées, notait Stuckart : la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat, ou le contrôle accru des Eglises par l'Etat. La première manière entraînerait la suppression des subsides accordés par l'Etat, l'abolition de l'impôt obligatoire pour l'Eglise, la suppression des privilèges légaux des Eglises, la cessation de l'instruction religieuse dans les écoles, la fermeture des facultés théologiques dans les universités. De telles mesures auraient évidemment de gros avantages financiers pour l'Etat. L'Eglise évangélique serait ramenée au niveau des sectes de moindre importance et serait obligée de se contenter des contributions volontaires; elle cesserait de bénéficier de sa position historique bien établie. Mais il y avait aussi des inconvénients : la séparation pouvait favoriser l'indiscipline de l'Eglise, déliée de toute obligation, en outre une partie importante de ses biens ne serait plus à la disposition du public. En fait, si l'Eglise devait être supprimée, il faudrait envisager la sécularisation d'une partie importante de ses biens. En ce qui concernait l'Eglise catholique, la séparation d'avec l'Etat serait une violation manifeste du Concordat, ce qui ne pouvait manquer de causer des difficultés; qui sait si les catholiques et les protestants ne seraient pas alors amenés à joindre leurs efforts pour résister à l'Etat nazi et à son idéologie? Contre la possibilité de cette

union, le Mouvement allemand de la Foi était un facteur de contre-attaque insuffisant. De plus, la séparation totale pouvait être saluée par les catholiques comme la preuve de l'opposition absolue de l'Etat, d'où risques indésirables de divisions dans le peuple. En de telles circonstances, l'Eglise catholique poussée par des cercles réactionnaires, pourrait s'en sortir comme le seul vainqueur. Ce n'était donc pas le moment de préconiser la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

D'après Stuckart, il semblait plus avantageux d'exercer un contrôle plus sévère sur les préoccupations temporelles des Eglises. En obligeant les dirigeants de l'Eglise évangélique à s'aligner sur les principes de l'Etat nazi, on enlevait à l'Eglise la possibilité de devenir le refuge de tous les éléments politiquement hostiles de la société. Sans toucher à la « vie spirituelle », une seule direction venue du ministère de l'Intérieur pouvait exercer sur l'Eglise une pression ferme et subtile. Cette méthode empêcherait les différentes Eglises provinciales d'opposer une autorité locale à toutes les autres. Elle permettrait d'appliquer une politique également valable à tous les groupements secondaires de l'Eglise en les canalisant conformément aux directives de l'administration nationale. Grâce à quelques dotations généreuses et convenablement réparties, non seulement l'opposition serait jugulée, mais établi le droit de l'Etat de contrôler les biens d'Eglise. L'Etat en tenant les cordons de la bourse aurait tôt fait de soumettre les Eglises. Dès maintenant pouvait être pleinement appliqué le droit de l'Etat d'approuver les nominations faites dans l'Eglise ou de s'y opposer. Pour devenir pasteurs, tous les candidats devraient avoir participé à l'*Arbeitsdienst* du Reich (le Service du Travail) et avoir été instruits de l'idéologie nazie et

de l'histoire; et toutes les nominations d'évêques et de professeurs de théologie devraient être soumises à la ratification des membres du Parti préposés à ce service.

Le mémorandum de Stuckart se terminait en faisant remarquer que l'administration de l'Evêque du Reich n'avait pas été un succès. Un organisme purement laïque eût été un moyen de contrôle beaucoup plus efficace; il fallait mettre à sa tête un responsable des finances et de l'administration et laisser à l'Eglise le soin d'établir un programme législatif. L'administrateur national ne serait responsable que devant le ministre de l'Intérieur du Reich. La position légale serait réglée par une nouvelle loi annulant tous les droits établis préalablement pour les Eglises de province, opération qui pourrait être justifiée par son analogie avec des procédés similaires appliqués aux groupements civils provinciaux, dont la centralisation se faisait alors à Berlin. La première tâche de l'administrateur de l'Eglise serait d'éclaircir une situation légale confuse, conformément aux besoins du nouvel Etat nazi. La seule surveillance pastorale de ses ouailles serait laissée à l'évêque du Reich.

Les idées de Stuckart intéressèrent tout de suite Hitler. Après l'avoir reçu, Hitler considéra que le Parti devait utiliser ses talents et que le meilleur moyen de traiter avec les Eglises serait en effet de les tenir avec une main de fer dans un gant de velours, au moins un certain temps [4]. L'établissement d'un nouvel organisme de contrôle soulevait malgré tout quelques difficultés. Le ministre de l'Intérieur, Frick, avait adopté vis-à-vis des Eglises une attitude négative et avait été naturellement accusé par les fanatiques du Parti de se scléroser dans la légalité. Sa situation dans la hiérarchie nazie faisait de lui

une cible pour les attaques de Himmler, qui avait réussi à avoir le pas sur la police et les forces de sécurité et à les amalgamer à ses propres troupes; aussi le S.S. Frick ne tenait-il nullement à ajouter une nouvelle section à son ministère, pressentant que ce serait une source de difficultés nouvelles. Pour donner malgré tout une certaine satisfaction à Hitler, il admit le « renvoi » de quelques membres réactionnaires du ministère, et nomma Stuckart *Ministerialdirektor,* chargé des questions de constitution; ses idées pouvaient avoir une certaine audience et il pourrait, peut-être, prendre des mesures plus sévères contre « l'indiscipline » de l'Eglise évangélique. En mars 1935, Frick prononça deux discours; il s'y référait au besoin d'introduire de nouvelles lois pour obtenir l'ordre dans l'Eglise. Pourtant, comme il le dit à un journaliste Canadien :

« J'ai récemment déclaré au grand rassemblement du Parti de Thüringe que les idées de Frederick le Grand étaient toujours valables pour nous, que chacun pouvait être sauvé à sa manière... D'autre part nous ne pouvons pas tolérer que, sous le couvert d'associations religieuses, des efforts soient tentés pour influencer la jeunesse contre la forme nazie actuellement bien établie de l'Etat et de la constitution légale [5].

Au ministère de l'Instruction publique prévalait une attitude semblable. Rust, le ministre, avait fort à faire pour défendre son ministère contre les attaques des bureaux du Parti, celui de Rosenberg, par exemple, contre la Ligue des Maîtres nazis, et contre les insatiables demandes de Schirach qui voulait contrôler toutes les affaires de la jeunesse. Rust s'imaginait qu'une vaste propagande était suffisante pour déplacer l'ordre anciennement établi et qu'il était inutile de prévoir d'autres mesures administratives

ou coercitives. Le national-socialisme, écrivit-il dans un article destiné à l'étranger, avait en vue une nouvelle religion, comme il avait en vue une nouvelles politique, une nouvelle manière d'écrire l'histoire et même une nouvelle mathématique. La seule question qui restait à débattre était de décider, en fin de compte, si la nouvelle religion qu'il fallait enseigner à la jeunesse hitlérienne devrait s'appeler christianisme ou si elle devrait recevoir un autre nom [6].

Ainsi ni Frick, ni Rust ne tenaient à charger leurs ministères des complications nouvelles qui suivraient nécessairement l'intervention accrue de l'Etat dans les affaires de l'Eglise. Il leur paraissait d'autre part désagréable de constituer un nouveau ministère qui pouvait être une nouvelle occasion pour le parti nazi d'interférer dans l'administration du gouvernement. Enfin, l'idée de placer les Eglises sous un contrôle gouvernemental direct était trop révolutionnaire pour être tout de suite accueillie avec faveur. Le plan de Stuckart fut donc peu soutenu. Mais les idées qu'il mettait en avant préparaient l'avenir.

II. *La situation réclame un nouveau remède.*

La situation dans les Eglises provinciales restait au-dessous du médiocre pour les dirigeants nazis. Les efforts répétés de Müller pour raffermir son autorité furent contestés devant les tribunaux, et l'Eglise confessionnelle continua à fortifier son « Administration provisoire de l'Eglise » (*Vorlaufige Kirchenleitung*) [7]. Müller prétendit obtenir un interdit sur l'usage de ce titre, mais sa demande fut rejetée. Un an plus tard, le 6 juillet 1936, le ministère des Affaires

Culturelles ordonna à la police d'interdire l'usage de ce terme, mais malgré la défense officielle, il continua à être largement employé [8]. Malgré l'arrestation aussi d'un certain nombre de pasteurs, l'Eglise confessionnelle refusa de se laisser terroriser et d'obéir. Les « Chrétiens Allemands », pour leur part, se trouvèrent en face non seulement de l'opposition de l'Eglise confessionnelle, mais de la propagande intensive du Mouvement de la foi, très soutenu par les nazis. Leurs propres appels en faveur de leur groupement, celui des « partisans les plus loyaux du Parti », restèrent sans écho. De son côté, l'Eglise confessionnelle était de plus en plus certaine que seul un retour à la tradition chrétienne orthodoxe pouvait empêcher l'éclosion de l'apostasie nationale sous une de ses nombreuses formes pronazies. Lorsque Rosenberg publia une autre attaque virulente contre l'Eglise, sous le titre de *An die Dunkelmänner unserer Zeit* [9], l'Eglise confessionnelle fut contrainte de protester avec violence. Au début de mars, le synode de l'Union prussienne de l'Eglise confessionnelle publia une déclaration catégorique, qui devait être lue en chaire dans tous les temples de l'Eglise confessionnelle le 17 mars; elle rejetait la « nouvelle religion » comme étant une hérésie contre le premier commandement et un effort pour mettre à sa place la doctrine raciste nazie, le *Weltanschauung,* avec son culte du sang et de la race et son hymne à « l'Allemagne éternelle [10] . Cela, disait la déclaration n'avait rien de commun avec le christianisme : c'était proprement l'expression de l'anté-Christ.

Les nazis réagirent rapidement. Eperonnée par Rosenberg, la police politique interdit la lecture de la déclaration. Le 16 mars au soir tous les pasteurs en étaient informés; mais l'interdiction fut loin d'être partout respectée et les arrestations furent nombreu-

ses. En quelques jours, cinq cents pasteurs de Prusse furent arrachés à leur foyer et à leur famille. Les protestations qui s'élevèrent d'autres régions contre ces mesures intolérables entraînèrent deux cents autres arrestations. Il fallut l'intervention personnelle de l'évêque de Hanovre Marahrens, à la veille de Pâques, pour que le ministre de l'Intérieur consentît à les relâcher, à l'exception de sept d'entre eux. Le refus de la majorité des pasteurs d'accepter les fantaisies du Mouvement de la Foi prouva, qu'à n'en pas douter, cet effort d'endoctrinement de l'Eglise aux idées nazies était nettement puéril. Il était plutôt de nature à fortifier l'opposition de l'Eglise confessionnelle et à unir ses fidèles.

Les tentatives nazies pour imposer silence à l'opposition rencontrèrent la même résistance dans l'Eglise catholique. Au mépris des engagements stipulés dans le Concordat, la pression nazie sur les catholiques pour l'abandon de leur Eglise se poursuivit inlassablement pendant toute l'année 1935. Avec une sévérité croissante, il fut interdit de faire à la fois partie d'une association catholique et des Jeunesses hitlériennes ou du Front du travail allemand, ou de la Ligue des Maîtres nazis. Baldur von Schrirach, qui, en novembre 1934 avait déclaré que « la voie de Rosenberg était la voie de la jeunesse allemande », continua à dénoncer les organisations de jeunesse catholique comme séparatistes et animées de buts politiques.

« Conformément à notre décision commune et pour arriver à unir la jeunesse allemande, nous ne nous laisserons détourner par rien, ni par la puissance, ni par la religion. Nous connaissons nos ennemis, mes camarades, et même s'ils se camouflent... et quoi qu'ils puissent faire, nous amènerons à la victoire le drapeau de l'unité allemande, de la jeunesse socialiste

révolutionnaire d'Adolf Hitler. Ils prétendent servir la cause de l'instruction religieuse, en fait ce n'est pas Dieu qu'ils servent, mais leurs estomacs. Il n'est pas question de la religion, mais de leur situation. Ils veulent jouer auprès des jeunes, catholiques ou protestants, le rôle qu'ils jouèrent avec le Parti du Centre. Ils nous traitent d'athées, parce que nous ne tolérons pas ce jeu. Mais si le parti du Centre était si bien béni de Dieu, comme ils le clament éternellement, pourquoi le Tout-Puissant aurait-il permis sa disparition? Je vous jure que le Tout-Puissant « ne veut rien avoir à faire » avec ceux qui donnent comme les marxistes, un coup de poignard dans le dos au pays, qui conspirent avec les traîtres marxistes et les séparatistes pour amener un régime de terreur contre le national-socialisme... Dieu est toujours contre les ennemis de notre peuple, et fut toujours avec ceux qui reconnaissaient, comme nous aujourd'hui : l'Allemagne, notre éternelle Allemagne [11] ! »

Quelques jours plus tard, le 9 avril, Schrirach prononça des menaces plus précises contre les associations de jeunesse catholiques :

« Au cours des semaines qui viennent on saura si les catholiques auront le bon sens de renoncer d'eux-mêmes à leur système déloyal et mesquin ou s'il deviendra nécessaire d'user contre eux de la force... Et à moins que le diable ne soit contre nous, nous réussirons à les faire céder comme nous y avons obligé les cent et un autres clubs ou associations [12]. »

Ce discours et les discours similaires étaient évidemment destinés à dresser une barrière entre les dirigeants et les membres des associations de jeunesse catholiques. En Rhénanie, Schrirach proclama une « offensive de printemps », qui devait allier la propagande et la tactique terroriste pour forcer les associations catholiques à se dissoudre d'elles-mêmes.

Dans les écoles et les usines, les très jeunes catholiques furent contraints de se joindre « volontairement » aux jeunesses hitlériennes; dans les familles, les parents furent exhortés, par les membres du Parti, à faire leur « devoir », par le truchement de leurs enfants; et, à travers le pays tout entier, maîtres et professeurs, dans toutes les écoles, furent également contraints de s'appliquer à promouvoir l'idée et le recrutement des jeunesses hitlériennes.

« Le soutien et le recrutement des jeunesses hitlériennes font partie intégrante du travail et du devoir de tous les enseignants, dans toutes les écoles; et, par suite, toute activité en faveur d'une association de jeunesse confessionnelle, tant à l'intérieur de l'école qu'à l'extérieur de l'école, est strictement interdite. Il en est de même pour les membres du clergé admis à donner des leçons sur la religion [13]. »

Nombreux furent les bureaux d'embauche qui ne plaçaient, au sortir des écoles, que les membres des jeunesses hitlériennes. Par la presse, par les affiches, la « déloyauté » des associations de jeunesse catholiques furent attaquées. Cela sans préjudice de mesures beaucoup plus violentes. Les agressions restaient ignorées de la police et à Hessen, au Bureau central de la police, une grande affiche portait : « La Police soutient les Jeunesses Hitlériennes [14]. »

Et malgré tout, le nombre des adhérents des Associations de Jeunesse catholique continuait à grandir. En manière de contre-attaque, en juillet, Heydrich donna l'ordre à toute la police et à la *Gestapo* de Prusse, et plus tard de toute l'Allemagne, d'interdire aux Associations de Jeunesse catholique de se livrer à toute activité qui ne serait pas de nature purement religieuse. Les rencontres politiques et même sportives furent défendues, comme le furent les revues, les marches, les camps ainsi que leurs compléments

musique, drapeaux et bannières. Porter un uniforme spécial ou un simple insigne était également interdit [15]. Dans le Würtemberg, toutes les associations de jeunes gens catholiques furent dissoutes par la force et leurs propriétés confisquées. A Baden, la *Deutsche Jugenkraft*, la grande association de gymnastes catholiques, fut interdite et dissoute. Et le 15 août, le ministère de l'Instruction publique défendit à tous les maîtres d'enseignement religieux des collèges d'assumer une quelconque responsabilité pastorale parmi les groupes religieux de jeunes [16].

Une campagne du même ordre fut entreprise et intensifiée contre les membres de toutes les associations catholiques. Ils furent accusés de donner asile à la fois à des réactionnaires politiques et à des communistes athées, qui considéraient leurs associations comme des instruments de conspiration contre l'Etat nazi. En avril, le Dr. Ley déclara ouvertement que l'interdiction d'être membre de deux associations différentes était dirigée contre les catholiques afin de les éliminer totalement [17]. Le Front allemand du travail, disait-il, était, conformément au décret d'Hitler, la seule association capable de répondre aux besoins de tous les Allemands; les associations de travailleurs catholiques n'avaient donc plus aucune raison d'être. Les protestations des évêques contre cette violation flagrante du Concordat et leur assurance donnée aux dirigeants nazis de soutenir leur campagne contre le communisme restèrent lettre morte.

Au début de 1935, une nouvelle tactique fut instaurée pour développer l'anticléricalisme. Une campagne de viles calomnies contre les prêtres et les ordres religieux fut lancée. On les accusait, les religieuses en particulier, de violer les lois compliquées des changes, défendant de faire sortir du pays les fonds allemands, même s'il s'agissait d'un paiement

de dettes anciennes ou de faire vivre des missionnaires à l'étranger. Des ordres religieux furent traduits en justice et soumis au désaveu public, grâce à une honteuse campagne publicitaire, tandis que des accusations sans fondement prétendaient que les capitaux juifs étaient expédiés, par leur intermédiaire, en dehors du territoire. Tandis qu'une peine de prison devait être prononcée au criminel, dès qu'un prêtre ou un moine avait pu être impliqué dans une irrégularité financière, les véritables contrevenants, en dehors de toute association ou groupement religieux, étaient seulement passibles d'une amende [18]. Les discours des évêques concernant la défense et la condamnation des efforts tentés pour échapper aux lois du pays ne furent jamais publiés dans la presse nazie. Les accusations de contrebande monétaire furent au contraire montées en épingle et grossies comme étant la preuve irréfutable de l'hostilité de l'Eglise catholique. Pour corser l'aventure, les jeunesses hitlériennes s'emparèrent d'une chanson paillarde qu'ils reprenaient en chœur à toute occasion, en dépit des protestations des nazis les plus modérés.

Chant de la Vie Religieuse

Ah! que la vie du couvent est gaillarde!
Dès maintenant au lieu de la prière
Frauder l'argent est une belle affaire;
Sport plein d'astuce et qui rapporte bien.

Très vite ils ont récité un Pater
Prêtres et moines et pieuses nonnettes,
Plus vite encore, ils se ruent pleins de zèle,
Et vont en fraude faire commerce d'argent.

Chargés de l'or sonnant et trébuchant
Un peu partout la nonne va glissant,
Et nul ne pourrait soupçonner ce visage,
Tant est modeste et pieuse sa face!

En douce, au moine, elle glisse un paquet,
Met dans sa main le fruit de son butin;
Alors il quitte tout hardi et joyeux
La terre allemande, la patrie de ses pères.

Un jour enfin toute l'affaire s'écroule,
Un jour enfin le gang est démasqué,
Et la nouvelle d'un scandale si rare,
De près, de loin, partout est claironnée.

Prêtres et nonnes ainsi que de bons moines,
Oh! sombre horreur, furent emprisonnés!
Pour leur travail et pour leur contrebande,
Ils ont trouvé le repos mérité.

Tout bas la nonne va murmurer au prêtre :
Glorieuse était la tâche et magnifique
De soutenir notre très grand Saint-Père,
En trafiquant l'argent de ce pays [19]!

La virulence et la goujaterie de ces attaques n'obtinrent pas les résultats désirés. Les fidèles refusèrent d'abandonner leur clergé et se rallièrent à leurs défenseurs [20]. En fait, les diffamations nazies furent tellement odieuses que parmi les premiers partisans d'une Allemagne nouvelle, nombreux furent ceux qui rejetèrent ce gouvernement autoritaire décidé à détruire l'ordre établi. L'évêque de Münster, le comte Galen, par exemple, qui avait témoigné peu de sympathie à la république de Weimar, et qui, en 1934,

avait pressé le pays de coopérer avec le nouveau gouvernement qui avait fait sortir l'Allemagne du chaos, révisa son jugement. En fin mai 1935, il écrivit ou gouverneur de Westphalie en protestant contre le meeting prévu dans la ville de son siège épiscopal, où Rosenberg devait prendre la parole. « La population atterrée de Westphalie ne peut voir dans la présence de Rosenberg qu'une provocation directe, uniquement destinée à répandre le mépris sur ses convictions religieuses les plus saintes, celles auxquelles elle est le plus attachée [21]. »

On pouvait s'attendre à la réponse que firent les nazis à l'évêque. Le 7 juillet un rassemblement monstre fut tenu sur la place principale de Münster, face au palais épiscopal, et Galen dénoncé comme un affreux réactionnaire, chef de ces catholiques politiciens qui se refusaient à comprendre que les temps avaient changé. Frick saisit l'occasion de faire le discours dont nous avons déjà parlé et dans lequel il demandait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et Rosenberg, sous le titre « De la Liberté spirituelle en Allemagne » attaqua tout ce qui était catholique. D'après lui, le nazisme avait fait davantage pour le christianisme, à lui seul, que tous les autres partis politiques pris ensemble, en détruisant la menace bolchevique. Le nazisme était-il intolérant? Non, puisqu'un évêque pouvait écrire sur lui d'aussi déplaisantes critiques sans être, pour autant, incarcéré [22].

Des démonstrations du même ordre furent organisées par les Jeunesses Hitlériennes et les S.A. contre l'évêque de Trêves et l'archevêque de Paderborn, en manière de complément à la politique exprimée par le grand chef S.A. Lutze qui avait proclamé : « Nous attaquerons tous ceux qui nous provoquent, et nous écraserons tous ceux qui prétendent lutter contre

nous ! » Malgré tout, les catholiques refusaient de se laisser ébranler. L'interdiction opposée par la *Gestapo* à la diffusion des lettres pastorales ne laissait aucun doute dans l'esprit du clergé et des fidèles : l'existence de l'Eglise elle-même était en danger. De plus en plus les fidèles se reconnaissaient comme des compagnons d'armes assurant la défense de l'Eglise, sous la conduite des prêtres, et comme le montrent les rapports de la *Gestapo* de 1935 de Aachen, les cercles religieux, qui avaient d'abord adopté une attitude passive, assumaient dès lors un rôle beaucoup plus actif [23]. La résistance fut si forte et si défavorable l'impression créée, tant à l'étranger qu'en Allemagne, par les attaques nazies contre l'Eglise que, pour finir, Hitler dut intervenir.

III. *Le Ministère des Cultes, son Personnel, sa fonction.*

Peu après la démonstration de Münster, Hitler, au cours d'une inspection près de Brunswick, discuta avec un de ses partisans, Hanns Kerrl, du développement défavorable que prenait la situation de l'Eglise. Pour Hitler, l'espoir d'une formation spontanée de l'Eglise évangélique au sein de l'Eglise d'Etat nazie, sous la direction d'un homme comme Müller, s'était évanoui. Les affaires de l'Eglise évangélique étaient, d'après Frick, dans un tel état de confusion, tant légalement qu'administrativement, qu'elle était marquée par une désunion grandissante. L'ordre public était compromis et la communauté tout entière était divisée. A l'étranger de sévères critiques se faisaient entendre [24]. Les plans de Rosenberg fondés sur la propagande, ceux de Himmler décidé à obtenir la

subordination absolue des Eglises, aussi bien catholique que protestante, aboutissaient seulement à de nouvelles difficultés. Le temps était peut-être venu d'un changement complet de politique et de nouvelles méthodes de contrôle. Les idées contenues dans le mémorandum de Stuckart parurent alors plus sympathiques qu'elles ne l'avaient été et plus dignes de considération. Kerrl, toujours anxieux de se faire bien voir, offrit de mener à bien les dispositions du mémorandum, si bien que le 16 juillet 1935, il était annoncé que le ministre Kerrl avait été autorisé à établir une nouveau service dans le gouvernement du Reich pour traiter les affaires des Eglises.

Comme Mgr D.C. Watt l'a noté [25], le secret de la puissance dans l'Allemagne nazie était de proposer au bon moment des suggestions en accord avec les idées d'Hitler. Mais les idées d'Hitler changeaient rapidement. Elles consistaient en quelques « convictions bien assises entourées d'une large pénombre d'idées empruntées à son entourage, en suggestions formulées par ceux qui visaient un poste élevé dans son gouvernement, complétées par ses propres réactions dues aux circonstances du moment, aux actes et aux déclarations des hommes d'Etat à travers le monde et de la presse étrangère. »

S'étant assuré l'attention d'Hitler, chacun des hauts fonctionnaires cherchait d'abord à...

« Obtenir une autorisation d'ordre général, une *Führerbefehl,* grâce à laquelle il pouvait fonder un bureau personnel, obtenir un titre et des crédits; puis, ce qui était le plus difficile, il lui fallait manifester assez d'initiative pour mériter de conserver ces premières victoires, et même les compléter, contre les revendications... rivales. L'Allemagne nazie était le seul Etat où la guerre du *diadochi* pouvait se faire ouvertement du vivant de son empereur [26]. »

Hanns Kerrl, qui pendant six ans devait jouer un rôle important dans la persécution nazie des Eglises, était un homme de décision, mais de vues limitées. Né en 1887, fils d'un instituteur de Fallersleben, il aurait voulu devenir magistrat, mais ne possédant aucun diplôme universitaire, il dut se contenter d'un poste d'agent comptable au palais de justice de Prusse [26 b''']. Il s'inscrivit au parti nazi dès le début et, en 1928, fut élu député de Prusse. En 1933, il fut nommé ministre de la Justice pour la Prusse, où il organisa légalement le système de purge destiné à éliminer les Juifs des postes qu'ils occupaient dans les tribunaux. Malheureusement pour lui, la fusion en 1934 des ministères de provinces et des ministères du Reich amena son exclusion en faveur de Gürtner, ministre du Reich; ce fut un coup pour son amour-propre que ne réussit pas à apaiser le titre honorifique de Ministre sans portefeuille et la mission de dresser un plan d'action pour la ville et la campagne. Si Kerrl se proposa comme agent d'Hitler pour s'occuper des Eglises, c'est qu'il récupérait ainsi son autorité en l'exerçant sur une portion de la vie allemande que personne encore n'avait dominée. En quelques jours, il s'était « reconféré » à lui-même le titre ronflant de Ministre Prussien du Reich pour les Affaires Ecclésiastiques, et il avait commencé à recruter son personnel.

Une définition claire de ce que devrait représenter ce ministère n'a jamais été donnée. Tel que le concevait Kerrl, ce devait être un instrument de contrôle des différentes sectes de l'Eglise évangélique, contrôle aussi de l'Eglise catholique, pour s'assurer qu'elle remplissait ses obligations vis-à-vis de l'Etat nazi. Son objectif était de mettre fin aux querelles surgies dans les rangs du clergé évangélique, de régulariser sa situation légale et administrative. En aucune cir-

constance, Kerrl ne voulait se laisser entraîner dans les discussions théologiques, pas plus qu'il ne voulait interférer en matière de doctrine. Il ne voulait qu'être un intermédiaire pour réconcilier les uns et les autres, étant donné la situation créée par la révolution nazie qui avait apporté des transformations fondamentales dans les relations des sectes différentes de l'Eglise évangélique. Puisque celle-ci avait montré son incapacité à déterminer quels étaient ses propres ennemis intérieurs, il devenait urgent de s'opposer à un mauvais usage du christianisme, l'empêcher de devenir une sorte de couverture sous laquelle pouvait être ourdie l'hostilité envers l'Etat nazi. Les pasteurs devaient se rendre compte de leur devoir, devant l'histoire, de rester coude à coude avec le peuple derrière l'Etat nazi.

« Ce n'est ni l'Etat, ni le Parti, mais le Destin lui-même qui frappe actuellement à la porte de l'Eglise évangélique. Elle se trouve aujourd'hui placée devant une grave décision, comme y est placé le peuple tout entier; elle doit compter avec l'âge nouveau qui doit, à son tour, donner naissance à des hommes nouveaux. L'Eglise doit marcher avec ces hommes, puisque son champ d'opérations est le peuple allemand lui-même. La masse du peuple s'avance aujourd'hui avec le Führer. A l'Eglise de décider si elle veut aussi marcher, ou si elle tient à rester en arrière [27]. »

D'après ses déclarations, Kerrl ne voulait pas établir une Eglise d'Etat; mais seulement débarrasser les synodes de l'Eglise évangélique de la politique et des factions; en se chargeant des fonctions administratives, il ne tendait qu'à la coordination avec les principes et les actes de l'Etat nazi. Il faut reconnaître la sincérité avec laquelle Kerrl essaya de prendre en considération les arguments en présence et de trouver une solution équitable. Mais il fut bientôt

évident qu'il se servait de toutes les armes dont il disposait pour « encourager » la coopération des pasteurs, pour aviver en eux le sens de la communauté allemande, celui de leur devoir « envers la race ». Lui-même croyait fermement au « christianisme positif » du programme nazi et soutenait que l'idéologie nazie pouvait fort bien s'accommoder du christianisme allemand. Il avait emprunté la plupart de ses idées aux ouvrages de Houston Stewart Chamberlain, raciste connu, et saisissait toujours l'occasion de citer une pensée tirée du *Fondement du dix-neuvième Siècle,* dans lequel Chamberlain démontrait qu'une nation forte avait besoin d'une idéologie raciste puissante. Une telle idéologie, croyait-il, viendrait à bout des divisions causées par la réforme, et réaliserait l'unité, puisque idéologie et religion coïncideraient.

Ainsi les idées de Kerrl étaient, dès le principe, en sympathie avec celles de Müller et des « Chrétiens Allemands », bien qu'il fût d'avis, comme les autres chefs du Parti, que Müller avait failli à sa tâche, en permettant aux fanatiques qu'étaient les « Chrétiens Allemands » d'arracher à leur obscurantisme les fidèles de l'Eglise confessionnelle. Etant donné sa position dans le gouvernement, il était décidé à utiliser toutes les ressources qu'elle représentait pour réaliser une Eglise unie, dévouée au service de l'Etat. Le mal causé par la politique de l'Eglise libérale du passé devait être réparé pour que l'Eglise puisse reconnaître la profondeur et l'étendue de la révolution totale due aux idées et aux actes du Führer [28]. En ce qui concernait les catholiques, il fallait également les amener à comprendre que leur premier loyalisme s'adressait d'abord à l'Allemagne, pas à Rome.

La nomination de Kerrl ne fut pas accueillie sans réticences par les stratèges idéologiques du Parti. Le gouvernement y était impliqué, non le Parti. Tandis

que Kerrl essayait de bâtir son « empire » et d'étendre son autorité sur toutes les formes de l'activité religieuse, ses décisions furent de plus en plus discutées par ses rivaux du Parti. Jamais ils n'acceptèrent son identification d'un « christianisme positif » avec l'idéologie nazie. Ils ne cessèrent de lui disputer le contrôle de la vie religieuse et de violentes querelles s'élevèrent quant aux mesures à prendre dans l'avenir. Kerrl fut peu à peu dessaisi de son autorité, et ses soi-disant collègues, ceux du Parti comme ceux de l'Etat, finirent par agir à l'encontre de ce qu'il projetait. Jamais il ne réussit à constituer à l'intérieur du Parti un groupe assez puissant pour travailler avec succès contre ses rivaux les plus acharnés; il ne réussit pas davantage à s'assurer le moyen de communiquer avec les masses, moyen que détenaient de plus en plus jalousement les associés anticléricaux du Dr. Goebbels. D'une part, catholiques et protestants considéraient sa présence comme un effort parmi tant d'autres pour imposer à l'Eglise tout entière une politique essentiellement nazie — et pour l'Eglise confessionnelle en particulier ses décisions n'étaient pas plus acceptables que celles de Müller —. D'autre part, Rosenberg, Schirach, Bormann et Himmler étaient également décidés à poursuivre leurs campagnes respectives contre les ennemis du nazisme que comptaient les Eglises, en vue de les détruire complètement. Personnage inconstant et irascible, Kerrl n'avait pas en politique le poids de ses rivaux. Lorsque, sur l'insistance de Bormann, membre du Bureau Central du Parti à Munich, Hermann Muhs, partisan sûr du Parti fut nommé *Staatssekretär* du nouveau ministère, pour tenir en échec les sorties fantasques de Kerrl, ce dernier ne put en aucune manière s'y opposer.

Muhs était un nazi opportuniste. Né en 1894 dans

le nord de l'Allemagne, il s'était rallié au Parti en 1929 et avait été un promoteur actif du nazisme à Göttingen et en Saxe. En 1932, il fut nommé *Gauleiter* de la région du sud du Hanovre et de Brunswick. L'année suivante il fut nommé gouverneur dans la même région, *Regierungspräsident;* son extrémisme le rendit très impopulaire. Tenu pour appartenir à la gauche des « Chrétiens Allemands », il obtint un siège au synode de l'Eglise de Hanovre, en dépit des protestations de l'évêque de Hanovre Marahrens. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions que, dès le début, il ait été suspect à l'Eglise confessionnelle, suspicion qui s'étendit bientôt parmi les pasteurs. Les méthodes dont il usa pour intensifier la lutte dans l'Eglise lui valut de perdre la confiance de l'Eglise et d'être repoussé par elle.

Pour commencer, Muhs avait cru servir sa carrière en s'assurant par des soins incessants le soutien de Goebbels et de Rosenberg. En 1937 pourtant, lorsqu'il dut travailler avec Kerrl, un des principaux rivaux de Rosenberg, il se mit à jouer seul en développant la *Gleichschaltung* des Eglises évangéliques au sein de l'Etat nazi. Ce faisant, il reprit les méthodes discréditées de Müller complétées et renforcées par la *Gestapo* d'Etat. Bien qu'il eût été nommé pour exercer une influence modératrice sur Kerrl, il suscita de telles résistances dans l'Eglise que Kerrl fut contraint de limiter le nombre de ses confrontations publiques. Après la mort de Kerrl seulement en 1941, Muhs reprit la direction du ministère des Cultes. Dès lors il se montra un instrument docile dans les mains de Bormann et s'avéra un des persécuteurs les plus implacables de l'Eglise.

Autre membre du Ministère des Cultes, Hermann von Detten, collaborateur de von Papen. Il avait d'abord été attaché au service nazi de la Paix Cultu-

relle, service chargé de renseigner les organismes nazis sur ce qui se passait dans l'Eglise, et dissous en novembre 1935, lorsque ses activités furent transférées au ministère des Cultes. Von Detten avait sous ses ordres le Dr. Roth, ancien prêtre catholique du diocèse de Munich qui, malgré l'opposition du Cardinal Faulhaber, avait accepté un poste au ministère; et le provôt Ernst Biberstein, pasteur nazi très actif du Schleswig-Holstein, qui prit place plus tard à la *Gestapo,* et devint en Russie le chef d'un groupe d'exterminateurs; il fut condamné à mort en 1947 par le tribunal de Nuremberg.

L'établissement du ministère des Cultes par Hitler était dû à une position curieusement paradoxale. Du temps où les acharnés du Parti travaillaient à séparer l'Eglise de l'Etat, en vue d'interdire à l'Eglise toute participation à la vie de l'Etat, la création du ministère mit en route la collaboration quotidienne des organismes officiels du gouvernement avec l'Eglise évangélique et le maintien des relations de travail avec l'Eglise catholique. Tandis que le Parti adoptait une politique d'élimination, Kerrl et Muhs étaient désignés pour réunir les éléments disparates de l'Eglise évangélique, projet que devait plus tard soutenir Hitler, lorsqu'il ordonna de nouvelles élections dans l'Eglise afin de s'assurer un synode favorable. Au rassemblement de Nuremberg de 1935, Hitler déclara catégoriquement que les nazis n'interviendraient jamais contre le christianisme, protestant ou catholique. Cependant le harcèlement constant de la *Gestapo* contre le clergé, contre les associations et contre la presse religieuses se faisait plus profond et plus inquiétant que la défense faite par l'Etat d'intervenir en politique. Ni le Parti, ni l'Etat, bien sûr, ne pouvaient admettre que l'Eglise, quelle qu'elle soit, jouisse de la moindre liberté pour la direction de ses

affaires. Mais alors que Kerrl et son ministère essayaient d'établir de bonnes relations entre l'Eglise et l'Etat, le Parti s'employait à les saper à la base. Ils se cachaient leurs efforts les uns aux autres. On peut supposer que dans ce cas, comme dans tous les autres, Hitler encouragerait l'hostilité et la rivalité de ses subordonnés, dans l'espoir de mieux parvenir à ses fins.

Au cours de cette sinistre aventure, et pour écarter les Eglises de la vie politique, l'Etat nazi ne poursuivit que sur un seul point une politique séparée. Il fallait justifier les interdictions et même les persécutions. Parmi les membres des Eglises, beaucoup étaient persuadés que certaines restrictions n'étaient pas absolument hors de propos. La plupart des pasteurs refusaient à l'Eglise confessionnelle le droit de s'emparer de l'autorité. A l'exemple des nazis, un grand nombre considéraient que l'opposition entre les Eglises tenait à des raisons politiques. Parmi les protestants, les piétistes surtout imaginaient que l'Eglise catholique nourrissait des visées politiques, en vue de fortifier sa propre position. Pour d'autres, les terribles limitations imposées aux activités de l'Eglise par le Parti ne devaient pas être considérées comme une défaite, mais plutôt comme une libération, face à la dangereuse extension que prenait l'influence ecclésiastique dans le domaine politique. Ces limitations, soutenaient-ils, allaient permettre de fortifier à nouveau la vie de l'Eglise proprement évangélique et pastorale. Ainsi Kerrl, en déclarant vouloir réaliser l'union de l'Eglise évangélique, dont le premier devoir était de servir un peuple uni et une nation unie, s'était assuré de nombreux partisans. Une forte proportion de protestants prenait volontiers pour argent comptant les promesses d'Hitler au rassemblement de Nuremberg de 1935, suivant lesquelles le

Parti ne voulait aucun mal au christianisme. Pour eux, Hitler avait décidé de s'opposer aux conceptions révolutionnaires de ses partisans les plus à gauche en matière de religion, comme il avait sacrifié Röhm à l'armée régulière. Tout cela, pensaient-ils, était le processus normal pour le leader d'un mouvement politique extrémiste, amené à devenir l'homme d'Etat numéro Un de l'Allemagne [30].

IV. *Le Ministère des Cultes en Exercice.*

Conformément à cette nouvelle disposition de la politique nazie envers les Eglises, Kerrl, au début de septembre 1935, accorda l'amnistie générale à tous les pasteurs condamnés ou retenus par la police, pour s'être opposés précédemment aux instructions données à l'Eglise; à la fin du mois, il faisait passer une « Loi pour la Sécurité de l'Eglise évangélique allemande », qui rendait l'autonomie aux Eglises provinciales comme l'avait spécifié la constitution de 1933 et que les mesures extrêmes de Müller et de Jäger avaient violée [31]. Quelques jours après, le 3 octobre, il désignait une série de Commissions d'Eglise, aussi bien nationales que locales, pour rétablir une manière d'ordre, après les mesures arbitraires de l'évêque du Reich et des « Chrétiens Allemands », dans les relations extérieures et l'administration des Eglises évangéliques [32]. En raison de la situation confuse créée par l'abondance des décrets de Müller, les Commissions furent bien accueillies par les pasteurs. Ils espéraient qu'au moins elles établiraient un responsable de leurs charges et de leurs émoluments. Dans l'Eglise confessionnelle, bien des

membres étaient désireux de faire un nouveau départ, malgré ce passage inquiétant dans la déclaration de la Nouvelle Commission Nationale :

« Nous saluons l'évolution populaire Nationale-Socialiste (Volkwerdung) fondée sur la Race, le Sang et le Sol [33]. »

Le Surintendant Général Zöllner que tout le monde vénérait et qui comptait beaucoup de sympathies dans les rangs de l'Eglise confessionnelle, accepta la présidence de cette Commission Nationale. Sa nomination, décidée par le nouveau ministère, impliquait le déplacement de l'évêque du Reich Müller et beaucoup espéraient qu'elle impliquerait également la fin des mesures extrémistes des « Chrétiens Allemands ». Müller, qui ne pouvait plus que se joindre à l'aile la plus avancée de ses anciens partisans, et à qui la *Gestapo* défendait les prédications publiques, se trouva relégué dans une sorte de pénombre ecclésiastique; il écrivit pour s'en plaindre, en avril 1940, à Lammers qui était à la tête de la Chancellerie d'Hitler, et demanda si le poste d'évêque du Reich avait été supprimé [34].

Pour quelques pasteurs pourtant, qui souhaitaient, comme Niemöller, maintenir l'autonomie de l'Eglise, l'établissement d'un nouveau service pour régler les affaires de l'Eglise par décision de l'Etat nazi était alarmant. En fin juillet 1935, Niemöller envoya une lettre circulaire à ses partisans de l'Eglise confessionnelle en déclarant que les récentes dispositions dont l'organisation de l'Eglise avait été l'objet ne concordaient pas avec les principes établis à Barmen.

« Nous risquons de perdre la grâce divine en raison de notre propre déloyauté. Aussi devons-nous demander à nos frères de s'interroger pour voir s'ils sont prêts pour la lutte qui vient... Ces derniers mois nous attendions le succès décisif de l'administration

de notre Eglise et la reconnaissance officielle par l'Etat de l'Eglise confessionnelle. Mais nous n'avons essuyé que déception sur déception. Beaucoup d'entre nous sont donc fatigués et découragés. Mais reconnaissons que c'était un manque de foi de notre part de mettre notre confiance dans les hommes plutôt qu'en Dieu [35]. »

Une lettre de l'évêque Marahrens protestant contre l'instauration du nouveau ministère fut considérée par Kerrl comme étant une rare imprudence, et il la rejeta sévèrement [36]. Un mois plus tard, une longue entrevue avec Kerrl ne réussit pas à dissiper le malaise ressenti par les dirigeants de l'Eglise confessionnelle. Mais la bienveillance apparente de Kerrl, en dépit de son peu de compétence en théologie, suffit à persuader ses auditeurs que l'Eglise confessionnelle était trop exigeante. Comme ils se voulaient loyaux citoyens de la nouvelle Allemagne, bien des pasteurs de l'Eglise évangélique étaient disposés à croire qu'une ère nouvelle dans la politique de l'Eglise avait été inaugurée par Hitler et que poursuivre la résistance serait encourager les ennemis de l'Allemagne à l'étranger en affaiblissant l'unité intérieure du pays [37].

Ces divergences d'opinion se firent jour au meeting de Steglitz du Synode prussien de l'Eglise confessionnelle, qui se tint en fin septembre. Un représentant du ministère de Kerrl, le Dr. Stahn s'adressa aux délégués. Les ayant adjurés de suivre le conseil donné dans les Evangiles Apocryphes : « Mes chers enfants, apprenez à tenir vos langues; car ainsi vous n'insulterez personne », Stahn déclara que, tout en déplorant l'existence de cette conférence, Kerrl espérait qu'il en résulterait plus de confiance mutuelle. Si cette attente devait être déçue, les délégués n'auraient qu'à se préparer aux conséquences désagréables qui

s'ensuivraient [38]. Prise dans un conflit de loyalismes, l'Eglise confessionnelle céda. Devant la détermination de Kerrl de mettre de l'ordre et de l'unité dans l'administration de l'Eglise, détermination qu'il devait réaffirmer au Conseil des Frères Prussiens de l'Eglise confessionnelle en fin novembre, plusieurs prélats, parmi lesquels les évêques de Hanovre, de Bavière et de Würtemberg, se sentirent dans l'obligation de se séparer de l'intransigeance de Niemöller. Celui-ci et ses partisans maintinrent leur position et se refusèrent à être aux ordres d'un pouvoir profane; ils ne tenaient leur mission que de Dieu et il était impossible de faire le départ entre l'administration et la doctrine. En janvier 1936 l'Eglise confessionnelle publia un nouveau pamphlet intitulé *l'Eglise d'Etat est Ici!* Ecrit par l'ancien Surintendant Dibelius, sous la signature de Niemöller, il attaquait amèrement les efforts du ministre pour renforcer la soumission de l'Eglise et le rôle qu'y avait joué la *Gestapo*. Ce n'était là, était-il stipulé, qu'une autre méthode pour imposer la conception des « Chrétiens Allemands » à l'Eglise évangélique.

Ce conflit fut l'objet d'une longue discussion au synode national de l'Eglise confessionnelle tenu à Bad Oeynhausen en Westphalie du 17 au 22 février 1936. Les adversaires ne purent arriver à aucun accord. Les chefs de l'Eglise de Hanovre, de Bavière et de Würtemberg croyaient encore pouvoir conduire leurs affaires, conformément à l'enseignement de l'Evangile et se montrèrent prêts à coopérer avec Kerrl et sa Commission nationale. En face d'eux, fut établie une seconde Administration provisoire nationale de l'Eglise confessionnelle qui se refusa à approuver toute mesure tendant à lui faire dénier son titre de véritable Eglise évangélique. Les différences théologiques étaient sans conteste grossies par

l'animosité personnelle. Mais la désunion dans les rangs de l'Eglise confessionnelle fut, pour les nazis, une raison d'accuser Niemöller et ses partisans d'obéir seulement à un obscurantisme politique. Elle empêcha en même temps l'Eglise évangélique de voir au-delà de ses difficultés d'organisation immédiates, et de constituer un front uni contre les impostures nazies totalitaires avec intrusion progressive d'une police d'Etat.

Kerrl était naturellement très mécontent de toutes ces controverses, qui compromettaient le succès de son ministère : si elle n'était pas unie, l'Eglise évangélique ne pouvait pas être un soutien pour l'Etat nazi. Si les arguments ne suffisaient pas, il lui fallait donc persuader les pasteurs en ayant recours à d'autres méthodes. Le 2 décembre 1935, il défendit à l'Eglise confessionnelle d'exercer une quelconque autorité là où des Commissions d'Eglise avaient été déjà établies [39]. En même temps, il adressa des circulaires à tous les services locaux du gouvernement et à toutes les branches de la *Gestapo*, stipulant que rien ne pourrait compromettre ses efforts et qu'aucune mesure (arrestations, expulsions, prohibitions ou confiscations prononcées contre les membres des Eglises) ne pourrait être prise sans son autorisation expresse [40]. Cet ordre paraissait destiné à restreindre les activités des éléments trop excités des nazis, en Bavière surtout où une persécution constante du clergé était source d'inquiétude. Kerrl ne pouvait pas davantage considérer d'un œil impavide les attaques incessantes des Eglises par le Mouvement de la Foi, par les chefs de la jeunesse hitlérienne et par les éléments nettement anticléricaux du Parti. Kerrl tenait, comme il le dit aux étudiants de l'université de Berlin, que les vrais nazis devaient être religieux, sinon ils ne saisiraient pas, dans toute

son ampleur, le national-socialisme. Il ne fallait pas attaquer le christianisme, mais l'amener à compléter les réalisations chrétiennes du national socialisme.

Opposé d'un côté aux forces antichrétiennes associées de Rosenberg, Schirach, Bormann et Himmler, de l'autre aux solides défenseurs de l'Eglise confessionnelle, le ministère de Kerrl était sans cesse entre deux feux. Tandis qu'il ne parvenait pas à convaincre les membres du Parti du bien fondé de sa politique, l'étendue et la gravité des mesures prises contre les Eglises par les différents organismes du Parti, lui retiraient toute possibilité d'heureuse collaboration soit avec les sectes de l'Eglise évangélique, soit avec l'Eglise catholique. Ses efforts pour trouver une nouvelle base d'entente furent combattus et ses motifs suspectés. Ignorant peut-être l'importance des luttes intestines dans le parti nazi, les pasteurs supposèrent, assez naturellement, que Kerrl était à l'origine des activités locales des organismes nazis, tourmenteurs des Eglises, ou que, du moins il les soutenait. Le refus nazi d'abandonner les prétentions totalitaires et le contrôle de tous les aspects de la vie allemande allait de pair avec le refus des Eglises d'être reléguées vers un piétisme sans intérêt, ou réduites à applaudir les réalisations nazies. En de telles conditions, une collaboration de l'Eglise et de l'Etat était impossible, et le ministère des cultes n'avait aucun avenir. Kerrl dut peu à peu abandonner ses projets ambitieux et fut amené, pour finir, à terroriser ses adversaires par l'aggravation des peines, tout en se gardant de la jalousie de ses soi-disant collègues, anxieux de lui voler sa place. Le passage de Kerrl au ministère des cultes démontre péremptoirement l'empirisme, l'indécision et le manque de compréhension du début de la politique nazie vis-à-vis des Eglises.

CHAPITRE VI

« CHRISTIANISME POSITIF » OU CULTE NAZI : CONFLIT IDÉOLOGIQUE

« Le grand miracle de Dieu fait homme, pierre d'achoppement pour les Juifs et sottise pour les Grecs, a trouvé sa véritable signification dans l'âme germanique. »

August WINNIG.

L'idéologie nazie ne fut jamais complètement et systématiquement exprimée. Les écrits d'Alfred Rosenberg, porte-parole du mouvement, étaient confus et incohérents. Les chefs nazis eux-mêmes ne furent jamais tout à fait convaincus de leur validité. Leur prétention à exprimer un nouveau paganisme ne se réduisait pourtant pas à être une conception personnelle ou celle de quelques vagues représentants du nazisme. La conviction d'être à l'avant-garde

d'une nouvelle force idéologique de la culture européenne était partie intégrante du système de pensée nazi. Un des caractères les plus frappants de ce nouveau paganisme est l'exaltation de la personnalité d'Hitler, l'extension de la « religion du sang » et les efforts pour fournir des équivalents païens aux cérémonies chrétiennes « démodées ».

La discrétion tactique avec laquelle Hitler s'était opposé à la publication de ces vues, pendant les années de lutte pour la prise du pouvoir, fut de moins en moins de rigueur. Bien que quelques dirigeants nazis crussent nécessaire d'abord de briser la solide emprise des vieilles traditions de la vie allemande, y compris celles des Eglises chrétiennes, d'autres cherchèrent à tirer avantage du nouvel optimisme et de la nouvelle conscience du but poursuivi, devenue claire pour le peuple allemand en 1936. Le moment était venu, pensaient les dirigeants nazis, de grouper les efforts pour inculquer au peuple l'idéologie nazie, et lui faire abandonner les croyances d'un passé révolu et discrédité. Ainsi, en 1936 et en 1937, avant que les efforts des Allemands n'eussent été épaulés par les ambitions militaires d'Hitler, la campagne contre les Eglises atteignit son maximum. Il semble à propos d'étudier quelques-uns des traits les plus saillants de cette campagne pour comprendre les ambitions nazies dans cette sphère « de propagande et d'endoctrinement public ».

I. *La Pseudo Religion Nazie.*

Parmi toutes les méthodes destinées, sur une grande échelle, à canaliser l'enthousiasme populaire, les plus

spectaculaires furent les meetings annuels du parti nazi à Nuremberg. Tous les artifices de la mise en scène furent utilisés pour célébrer comme un triomphe évident la manière de vivre nazie. Plus d'un million de gens s'y rendirent chaque année, soit comme participants, soit comme spectateurs. Les visiteurs étrangers reçurent des invitations spéciales. Le corps diplomatique tout entier y était convié. Les représentants de la presse étrangère et du cinéma eurent toutes facilités pour envoyer des rapports complets sur le spectacle grandiose et l'admiration fervente qu'inspiraient le nouveau patriotisme et la nouvelle idéologie. L'enthousiasme populaire pour les revues et les défilés aux flambeaux et l'émotion presque insoutenable de ces cérémonies étaient impressionnants.

Ces meetings, en outre, ne devaient pas se borner à être des spectacles très colorés ou à manifester l'efficacité de l'organisation nazie. Ils étaient utilisés par chaque branche de l'organisation nazie pour démontrer sa loyauté envers le Führer à l'aide d'une série de cérémonies pseudo-religieuses au cours desquelles Hitler recevait les témoignages de dévotion exaltée de ses partisans [1].

Comme le nota Hans Frank, qui devait plus tard devenir Gouverneur général de Pologne :

« La personnalité d'Hitler dominait entièrement toutes ces manifestations, défilés, meetings, réunions, cérémonies; tout était conduit par lui, tout lui était consacré et dans ce cadre se situaient ses grands discours. C'était son monde, celui dans lequel il se mouvait, il existait et dans lequel tout était tourné vers lui. Ces masses hurlaient et se réjouissaient autour de lui personnellement. C'étaient ses idées à lui qu'elles proclamaient, annonçaient, célébraient. C'étaient ses organisations qui s'avançaient et para-

daient pour lui. Ses bannières, ses insignes qui l'honoraient et qu'il avait distribués, flottaient pour son unique gloire. De plus en plus, les rassemblements du Parti devinrent la cérémonie annuelle qui exaltait le travail de sa vie, créé et soutenu par lui seul et qui marquait les assises nouvelles du peuple et de la race tout entière [2]. »

En fait le déploiement colossal des cérémonies de Nuremberg dépassait de beaucoup un simple hommage rendu au génie politique d'Hitler. Il ne signifiait rien moins que la déification du Führer.

« C'était Hitler qui était célébré à Nuremberg, non le National-Socialisme, ni le Parti; ils ne l'étaient qu'en tant que création d'Hitler. A Nuremberg, nul ne pensait en termes d'idéologie, de programme ou d'objectif politique. La foule fervente se consumait pour Hitler, le Sauveur, le Créateur, le Défenseur de la patrie Allemande. Tout ce qu'il disait était bel et bon; tout ce qu'il proclamait devait arriver; quoi qu'il fit, il ne pouvait mieux faire. Dans le cœur de tous, Hitler était le grand dispensateur descendu d'en Haut pour proclamer la bonne nouvelle de la délivrance de notre nation [3]. »

Le culte d'Hitler demandait la foi; pas un politicien de ce siècle n'a réussi, comme lui, tant à demander qu'à recevoir cet attachement, cette foi! En fait, le culte hitlérien devint une sorte d'*ersatz* de la religion avec accompagnement de transports frénétiques. Des millions d'Allemands — et pas seulement ceux qui s'étaient engagés dans les rangs des partisans d'Hitler — venaient s'incliner dévotement aux pieds de leur idole. Pour les uns, il était celui qui avait délivré leur pays d'un passé abominable, le « soldat inconnu » des tranchées de Flandre, ressuscité sous les traits du héros, de l'Homme d'Etat et de l'orateur. Pour les autres, il était le « Sauveur » futur, celui

qui conduirait miraculeusement l'Allemagne hors de la misère de la défaite militaire et financière jusqu'à la terre promise.

Dans l'atmosphère irréelle qui avait entouré le peuple allemand depuis 1918 et l'avait porté sur une vague grandissante de mysticisme et de mythologie, cette sorte de dévotion apocalyptique devint contagieuse et permit à un politicien fanatique et dépourvu de scrupules de se voir auréolé de lumière nordique, par des incantations à sa divinité supposée. Il est certain que vers 1936 de nombreux Allemands abandonnèrent leur longue tradition d'expérimentateurs sérieux et raisonnables et, de manière stupéfiante, furent prêts à embrasser cette nouvelle idolâtrie qui semblait accomplir des miracles politiques.

Il est probable que l'homme le plus intoxiqué par les cérémonies bouleversantes de Nuremberg fut Hitler lui-même. Ces rassemblements contribuèrent, sans aucun doute, à nourrir la mégalomanie et l'amour exagéré de soi qui le conduisit à déclarer, dès 1937, à un groupe de propagandistes, qu'après des combats intérieurs difficiles, il s'était enfin libéré des conceptions religieuses de son enfance. « Je me sens maintenant, déclara-t-il, aussi joyeux qu'un poulain folâtrant dans la prairie [4]. »

Il y eut deux raisons au succès d'Hitler. La première fut l'habile exploitation par les nazis de la tradition déjà puissante dans l'esprit allemand du *völkisch*. Comme l'a fait remarquer le Dr. G.L. Mosse :

« L'idéologie *völkisch* ne pouvait pas être considérée comme un phénomène transitoire; c'était une nouvelle religion dont les racines, comme celles de toutes les religions et de toutes les croyances, non seulement pénétrèrent dans le subconscient des hommes, mais s'y infiltrèrent plus profondément et devin-

rent un mode de vie entièrement nouveau... Hitler promit seulement de réaliser le concept de vie qui s'était implanté dans la majeure partie de la nation avant qu'il soit entré en scène [5]. »

Adolf Hitler, proclamaient les nazis, était la personnification de ce que les valeurs allemandes avaient de plus noble. Il incarnait ce qu'il y avait de meilleur dans le passé de l'Allemagne; il était le protecteur tutélaire de sa destinée. Les éléments raciaux et nationalistes de l'idéologie *völkisch* furent adroitement camouflés au milieu des intentions et des ambitions politiques nazies; le Parti les exploita, tandis que le culte semi-mystique du Mouvement de la Foi et les visions de prophètes tels que Lagarde et Wagner, furent aisément utilisés à des fins politiques. Le cadre forgé à l'idéologie *völkisch* était assez exactement parallèle à la conception d'Hitler, unificateur de son pays, destiné à s'attacher la communauté tout entière par un éternel loyalisme. Le rejet du « völkisch » pour les valeurs non germaniques, comme pouvaient l'être celles qui venaient de Jérusalem, d'Athène ou de Rome, était constamment prononcé et redemandé par les stratèges idéologues du Parti.

Seconde raison des succès d'Hitler : son habileté à fournir une explication satisfaisante et convaincante du passé récent de l'Allemagne. En termes émotionnels et non rationnels, Hitler accusa les ennemis de l'Allemagne, en particulier les Juifs. Il exploita, ou plutôt déforma la pensée religieuse, pour présenter, sous forme profane et politique, l'espoir d'une rédemption par la purification de l'âme, la délivrance des puissances des ténèbres et l'acceptation de l'omnipotence du libérateur. Par leur virulente hostilité contre les Juifs, les nazis touchèrent une corde sensible chez beaucoup d'Allemands, dont les esprits

avaient été, depuis deux générations, incessamment tournés contre les étrangers et méprisaient les Juifs. Hitler rendit responsable la race juive de tous les malheurs politiques et spirituels qui accablaient l'Allemagne. Il mit en lumière la vanité des efforts tentés par les Eglises pour débarrasser l'Allemagne de toute souillure judaïque. Seuls les nazis avaient complètement reconnu le danger et, rapidement, pris les mesures voulues. Il était nécessaire de compléter ce travail en supprimant définitivement cette maladie mortelle. Les Eglises étaient divisées parce qu'elles étaient divisées dans leurs obédiences. Ceux qui croyaient en la personne d'Adolf Hitler et en sa mission divine de sauver l'Allemagne étaient seuls capables d'entreprendre l'énorme tâche qui s'imposait à eux.

Le climat réceptif de l'opinion dans lequel ces idées furent semées s'étendit fort loin, à en juger par la frénésie massive et proprement hystérique que soulevèrent les nazis en faveur de leur pseudo-religion. Etonnamment spectaculaires, leurs méthodes visuelles et auditives furent de premier ordre, et bien faites pour exciter la ferveur des foules. Les places où devaient se tenir les meetings étaient décorées de drapeaux et d'oriflammes aux couleurs nazies; des bannières, brodées de slogans nazis, garnissaient les salles de leurs voies d'accès. Les trompettes et les trombones évoquaient des victoires militaires. De monumentales constructions donnaient le sentiment d'une force inébranlable. Lorsqu'il s'adressait à la multitude de Nuremberg, Hitler était juché sur un énorme mur crénelé. Comme le héros qui conduisait son char, il avait seul le droit d'y monter, entouré par les étendards de ses légions. Dès son arrivée au meeting nocturne de Nuremberg, « l'heure du serment », une pyramide de projecteurs s'allumait pour

former un baldaquin de lumière au-dessus du visage du libérateur de l'Allemagne. Dans l'obscurité, entouré par les masses de ses partisans, le grand-prêtre officiait, adulé par son peuple.

La cérémonie de la consécration des drapeaux nazis devint un rite religieux où s'exprimait l'indéfectible loyalisme à Hitler et à ses organisations. Les chants constamment repris des campagnes nazies traduisaient un même dessein. L'ignoble *Horst Wessel,* en évoquant les premiers martyrs de la cause nazie, glorifiait les sacrifices du passé. L'éternel dévouement au nazisme était inlassablement tambouriné dans les rangs des jeunesses hitlériennes, aux accents de leurs chansons de marche :

> Notre Drapeau est l'Age nouveau!
> Il nous conduira pendant l'éternité!
> Oui, le drapeau est plus fort que la Mort!

Chaque détail de cette habile propagande s'insérait dans la vague émotionnelle calculée pour souder la nation au culte d'Hitler, le dieu du Parti et qui subjuguait les multitudes.

Ce n'était pas l'heure de systématiser les doctrines de cette pseudo-religion et il n'en était nul besoin. Le *Weltanschauung* nazi reprit aux Eglises, et surtout à l'Eglise catholique, les préceptes et les pratiques qu'il considérait comme les plus conformes à servir les besoins du Parti. Une *ersatz* de théologie fut édifiée sur les théories de la race; les concepts chrétiens de la création, de la chute, de la rédemption, du salut et du Jugement furent repris et manipulés pour les rendre conformes au dogme du Parti. Les organisations nazies furent souvent calquées sur les organisations catholiques dont Hitler, bien que

tout à fait à contre cœur, admirait la stabilité. Les traditions de la hiérarchie dans l'Eglise romaine correspondaient exactement au *Führerprinzip* que les nazis espéraient perpétuer. L'infaillibilité du pape, en particulier, était considérée comme une arme spirituelle de la plus haute importance, puisque, grâce à elle, l'obéissance et la discipline étaient automatiquement imposées aux fidèles. De son côté, le ministère de la propagande espérait, comme l'Eglise catholique à travers les âges, pouvoir convaincre ou mettre à l'index ce qui lui serait contraire. Les dirigeants nazis devaient exercer les mêmes fonctions, pour remplir leur « divine mission » de préservation de la race « aryenne » qu'avait exercées l'Eglise, grâce à son pouvoir central. La race aryenne était créée à l'image de Dieu, son rôle s'intégrait donc dans le *Heilsgeschichte* du monde entier. Venue d'Allemagne, la lumière du monde allait briller comme si elle venait d'une cité dominant la colline et convierait le monde à faire son salut. Pour jouer ce rôle, il fallait découvrir une pléiade de prophètes, de saints et de martyrs de la cause nazie, si bien que l'histoire allemande pourrait être reconstruite en accord avec les principes nazis. La race juive allait jouer le rôle de la force cosmique du mal, la détruire devenait le devoir et la destinée de tout Allemand. Après quoi la race allemande accomplirait à son tour son salut; elle perpétuerait son immortalité au sein du Reich millénaire, et dans le national-socialisme le peuple allemand trouverait la paix et son accomplissement spirituel.

Un examen minutieux de cet *ersatz* de religion, n'avait rien d'encourageant, comme le nota le professeur Schnabel, de l'université de Halle :

« En un certain sens le national-socialisme est une religion, parce qu'il ne demande pas à ses partisans

d'être convaincus de la vérité de ses doctrines, mais d'y croire [6]. »

L'obéissance passive et la fidélité étaient les deux qualités requises pour le croyant nazi. En vérité, cette pseudo-religion nazie fut le résultat, non la cause de l'attachement personnel à Hitler; le serment d'allégeance à Hitler qui, dans l'Eglise confessionnelle était un des principaux points d'accrochage, marquait l'initiation du croyant aux mystères de ce nouveau paganisme. Décrivant une cérémonie publique du serment, le *Westdeutscher Beobachter* commenta :

« Hier vit la profession de foi de la religion du Sang dans toute son imposante réalité. Hier vit le triomphe décisif de notre lutte pour faire du national-socialisme la seule religion raciale du peuple allemand. Celui qui a prêté serment d'allégeance à Hitler s'est consacré jusqu'à la mort à cette idée sublime. Il n'est plus de place pour le doute et l'incertitude, plus de place pour le retour en arrière [7]. »

Les nazis proclamèrent que cette « religion du Sang » était nettement supérieure au sectarisme des Eglises existantes et rejetèrent avec énergie l'accusation d'athéisme. La main souveraine de Dieu était régulièrement invoquée, toujours liée au nom d'Hitler. Himmler déclara publiquement que l'athéisme ne serait pas toléré dans les rangs S.S. [8], et, dans une circulaire au Parti, écrivit :

« Il est de toute évidence que jamais un membre du Parti national-socialiste ne pourra se targuer de ne pas avoir « la foi », puisque l'idéologie nationale-socialiste présuppose une attitude religieuse; d'autre part, cette attitude religieuse n'implique ni une église, ni un culte quelconque [9]. »

Les dirigeants nazis appréciaient avec le même cynisme leurs propres convictions religieuses et la

dévotion fervente du peuple. Hitler et ses plus proches collaborateurs étaient bien d'accord sur le fait que les raisons de soulever un tel fanatisme étaient entièrement politiques. L'esprit fantasque et dépourvu de sens critique d'Hitler était incapable de donner une formule logique de sa soi-disant idéologie, et il était difficile de savoir quels étaient, parmi ses associés, ceux qui croyaient vraiment les éloges et les formules de dévotion si aisément exprimés à son endroit. Ils étaient probablement incapables d'éprouver un sentiment religieux. Mais puisque la déification d'Hitler avait prise sur les foules, ils étaient prêts à toutes les hypocrisies.

Si largement servi, le culte d'Hitler forma avec le nazisme un inextricable tissu, dans lequel s'unissaient des éléments racistes, historiques, *völkisch,* personnels, et tous entraient dans l'idolâtrie qui intoxiquait le peuple. Avoir la foi signifiait loyalisme et dévouement à Adolf Hitler. Rien d'autre n'était essentiel que le consentement unanime du peuple à devenir l'instrument propre à la réalisation des plans hitlériens.

Il n'est pas surprenant que, dans leurs efforts pour enrôler le peuple allemand au service de « l'inséparable Trinité de l'Etat, du Mouvement et du *Volk* [10] » les nazis aient adopté les pratiques établies des Eglises. Malgré les dénégations vigoureuses d'Hitler, de Kerrl et de tant d'autres déclarant que le nazisme n'avait aucune intention de créer un rituel culturel, les prétentions totalitaires de l'idéologie nazie eurent tôt fait de nécessiter l'invention de formes liturgiques « purement allemandes » afin de répondre aux besoins de l'homme du berceau à la tombe, sans laisser de place aux cérémonies démodées des Eglises chrétiennes.

Dans une brochure intitulée *Entkonfessionalisierung* publiée par la Maison d'Edition Centrale du

Parti, des instructions détaillées furent données pour ces cérémonies.

« A l'avenir un rite permanent sera prescrit pour toutes les fêtes nationales-socialistes. C'est seulement en précisant certains caractères fondamentaux de nos programmes que nous réussirons graduellement à organiser des cérémonies à caractère liturgique, susceptibles de se perpétuer pendant des siècles. Les principaux éléments d'une cérémonie nationale-socialiste devront être : la *Verkündung* (Proclamation), allocution solennelle d'une durée de quinze à vingt minutes en langage poétique, suivie de la *Bekenntnis* (Profession de foi) récitée par tous les fidèles, et du *Lied Der Verpflichtung* (Hymne du Devoir) qui devra être chanté avec accompagnement d'orgue, à l'unisson, par toute l'assistance. La cérémonie se terminera par le salut au Führer (*Sieg Heil*) et un vers de chacun des hymnes nationaux [11]. »

Les cérémonies nazies utilisèrent souvent la terminologie de l'Eglise pour la glorification d'Hitler, personnification de l'idéal du Parti. La substitution du symbolisme nationaliste aux valeurs chrétiennes est immédiate dans le « credo » suivant, récité à la fin de la cérémonie nazie d'action de grâces pour les moissons :

« Je crois à la terre de tous les Allemands, à la vie au service du pays. Je crois à la révélation de la puissance créatrice divine et au sang pur versé en temps de guerre ou de paix, par les fils de la communauté nationale allemande, enterré dans le sol qu'il sanctifie, et d'où il jaillit et revit en tous ceux pour qui il a été versé. Je crois à la vie éternelle de la terre où ce sang a été répandu et renaît en tous ceux qui ont reconnu le sens des sacrifices et sont prêts à s'y soumettre... Ainsi je crois en un Dieu éternel, en une Allemagne éternelle et en une vie éternelle [12]. »

Dans cet ordre d'idées, le discours de Robert Ley, en février 1937, est un modèle du genre :

« Adolf Hitler! Nous sommes liés et unis à toi seul! Nous cherchons maintenant à renouveler les vœux que nous avons faits sur cette terre, nous croyons en Adolf Hitler seul. Nous croyons que, seul, le national-socialisme est la foi rédemptrice de notre peuple. Nous croyons à un Dieu dans le ciel, qui nous a créés, qui nous guide, qui nous conduit et qui visiblement nous bénit. Et nous croyons que ce Dieu Tout-Puissant nous a envoyé Adolf Hitler, afin que l'Allemagne connaisse une éternelle sécurité [13]. »

Les fêtes de l'année chrétienne subirent des métamorphoses semblables. Le 30 janvier était célébrée la prise du pouvoir par les nazis; en mars, le mémorial des Héros; le 20 avril, l'anniversaire d'Hitler; le 1er mai, la fête du travail; le 21 juin, le solstice d'été. Les rassemblements de Nuremberg, en septembre, étaient l'occasion, sur une très grande échelle, de cérémonies de masses. En octobre, les actions de grâces pour les moissons représentaient, chez les nazis, la célébration du Sang et du Sol; la fête du solstice d'hiver tint la place de Noël. Pourtant, de toute l'année nazie, le jour le plus sacré restait le 9 novembre, commémoration de l'échec du *Putsch* en 1923. Chaque année des revues et des défilés commémoraient à Munich, le souvenir des victimes et recevaient solennellement les novices, aspirant à remplacer les « témoins du sang », morts pour la cause nazie. A travers les rues noires de monde, s'avançait l'élite de la jeunesse allemande, de la Königsplatz, où était déposé le sarcophage, jusqu'au *Feldherrnhalle*. Sur l'Odeonplatz, une énorme dalle de pierre, ornée de la croix gammée, surmontée de l'Aigle allemand, portait les noms de tous ceux qui étaient tombés pour affirmer leur foi dans la résurrection du

peuple. « Le sang qu'ils ont versé, disait Hitler, est devenu l'autel des fonts baptismaux du Reich. » Le sacrifice de ces « martyrs » était exalté et glorifié dans une langue bien faite pour exciter l'assistance et l'inciter à plus de ferveur. C'était un sacrement conféré au peuple allemand tout entier.

Sur les degrés qui mènent au *Feldherrnhalle,*
Où viennent en pèlerinage aujourd'hui nos grands hommes,
Le Sacrement de notre combat naquit un jour.
Dans cette cathédrale unique de l'Allemagne, seuls sont admis
Ceux dont la volonté s'est exprimée en actes violents.
Vous êtes les pèlerins véritables, si pour vous la gloire de la nation
Est supérieure à la révélation de toutes les religions!
Nous sentons l'atmosphère sacrée du *Feldherrnhalle :*
Que sont les hymnes, les prières de la Messe et le balancement des brillants encensoirs,
Comparés au rythme de nos tambours voilés,
Quand notre Fürher gravit ces degrés?
Ceux qui le contemplent parlent à voix basse;
Sous nos pas vibre un sol silencieux;
Le bruit s'est éloigné jusqu'aux confins du monde.
Le Führer se dresse tout là-haut.
Le Führer lève la main pour un salut éternel.
Son cœur bat à l'unisson de celui du peuple,
Aujourd'hui sa montée est une prière...
Il monte et s'arrête tout émerveillé,
Consumé par la foi de ses camarades.
Nulle consécration sacerdotale n'atteint la puissance

De la prière silencieuse, ciselée dans la pierre,
De cet homme unique
Dont le cœur bat au rythme de toute la nation.
Le serment du *Feldherrnhalle* est la prière de tous à notre Créateur.
Que le feu, la fumée ou la Mort nous entourent,
Nous nous réjouirons si seulement le drapeau...
Notre drapeau continue à flotter...
Touche les marches du *Feldherrnhalle*,
Elève plus haut le drapeau, symbole des Allemands, sublime entre tous,
Baigné dans le sang des batailles de l'ouest, proclamant notre foi.
Et tous nos étendards expriment notre joie;
Qu'importe la mort, si tu as besoin de nos vies,
Oh! Allemagne [14]? »

Comme l'a suggéré le Dr. H.J. Gamm, la cérémonie était destinée à devenir une sorte de mystère de la « Passion », dans lequel chaque assistant devait se sentir personnellement identifié aux victimes individuelles mortes pour le pays, sa dévotion magnifiée lors de la proclamation finale suivant laquelle la Providence lui avait envoyé Hitler pour guide, celui qui surmonterait toutes les défaites et toutes les humiliations et transformerait l'Allemagne en un nouveau Reich [15].

Par une suite de mutations et de déformations analogues, les nombreuses théories naturalistes et théosophiques qui prévalaient en Allemagne depuis plusieurs années furent utilisées. Les éléments *völkisch*, chéris de ceux qui cherchaient à échapper aux problèmes de l'Allemagne industrielle moderne en invoquant le passé romantique, la beauté du paysage et la splendeur de la mythologie teutonne, for-

mèrent en grande partie le cadre des idées nazies. En canalisant les énergies des groupes *völkisch* spécialement des groupes de jeunes, conformément à une doctrine politique précise fondée surtout sur un antisémitisme commun, les nazis parvinrent à les dominer [16]. En encourageant l'usage des slogans antichrétiens et des cérémonies tirées de l'expérience *völkisch,* l'influence des Eglises fut graduellement et systématiquement minée.

Néanmoins en dépit du soutien de l'occultisme et des idées théosophiques donné par les dirigeants nazis, tels que Darré, Rosenberg, Himmler et Ley, dans les rangs du Parti, le scepticisme l'emportait sur la dévotion sincère. Ceux qui, dans la jungle des rivalités nazies, étaient surtout intéressés par la prise du pouvoir, ne parvenaient pas à manifester un grand enthousiasme pour les cérémonies de l'aube du solstice d'été. Le jargon métaphysique ou mystique ne leur masquait pas les raisons politiques; pour eux, les déclarations de Baldur et de Schirach étaient plus proches de la vérité :

« Je n'ai ni l'intention de reconstruire dans les forêts d'Allemagne les autels païens, ni d'initier la jeunesse au culte de Wotan ou d'avoir recours à ce qui pourrait remettre la jeune Allemagne aux mains des arts magiques et des simples... Je promets au public Allemand que la jeunesse de l'Allemagne du Reich, la jeunesse d'Adolf Hitler remplira son devoir dans l'esprit d'Adolf Hitler, à qui seul appartient sa vie [17]. »

Pour enflammer l'imagination de cette jeunesse, ces cérémonies teutoniques étaient fréquemment répétées. Dans les camps, loin du toit familial, l'endoctrinement idéologique des élèves était particulièrement efficace. Les instructeurs, tous très au courant des techniques nécessaires savaient, et de reste, que

leur idéologie ne devait pas être apprise, mais vécue. Au rythme des marches et des chants indéfiniment répétés, garçons et filles étaient initiés à une pratique collective où s'évanouissait leur personnalité et où fusionnaient tous les camarades. Quand ils étaient réunis autour de leurs feux de camp, il n'était pas difficile d'évoquer le danger tapi dans l'obscurité environnante, de faire appel à leur union devant toute provocation face à la nouvelle Allemagne, de susciter leur attachement et leur dévotion envers Adolf Hitler, protecteur et sauveur de la patrie. Vis-à-vis de la jeunesse allemande, Hitler avait des exigences claires :

« Ma pédagogie est précise. Toute faiblesse doit être sanctionnée. Dans mes écoles nouvelles, les jeunes grandiront et frapperont le monde. Je veux une jeunesse puissante, dominatrice, cruelle et intrépide... Elle doit savoir supporter la douleur. En elle, il ne doit rien y avoir de faible ou de tendre. La liberté et la dignité de la bête sauvage doivent luire dans ses yeux... C'est ainsi que je déracinerai un asservissement de plus de mille ans. J'aurai alors, en face de moi, un instrument pur et noble; et je pourrai forger quelque chose de neuf [18]. »

Pour Schirach ce « quelque chose de neuf » supposait la substitution d'un nouvel idéalisme aux credos « discrédités » du christianisme. Il écrivit dans sa *Revolution der Erziehung :* « Nous travaillons pour que l'unité de l'Allemagne prenne sa place non seulement dans l'esprit des hommes politiques, mais dans celui des hommes de religion [19]. » Dans les camps d'entraînement du Parti, on répétait sans cesse aux étudiants que les trois ennemis du national-socialisme étaient le judaïsme, la franc-maçonnerie et le christianisme. On enseigna à la jeunesse hitlérienne à mépriser l'héritage chrétien, à dénigrer les

ministres du culte, comme s'il s'agissait de traîtres au pays. Les journaux regorgeaient d'attaques contre l'Eglise et le clergé. Il était pratiquement interdit aux jeunes d'assister aux offices religieux, car depuis 1937, l'horaire des revues et des défilés coïncidait toujours avec les heures des offices, et ceux-ci étaient en outre très souvent troublés par des groupes de nazis grossiers et tapageurs. Le 20 avril, anniversaire de la naissance d'Hitler, fut choisi pour l'initiation des jeunesses hitlériennes, et pour prendre la place de la cérémonie de confirmation, qui avait généralement lieu à la Pentecôte. La Terre Sainte, décréta Rosenberg, cessa de se trouver en Orient; elle était partout où le sang allemand défendait le sol sacré de l'Allemagne. L'adoration de la nature, spécialement de la puissance vitale qu'est le soleil, fut symbolisée par une orgie de swastikas affichées de tous les côtés. L'héritage nordique du peuple allemand fut restauré « après des siècles de déformation et d'erreur [20] ».

Une partie du travail des S.S., corps d'élite des nazis, devait, selon le mot d'Himmler, « diffuser la connaissance de la Race dans la vie du peuple allemand, inscrire au cœur de tous, et jusque dans le cœur des plus jeunes, comme Evangile, l'Evangile allemand ». La religion, avait officiellement déclaré Himmler, devait être regardée comme une conviction personnelle; il alla jusqu'à ordonner à ses hommes, pour maintenir intégralement la façade, de ne pas s'attaquer aux croyances des autres [21]. Pour lui cependant, chez qui un violent anticléricalisme était lié à beaucoup de superstition, il quitta l'Eglise avec fracas en 1926, exemple évidemment suivi par d'autres S.S., bien qu'il leur eût enjoint de n'agir que par conviction personnelle et non par conformisme [22]. Les S.S. nettement anticléricaux étaient nombreux; le

Schwarze Korps, l'hebdomadaire d'Himmler, fut l'organe d'une propagande éhontée contre les Eglises. En outre, pour appuyer l'idée que le corps des troupes de choc S.S. était racialement pur et entièrement consacré au service du Troisième Reich, une nouvelle cérémonie du mariage fut instituée pour les S.S. ainsi qu'un nouveau cérémonial pour l'enrôlement de leurs enfants dans les rangs des S.S. dépendants.

Un journal décrit ainsi cette cérémonie :

« Pour la cérémonie se trouvait au centre une table des noces, décorée de deux figures uniques : sur la table s'étalait un disque de fleurs jaunes sur fond bleu représentant le soleil; à gauche et à droite, des chandeliers et, derrière la table, une chaire et une vasque contenant du feu. Le chœur ouvrait la cérémonie avec un chant de « Lohengrin ». Un représentant du nouvel ordre de choses, le S.S. Elling, lut la consécration rédigée d'après le chant Edda de Helgi et Sigrun. Le chœur se faisait entendre avant et après la consécration. Alors le pain et le sel étaient offerts aux jeunes époux (le pain représentait la force de germination en terre, le sel était symbole de pureté) dans des vases d'argent; pour finir, ils recevaient, selon la coutume l'anneau nuptial [23]. »

Parmi les papiers privés d'Himmler, on trouva les photographies du « baptême » d'un enfant de S.S. ainsi qu'une description détaillée de la cérémonie. La pièce était décorée de drapeaux nazis, un tableau représentait l'arbre de vie. Devant la toile de fond, étaient disposées des branches de jeunes bouleaux, entourées de deux grands candélabres. Au centre se dressait un autel où étaient placés une photographie d'Hitler encadrée et un exemplaire de *Mein Kampf*. Derrière l'autel, trois S.S., celui du milieu tenant une bannière. La cérémonie se déroulait ainsi :

Un : Introduction musicale (instruments à corde; aucun instrument à vent) : « Le Matin de Grieg ».

Deux : Au son de la musique, le père, accompagné à droite de sa femme, et à gauche du chef S.S. le plus âgé, apporte l'enfant et le dépose sur un coussin près de l'autel.

Trois : Le chœur ou l'orateur : Citations de *Mein Kampf* d'Hitler.

Quatre : Le Célébrant (un S.S., en uniforme naturellement) :

Nous croyons en un Dieu tout-puissant
Et en la mission de notre sang allemand,
Qui s'épanouit, jeune éternellement, sur le sol allemand.
Nous croyons au Peuple qui perpétue le Sang;
Et en notre Guide, que Dieu nous a envoyé.
(Il se tourne vers les parents :)
Vous consacrerez cet enfant au service de notre peuple.
Quel nom voulez-vous que porte votre enfant?

Cinq : Le Père : « Nous nommons notre fils... »

Six : Le Célébrant annonce le nom de l'enfant et décrit les obligations qu'il comporte.

Sept : Le Célébrant aux Parents : Promettez-vous d'élever votre enfant, de le chérir et de développer ses talents pour que les promesses de son nom deviennent réalité? »

Huit : Les Parents : « Nous le promettons. »

Neuf : Le Célébrant : « Maintenant, allumez la flamme. Qu'elle brûle comme un symbole de notre unité. »

Dix : Le Père allume la flamme.

Onze : Les amis des parents offrent leurs félicitations et déposent leurs présents, sur la table près de l'enfant et du flambeau allumé.

Douze : Le Célébrant : « Maintenant resserrez le

cercle autour de l'enfant, pour qu'il devienne partie intégrante de notre communauté. »

Treize : Le Chef S.S. : « Nous te recevons dans notre communauté, comme un membre de notre corps. Tu grandiras sous notre protection et tu couvriras ton nom d'honneur, ton « clan » de fierté et ton peuple d'une gloire impérissable. »

Quatorze : Tous chantent l'hymne de fidélité aux S.S.

Quinze : Les parents sortent avec l'enfant, accompagnés de la musique, tandis que, debout, l'assistance l'honore du salut hitlérien [24]. »

Dans les orphelinats dirigés par les nazis, le benedicite avant les repas était de deux sortes :

« Oh, Führer, mon Führer que Dieu m'a envoyé,
Protège-moi, soutiens-moi!
Toi qui as servi l'Allemagne à l'heure du besoin,
Je te remercie pour mon pain quotidien.
Oh! reste avec moi, oh! ne me quitte jamais,
Führer, mon Führer, ma foi et ma lumière [25]! »

Les enfants étaient aussi encouragés à chanter :

« Nuit silencieuse! Nuit sacrée!
Tout est calme, tout est brillant,
Seul le Chancelier, inébranlable dans la lutte,
Veille sur l'Allemagne le jour et la nuit,
Et toujours il prend soin de nous!

Nuit silencieuse, nuit sacrée!
Tout est calme, tout est brillant,
Adolf Hitler est la fortune de l'Allemagne,
Il nous dispense grandeur, faveur et santé,
A nous, Allemands, donne-nous la puissance [26]! »

On avait également institué un nouveau cérémonial pour les enterrements; il comportait le dépôt de couronnes, des salves, et le chant : « *Ich Hatt'einen Kameraden!* » Dans les petites villes et dans les villages, ces cérémonies de l'ordre nouveau étaient largement ignorées, mais de temps en temps, quand la mort frappait un jeune nazi, un affreux conflit opposait les parents, le clergé et les chefs nazis locaux; ils se disputaient la possession du corps et chacun voulait avoir autorité pour décider du genre d'inhumation [27].

Il n'est pas actuellement possible de connaître le nombre exact de ceux qui furent baptisés, mariés ou enterrés suivant les rites nazis. Il n'est pas non plus possible de savoir jusqu'où ces coutumes se répandirent; mais les exemples que nous venons d'évoquer donnent une idée de l'usage fait des symboles et des rites *völkisch* pour susciter le dévouement et la piété à l'idéal nazi et à la personne de Hitler. Néanmoins, malgré les ambitions totalitaires du parti nazi et leur intolérance vis-à-vis de tout autre credo. même réduit à une portion minime de l'existence, certains membres du Parti, comme Kerrl, restaient attachés à une forme nominale du christianisme, celle dans laquelle ils avaient grandi. Ils croyaient cette position possible étant donné l'idéalisme, le sacrifice de soi et la camaraderie qu'ils avaient rencontrés dans le Parti, en admettant que le christianisme allemand pût être purgé de ses chinoiseries théologiques et tourné vers le service des desseins nationaux et raciaux, ce qu'ils entendaient par « christianisme positif » pratiquement utilisable et philantropique.

Ces hommes regardaient sans aménité les activités antichrétiennes de leurs camarades du Parti, incapables encore de concevoir que les Eglises et le Parti

étaient irréconciliables. Ils restaient accrochés à l'espoir que l'Eglise finirait par accepter le rôle que lui assignait le Parti. Ils commencèrent pourtant à se sentir ébranlés vers 1936-1937 et à se dire que si les Eglises ne voulaient céder ni sur le terrain théologique, ni dans le domaine politique, leur position deviendrait intenable et le National-Socialisme pourrait devenir la religion de toute l'Allemagne.

Avant d'en venir là, ils trouvaient un réconfort dans les discours d'Hitler concernant la place de la religion dans la vie allemande et dans les professions pronazies de certains dignitaires ecclésiastiques. A quelques exceptions près, les évêques, catholiques ou protestants, avaient soin de ne pas soulever de conflits de conscience chez leurs fidèles entre leurs devoirs envers l'Eglise et leurs obligations nationales. Comme l'a fait remarquer le professeur Gordon Zahn :

« L'acharnement du *Kulturkampf* de Bismarck contre l'Eglise catholique fut à l'origine d'un complexe d'infériorité qui, pendant longtemps se manifesta chez les catholiques en leur donnant le besoin indicible de prouver qu'ils *pouvaient être* de bons et de loyaux Allemands, qu'ils *étaient* de bons et de loyaux Allemands et qu'en fait leur formation religieuse *promettait de faire* d'eux les meilleurs et les plus loyaux des Allemands [28]. »

Au surplus on entretenait soigneusement la croyance que les offices et les cérémonies nazies qui essayaient de se substituer aux institutions chrétiennes étaient ou bien inconnus d'Hitler, ou bien le simple fait « d'enthousiastes » déchaînés. Bien qu'à un moindre degré, comme les « Chrétiens Allemands », les catholiques prétendaient étaler leur ferveur nationale et, pour autant, se pousser dans les bonnes grâces d'Hitler en délogeant les partis rivaux.

Aujourd'hui, comme il y a trente ans, on reste stupéfait de l'aveuglement du clergé, à quelque confession qu'il ait appartenu, devant l'envahissement du totalitarisme. La conclusion de Gunther Lewy n'est pas exagérée :

« L'incapacité des évêques à appeler un chat un chat, leurs efforts pour exploiter la popularité de certaines idées nazies, leurs recommandations continuelles au clergé et aux fidèles de ne critiquer ni l'Etat ni le Parti ne contribuaient certainement pas à inspirer des sentiments antinazis à leurs fidèles... Parce qu'ils ont échoué à défendre non seulement la liberté de l'Eglise, mais la liberté humaine elle-même, les évêques ont perdu toute chance de gagner la bataille contre leurs oppresseurs [29]. »

II. *La lutte s'anime.*

Ce nouvel athéisme ne fut tout de même pas admis sans contestations. Ceux qui, dans l'Eglise, voyaient assez clairement où pouvaient conduire ces doctrines pernicieuses, entreprirent de se défendre, partout où cela était possible. Le conflit fut donc rendu public et les relations de l'Eglise et de l'Etat en furent très atteintes. 1936 et 1937 connurent la confrontation idéologique la plus dure.

Dans les deux camps, les extrémistes applaudissaient. Mais les « modérés » auraient voulu, ne fût-ce que pour des raisons tactiques, empêcher la tension de croître. Différant d'opinion, les groupes prirent des mesures qui se contredirent et qui, par là même, supprimaient toute chance de succès. La lutte se fit amère, et se poursuivit sans décision.

En dépit de Rosenberg, clamant le triomphe définitif du nouveau paganisme à la faveur d'un endoctrinement constant, ses chances de succès, en tant que substitut permanent du christianisme, restaient problématiques. La plupart des dirigeants nazis s'impatientèrent. Rien ne les avait préparés à attendre des années que la foi nouvelle eût effectivement remplacé l'ancienne dans le cœur du peuple. Il fallait, à leur avis, accélérer l'écrasement de l'influence chrétienne. Les rites et les cérémonies de rechange n'étaient pas suffisants. A n'en pas douter, pensaient-ils, la persistance de l'influence religieuse venait du clergé que l'on retrouvait partout et qu'il fallait écarter. Sans lui, les laïques plieraient. Les nazis le méprisaient et s'imaginaient le dominer en le menaçant de lui arracher situation et prébendes. Après quoi ce serait un jeu d'enfant d'initier les fidèles au « dynamisme » de l'ère nouvelle. Les récalcitrants qui s'accrocheraient à un loyalisme sectaire seraient abandonnés à leur obscurantisme, ignorés de l'ordre nouveau.

Suivant quelle cadence procèderait-on à cette opération? Les avis étaient partagés. Certains nazis préconisaient la destruction intégrale du clergé. Les imprécations haineuses et souvent obscènes de Streicher, le *Gauleiter* de Nuremberg, allaient de pair avec la virulence des attaques anticléricales de *Das Schwarze Korps*. Sous l'influence de ces extrémistes, la campagne calomnieuse contre le clergé s'intensifia dans la Presse nazie. En 1936 et en 1937, les lecteurs du *Völkischer Beobachter* et de *Das Schwarze Korps* furent abreuvés de révélations sensationnelles sur l'immoralité sexuelle des prêtres et des moines. Toutes les accusations possibles furent lancées pour satisfaire la publicité de Goebbels. Des « procès d'immoralité », bien faits pour flatter les instincts les plus vils de la masse, furent intentés devant les tribunaux

et, grâce à un programme astucieux, donnèrent l'impression d'une suite ininterrompue d'abominations commises par le clergé.

Toute la presse féale annonça ces procès par des manchettes et des gros titres, et gava ses lecteurs de détails infâmes, en leur promettant d'en avoir d'autres en réserve, puisque près de mille prêtres ou religieuses devaient être convaincus de conduite immorale [30]. La chasse aux délinquants appartenant à l'Eglise fut ouverte, et dans cette société bourrée d'informateurs et de dénonciateurs, on exhiba des coupables anciens, depuis longtemps déjà punis par leurs supérieurs ecclésiastiques, et on les remit en vedette, sous l'œil attentif d'un public trop crédule [31].

Par de tels moyens et à la faveur des activités anticléricales d'agitateurs organisés, l'influence du « clergé noir » allait être brisée, on pouvait l'espérer, et les masses conquises par le National-Socialisme. On espérait ainsi que, du même coup, l'opinion publique allait être tournée contre la cause catholique sous toutes ses formes, contre les écoles catholiques, point chaud de la lutte à ce moment-là [32]. Ces accusations outrecuidantes visaient surtout à détacher les paysans bavarois de leurs prêtres à qui ils étaient fidèles depuis des siècles. L'intransigeance du clergé devait être par là réduite à néant. En fait, le résultat obtenu fut négligeable. Au cours des « procès d'immoralité », le nombre des cas qui restèrent prouvés fut minime, et une sympathie nouvelle pour le clergé se répandit chez les laïques [33].

D'autres dirigeants nazis préconisaient des attaques plus subtiles pour détruire la puissance de l'Eglise sans s'attirer inutilement le ressentiment ou l'antipathie populaires. De leur point de vue l'anticléricalisme d'un Streicher était moins une aide qu'un embarras. Puisque leur premier objectif avait été la

séparation complète de l'Eglise et de l'Etat grâce à des mesures administratives, ce qui réduisait la puissance de l'Eglise et son influence sur le cœur du peuple, il n'y avait pas lieu de s'immiscer dans les offices religieux, ni de persécuter le clergé à l'échelle nationale. Un clergé soumis serait plus aisé à manœuvrer qu'une troupe de martyrs. Cétait aussi l'opinion d'Hitler.

Partant de là, du Bureau Central du Parti à Munich, l'ordre fut donné, en 1935, d'agir avec la plus extrême réserve en ce qui concernait les affaires ecclésiastiques, tout en rendant obligatoire un rapport immédiat sur toute dissidence politique dans les Eglises. D'autres mesures s'appliquaient à la dissociation graduelle des membres du Parti de leurs activités religieuses. En 1936, ils reçurent la défense d'assister en uniforme aux offices religieux, aux manifestations, aux activités quelles qu'elles fussent et à quelque groupement qu'elles appartinssent, fût-ce au Mouvement de la Foi. Le 1er juin, Borman défendit aux membres du Parti de tenir un emploi quelconque dans les Eglises, fût-ce celui d'organiste, « parce que le Parti est actuellement placé devant une tâche énorme et qu'il a besoin de toutes les énergies de ses partisans [34]. »

L'influence de l'Eglise sur les membres du Parti se trouva donc réduite. Bien que les prêtres et les pasteurs membres du Parti n'eussent pas reçu l'ordre officiel de renoncer à leur sacerdoce, dès 1934, ils furent priés de quitter les S.S., et en 1937 prêtres et étudiants en théologie n'eurent plus la faculté d'adhérer au Parti. En juillet 1938 les pasteurs qui avaient un emploi dans le Parti furent contraints d'y renoncer, quel que put être leur attachement au nazisme; parmi les Chrétiens Allemands qui s'étaient enrôlés avec enthousiasme dans les rangs du Parti

ou des S.A., nombreux furent ceux qui se virent reniés ou simplement ignorés de leurs anciens camarades.

Au ministère des Affaires Culturelles, Kerrl et ses collaborateurs étaient absolument décidés à ne pas se laisser arracher le contrôle de l'administration de l'Eglise et firent de leur côté l'impossible pour empêcher les autres organisations nazies où les autres ministères d'interférer dans les affaires ecclésiastiques. Ils firent de leur mieux pour mettre un terme aux attaques spontanées du clergé par les éléments locaux, d'autant plus regrettables, vis-à-vis de l'étranger, que l'on prônait l'harmonie inhérente du nazisme et du christianisme.

Ils prévoyaient encore que les chrétiens pourraient apporter une aide efficace si les plans grandioses d'Hitler pour la refonte de la carte européenne se réalisaient un jour, et ils croyaient honnêtement que l'Eglise reconnaîtrait alors la grandeur qu'il y avait pour elle à coopérer avec Adolf Hitler. La persuasion devait précéder la persécution; c'est pourquoi Kerrl décréta que toutes les mesures dirigées contre les prêtres exigeaient son approbation, et il intervint pour réduire les peines imposées aux prêtres par la *Gestapo* [35].

Cependant, à l'école de dirigeants nazis, un maître à penser déclarait en juin 1936 :

« Le Christianisme et le Nazisme sont comme le feu et l'eau. Nous ne devons pas encore le dire en public. Nous ne devons pas attaquer ouvertement le christianisme. Nous devons être beaucoup plus intelligents, ne pas interférer dans les affaires des confessions religieuses; cependant, nous en avons la certitude mathématique, nous gagnerons la victoire de l'idéologie. Ce n'est pas le moment de le dire à ceux qui croient encore les stupidités qu'on leur a ensei-

gnées et au milieu desquelles ils furent élevés. Mais nous pouvons nous le confier entre nous qui sommes des camarades unis par le serment [36]. »

Simultanément, Kerrl prétendait que l'idéologie nazie et la religion chrétienne étaient identiques. Et il s'obstinait à affirmer que le « christianisme positif » du programme nazi pouvait devenir une réalité. Il n'en était pas moins prêt d'ailleurs à faire intervenir le pouvoir de l'Etat s'il croyait que les contre-attaques des Eglises pouvaient être dirigées contre son autorité personnelle ou contre les décisions du Parti. C'est ainsi que le refus de l'Eglise confessionnelle de s'incliner devant les Commissaires de l'Eglise attira sur elle son mécontentement et ses foudres.

III. *La Protestation des Eglises.*

La situation de l'Eglise confessionnelle en 1936 était désolante. La défection de ceux qui étaient préparés à collaborer avec les nazis en général et avec Kerrl en particulier ne laissait que quelques « Dahlemites » (nom donné aux partisans de Niemöller) pour continuer le travail de l'Administration Provisoire de l'Eglise [37]. L'emprise d'Hitler sur l'imagination populaire paraissait s'affirmer et l'on ne pouvait guère compter sur l'aide des amis étrangers appartenant aux cercles de l'Eglise œcuménique. La brochure « L'Eglise et l'Etat » avait provoqué une prompte réaction de la *Gestapo;* la confiscation de tous les exemplaires en avait été ordonnée, ainsi que la perquisition des demeures de tous les responsables [38]. Sans se lasser, l'Eglise confessionnelle formula

donc une protestation beaucoup plus vigoureuse et l'adressa à Hitler personnellement, acte sans précédent dans les relations de l'Eglise évangélique et de l'Etat allemand [39]. Le mémorandum attirait poliment, mais fermement l'attention d'Hitler sur un certain nombre de points cruciaux. Premièrement, il lui était demandé de déclarer si ses efforts pour déchristianiser l'Allemagne devaient être considérés comme une politique officielle en contradiction avec ses promesses précédentes. Deuxièmement, l'interprétation nazie du Christianisme positif était réfutée comme théologiquement fallacieuse. Troisièmement, une violente protestation était dirigée contre les mesures de police arbitraires qui avaient détruit l'autonomie de l'Eglise. Quatrièmement, l'Etat était accusé d'ingérence délibérée dans le travail de l'Eglise en fermant ses écoles confessionnelles, en imposant des limitations sur sa presse et sa radio. Cinquièmement, le mémorandum déclarait sans ambages :

« Si les chrétiens adoptaient une attitude antisémite comme faisant partie de l'idéologie nationale-socialiste qui les incite à haïr les juifs, ils se prononceraient contre le commandement chrétien d'aimer son prochain. »

Et plus loin :

« La conscience évangélique, qui se sent responsable du peuple et du gouvernement est douloureusement frappée du fait qu'en Allemagne, Etat qui se dit respectueux des lois, des camps de concentration puissent exister et que les activités de la Gestapo ne soient soumises à aucun contrôle légal. »

Les plus graves inquiétudes étaient exprimées sur la possibilité de survie de l'Eglise évangélique, la perversion de sa foi, l'abandon de la morale et le vaste processus de déchristianisation. Le gouvernement pouvait-il tolérer de telles pratiques?

Pour finir, le mémorandum notait que la nation prenait la place de Dieu avec une monstrueuse présomption, tandis qu'Hitler, renonçant comme autrefois à repousser toute glorification personnelle, s'était permis d'apparaître non seulement comme chef politique, mais comme grand prêtre de la nation, intermédiaire entre Dieu et le peuple.

Avoir autorisé l'envoi de ce mémorandum à Hitler lui-même (par l'intermédiaire du Dr. Meissner, secrétaire de la Présidence) sans discussion préalable publique, dans l'espoir que ces protestations privées et discrètes feraient renoncer Hitler à des mesures d'exception, prouve jusqu'où allait la naïveté politique des dirigeants de l'Eglise. Probablement étaient-ils poussés par le désir charitable de ne pas mettre ouvertement en échec l'autorité d'Hitler, ce qui lui permettait de prendre les dispositions voulues sans en venir aux dissensions d'un désaccord public. Cette méconnaissance des réactions d'Hitler est déconcertante de la part d'hommes qui, depuis presque trois ans, mettaient en garde leurs fidèles contre les dangers du nazisme et qui étaient très au courant de la nature totalitaire du défi lancé à la foi chrétienne. Si les membres de l'Eglise confessionnelle ne pouvaient pas se résoudre à une protestation publique contre les crimes du régime, combien devaient être encore moins disposés à protester ceux qui, dans l'enthousiasme, avaient accepté « l'idéal nazi » et voyaient en Hitler le guide envoyé au peuple par Dieu?

Les conséquences du mémorandum furent désastreuses. Hitler n'en tint aucun compte. Mais un exemplaire fut adressé en Suisse et publié *in extenso*. Une bonne partie de la presse étrangère en donna le compte rendu et les éléments pronazis, aussi bien parmi les membres de l'Eglise évangélique qu'en dehors d'elle, accusèrent l'Eglise confessionnelle de

trahison envers Hitler et de conspiration avec les ennemis de l'Allemagne de l'étranger. Les chefs de l'Eglise confessionnelle, au lieu de s'assurer un appui parmi leurs fidèles en publiant le mémorandum et en le distribuant dans les paroisses qui les soutenaient — comme le fit l'Eglise catholique pour ses lettres pastorales et les encycliques papales — battirent rapidement en retraite. Ils se disculpèrent de l'accusation de traîtres ou de non-loyalisme au régime nazi, en désavouant leur collaborateur, le Dr. Weissler, qui avait autorisé la publication en Suisse du mémorandum. Lorsque les Jeux Olympiques furent achevés, le Dr. Weissler fut arrêté par la Gestapo et envoyé au camp de concentration de Sachsenhausen, où, quelques mois plus tard il fut brutalement mis à mort [40].

Les dirigeants de l'Eglise confessionnelle furent alors placés devant la nécessité de choisir entre la fidélité théologique ou la fidélité nationale. Pour rester, aux yeux de tous, les loyaux partisans de l'Etat, ils s'étaient dispensés de soulever le sentiment populaire contre le régime et n'avaient pas distribué le mémorandum dans les paroisses. Mais après la parution dans la presse étrangère, ils ne pouvaient plus nier en être les auteurs ni le rejeter dans sa totalité. Pour sortir de cet embarras, le 23 août, ils publièrent, sous forme de lettre pastorale, une version très atténuée de leur protestation. Il n'y était plus question de l'illégalité des camps de concentration, ni de l'énormité des mesures antisémites des nazis, ni de la glorification d'Hitler et de la nation. Cette lettre limitait ses protestations aux attaques dirigées contre l'Eglise évangélique et à l'irréconciabilité de l'idéologie de Rosenberg et de la doctrine chrétienne. Mais leurs efforts furent vains. Ce document revu et corrigé fut rejeté par les évêques de l'Allemagne du sud et par

l'évêque de Hanovre, Marahrens; ils prétendaient que la proclamation de cette lettre empêcherait de « profitables négociations » avec la hiérarchie nazie, négociations qui se soldèrent en novembre 1936, soit quelques mois plus tard, par cette déclaration des mêmes évêques :

« Avec la Commission de l'Eglise du Reich, nous soutenons de grand cœur le Führer dans sa lutte pour la vie du peuple allemand contre le bolchevisme [41]. »

La réaction des nazis à la lettre pastorale du 23 août fut curieusement mesurée; peut-être parce qu'Hitler, comme l'expliqua un membre du ministère des Cultes, avait prié Kerrl de s'arranger pour éviter toute discussion sur les affaires de l'Eglise pendant la durée des Jeux Olympiques. L'arrestation de tous les pasteurs qui avaient lu en chaire la lettre se serait probablement traduite par plus de mille emprisonnements, et il aurait fallu, tôt ou tard, les relâcher; la situation n'aurait pu qu'empirer. Autre possibilité, on suggéra de prévenir le clergé que cette lettre ne devait pas être lue, dans l'espoir que cette menace de mesures disciplinaires serait aussi efficace qu'une condamnation à la prison [42].

Les chefs de l'Eglise catholique étaient également très inquiets sur la tournure des événements, mais leur tactique fut entièrement différente. En dépit de leur répugnance à mettre en péril la possibilité d'une collaboration harmonieuse avec le gouvernement, en dépit de leur zèle à proclamer leur ferveur patriotique, les évêques, dans leurs lettres pastorales et leurs sermons dénoncèrent très vite leur inquiétude, face aux progrès de ce « nouvel athéisme » et aux restrictions imposées aux activités catholiques. Vers la fin de 1936, après de multiples protestations restées sans écho du Cardinal Bertram, un appel fut adressé à

Rome, dont l'action devait être plus vigoureuse. Au Vatican où le Secrétaire d'Etat, le Cardinal Pacelli, avait eu déjà grandement raison de se plaindre du traitement réservé à ses nombreuses notes diplomatiques de protestations, le Pape Pie XI accepta de lancer une encyclique pour faire connaître ses sentiments. L'encyclique, *Mit Brennender Sorge,* fut dûment préparée et discrètement répandue en Allemagne, en mars 1937 [43]. Le dimanche des Rameaux, avant qu'un seul exemplaire ne fût tombé entre les mains des nazis, l'Encyclique fut lue en chaire, dans toutes les Eglises du pays.

Dans cette Encyclique, le Pape exprimait sa douleur toujours plus grande devant l'oppression croissante dont l'Eglise était l'objet en Allemagne. Les constantes violations du Concordat laissaient percevoir des intrigues qui ne pouvaient avoir d'autre effet qu'une guerre d'extermination. Les sombres nuages annonciateurs d'une guerre de religion sans merci menaçaient l'Allemagne. Le Pape en appelait aux fidèles pour maintenir leur vraie foi et pour résister au culte idolâtre de la Race ou du Peuple, de l'Etat ou de la Constitution. Il fallait résister à tout travestissement des doctrines et de la morale chrétiennes, comme il fallait résister à l'opposition délibérément fomentée entre les buts de la religion et ceux des mouvements de la jeunesse d'Etat. Prêtres et laïques étaient également appelés à rester fidèles au Christ, à Son Eglise et à reconnaître la primauté de Rome.

Hitler était furieux. Le clergé catholique avait osé défier publiquement son autorité devant le monde entier. La puissance de l'opposition capable de monter un coup aussi audacieux, sans que la *Gestapo* n'en ait rien su, s'étalait désormais au grand jour. L'espoir de réaliser l'unité nationale sous le gouver-

nement nazi s'effondrait devant cette perfidie de l'Eglise catholique. Sur l'ordre exprès d'Hitler, l'Encyclique fut considérée comme un appel aux armes [44]. Tous les exemplaires devaient être saisis. Tous ceux qui seraient surpris en train de la distribuer seraient arrêtés et rayés du Front du Travail allemand. Les imprimeries qui y seraient impliquées seraient fermées et mises sous séquestre. Les procès intentés au clergé catholique pour trafic de devises et pour mauvaises mœurs devaient être immédiatement repris. Toutes les mesures devaient être prises pour la fusion des groupes de jeunesse catholique et de jeunesses hitlériennes. Le ministère des Affaires étrangères reçut l'ordre de protester avec la plus grande violence contre le Vatican, pour ingérence dans la politique intérieure de l'Allemagne, ce qui était une violation des accords du Concordat de 1933. Au ministère des Cultes, Kerrl engagea sur le ton le plus aigre, une correspondance avec le Cardinal Bertram, dans laquelle il accusait l'Eglise de trahison envers l'Etat, sans faire le moindre effort pour répondre aux accusations de l'Encyclique. Deux mois plus tard, Hitler envisageait une action beaucoup plus dure encore contre l'Eglise catholique, avec rectification unilatérale du Concordat et suppression de quatre ou cinq des articles les plus importants [45]. Pour affirmer son mépris, il se refusa à la visite de courtoisie qu'il devait rendre au Vatican, lors de sa visite officielle à Rome, en mai 1938.

Malgré tout, il en était encore qui se refusaient à une rupture définitive de l'Eglise catholique et du nazisme, persuadés qu'elle servirait uniquement à confirmer la déclaration du Pape sur l'opposition irréductible du catholicisme et du nazisme. Malgré le défi sévère lancé à l'autorité nazie par l'encyclique, il restait que sur tous les points, sauf dans le domaine

expressément ecclésiastique, les dispositions du parti nazi recevaient le soutien enthousiaste de millions d'Allemands catholiques. User de représailles ne pouvait qu'exaspérer la tension. Il valait donc mieux ignorer l'encyclique et ne pas tenir compte des suggestions visant à une révocation du Concordat.

Rudolf Hess en personne déclara en septembre 1938 dans un discours adressé aux *Gauleiters* nazis :

« Une religion qui a influencé et même dominé la vie d'un peuple pendant deux mille ans ne peut pas être détruite ou vaincue par des mesures d'ordre extérieur et certainement pas par des tentatives pour la ridiculiser, par une vaine agitation ou par des attaques lancées contre Dieu. Plus les fidèles du national-socialisme que nous sommes éviteront les querelles religieuses et resteront éloignés des cérémonies de l'Eglise, plus nous mériterons le loyalisme du peuple par le strict accomplissement de nos devoirs, plus nous gagnerons d'adeptes au national-socialisme. Ils reconnaîtront que la Providence est avec nous et que notre travail est une institution divinement organisée; avec plus de conviction que jamais, détournons-nous donc des Eglises... [46].

La tactique du silence complet, continuait Hess, a déjà prouvé son efficacité. Peu de gens écoutent la lecture faite en chaire des lettres pastorales, et tant que les catholiques se verront refuser la facilité de publier leurs vues, leur influence restera minime, surtout si la contre-propagande nazie se tait. Tout en tenant fermement éloignés de la politique les ecclésiastiques, il faut les inciter à rendre hommage à Hitler pour les avoir débarrassés du communisme [47].

Ainsi, pour des raisons de commodité, les nazis cessèrent-ils de harceler directement l'Eglise catholique et s'appliquèrent-ils à intensifier leurs attaques contre ses activités, afin de limiter son influence sur

le peuple allemand. La Gestapo eut toute liberté pour isoler les membres du clergé dont les activités pouvaient être taxées d'hostiles à l'Etat. Un à un furent brisés tous les bastions de l'Eglise; la résistance lui devint impossible.

CHAPITRE VII

RIVALITÉS POUR S'ASSURER LE CORPS ET L'AME

« La voie de « notre génération » à travers l'existence doit être celle du National-Socialisme et, par suite, nos enfants ne doivent avoir d'autre idéal qu'Adolf Hitler. »

Ministre d'Etat WAGNER,
15 février 1937.

Kerrl n'avait pas réussi à faire du ministère des Cultes un instrument de contrôle des activités ecclésiastiques; de son côté la campagne idéologique de Rosenberg n'avait eu qu'un succès limité; ces deux échecs laissaient le champ libre à Himmler et à Heydrich qui allaient dominer cette nouvelle étape de la lutte. Au cours des dernières années avant la guerre, ils aggravèrent largement les restrictions

administratives et les méthodes d'intimidation. Ils avaient un triple objectif : agir sur les organisations laïques, presse, radio, et en général sur toute communication possible de l'Eglise avec les fidèles; sur le travail éducatif de l'Eglise et même sur les activités des sectes plus petites et de moindre intérêt.

I. *La* Gestapo *établit ses plans.*

La stratégie de cette campagne fut organisée au quartier général de la *Gestapo* à Berlin. L'anticléricalisme d'Himmler s'y trouva renforcé par la furie démoniaque de son subordonné Heydrich, toujours partisan acharné des mesures violentes contre l'Eglise. Sous la direction de ces deux hommes, la *Gestapo* tendit un filet suffisant pour étendre leur influence sur la totalité de la vie religieuse allemande. Une section spéciale, la IV B, sous la direction du chef de groupe S.S. Müller, fut chargée des questions politiques pour les Eglises, les Sectes et les Juifs. Elle devait recueillir tous les renseignements concernant les activités des adversaires nazis et enseigner aux unités locales à mener leur action. Ce service comptait outre Eichmann, trois prêtres catholiques défroqués et un pasteur protestant; parmi eux : Albert Hartl et Friedrich Murawski qui avaient abandonné l'Eglise pour la *Sicherheitspolizei :* leur connaissance approfondie de la vie de l'Eglise les rendait précieux à la *Gestapo;* ils suggéraient des mesures de répression et d'intimidation.

Bien que la *Gestapo* dépendit normalement du ministère de l'Intérieur, Himmler avait, en fait, réuni dans ses mains toute la puissance policière. Excep-

tionnellement ses décisions prises pouvaient être annulées par d'autres ministères, celui de Kerrl par exemple, plus rarement aussi par des groupes constitués ou non. Il est actuellement impossible de préciser quels furent les premiers responsables des persécutions et des actes de terrorisme; il est évident pourtant que les mesures les plus violentes et les plus inexorables prises contre les Eglises le furent sur l'initiative d'Himmler et d'Heydrich. Conformément aux dispositions de la *Gestapo,* une campagne sans répit fut poursuivie pendant toute l'année 1937 contre l'Eglise catholique. La publication de *Mit Brennender Sorge* avait été considérée par la *Gestapo,* nous l'avons vu, comme un défi; une conférence de spécialistes des questions ecclésiastiques fut réunie pour y répondre. Sous la présidence de Hartl, à Berlin, en 1937, elle ordonna l'intensification de la lutte. Ce document intéressant, qui nous est intégralement parvenu, couvre toutes les branches de l'activité de l'Eglise et indique toutes les mesures à prendre pour les entraver. Sous le titre : « Prochains objectifs de la campagne contre les adversaires religieux », la première partie passait en revue l'ensemble de la situation. La *Gestapo* n'ayant aucune chance de réussir si elle n'était pas informée de tout ce que comportait l'administration intérieure de l'Eglise, il fallait établir un système de contacts efficaces (*V-Männer*) grâce à quoi les renseignements venant de l'Eglise elle-même donneraient une idée exacte de sa structure, de ses chefs, de leurs forces, de leurs faiblesses, de la possibilité aussi de les détacher d'elle.

Etant donné la position bien établie des Eglises, une attaque directe n'était pas conseillée; il fallait rester dans les termes de la légalité. Sans être dénoncé, le Concordat devait rencontrer sans cesse,

dans la lettre et dans l'esprit, des difficultés méthodiquement préparées. Des mesures plus sévères viendraient ensuite contre les éléments les plus faibles et les moins aisés à défendre, contre des sectes plus petites, facilement dénoncées comme nids de marxisme et causes de dissensions pour le peuple. Les ordres monastiques, considérés comme les militants par excellence devaient être harcelés et finalement détruits. La police ne devait pas perdre de vue les associations laïques; si l'une d'elles pouvait être convaincue d'avoir contrevenu à la loi, elle devait être dissoute et ses fonds confisqués. Toutes les publications religieuses devaient être étroitement surveillées, ainsi que les sermons, puisque la chaire restait la seule manière que possédait le clergé de transmettre aux fidèles ses informations. Il fallait surtout faire attention aux Jésuites, les plus dangereux de tous les ordres religieux, en raison de l'excellence de leur organisation, de leur réseau d'informateurs, de la valeur de chacun d'eux. Il fallait prévoir des contacts personnels à Rome et à Genève pour connaître les relations existant entre le clergé allemand et celui de l'étranger. De même, les finances de l'Eglise devaient être surveillées, ses ressources connues ainsi que ses dépenses, afin de s'opposer aux transferts illégaux en dehors du pays. Des instructions similaires concernaient les Eglises évangéliques.

Les résultats de cette conférence ne tardèrent pas à se faire sentir. Presque journellement, la *Gestapo* ordonna des enquêtes qui fréquemment entraînèrent la cessation de l'une ou l'autre des activités ecclésiastiques. Après avoir supprimé en 1935 les quotidiens catholiques, les nazis portèrent leur attention sur les hebdomadaires diocésains, dans lesquels les évêques donnaient leurs directives. En août 1936, chaque diocèse reçut l'ordre de se limiter à un seul

journal, ce qui réduisait de deux tiers les publications. En octobre, Kerrl défendit l'insertion des lettres pastorales qui critiquaient trop souvent la politique nazie. Pour subsister, les directeurs de journaux furent contraints de publier des articles conformes au credo nazi. S'ils s'y refusaient, le journal était supprimé, ce qui se produisit dans le diocèse de Berlin et de Münster. Au début des hostilités, par patriotisme, d'un commun accord, la presse religieuse soutint l'effort de guerre allemand; elle n'en fut pas moins contrainte à suivre les directives du parti, faute de quoi la fourniture du papier lui était refusée. Les catholiques ne renoncèrent pourtant pas à leur contre-offensive, par les bulletins paroissiaux, les lettres sur l'actualité et le livre *Etudes sur le Mythe du Vingtième Siècle*. Ne pas oublier, à ce propos, le *Centre de contre-propagande antichrétienne,* dirigé par Canon Joseph Teusch, auteur de *Les Vérités du Catéchisme,* dont il vendit plus se sept millions d'exemplaires [1].

Pour obvier au manque de journaux, les Eglises multiplièrent les réunions. Le *Sicherheitsdienst* de juin 1937 en relève un nombre quatre fois plus élevé qu'en 1933; elles étaient également beaucoup plus suivies. Les processions et les pèlerinages furent incomparablement mieux préparés. Les organismes et les associations catholiques ne diminuèrent pas et comptèrent parfois jusqu'à mille adhérents. Nombre de constructions et d'aménagements nouveaux manifestèrent la vitalité de l'Eglise. Pour compenser la suppression des groupes de jeunesse, les groupes d'acolytes furent multipliés [2]. Bien que souvent interdites, ces réunions rapprochaient pourtant ceux qui participaient à la lutte contre la persécution croissante.

A leur tour, les nazis répondirent en accentuant

leur propagande, l'intimidation policière, la pression économique, et la diffamation. De 1937 à 1938 toutes les organisations catholiques laïques, depuis celles qui groupaient de très jeunes enfants, jusqu'à la puissante société Kolping et les sociétés de jeunes gens durent fermer leur porte, et leurs biens furent souvent confisqués. La *Gestapo* invoquait alors le décret présidentiel du 28 février 1933, lui enjoignant de combattre le terrorisme communiste. Comme l'observa Guenther Lewy :

« Il est clair que l'Eglise ne pouvait pas l'emporter dans cette lutte. L'existence du Concordat retardait peut-être les événements, mais il ne pouvait pas, finalement, protéger les organisations catholiques contre les attaques d'un Etat puissant [3].

Processions et pèlerinages subirent aussi de sévères limitations. Dès 1935, les processions de la Fête Dieu furent étroitement surveillées en Bavière, comme si elles recélaient un danger pour l'Etat. Une circulaire de Kerrl aux Eglises précisa que la Fête de l'Eucharistie était une cérémonie trop sacrée pour s'accommoder de réunions profanes et que celles-ci seraient annulées. Quant aux pèlerinages, furent tolérés ceux qui étaient entrés dans la tradition et se dirigeaient vers des sanctuaires célèbres; mais il fut interdit d'en organiser de nouveaux, comme il fut interdit aux paroisses de se réunir pour une manifestation de masse.

Les retraites, les camps, les classes de confirmation, même les simples promenades accompagnées d'un membre du clergé furent l'objet de limitations semblables [4]. Dès qu'il s'agissait de sortir des murs de l'église, une permission de la police était nécessaire et devait être demandée un mois à l'avance, avec la liste des participants et le programme exact des cérémonies. Les cours ménagers, la préparation au

mariage et les cours de puériculture furent également interdits, puisque l'attitude des catholiques devant le mariage, du point de vue racial et biologique différait de celle de l'Etat national-socialiste [5].

Il fut défendu de publier les noms de ceux qui avaient quitté l'Eglise. Des instructions sévères réglèrent le déploiement des oriflammes et des bannières. Le drapeau nazi devait être déployé pour toutes les cérémonies et pour l'anniversaire d'Hitler. La vente porte-à-porte d'images et de brochures religieuses fut interdite. Si pourtant une raison théologique répondait de cette transgression, la peine était ordinairement légère. Sur 17 000 pasteurs coupables dans cet ordre d'idées, une cinquantaine seulement furent condamnés à plusieurs mois de prison [6].

Un évêque catholique fut chassé de son diocèse, un autre condamné à une courte peine de prison comme complice dans un trafic de devises. Pourtant Mgr Galen qui n'hésitait pas à critiquer la politique nazie ne fut pas inquiété et, dans l'ensemble les condamnations à mort, ou même à la prison ne frappèrent pas très souvent le clergé catholique allemand.

Cette apparente compréhension n'était qu'une tactique. Comme devaient le montrer les événements de Pologne de septembre 1939, les nazis n'avaient aucun scrupule à lancer une campagne de persécution totale contre les Eglises, lorsque leur politique y trouvait son compte, mais en Allemagne même, ils combinaient curieusement l'agitation de gauche, la réglementation bureaucratique et l'arbitraire des mesures répressives.

Aussi bien la lutte était toujours inégale. La fermeté avec laquelle les ecclésiastiques s'efforçaient de s'opposer à la puissance mobilisée d'une police d'Etat était d'autant plus remarquable qu'ils étaient peu nombreux. Ils ne pouvaient faire entendre la voix

des masses, mais seulement celle d'une conscience courageuse, témoin d'une situation totalement inattendue et honnie. C'est elle pourtant qui sauva l'Eglise de l'apostasie.

II. *La campagne dans le domaine de l'Enseignement.*

A part leur attaque de la culture moderne du Vingtième Siècle, les nazis proclamèrent très vite leur aversion pour le système d'éducation « sans Dieu et athée » parrainé par les gouvernements de la république de Weimar. Ils redoutaient les dangers de l'athéisme et du marxisme et voulaient en débarrasser l'Allemagne en élevant la jeunesse dans l'esprit des croyances morales et religieuses où s'exprimait véritablement le *Volk* allemand. Une des premières décisions de Rust, le nouveau ministre prussien de l'Education nationale, en février 1933, fut d'ordonner l'introduction de l'instruction religieuse dans les écoles professionnelles et de réduire le nombre de celles qui étaient essentiellement laïques « afin d'empêcher le retour du paganisme et avec lui une régression de la culture allemande de plusieurs siècles [7]. » Dans ses discours de mars 1933, Hitler, chaleureusement soutenu par ses collègues du cabinet Hugenberg et par von Papen [8], affirma que les écoles libres seraient maintenues, et, conformément au Concordat de juillet 1933, que les facultés de théologie et l'instruction religieuse seraient respectées et continuées.

Il fallut peu de temps au totalitarisme nazi pour se faire sentir. Les premières mesures furent prises contre les professeurs de l'université notoirement

antinazis qui souvent prirent le chemin de l'exil, comme tant d'autres intellectuels par la suite. Les clubs d'étudiants furent contrôlés par les nazis. Le *Führerprinzip* fut introduit dans l'organisation universitaire, et les Recteurs désignés par le ministère. Dans les écoles, les programmes furent complétés par les considérations nazies. Le mouvement des jeunesses hitlériennes se trouva constamment encouragé, les maîtres contraints d'adopter l'idéologie nazie, les Juifs renvoyés. En un mot, « l'instruction devint un exercice militaire et collectif, pour la formation physique et intellectuelle des jeunes, exprimée conformément à l'idéologie dynamique *völkisch* [9].

Dans ces conditions, les facultés de théologie ne pouvaient rester indemnes. En refusant de jouer auprès de la jeunesse le rôle que leur avaient prescrit les nazis, les Eglises avaient perdu une grosse partie de leur audience. Comme disait Hess : « La question de l'Eglise est, pour finir, une question de jeunes. En dehors de l'enseignement donné aux jeunesses hitlériennes il faut tenir compte de l'influence des parents. Moins leur hostilité sera suscitée par les questions religieuses, moins il prêcheront l'opposition à leurs enfants [10]. »

Si Müller avait amalgamé la jeunesse évangélique à la jeunesse hitlérienne, les organisations de jeunesse catholique subsistaient, réduites dans leurs activités, mais toujours entretenues par les écoles catholiques.

Une fois au pouvoir, les nazis n'eurent pas de répit avant d'avoir supprimé ces écoles pour ne garder que les écoles d'Etat. Avant eux déjà, le besoin de réformes s'était fait sentir, mais les grosses différences existant entre les provinces avaient encore grandi, du fait de la décentralisation poursuivie par la république de Weimar. En Prusse et en Bavière, il n'y avait que des écoles confessionnelles, offrant

des conditions également favorables aux élèves catholiques et protestants. Ailleurs, dans les pays de Bade et de Hesse, il n'y avait pas d'écoles confessionnelles, mais l'instruction religieuse y était donnée séparément aux catholiques et aux protestants. Les écoles supérieures n'étaient pas en majorité confessionnelles, en Bavière on trouvait des écoles privées soutenues par l'Etat, surtout les écoles de jeunes filles; en 1936, les catholiques représentaient 76,7 % des élèves des écoles secondaires. Les instituteurs étaient formés dans des écoles normales catholiques.

Pour les nazis, cette diversité était détestable. comme l'avait proclamé Hitler, le 1er mai 1937 : « Il n'y a qu'un peuple allemand, il ne doit donc y avoir qu'une jeunesse allemande. Il ne peut y avoir qu'un mouvement de jeunesse allemande, parce qu'il y a seulement une manière d'enseigner et de former la jeunesse allemande... Ce Reich est reconstruit à neuf sur sa jeunesse... Il ne la cédera à quiconque [11]. »

Plus succinctement déclarait Hitler : « Un Peuple — Un Chef — Une Ecole! »

En raison du Concordat et des accords spéciaux avec les provinces, il fallait seulement agir avec prudence. En 1939, Bormann ordonnait aux nazis de toutes les régions :

« La création d'un système scolaire idéologiquement conforme à notre but est un des devoirs les plus importants du Parti et de l'Etat. Pour y parvenir, il faut détruire complètement l'influence religieuse... [12]. »

Pour commencer, il fallait préparer l'opinion publique en insistant sur la nature antigermanique de l'instruction religieuse.

Comme le remarqua Micklem : « La suppression des écoles chrétiennes s'est faite systématiquement, mais localement et graduellement, non par une déci-

sion gouvernementale parue au *Journal Officiel*[13]. »
La Bavière catholique fut le théâtre de la lutte la plus rude. Dès 1935, les parents venus pour l'inscription de leurs enfants dans les écoles catholiques furent soumis à une propagande de barrage et à des menaces concernant leur gagne-pain s'ils persistaient à choisir ces écoles de préférence à celles de l'Etat unifié. Un an plus tard, le Cardinal Bertram adressait une véhémente protestation à Hitler contre cette campagne insensée : « La Bavière, le Würtemberg et en général l'Allemagne du Sud connaissent une terreur sans précédent. Ceux qui se prononcent pour les écoles chrétiennes sont taxés d'ennemis de l'Etat[14]. »

Les consultations devenues habituelles des parents, grâce aux plébiscites locaux, parurent donner raison aux mesures nazies, mais on ne sait comment étaient obtenues ces majorités pronazies. Les nazis ne se contentaient pas de chiffres justifiant la fermeture des écoles chrétiennes au bénéfice des écoles « de la communauté », ils brandirent, pour Munich, par exemple, le chiffre de 35 % d'enfants inscrits dans les écoles chrétiennes, contre 65 % inscrits dans les écoles de la communauté en 1936, proportion exactement inverse de celle de l'année précédente. L'année suivante, alors que la campagne atteignit son maximum, 95 % des parents suivirent la ligne nazie. L'administration diocésaine de Munich ne douta pas des raisons de ce changement extraordinaire et soudain :

« Nous voulons que soient parfaitement clairs pour tous les points suivants : la rentrée scolaire a été dominée par des moyens parfaitement injustes et illégaux. Les malheureux parents de Munich ne le savent que trop bien. Un indescriptible terrorisme... mit dans l'impossibilité des milliers de parents de faire suivre à leurs enfants l'enseignement des écoles

catholiques. Le Directeur de l'Instruction publique à Munich empêcha les inscriptions dans les écoles chrétiennes. Le corps enseignant fut contraint par les autorités d'assurer le recrutement pour les « écoles de la communauté ». Le service de propagande du Parti avec toutes ses ressources fut mis à contribution : presse, tracts, meetings publics par centaines, radio, dénoncèrent les écoles chrétiennes comme nuisibles à la nation. Ouvriers, employés, fonctionnaires furent menacés de renvoi s'ils ne retiraient pas leurs enfants des écoles chrétiennes, et les économiquement faibles menacés de ne plus toucher le « Secours d'Hiver » ou de le voir grandement diminué [15]. »

Ailleurs des procédés similaires furent appliqués. En Sarre, le *Gauleiter* organisa une campagne de trois jours au cours de laquelle propagande et procédés d'intimidation furent utilisés à fond : l'école de la « communauté » recueillit 97 % des élèves. Le Würtemberg adopta une soi-disant école « chrétienne de la communauté ». Le Dr. Goebbels, entre autres, affirma que dans les écoles de la « communauté », l'instruction religieuse serait donnée « en harmonie avec les sentiments théistes du peuple allemand » et le vibrant appel des évêques aux fidèles leur demandant de rester attachés à leur école paroissiale fut dénoncé comme prouvant leurs « ambitions politiques ».

Le chef S.A. Köglmeier formula, à cet égard, en juillet 1936, le point de vue nazi :

« Sans doute possible, les moines, nos adversaires, sont en train de nous attaquer par tous les moyens. A cet égard, les lettres pastorales constituaient dernièrement encore une méthode assez utile. Il est amusant de constater que cette influence est plutôt limitée, bien qu'il ne faille pas la minimiser.

« Dans le cas de la fermeture des écoles, les mesures prises par le gouvernement bavarois contre les moines étaient justifiées... Ils sont sur le point de perdre une sphère d'influence si considérable que, par tous les moyens, ils cherchent à s'opposer à l'application de cette loi. Mais la lutte ne peut que tourner en notre faveur, et tous leurs efforts échoueront... puisque nous avons la puissance de l'Etat derrière nous. Il s'agit là de notre adversaire le plus sérieux, puisqu'il dure depuis deux mille ans, mais nous le détruirons [16]. »

Vers la fin octobre 1936, le ministre bavarois de l'Instruction Publique pouvait se vanter d'avoir « transformé en écoles de la communauté » [17] toutes les écoles chrétiennes de Bavière. Le Parti avait eu l'initiative de cet effort collectif. Une autre circulaire publiée en juin 1939, signée Bormann portait :

« Il est important qu'à la fin de l'année, il n'existe plus d'écoles chrétiennes, monastiques ou conventuelles. Dans bien des cas, cet ordre pourra être exécuté dès le deuxième semestre de 1939... Il s'étend aux orphelinats, aux cantines, aux maisons de famille et aux hôtels. L'exécution en sera seulement différée là où la hiérarchie ecclésiastique est trop fortement implantée et où nous n'avons pas les crédits suffisants pour prendre la place, dans les jardins d'enfants et les hôpitaux, par exemple [18]. »

Non seulement les écoles confessionnelles avaient disparu quand vint l'été de 1939, mais un sort analogue attendait les écoles et pensionnats privés. Un grand nombre étaient dirigés par des religieux ou religieuses, cibles de choix pour les nazis. Il fut défendu aux membres du parti d'y envoyer leurs enfants, les subventions furent supprimées et en été 1939, les membres du clergé ne purent enseigner que l'hébreu ou le catéchisme. Les membres des divers

ordres religieux furent renvoyés en masse, leurs écoles fermées ou converties en écoles d'Etat. Après 1938, les camps de jeunes pour les vacances cessèrent de pouvoir être organisés par des ecclésiastiques.

En Autriche, la campagne nazie fut effroyable; trois mois après l'Anschluss, un décret du ministre de l'Intérieur refusait toute contribution financière aux écoles catholiques, qui cessaient d'être reconnues par l'Etat. L'année n'était pas terminée que les autorités nazies locales avaient fermé toutes les écoles confessionnelles, les écoles techniques, commerciales et industrielles, ainsi que les pensionnats « en raison des divers événements qui s'y sont produits et de la nécessité d'élever la totalité de la jeunesse dans l'esprit du national-socialisme [19]. »

Les écoles de l'Etat n'étaient pas en mesure de faire face aux multiples nécessités qui leur incombaient du fait de la fermeture de toutes ces institutions, d'autant qu'il y avait déjà chez elles pénurie de professeurs qualifiés; mais les considérations pratiques disparaissaient devant la nécessité idéologique. Les lettres pastorales de protestation ne purent être publiées [20].

L'instruction religieuse donnée dans les écoles de l'Etat reçut les coups les plus durs, malgré les promesses du Dr. Goebbels, la nécessité de les « déconfessionnaliser » fut l'excuse invoquée pour rayer de leurs cadres nombre d'ecclésiastiques et remplacer l'enseignement chrétien par la religion « germanisée », tirée des principes du Mouvement allemand de la foi de Hauer. Rosenberg clamait que « le peuple allemand éternel domine toutes les religions et toutes les Eglises..., que la Cinquième symphonie de Beethoven est une révélation divine plus élevée que tous les livres de l'Ancien Testament [21]. » Le « chris-

tianisme positif » des nazis était un pot-pourri d'idées nationalistes antichrétiennes.

Une fois de plus les fausses promesses et les menaces judicieusement alternées furent complétées de restrictions administratives qui rendaient l'instruction religieuse impossible. L'horaire des études ayant été modifié en 1939, elle dut se faire avant ou après les classes et devint matière d'option; il appartint aux maîtres de décider s'ils voulaient ou non s'en charger. Il n'y eut bientôt plus de volontaires, les cours furent supprimés, et l'accès des écoles interdit au clergé.

Finalement le 1er juillet 1937, un décret du ministère retira aux prêtres le droit de s'occuper de l'instruction religieuse. En 1939, le temps qui lui était réservé dans les écoles professionnelles et les cours complémentaires fut limité à une demi-heure par semaine et bientôt entièrement supprimé. En même temps, les offices religieux étaient interdits à l'intérieur des écoles et les élèves n'eurent plus le droit d'assister aux offices de l'Eglise pendant les heures de classe. En Würtemberg et en Saxe, le ministère essaya d'introduire une forme d'endoctrinement religieux valable pour les protestants et les cathotiques et d'où l'Ancien Testament était rayé. Dans d'autres régions, les cours d'instruction religieuse furent réduits à deux heures par semaine et, en mars 1940, « en raison de la guerre », ils furent partout interdits dans les écoles secondaires, sauf en Bavière.

Le Syllabus, qui servait de base à l'instruction religieuse, fut de plus en plus modifié afin d'éliminer l'arrière-plan juif et subit des coupes sévères en ce qui concernait l'Ancien Testament [22]. En décembre 1937 l'hébreu fut rayé de l'enseignement secondaire. Jésus fut représenté sous les traits d'un héros germanique. De longs débats se tinrent pour savoir

s'Il avait été, en fait, de race juive. Suivant une version nazie, Il ne pouvait pas avoir été juif, parce qu'il n'y a pas de juifs charpentiers à travers le monde. S'Il avait été juif de naissance, Il se serait comporté comme un juif; mais ses actes furent toujours ceux d'un nordique, sans une goutte de sang juif. Les races nordiques avaient embrassé le christianisme, ce qui prouve une affinité fondamentale; le Christ était d'origine nordique. Le christianisme pouvait en vérité s'enorgueillir d'avoir été un des plus grands mouvements antisémites de tous les temps.

Voici la position d'Hitler :

« C'est la tragédie du monde germanique de ne pas avoir eu, né en son sein, de *Heiland* (Sauveur) allemand; d'avoir eu son évolution organique et spirituelle interrompue soudain avec violence; d'avoir vu Jésus « judaïsé », dénaturé, falsifié, tandis que nous était imposé un esprit étranger et asiatique. C'est un crime que nous devons réparer [23]. »

En 1938 la Ligue nationale-socialiste des Enseignants proposa de célébrer le Noël de l'école non-chrétienne. L'habitude de réciter la prière du matin, le benedicite et les grâces fut abandonnée. La messe du Saint-Esprit au début de l'année scolaire, après avoir été recommandée, fut interdite. Tout ce qui pouvait servir à la formation religieuse fut détruit. Le Christ et les saints furent remplacés par des symboles nazis. Les professeurs ouvertement chrétiens furent chassés.

Dès novembre 1938, Rosenberg pouvait se féliciter :

« Les programmes de toutes nos écoles ont été si profondément convertis à l'esprit antichrétien et antijuif que la génération montante sera protégée contre la filouterie des prêtres [24]. »

Et en juin 1939, Herr Bauer, inspecteur des Ecoles de Munich, complétait cette déclaration en disant :

« L'instruction religieuse doit disparaître des écoles. Nous demandons l'instruction dans la foi allemande, par des maîtres allemands, dans des écoles allemandes[25] ! »

Les plans pour les nouvelles écoles furent tracés. En 1938, la construction de dix écoles Adolf Hitler était annoncée. Placées non loin de la frontière, dans des régions très catholiques où le Concordat avait retardé la propagation de l'idéologie nazie, elles étaient réservées à l'élite de la jeunesse allemande, où se recruteraient les organisations nazies. Le programme de ces écoles comportait d'abord l'acceptation inconditionnelle du credo nazi, dont il s'agissait de démontrer aux élèves, à toute occasion, l'incompatibilité avec les doctrines chrétiennes.

Cette tactique nazie ne rencontra guère de résistance. Les ecclésiastiques qui protestèrent contre les limitations croissantes de leur travail furent privés du droit d'enseigner. La crainte de cette suspension faisait taire les doléances.

D'où ce commentaire du *Neue Zuricher Zeitung* en février 1937 :

« Les méthodes qui ont permis aux Allemands de détruire les clauses militaires du Traité de Versailles sont utilisées contre celles du Concordat, si bien qu'en fin de compte la proclamation du fait accompli consiste seulement à appeler les choses par leur nom[26]. »

Deux facteurs s'opposaient pourtant à la réussite complète de cette campagne. La résistance passive continuait dans les secteurs ruraux où la position du prêtre était trop bien établie pour être aisément détruite, et où les décrets nazis étaient souvent tour-

nés. A Odenburg, une si furieuse protestation s'éleva contre la suppression des crucifix sur les murs des classes, qu'il fallut les raccrocher en toute hâte. Leur remplacement en Bavière par le portrait d'Hitler fut aussi mal accueilli, et les nazis durent y renoncer. Pour calmer ce peuple offensé, la hiérarchie nazie désavoua ses sous-ordres. Mais là où les coups d'épingle échouaient, des mesures plus efficaces allaient amener la chute du catholicisme.

En outre, bien des maîtres considéraient que la fidélité à l'Eglise ne pouvait exclure le loyalisme envers l'Etat. Comment souhaiter l'abolition de l'instruction religieuse, partie intégrante de l'éducation? Pour eux, la formation du caractère allait de pair avec l'acquisition des connaissances. Kerrl osa prétendre que l'instruction religieuse n'avait pas à être limitée dans les écoles, puisque les doctrines chrétiennes n'étaient en aucune manière contraires au nazisme. Les « Chrétiens Allemands » établirent leur instruction religieuse sur leurs propres principes, avec Jésus de Nazareth comme exemple parfait du héros qui cherche Dieu. En Thuringe, en insistant sur l'aspect antisémite de l'instruction religieuse, on recommanda fort le *Stürmer* [27].

Fréquemment le culte d'Hitler supplanta la foi chrétienne. Comme l'écrivit une jeune étudiante de Welsau : « Au cours de religion, nous devons parler de notre Führer et apprendre les poèmes écrits sur lui. Point n'est besoin de poème ou d'écrit sur Paul ou Jean [28].

Tributaire des événements, l'attitude officielle nazie réagissait conformément aux circonstances. Un jeune attaché d'ambassade allemand ayant été assassiné à Paris par un juif exilé, le Gauleiter Wächtler voulut profiter de la vague d'antisémitisme que ce crime avait soulevé, pour faire signer à tous

les maîtres d'instruction religieuse cette déclaration très significative :

« A la suite de l'infâme assassinat de Paris, je ne peux célébrer plus longtemps les figures nationales d'un peuple qui s'applique exclusivement à haïr l'Allemagne. Je me déclare donc incapable d'assurer plus longtemps l'instruction religieuse... Novembre 1938. »

(signé .....) [29].

Un tolle se fit entendre surtout de la part des maîtres qui, dans les cours d'instruction religieuse s'efforçaient d'affirmer le christianisme positif du Parti et, par là, brisaient avec la neutralité en matière religieuse professée par le Parti; de Berlin parvint l'ordre de renoncer à la signature d'un tel document.

Au cours des années 1938 et 1939, les différences entre « modérés » et « radicaux » ne cessèrent de croître. Le conflit entre Kerrl et ses collègues accusait des divergences idéologiques et personnelles.

Martin Bormann, dont l'anticléricalisme grandissait à mesure qu'il entrait plus avant dans la faveur d'Hitler, écrivit :

« Le christianisme et le national-socialisme sont des phénomènes issus de causes entièrement différentes... je considère comme impossible la synthèse du christianisme et du national-socialisme [30]. »

Il admettait pourtant le danger d'abolir l'instruction religieuse dans les écoles sans la remplacer par quelque chose qui puisse convenir à l'éducation morale de la jeunesse. Il fallait donc préparer un manuel assez court de l'idéal du national-socialisme qui tiendrait lieu de catéchisme. D'ici là, l'instruction religieuse devait être continuée [31].

Les résultats de cette initiative purent être constatés en Würtemberg. Le *S.A. Obergruppenführer* Mergen-

thaler, ministre de l'Instruction publique avait prétendu, avant-guerre, « mettre de l'ordre » dans le Syllabus. En mai 1940, ayant interdit les leçons d'instruction religieuse pendant les heures de classe, il leur substitua un cours « d'instruction idéologique », sous le prétexte que quelques élèves n'appartenaient plus à l'Eglise, mais avaient quand même besoin d'un enseignement moral valable pour tous. Pour assurer à ce cours la préférence sur celui d'instruction religieuse, pression fut faite sur les parents et les enfants. De violentes protestations furent transmises à Berlin par les autorités religieuses, mais sans résultat : l'enseignement étant du ressort de la province, Berlin n'intervenait pas.

Comme terrain d'expérience, le Würtemberg, où le protestantisme était très actif, était mal indiqué. Rust, ministre de l'Instruction publique du Reich, le constata :

« Etant donné le caractère des deux adversaires : Wurm et Mergenthaler, les ennuis ne pouvaient pas être évités. L'Eglise est à blâmer au moins autant que l'Etat. L'adjoint du Führer croit qu'en Würtemberg des concessions sur la question de l'Eglise ne sont pas possibles [32]. »

La guerre étant déclarée, Hitler n'avait ni le goût, ni le loisir de soulever des querelles intestines inutiles pour des questions auxquelles il n'attachait qu'une importance secondaire. Pour Hess, en avril 1940, il fallait se désintéresser du sort de l'instruction religieuse. Tant qu'elle était donnée dans les écoles, on en laissait la responsabilité aux Eglises et les maîtres devaient être avertis qu'il ne leur appartenait pas de faire la synthèse entre le nazisme et les doctrines chrétiennes rivales. Pour l'ensemble de la population, l'instruction religieuse était relativement correcte. Seuls les évêques mettaient le feu aux poudres par

des sermons incendiaires, ainsi que les pasteurs, dans l'Eglise évangélique, qui, soutenus par Kerrl, prétendaient réorganiser leur affaire, alors qu'une majorité d'entre eux était aux armées. Quant à l'Eglise catholique, il n'y avait pas à répondre à ses protestations. Le Parti considérerait toute concession comme une défaite de l'Etat. Après la guerre, il serait temps de reconsidérer l'avenir de l'instruction religieuse pour la formation de la jeunesse nationale-socialiste. Et déjà Rosenberg dressait des plans pour l'avenir[33].

Cette campagne contre l'instruction religieuse dans les écoles fut exactement rééditée contre les collèges et facultés théologiques, dont les maîtres étaient tenus pour les adversaires religieux les plus actifs du régime. Dès 1933, des professeurs de théologie et de philosophie avaient été privés de leur chaire : Paul Tillich, Martin Buber, K.L. Schmidt, Ernst Fuchs et Otto Piper. En 1935 Karl Barth dut quitter Bonn pour sa Suisse natale. En mars 1936, la *Gestapo* de Bavière reçut ordre de rendre compte de toute manifestation d'hostilité au régime par les professeurs de théologie dans les séminaires catholiques. Dans le *Schwarze Korps* et dans les autres organes de la presse radicale nazie, les théologiens étaient constamment attaqués comme des fainéants inutiles ou des agents de la réaction politique. Des cours de théologie de l'Eglise confessionnelle furent déclarés illégaux en 1937 et dissous en 1941. A partir de 1938, les mesures de répression avaient été intensifiées. Les chaires de théologie avaient été réservées aux étudiants connus pour leurs sympathies nazies, les subventions financières retirées aux séminaires catholiques. Pour finir, facultés de théologie et collèges devaient être systématiquement détruits.

Le Gouvernement et le Parti travaillaient alors en étroite liaison. Ils étaient d'accord pour respecter les

termes du Concordat [35]. Mais un mémorandum, présenté par la *Gestapo* en janvier 1939, au ministère, soulignait qu'il comportait des échappatoires dont on pouvait se servir [36]. Premièrement, fermeture de toute faculté de théologie connue comme centre de résistance au nazisme : le collège des Jésuites d'Innsbruck par exemple [37]. Deuxièmement, réduction à une seule par diocèse, des institutions théologiques, comme le prévoyait le Concordat. Troisièmement, réduction des professeurs, en général plus nombreux dans les collèges allemands que Rome ne l'avait prévu. Ainsi les Eglises n'auraient plus à compter que sur leurs propres séminaires indépendants, la voie serait ouverte à la suppresion totale des institutions religieuses soutenues par l'Etat.

Bormann approuva ces suggestions [38]. Les facultés de Munich, de Salzbourg et Graz, qui n'avaient pas été mentionnées dans le Concordat furent fermées dès 1939.

Les maîtres devenus inutiles furent dirigés vers d'autres fonctions : « J'aimerais, écrivit Bormann, que ces chaires vacantes puissent être affectées aux nouvelles recherches d'institution récente : recherches raciales, études archéologiques, etc. [39]. »

Mais l'Eglise n'allait-elle pas en profiter pour s'installer dans ces nouvelles facultés? N'allait-elle pas ainsi enrayer l'influence de l'Etat? La *Gestapo* eut mission de mettre bon ordre à la création de ces nouveaux séminaires [40]. Néanmoins il fallait faire face à certaines difficultés d'ordre pratique. Le loyalisme de l'Eglise évangélique à sa tradition prussienne, ses états de service pendant la guerre rendaient impossible le lancement d'une campagne immédiate pour la réduction du nombre des ordinands. Concernant les catholiques, le moyen d'en réduire le nombre était d'abroger le privilège

d'exemption pour la conscription, tel qu'il était formulé dans le Concordat. Et d'autres mesures pourraient être envisagées quand toutes les clauses du Concordat auraient été enfin annulées [41].

Une nouvelle réduction des facultés théologiques fut envisagée en avril 1939 [42]. On réunit l'école professionnelle de Braunburg à la faculté catholique de l'Université de Breslau, et les facultés évangéliques de Rostock et de Greifswald à celle de Kiel. Peu après, la faculté de Berlin fut fermée. En Bavière, rien ne nécessitait cinq facultés d'Etat philosophiques et théologiques. Les collèges de Passau, Regensburg et Bamberg devaient être fermés en raison de leur opposition religieuse au national-socialisme. La faculté théologique de Göttingen devait être transférée à Giessen; celle de Leipzig réunie à celle de Halle et celle de Münster à celle de Bonn.

Le Professeur Walther Schultze, chef des professeurs d'université (*Reichsdozentenführer*) suggéra le classement des facultés théologiques protestantes en trois groupes : Groupe A : Berlin, Breslau, Iéna, Giessen, favorables au national-socialisme; Groupe B : Bonn, Breslau, Königsberg et Kiel encore flottantes; Groupe C : Tübingen, Erlangen, Rostock et Münster, très proches de l'Eglise confessionnelle. Les trois quarts des étudiants de théologie étant inscrits dans les institutions du Groupe C, on imaginait les sentiments antinazis qui marqueraient la prochaine génération de pasteurs. Des mesures allaient être prises pour limiter cette opposition politique potentielle et réduire de moitié le nombre des universités [43].

La guerre ralentit l'application de ces mesures [44]. L'avenir en laissait entrevoir une aggravation possible.

La pression nazie était telle que, dans les facultés

de théologie, le nombre des inscrits qui était de six pour cent des étudiants en 1933, tomba à deux pour cent en 1939. En 1933, il y avait mille inscrits à Berlin, il n'y en eut plus que quatre cent soixante-douze en 1937 et vingt en 1940. La situation continua rapidement à se détériorer pendant la guerre. Les Eglises allaient être en péril [46]. La collaboration très étroite entre le Parti, la *Gestapo* et le ministère de l'Instruction Publique était d'autant plus inquiétante pour les Eglises que les décisions, souvent prises avant que le ministère des Cultes en fût informé, se succédaient avec prudence, n'alertaient pas la population, et ne suscitaient pas son opposition.

III. *La Persécution des Sectes.*

Avec une parfaite impudence, les nazis n'en continuaient pas moins à prétendre que le Parti soutenait un « christianisme positif ». Officiellement il n'y avait aucune lutte contre les Eglises, rien n'avait été tenté contre elles, sinon pour leur interdire toute interférence en politique. Le *Schwarze Korps* déclarait qu'aucune association religieuse n'avait été supprimée, que seule une mauvaise foi évidente pouvait contester au national-socialisme son loyalisme et sa parfaite tolérance envers l'Eglise... que jamais le Parti n'avait été hostile aux activités religieuses, si elles n'offraient aucun caractère politique [47].

Ce fut pourtant contre les groupes religieux les plus faibles et les moins populaires, ceux qui n'avaient jamais trempé dans la politique, que les nazis dirigèrent leurs premières attaques.

Ces petites sectes n'avaient pratiquement pas de statuts légaux et ne recevaient aucune subvention tirée des impôts des Eglises. D'origine étrangère, d'où elles tenaient leurs revenus financiers, elles furent très vite suspectées de trahison par les nazis. Elles n'avaient que peu d'audience dans les sphères dirigeantes, et les mesures prises contre elles ne suscitèrent qu'une opposition réduite.

Les « Témoins de Jéhovah » furent parmi les plus malmenés. Quatre-vingt-dix-sept pour cent furent persécutés [48]. Plus d'un tiers périt pour n'avoir pas voulu se conformer aux ordres reçus. Ils furent interdits en Bavière, le 13 avril 1933; en Thüringe, le 26 avril; dans le grand duché de Bade, le 15 mai; en Prusse, le 24 juin. Les brochures où furent consignées leurs protestations contre le Gouvernement furent saisies et confisquées. Il leur fut déconseillé de prendre part au plébiscite de novembre et, en décembre, Heydrich donna l'ordre d'arrêter tous ceux qui répandraient les idées de cette société illégale.

Forts de la promesse faite au congrès international tenu à Bâle de développer en Allemagne la propagande en leur faveur, ils ne cédèrent sur aucun point. En avril 1935, la *Gestapo* saisit les biens de leur maison d'édition à Magdebourg et la police bavaroise intensifia sa campagne contre les membres de la secte. Leurs appuis internationaux, leur attachement aux prophéties apocalyptiques de l'Ancien Testament les désignaient aux nazis, comme les disciples du juif Karl Marx et les entraîneurs de la révolution bolchevique [49]. Mieux encore, le « milieu petit bourgeois » des « Témoins », leur message messianique, leur fanatisme et leur habileté de propagandistes faisaient d'eux, pour les nazis, une nouvelle forme de l'organisation du Parti. Sous un subtile déguise-

ment, ils retrouvaient leurs propres desseins politiques [50].

La persécution des « Témoins » commença dès l'accession des nazis au pouvoir. Ces « incroyables fanatiques » avaient en outre le tort de « se refuser au salut hitlérien, de n'accepter aucune fonction dans l'Etat national-socialiste et de s'opposer au service militaire [51]. »

Les peines de prison ne suffisant pas à les faire céder, l'ordre vint de les envoyer dans des camps de concentration, en s'arrangeant pour ne pas arrêter en même temps le père et la mère, car l'Etat ne tenait pas à avoir la charge des enfants [52]. Quand cette persécution fut publiée à l'étranger, les nazis redoublèrent d'efforts, allongèrent les périodes d'incarcération, emprisonnèrent des familles entières dans des « homes d'Etat ». Si la femme d'un fonctionnaire embrassait la foi des « Témoins », son mari pouvait demander le divorce. Ceux qui sortaient de prison ne pouvaient espérer retrouver un emploi. Pour être relâchés, certains devaient s'engager à ne plus avoir de contacts avec la secte; ils restaient sous les verrous s'ils ne signaient pas [53].

Quand les « Témoins » se refusaient au service militaire, ce manque de discipline ne pouvait manquer d'être stigmatisé. Il n'est même pas surprenant qu'en août 1938, on fît passer une loi punissant de mort le refus de servir sous les drapeaux. Ce refus étant un article de foi pour les « Témoins de Jéhovah », ils furent presque tous condamnés à mort [54]. Beaucoup furent exécutés, Quelques-uns furent condamnés à servir quand même parmi la troupe, d'autres enfin furent enfermés dans des asiles comme fous; beaucoup furent envoyés à Dachau.

L'inébranlable détermination des « Témoins de Jéhovah » fit impression sur les nazis. Himmler lui-

même, dans une lettre de septembre 1944 à Kaltenbrunner, alors que les armées allemandes battaient en retraite sur tous les fronts, exprima son admiration et suggéra que les « Témoins » pourraient, après la victoire, être installés dans les vastes plaines de Russie où, sur les marches de l'empire allemand, ils serviraient de barrière aux ambitions soviétiques. S'ils convertissaient la population locale, ce serait pour le mieux; leur pacifisme les empêcherait de prendre les armes contre les nazis et leur haine des catholiques et des juifs les préserverait de toute collaboration avec ces ennemis du Reich. Ils étaient en outre sobres, tempérants et travailleurs, gens de parole, c'étaient d'excellents fermiers qui, ne pensant qu'à l'éternité, n'ambitionnaient pas les biens terrestres [55].

Himmler était-il sincère? Les S.S. des camps de concentration ne témoignèrent pas en actes, en tout cas, du même respect.

Les autres sectes ne firent pas preuve de la même détermination. Certaines achetèrent leur indépendance par de chaleureuses professions de foi en faveur des buts politiques de la nouvelle Allemagne [56], ce qui ne les mena à rien. La plus dangereuse était la franc-maçonnerie, que les nazis considéraient comme leur principal adversaire, avec le judaïsme et le christianisme. Puissance internationale, elle constituait une véritable menace pour l'influence du Parti. Les nazis refusaient de croire au patriotisme des francs-maçons, simple masque, pensaient-ils, derrière lequel se dissimulaient des activités subversives. Il était de plus difficile de repousser la franc-maçonnerie comme appartenant à un mode de vie « petit bourgeois », en raison de l'influence mondiale qu'elle exerçait sur les classes moyennes, comme le marxisme s'efforçait d'imposer la sienne au monde ouvrier.

Enfin, la place des Juifs dans les hautes sphères de la maçonnerie, dont le secret est partie intégrante, suffisait à convaincre le Parti que les maçons, si forts qu'ils pussent proclamer leur loyalisme, travaillaient dans l'ombre à miner la pureté essentielle de la race allemande.

A partir de 1933, une campagne acharnée fut entreprise contre les Loges allemandes, déclarées superflues et indésirables. Les francs-maçons furent exclus du Parti; ils en étaient renvoyés s'il était prouvé qu'ils y avaient été précédemment inscrits.

Des loges furent dissoutes, de gré ou de force. En 1935, la *Gestapo* put annoncer la dissolution prochaine des plus anciennes : la Loge du Grand Maître des Trois Globes, la Grande Loge Prussienne de l'Amitié et la Grande Loge des Francs-Maçons d'Allemagne. Les biens de certaines loges furent saisis et séquestrés.

La plupart des autres petites sectes furent de même manière accusées de constituer un danger pour la cohésion de la nation allemande et d'être en rapport avec des organisations étrangères, moyennant quoi l'influence de la juiverie mondiale et du communisme était à redouter; certaines en souffrirent [57].

Les sectes plus importantes, méthodistes, baptistes, adventistes du Septième Jour, Catholiques Allemands étaient assez nombreuses pour se neutraliser mutuellement et prouver leurs divisions. Peu molestées, certaines furent même récompensées; en majorité pourtant elles furent dissoutes et leurs biens confisqués, généralement en 1937. En 1941, Heydrich s'attaqua aux astrologues, occulistes, spiritualistes, cartomanciens, homéopathes, anthropologues, théosophes et à tous ceux qui, par des pratiques occultes ou secrètes pouvaient être soupçonnés de nuire à la santé spirituelle du peuple allemand [58]. Les partisans

de la Science Chrétienne furent particulièrement suspects, en raison, à la fois, de leurs pratiques médicales contraires aux idées nazies et à l'influence juive et maçonnique que pouvait exercer sur eux leur quartier général international de Boston. En mars 1935, elle fut interdite aux membres du Parti; en 1941 l'association fut dissoute.

Rien, de près ou de loin, ne devait faire ombrage au nazisme.

CHAPITRE VIII

COLLABORATION OU INTIMIDATION?

Nous avons conquis toutes les positions
Et sur les hauteurs nous avons planté
Les bannières de notre révolution.
Vous croyiez que nous ne voulions rien
[d'autre.
Nous voulons davantage,
Nous voulons tout.
Vos cœurs sont notre but
Ce sont vos âmes que nous voulons [1].

I. *Rivalités nazies non résolues*

En 1937, la campagne nazie contre les Eglises paraissait près de réussir. Goebbels contrôlait tous les modes d'information possibles et répandait partout les vues et les doctrines nazies. Les idées de Rosenberg et les groupes *völkisch* à l'honneur dans les écoles s'exprimaient au cours de cérémonies semi-

païennes. Les jeunesses hitlériennes groupaient presque toute la jeunesse allemande. D'avance, le travail éducatif des Eglises était saccagé. Streicher se chargeait de la propagande antisémite et anticléricale. Le ministre Ruster avait miné la position des écoles libres et transformé les universités en institutions nazies. La police d'Himmler brisait toute opposition; la loi, toujours tournée, était au service des nazis; Kerrl supprimait tout mouvement de résistance au sein de l'Eglise. Comme l'écrivit trente ans plus tard le Vicaire-Général du diocèse catholique de Berlin :

« Hitler était l'auteur de la politique antichrétienne. Il ne manquait pas de collaborateurs de choix : la *Gestapo*, Goebbels et sa propagande, Kerrl au ministère des Cultes, Bormann et Rosenberg au Bureau du Parti [2]. »

La situation était au reste beaucoup plus compliquée. Parmi les chefs du Parti, les rivalités causaient d'énormes dissensions concernant ses relations futures avec les Eglises. D'après une analyse due à un catholique, et trouvée dans les papiers d'Himmler, la lutte ne s'est envenimée que par suite du fanatisme dont les deux camps ont fait preuve. On craignait beaucoup une reprise du *Kulturkampf*.

« Parmi les modérés du national-socialisme assez avisés pour vouloir une politique réaliste, le grand nom est Hess. Cet adjoint du *Führer* toujours calme et posé, beaucoup plus puissant dans le Troisième Reich qu'on ne l'imagine à l'étranger... Il freine les plus avancés, croit à une politique d'entente avec les catholiques, jouit de l'entière confiance d'Hitler... Second élément d'une politique de réconciliation, le très intelligent *Gauleiter* de la Sarre et du Palatinat... [3] ».

On pouvait s'appuyer sur Goering et sur Ley pour

une politique modérée, capable de contenir les extrémistes Rosenberg et Schirach. Hitler restait indécis, mais penchait pour une solution pratique plutôt qu'idéologique.

Autre éventualité espérée par Kerrl et dont ce document ne parlait pas : la réconciliation possible du nazisme et du christianisme :

« Le national-socialiste non seulement reconnaît l'amplitude de ses obligations envers Dieu et l'ordre divin, mais il vit cet ordre. Le national-socialiste digne de ce nom est celui qui connaît les commandements de Dieu, dans sa conscience et dans son sang. Ainsi l'Etat lui-même est la forme vivante de la foi nationale et commune en Dieu, exprimée dans l'expérience [4]. »

Kerrl voulait également prouver que l'enseignement du Christ n'allait pas à l'encontre des doctrines nationales-socialistes :

« Le Christ ne nous a pas enseigné la lutte contre la doctrine nationale-socialiste de la Race. Il a livré un combat sans précédent au Judaïsme, c'est pourquoi ils l'ont crucifié [5] ! »

L'Etat, ajoute-t-il, peut-il être tenu pour antichrétien, après toutes les subventions accordées aux Eglises? Les manœuvres politiques de quelques hauts dignitaires ambitieux ont entraîné toutes les discordes. S'ils ne s'étaient pas mêlés de politique, rien ne serait arrivé. L'Allemagne ne peut avoir qu'un chef; le peuple doit le suivre, obéissant et discipliné.

« Le véritable christianisme est représenté par le Parti, et le peuple allemand est maintenant appelé par le Parti, et spécialement par le Führer, à un christianisme réel. Ce n'est pas l'Eglise, mais le Führer qui a démontré que la foi pouvait soulever des montagnes. Il est le héraut de la révélation nouvelle [6]. »

Ces vues sont très proches de celles des « Chrétiens Allemands » de Thüringe. L'Eglise confessionnelle rejetait ce salmigondis d'hérésies, sachant trop bien que c'était la porte ouverte à la religion du « Sang et du Sol », et que l'abîme entre la théologie de Rosenberg et l'orthodoxie des Eglises chrétiennes était infranchissable.

De plus, les professions de foi tolérantes de Kerrl ne cadraient pas avec la persécution de la *Gestapo* qu'il acceptait tacitement, s'il ne la suscitait pas. Où était la véritable attitude nazie? Le clergé n'avait aucun moyen de le savoir.

Les pasteurs ne savaient pas que Kerrl lui-même était empêtré dans un inextricable réseau de querelles et de contestations avec les nazis, ses rivaux, et que ses efforts étaient sans cesse contrecarrés. Son unique dessein était de réduire les divisions afin qu'unis derrière le Führer, ils pussent l'aider à accomplir la tâche gigantesque de créer une Allemagne nouvelle. Pour finir, il devait perdre entièrement confiance.

De leur côté, incapables de trouver un compromis satisfaisant à la fois pour l'Eglise confessionnelle et les « Chrétiens Allemands », les Commissaires de l'Eglise du Reich se retirèrent, le 12 février 1937 en déclarant leur tâche impossible [7].

Kerrl les réunit dès le lendemain et les menaça des pires représailles s'ils ne parvenaient pas à le satisfaire, « à accomplir la volonté de Dieu ». S'ils renonçaient à remplir leur devoir, il se voyait dans l'obligation de diriger lui-même l'administration de l'Eglise. Dès lors, il n'était plus question de procéder à des élections, puisque régnait entre eux une telle désunion. Il déclara que les pasteurs allaient être contraints d'obéir par la force, que le paragraphe « aryen » allait être introduit et que pas un juif ne

pourrait continuer à exercer une charge pastorale ou une quelconque fonction [8].

Deux jours plus tard, Hitler lui-même intervint et, sans tenir compte des décisions de Kerrl, annonça les élections libres d'un nouveau Synode général, en vue d'une nouvelle constitution pour l'ensemble de l'Eglise évangélique.

« Puisque la Commission de l'Eglise du Reich n'a pas réussi à constituer l'unité entre les divers groupes de l'Eglise évangélique, l'Eglise va se donner à elle-même une nouvelle constitution, avec une nouvelle structure, en toute liberté et par sa propre décision. Je donne donc pouvoir au ministre des Cultes du Reich pour préparer, à cette intention, l'élection d'un synode général et pour prendre toutes les mesures que cela comporte. »

Berchtesgaden
15 février 1937

signé :
« Le Führer et Chancelier du Reich
Adolf Hitler [9] »

Les raisons de ce brusque changement sont encore incertaines. Qu'espérait Hitler? Sans doute voulait-il se dissocier, lui et son Parti, d'un contrôle d'ensemble des affaires de l'Eglise que paraissait revendiquer Kerrl. Peut-être, face à la réaction que devait entraîner le discours de Kerrl, ne voulait-il pas pousser plus loin un conflit qui risquait de jeter le discrédit sur l'Allemagne.

Un désaveu aussi direct du ministre des Cultes ne pouvait qu'affaiblir, en tout cas, la position de Kerrl, tant dans l'Eglise que dans le Parti [10]. Les commen-

taires allèrent bon train : Pourquoi les menaces de Kerrl n'étaient-elles pas exécutées? L'Eglise confessionnelle était-elle si forte qu'elle échappait au contrôle nazi? Kerrl allait-il être remplacé?

« Bref, un courant d'air frais souffla sur le Troisième Reich et un soulagement plein de gratitude anima les membres de l'Eglise confessionnelle, sentiment comparable à la réaction qui dut accueillir l'annonce faite par Moïse aux enfants d'Israël, concernant la promesse du Pharaon de les laisser partir d'Egypte. Mais Kerrl était le Pharaon et Hitler était Moïse [11] ! »

Pour se redonner confiance à lui-même, Kerrl s'absenta souvent du ministère, et, reprenant ses discours, entreprit d'écrire un ouvrage sur les relations du christianisme et du nazisme et leur inséparable nature. Cependant l'Eglise confessionnelle rassemblait ses troupes pour les élections prochaines. Dans une lettre ouverte à Kerrl, Debelius exprima clairement la position de ses partisans [12]. La foi chrétienne, fondée sur le Christ crucifié et ressuscité, ne pouvait comporter de nouvelles révélations ou interprétations en accord avec la commodité politique.

« Laissez l'Eglise régler elle-même ses propres affaires librement et en toute indépendance [13]. »

Dans l'Allemagne nazie, liberté et indépendance étaient une vue de l'esprit. La promesse d'Hitler prouvait seulement l'embarras du Parti et Kerrl ne tarda pas à reprendre l'avantage. En attendant les élections, il reprit l'administration de l'Eglise avec les membres chargés des questions financières, sans assumer de responsabilité dans le domaine théologique [14].

Cette mesure souleva de véhémentes protestations dans l'Eglise confessionnelle. La contre-attaque fut rapide et se traduisit par une série de discours, de

sermons, de discussions violentes, prouvant à l'envi que la désunion régnait dans les Eglises, et, qu'en grande partie, le peuple allemand n'était pas préparé à être privé du droit d'exprimer ses vues individuelles. Tant de laïques avaient protesté et avec tant de vigueur que les nazis crurent bon de reporter les élections d'abord après Pâques, ensuite six mois plus tard. En juin, Kerrl interdit de se servir des bâtiments du culte pour la préparation des élections, mesure impopulaire qui n'arrangea rien.

Ainsi Kerrl n'avait pas su persuader aux Eglises de s'unir; Hitler n'avait pas obtenu d'elles le soutien de l'Etat nazi. En réponse s'ouvrit une politique de forte répression. Kerrl défendait sa position. Il s'était engagé à réussir en deux ans; le délai était presque atteint; il voulut prouver qu'il était maître chez lui. En juin 1937, Dibelius passa en jugement pour avoir contrevenu à la loi sur la Conspiration, dans sa lettre ouverte de février. Une réunion du Conseil des Frères du Reich, dans une église de Berlin, fut interrompue par la *Gestapo* et huit de ses membres furent arrêtés [15]. Dans les jours qui suivirent quarante-huit ecclésiastiques en vue de l'Eglise confessionnelle furent emprisonnés, et brochant sur le tout, le 1er juillet, Hitler signa personnellement le mandat d'arrêt du Dr. Martin Niemöller, principal objectif de l'attaque nazie, porte-parole le plus remarquable de l'Eglise évangélique.

Le délit dont Niemöller s'était personnellement rendu coupable était d'avoir lu en chaire les noms de ceux qui avaient déclaré avoir l'intention de quitter l'Eglise. Son arrestation causa une émotion profonde en Allemagne et à l'étranger, jusqu'au jugement. Impavides malgré tout, Kerrl et ses collaborateurs, face à cette soi-disant « déloyauté politique », intensifièrent leurs mesures de répression.

De nombreux pasteurs furent jetés en prison pour avoir ignoré la défense de Kerrl et quêté sans approbation du ministère. En novembre 1937, plus de sept cents pasteurs avaient été arrêtés, parmi lesquels Paul Schneider, coupable de n'avoir pas quitté sa paroisse, sur l'ordre de la *Gestapo*. Envoyé à Buchenwald, il y mourut dix-huit mois plus tard.

Ailleurs, prédications et conférences furent défendues à certains pasteurs; d'autres pasteurs furent chassés de leur paroisse ou privés de leur traitement. Kerrl menaça publiquement de réduire les traitements du clergé, si tous les membres « déloyaux » ne faisaient pas amende honorable. En juillet, l'accès des écoles de l'Etat, pour les cours d'instruction religieuse, fut interdit à tous les pasteurs. Les séminaires privés de l'Eglise confessionnelle furent fermés et supprimé le traitement des pasteurs qui en sortaient [16]. Les étudiants de théologie furent tous obligés de devenir membres d'une association nazie. Une des principales maisons d'édition protestantes fut saisie et confisquée. A Munich, conformément à un plan d'urbanisme un des plus vastes temples fut démoli.

Ces mesures jetaient un doute sérieux sur les promesses de février 1937 :

« On ne peut mettre en doute la parole du Führer. Libre à lui de choisir le moment le plus souhaitable pour les élections. Il a autre chose à faire qu'à s'inquiéter de pasteurs impatients [17]. »

Le 23 novembre 1937, Kerrl annonça qu'en raison des troubles où se débattait l'Eglise évangélique, les élections étaient remises à une date ultérieure. Le 10 décembre, de nouveaux décrets ajoutaient aux pouvoirs de Kerrl sur les Eglises des différentes provinces d'Allemagne. En janvier 1938, il tenta de donner la haute main sur le conseil de discipline, au Dr. Wer-

ner, « Chrétien Allemand ». Ces mesures, néfastes surtout pour l'Eglise confessionnelle, beaucoup trop en sympathie, pensait Kerrl, avec les évêques de l'Allemagne du sud, favorisaient les pasteurs des « Chrétiens Allemands » [18].

En avril 1938, en signe de gratitude à Hitler pour la réussite de l'*Anschluss*, Werner eut l'idée de faire prêter au Führer par tous les pasteurs, le même serment que prêtaient les militaires. Ils obtempérèrent en majorité [19], quelques-uns seulement refusèrent par souci des conséquences possibles. Ce refus ne fut d'ailleurs pas sanctionné car l'idée du serment n'avait pas été favorablement accueillie par le Parti. Le 13 juin, Bormann déclarait, dans une circulaire à tous les *Gauleiters* que le serment d'allégeance avait été proposé sans le consentement du Führer, qu'il n'y avait pas lieu de tenir rigueur aux pasteurs qui se refusaient à le prêter [20].

Kerrl n'avait rien gagné, au contraire. L'Eglise n'était pas plus près de l'Etat, les pasteurs étaient seulement plus proches entre eux. Les services religieux célébrés en faveur des pasteurs opprimés renseignèrent la communauté chrétienne sur les persécutions en cours, sans que la *Gestapo* puisse intervenir, puisqu'il ne s'agissait que de culte.

Le procès fait à Dibelius ne fut pas davantage, comme l'espérait Kerrl, l'occasion d'une mise en accusation des « vieilles factions réactionnaires », car Dibelius fut acquitté par ses juges. Seul exemple d'un ministre nazi désavoué publiquement par les tribunaux, Kerrl réclama l'envoi de Dibelius dans un camp de concentration, mais le ministre de la Justice s'y refusa.

Restait le procès de Niemöller, jugé en février 1938. Des instructions avaient été données pour que l'acquittement fût impossible [21]. Sept mois avaient

été nécessaires pour l'étude du dossier. Le ministère de la Propagande avait mené une campagne de diffamation. Niemöller était, entre autres accusations, déclaré traître à son pays. Le 2 mars, malgré tous les efforts du ministère, Niemöller ne restait coupable que de minimes infractions à la loi, qu'avait déjà expiées son temps de prison préventive [23].

Il n'était hélas pas facile de s'opposer à Hitler qui donna immédiatement l'ordre de le réarrêter. Il fut envoyé successivement au camp de concentration de Sachsenhausen et à celui de Dachau. Malgré les multiples protestations de ses amis, parmi lesquels figuraient de nombreux officiers supérieurs de la marine, Niemöller ne fut pas relâché [24]. Politiquement, ce mépris de la loi et de la situation établie de l'Eglise évangélique coûta cher à Hitler dans l'estime des observateurs étrangers, cependant qu'en Allemagne, pendant huit ans, Niemöller resta le symbole des martyrs de l'Eglise et que son nom fut prononcé quotidiennement dans tous les services religieux.

Le ministère des Cultes n'en poursuivit pas moins sa lutte. Le Secrétaire d'Etat Muchs suggéra d'insister sur la nécessité, pour ramener la paix dans l'Eglise, de supprimer le danger que la politique représentait pour elle [26].

Il s'opposa de même à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui pouvait conduire à la création d'Eglises libres, en dehors du contrôle de l'Etat, recevant des subsides financiers, un soutien politique et culturel du protestantisme mondial.

Pour Muchs, il importait que l'Eglise évangélique continuât à jouer le rôle qu'elle avait tenu jusque-là dans l'histoire, bras spirituel de l'Etat, dispensatrice au peuple d'une idéologie modelée sur les desiderata du gouvernement politique. La responsabilité de faire table rase des idées périmées et d'embrasser

l'ère nouvelle introduite par le nazisme revenait à ses chefs spirituels.

« L'appui du gouvernement ne sera évidemment accordé qu'aux pasteurs pour qui le devoir de l'Eglise sera, au départ, d'être fondamentalement en accord avec l'idéologie nationale-socialiste. ... La tâche essentielle est d'instruire et d'influencer le clergé, et grâce à eux les paroisses, dans l'esprit d'une Eglise étroitement liée à l'Etat et au peuple...

Conclusion : Evidemment toutes ces mesures sont temporaires. La forme de penser et de sentir de l'Eglise a été enracinée par une tradition séculaire; elle est si profondément ancrée que seule une lente progression pourra réussir... »

Ces plans de Kerrl et du ministère des Cultes rencontraient un scepticisme croissant chez les autres chefs nazis. Par sa maladresse à diriger les pasteurs et par ses efforts futiles en vue de mobiliser l'Eglise évangélique derrière le Parti, Kerrl était devenu un objet de mépris, suspecté de n'avoir en vue que sa position politique. En mai 1938, Hess déclara que ses mesures disciplinaires ne donneraient rien, qu'utiliser le pouvoir de l'Etat pour corriger des différences doctrinales aboutirait inévitablement au soutien, par l'Etat, d'une doctrine contre une autre, situation intolérable, étant donné la politique du Parti. En foi de quoi, il refusa de souscrire aux projets de Kerrl [27]. De son côté, en juillet 1938, Himmler écrivait à Goering :

« Je crains que le ministre des Cultes ne poursuive une politique malsaine en voulant créer de force une Eglise nationale chrétienne allemande [28]. »

Rosenberg repoussait de même manière les initiatives de Kerrl. En 1938, il affirma à Hitler qu'en essayant de lier un groupe de pasteurs à l'Etat nazi, Kerrl entraînerait le Parti dans des disputes théolo-

giques préjudiciables à l'Etat. Puisque les différences de religion, depuis des siècles, avaient suscité des guerres, le Parti serait avisé de rester à l'écart de toute association où figurait la tradition biblique. On ne pouvait s'attendre à rien de bon « si l'Etat national-socialiste, au lieu de se contenter de surveiller l'organisation de l'Eglise et de diriger ses finances, voulait établir légalement, et suivant les vues personnelles du ministre, la fusion du national-socialisme et du Nouveau Testament[29] ».

Hitler était bien de cet avis. Kerrl devait se borner à tenir en respect les factions rivales, à empêcher les factions politiques de s'implanter parmi elles.

Mais, prudent, il ne courut pas le risque d'attaquer simultanément toutes les Eglises; peut-être hésitait-il encore : rétablir des relations entre l'Eglise et l'Etat, ou conservant ce qui existait, réduire leur activité.

Dans les archives du ministère des Affaires Etrangères, cette note datée de septembre 1937 :

« En accord avec le ministre du Reich Kerrl, le Führer a l'intention, dans un avenir prochain, de régler l'affaire de l'Eglise et de l'Etat dans son ensemble. Cette décision doit être annoncée dans un important discours du Führer au Reichstag. Pour des raisons historiques sans doute, la date est fixée au 31 octobre (anniversaire de la Réforme). Le Führer aurait déclaré que, par ses conséquences, ce discours laisserait derrière lui les quatre-vingt-quinze articles de Luther et compléterait le travail de la Réforme dans l'esprit allemand. »

« Les Eglises resteraient des organismes légalement constitués; elles perdraient pourtant le droit de toucher des impôts, mais il ne leur serait pas interdit de réclamer des contributions volontaires. Il ne serait plus question pour l'Etat, à l'avenir, d'être chargé d'un fardeau quelconque touchant les Eglises. »

En fait, ce discours ne fut pas prononcé et la note qui, le même jour, devait être adressée au Vatican pour lui notifier qu'en raison des événements, le Concordat était périmé, ne fut pas envoyée [30]. Un an plus tard, en septembre 1938, au plus fort de la crise sudète, Rosenberg annonça, avec beaucoup de franchise et de modération (pour lui), qu'Hitler avait changé d'avis quant à la conduite à tenir vis-à-vis de l'Eglise.

« N'oublions pas que la position internationale de l'Eglise catholique exige, de notre part, une tactique très prudente. Contre elle, toute attaque affecte les relations internationales et peut ajouter aux difficultés déjà sérieuses de la situation. Que l'Eglise catholique et l'Eglise confessionnelle doivent disparaître de la vie de notre peuple sous leur forme actuelle, j'en suis intimement convaincu, et je me crois autorisé à ajouter que telle est également la position du Führer. Mais lorsque des groupes, représentant le soi-disant *Weltanschauung* allemand, croient raisonnable de proclamer un radicalisme échevelé, je dois reconnaître que non seulement ils nuisent au prestige du gouvernement, mais qu'ils créent des martyrs. Nous avons déjà fait du bon travail en inculquant la philosophie nationale-socialiste de la vie à la jeunesse allemande... Les jeunesses hitlériennes sont une éponge absorbante contre laquelle on ne peut se défendre... Rappelez-vous aussi que, dans l'Eglise catholique, il existe des Allemands sincères qui font leur travail de prêtres et sont totalement acquis à la philosophie nationale-socialiste... Nous ne commettrons pas la même erreur que Bismarck... [31]. »

Dès ce moment, en pratique, le Concordat n'était plus respecté. Comme le déclara plus tard un fonctionnaire du ministère des Affaires Etrangères : « En

majeure partie, ses dispositions étaient fondamentalement opposées aux principes de base du national-socialisme... Nous avions déjà cessé de le regarder comme réglant légalement notre politique intérieure. Nous évitions donc d'évoquer certains articles et de parler de leur violation. Il en est d'autres que nous respections et nous demandions aux catholiques d'en faire autant. Mais quant à l'ambiguïté de notre attitude, nous n'avions encore fourni aucune explication au Vatican [32].

Les intentions nazies demeuraient en effet secrètes. Dans une lettre privée au Grand Quartier Général de l'Armée, le 28 janvier 1939, Bormann affirmait qu'en presque totalité, le clergé devait être considéré comme un ennemi public du Reich :

« Si une crise se produisait dans l'Etat national-socialiste, les Eglises passeraient de l'opposition voilée à l'opposition ouverte... Elles ne seraient ni une aide, ni un soutien pour l'Etat... [33]. »

Partant de là, Bormann concluait que l'établissement de rapports plus étroits entre l'Eglise et l'Etat était fortement déconseillé. Leurs visées politiques étaient incompatibles. Pour l'Etat, le principe de la liberté de conscience pouvait seul garantir sa neutralité et l'empêcher d'être accusé d'être anti-Eglise ou antichrétien. Mais la neutralité laissait le champ libre à la dissémination de la philosophie nazie propre au Parti, celle qui devait être uniformément adoptée par toutes les organisations et formations enseignantes, à partir des forces armées des jeunesses hitlériennes.

Dans son rapport annuel, le jugement formulé par Heydrich sur le clergé était aussi péjoratif :

« En août 1938, les forces de l'Eglise virent dans la crise étrangère une possibilité de destruction éventuelle de la puissance nationale-socialiste... Elles

s'efforcèrent de semer l'incertitude et la nervosité parmi le peuple et d'affaiblir le dynamisme du Troisième Reich [34]. »

Il citait, outre les « activités subversives internationales du catholicisme et du protestantisme », l'hostilité constamment affirmée par le Vatican, l'attitude aggressive des évêques face à l'*Anschluss*, dont le meilleur exemple était celui de l'évêque de Würtemberg, Mgr Sproll, le désir de fixer le Congrès Eucharistique à Budapest, et les incessantes attaques et accusations d'athéisme lancées par les évêques dans leurs lettres pastorales contre les nazis, destructeurs de la vie de l'Eglise.

Au printemps 1938, Heydrich rappela que la Conférence des Evêques de Fulda avait eu l'intention de déclencher une campagne contre l'Etat sur « la situation politique de l'Eglise ». Les évêques avaient tiré avantage de la crise sudète pour faire pression sur le gouvernement et appeler le peuple à une résistance active. Mais les événements politiques du printemps et de l'été avaient agi plus fortement sur les catholiques que les admonestations des prélats [35].

Au reste, ces idées d'Heydrich ne furent jamais publiées, ni intégrées dans la politique officielle du gouvernement nazi. Hitler pouvait continuer à réclamer le soutien des Eglises et taxer d'ingratitude les membres du clergé qui refuseraient de le reconnaître pour chef. Apparemment Hitler trouvait encore avantage de clamer son désir d'être soutenu par les Eglises. Dans son discours du 30 janvier 1939, il affirmait :

« I. En Allemagne, nul encore n'a été persécuté pour son attitude religieuse et nul ne le sera à l'avenir.

II. Depuis le 30 janvier 1933, l'Etat national-socialiste a mis à la disposition des Eglises le revenu des

taxes publiques, soit : 130 millions de Reichsmarks en 1933; 170 en 1934; 250 en 1935; 320 en 1936; 400 en 1937; 500 en 1938... auxquels il convient d'ajouter 7 millions versés par les autorités locales et 85 millions de Reichsmarks de subsides venant des provinces. Les Eglises sont en outre les plus grands propriétaires terriens. La valeur de leurs forêts et de leurs terres cultivables montant à dix milliards de marks, avec des revenus estimés à plus de 300 millions de marks. Il y a encore lieu d'ajouter les multiples dons, legs et quêtes. Ainsi comment parler à l'étranger d'hostilité de l'Etat national-socialiste envers les Eglises?

III. L'Etat national-socialiste n'a jamais fermé une Eglise, ni interdit un office... [36] »

Et, pour finir, pour montrer la main de fer dans le gant de velours : « L'Etat national-socialiste ramènera brutalement à la raison tous les prêtres qui, au lieu de servir Dieu, penseraient devoir abaisser notre Reich actuel, ses institutions ou ses chefs... [37]. »

II. *La Réponse de l'Eglise.*

L'arrestation de Niemöller fit perdre à l'Eglise confessionnelle sa confiance en la victoire. La déception imposa aux plus combatifs un désir de compromis. Dans son rapport de 1938, la *Gestapo* nota que « dans la lutte, la lassitude a gagné les Eglises par indécision ou manque de courage [38]. » Après cinq ans, la résistance faiblissait d'autant plus qu'à l'étranger le succès d'Hitler allait croissant. La rapide annexion de l'Autriche fut saluée par le Cardinal

archevêque de Vienne en personne, au nom des évêques autrichiens :

« Les évêques Autrichiens sont convaincus que le danger du bolchevisme, destructeur et athée, a été détourné par le mouvement national-socialiste...

« Le jour du plébiscite, ce sera évidemment un devoir national pour les évêques de se déclarer allemands dans le Reich allemand [39]. »

Les chefs de l'Eglise évangélique d'Autriche signèrent une déclaration animée de la même ferveur [40]. La propagande qui suivit immédiatement contre la Tchécoslovaquie, en faveur des Sudètes persécutés, souleva de nouvelles émotions nationalistes chez le peuple allemand. De plus en plus, les ecclésiastiques fidèles se trouvaient isolés, hésitants, incertains...

Après l'affaire des Sudètes, l'Eglise confessionnelle voyant la guerre inévitable, prescrivit pour le 30 septembre, un service religieux en vue d'implorer la miséricorde divine, (*Fürbitteliturgie*). La guerre y était décrite comme un châtiment; on devait supplier le Seigneur de pardonner les péchés personnels et nationaux de Son Peuple [41]. Le 28 septembre la Conférence de Munich fut annoncée et le service fut décommandé. Mais la circulaire tomba entre les mains d'Himmler et fut publiée, un mois plus tard, dans le *Schwarze Korps*, et présentée comme un coup de poignard dans le dos de la politique d'Hitler à l'heure où l'Allemagne était en danger. C'était la preuve irréfutable, définitive de la déloyauté de l'Eglise confessionnelle [42].

Le plus atteint fut Kerrl. Devant cette soi-disant trahison, la stratégie suivie par lui depuis qu'il était ministre des Cultes était anéantie; les Eglises évangéliques étaient aussi éloignées de l'Etat nazi qu'elles l'avaient toujours été. En outre, la révélation venant des S.S., ses pires ennemis, dénotait son incapacité à

surveiller le domaine dont il était nominalement le chef. Il s'en plaignit amèrement, le 9 novembre, à Lammers :

« Le rôle ingrat qui m'est attribué est continuellement mis en difficulté, en raison d'ingérences de toutes sortes... Si elles ne cessent pas, je serais dans l'obligation d'annoncer au Führer que je ne suis plus en mesure d'assumer ces responsabilités [43]. »

Dans un effort désespéré pour affirmer son autorité, Kerrl réunit au ministère les évêques luthériens des provinces, et, après une séance de six heures, les contraignit à signer une déclaration désavouant les actes de l'Eglise confessionnelle :

« Nous déclarons n'avoir aucune part dans la circulaire publiée par l'Administration provinciale de l'Eglise, le 27 septembre 1938... Nous la repoussons pour des raisons patriotiques et religieuses... et condamnons très fermement l'attitude qu'elle traduit... [44]. »

Au cours de cette réunion, Kerrl annonça les nouveaux règlements concernant les pasteurs dissidents. Les auteurs de la circulaire étaient relevés de leurs fonctions et privés de leur traitement. Quelques jours plus tard, il déclarait à Heydrich que le moment était venu d'asséner le coup fatal à ce mouvement traître de l'Eglise confessionnelle (*Bekenntnisfront*) [45].

Kerrl, dans sa fureur, serait allé très loin dans la destruction, si, conscient de l'indignation soulevée par l'arrestation de Niemöller, Hitler n'avait refusé de sanctionner des mesures uniquement destinées à sauver la face de son ministre des Cultes.

La majorité du clergé protestant fut alors très éprouvée. Elle avait été très en sympathie avec les Sudètes; par crainte d'être mal jugée par ses concitoyens, elle se sépara hâtivement de l'Eglise confessionnelle. La lettre ouverte de Karl Barth à son ami

tchèque Joseph Hromadka, ajouta à cette confusion. Barth déclarait que le soldat tchèque qui prenait les armes contre le nazisme devenait un soldat de l'Eglise du Christ. Les soutiens les plus farouches de Barth furent horrifiés; mais le mal était fait. Sous une salve d'accusations calomnieuses, l'Eglise confessionnelle perdit la notion de l'équilibre entre le loyalisme politique et le loyalisme religieux.

En novembre 1938, quand, sous la conduite de Goebbels, fut lancée la célèbre attaque de la « Nuit de Cristal » contre la communauté juive, son désarroi fut douloureux. Devant l'incendie de 177 synagogues et l'arrestation de 20 000 juifs, les chefs des Eglises fermèrent les yeux. Epuisés, démoralisés par la vanité de leurs précédents efforts, ils gardèrent le silence [46]. Seule s'éleva la voix du Fr. Lechtenberg, principal d'un collège catholique de Berlin qui fit prier ses élèves pour les persécutés non aryens. Ce geste l'envoya d'abord en prison, puis à la mort. Son exemple fut pourtant suivi par le pasteur protestant Grüber qui installa un bureau à Berlin, où les juifs convertis au christianisme recevaient conseils et assistance pour fuir le pays. En décembre 1940, il était arrêté à son tour [47]. Karl Barth conclut avec clairvoyance : « L'incendie des synagogues est le premier pas fait vers celle des Eglises. La suppression de l'Ancien Testament au programme des écoles prélude à celle des Eglises fondées sur le Nouveau [48]. »

Dans l'Eglise catholique, en dépit de l'apparente protection du Concordat, l'inquiétude et le malaise grandissaient dans les lettres pastorales qui relataient la fermeture des écoles paroissiales, la dissolution des associations catholiques, les restrictions imposées à la presse, les mesures policières. Evidemment l'Eglise perdait du terrain.

Le traitement infligé à Mgr Sproll, évêque de Rottenbourg en Würtemberg, choqua particulièrement la conscience catholique. Dans ses sermons et ses conférences, il n'avait pas caché son opposition au nazisme et lors du plébiscite qui devait approuver l'*Anschluss*, il avait refusé de voter. Une manifestation nazie se déchaîna contre l'évêché et le mit à sac [49]. Il fut banni de son diocèse jusqu'à la fin de la guerre, sous le fallacieux prétexte que sa présence était une menace pour la paix publique [50]. Le Cardinal Bertram protesta en sa faveur et Kerrl répondit que le Reich allemand ne pouvait laisser impuni un évêque catholique aussi provocant, qui s'était refusé à accomplir son devoir de citoyen. Il ajoutait :

« Puisque le Saint-Siège a refusé de retirer son évêché à Mgr Sproll... je lui ai fait interdire, pour l'amour de la paix et de l'ordre dans l'Eglise et l'Etat, de résider plus longtemps en Würtemberg... [51]. »

Sproll fut sans doute le plus mal traité de tous les évêques allemands; cet exemple n'avait rien d'encourageant.

Les événements d'Autriche, pendant la première année du régime nazi, ne l'étaient pas davantage. Les évêques qui avaient accueilli le nouveau régime sans hostilité furent bientôt déçus et angoissés. Moins de quatre mois après l'*Anschluss*, Hitler décida de supprimer le Concordat autrichien et de priver l'Eglise de son statut légal.

« Du fait de sa réunion avec le Reich allemand, l'Autriche a cessé d'être un Etat indépendant et elle a perdu sa position dans la loi internationale; du même coup s'est éteint le Concordat autrichien [52]. »

Très souple, la politique nazie a toujours été commandée par la nécessité tactique. Le Commissaire du Reich à Vienne, le *Gauleiter* Burckel, eut donc les

mains libres pour balayer toute résistance de l'Eglise et la mettre au régime allemand.

Dès l'été 1938, les écoles catholiques autrichiennes furent soumises aux mêmes restrictions que les écoles allemandes. Les facultés théologiques de Salzbourg, de Graz et d'Innsbruck furent fermées. Devant la nécessité d'instruire la totalité de la jeunesse dans l'esprit du national-socialisme, les écoles privées, les foyers, les jardins d'enfants, les orphelinats furent fermés. Les écoles paroissiales furent remplacées par des écoles « nationales » [53]. Les activités de jeunesse, les aumôneries dans les hôpitaux furent sévèrement réduites. Les grandes organisations catholiques, telle que la *Volksbund der Katholiken Oesterreichs* furent dissoutes et leurs biens confisqués. Les maisons d'édition catholiques furent fermées. En mai 1938, soixante prêtres catholiques autrichiens furent arrêtés, inculpés de conduite immorale! Un an plus tard, une loi était votée, supprimant l'impôt religieux qui pouvait être remplacé par des dons facultatifs. Il s'agissait d'épargner 25 ou 30 millions de Reichsmarks au budget national, bien que les budgets des Eglises dussent toujours être approuvés par l'Etat; la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'était nullement prononcée [54]. Les lois concernant le mariage autrichien furent modifiées par l'introduction du mariage civil et de nouvelles procédures pour le divorce. Une vaste campagne anticléricale fut lancée dans la presse et les nouvelles recrues des jeunesses hitlériennes furent soigneusement endoctrinées.

Voici quelques notes préparées pour un discours de propagande, elles donneront une idée de l'enseignement qui leur était fourni :

« Le christianisme est une religion d'esclaves et d'idiots : Les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers... Bienheureux les pauvres

en esprit!... Le Christianisme est une autre forme du communisme... D'après le christianisme les nègres et les allemands sont égaux... L'Eglise est internationale.. Avant le christianisme, la culture allemande était très développée; le christianisme l'a détruite... La Bible est la continuation du Talmud qui est d'essence purement juive... La culture chrétienne n'existe pas... Le christianisme est toujours indésiré, est toujours introduit par la force... Le christianisme a corrompu les Germains, en leur apprenant l'adultère et le vol, inconnus chez eux jusque-là!... Le christianisme est un substitut du judaïsme... Galilée a dû renier ses découvertes, parce qu'elles s'opposaient à la théorie admise dans la Bible : Le soleil tourne autour de la Terre!... L'Eglise catholique est cause de la guerre de trente ans... L'infaillibilité du Pape? La prédestination, les cérémonies de l'Eglise, la Trinité divine, le péché originel... quels bobards! » Pour nous Allemands, l'inactivité de la vie éternelle est de la sottise!... [55].

En août 1938, des détachements du Parti reçurent l'ordre de visiter tous les bâtiments, toutes les demeures, tous les foyers possédés par les Eglises et leurs associations, par les juifs et, en général par tous ceux qui s'occupaient de politique; d'informer ensuite le quartier général des locaux qui seraient nécessaires soit aux détachements du Parti, à ses affiliés ou associés, soit à l'installation de maisons de repos [56]. De nombreuses propriétés appartenant à l'Eglise, entre autres le monastère de Saint-Lamprecht, furent confisquées par le Parti avant même la déclaration de guerre. Et quand, en octobre, les évêques protestèrent enfin, les nazis provoquèrent une émeute sur la grande place de Vienne, devant la cathédrale Saint-Etienne, et le lendemain ils pillèrent et incendièrent le palais épiscopal du Cardinal Innitzer.

Ces violences heurtèrent au maximum la population qui, précisément s'efforçait de concilier ses traditions catholiques et son nouvel enthousiasme pour le nazisme. Pour les nazis, rien n'était nouveau dans ces manœuvres, si ce n'est la décision de laisser l'organisation des mesures anticléricales aux mains du Commissaire du Reich Bürckel, en enlevant au ministère des Cultes la juridiction de l'Eglise d'Autriche, mesure qui visait Kerrl directement.

Kerrl protesta, se plaignit à Hitler qui refusa d'intervenir. Pour Kerrl les humiliations politiques se poursuivirent, comme se poursuivirent pour les Eglises les interdictions et les persécutions.

Dans ces dramatiques circonstances, bien des ecclésiastiques conclurent à regret que la seule politique pratique à suivre, pour sauver ce qui restait de la vie de l'Eglise, était la collaboration avec les nazis. En foi de quoi, les évêques envoyèrent un télégramme de félicitations à Hitler pour la reprise des Sudètes et le maintien de la paix à Munich :

« Avoir sauvegardé la paix internationale a grandement ému l'épiscopat allemand; au nom des catholiques de tous les diocèses d'Allemagne, pour exprimer leurs félicitations et leur gratitude, l'ordre a été donné de sonner joyeusement les cloches dimanche. »

Au nom des Cardinaux d'Allemagne,
le Cardinal Archevêque Bertram [57].

Les cloches sonnèrent en effet; des offices d'action de grâces furent célébrés. Six mois plus tard, quand il fut élu Pape, en vue d'améliorer l'atmosphère autour de l'Eglise, Pie XII crut bon, après avoir tant d'années travaillé en Allemagne et y avoir conservé

tant de relations, d'écrire une lettre amicale à Hitler [58]. Quelques jours plus tard, Hitler s'emparait de la Tchécoslovaquie. C'était évidemment un acte d'ordre purement politique, il n'était pas du ressort de l'Eglise. Le pape se refusa donc à toute protestation [59].

Pour le cinquantième anniversaire d'Hitler, des offices furent célébrés. Le Cardinal Bertram envoya ses vœux par télégramme. En retour, Goebbels interdit à la presse de s'attaquer au Pape et au Vatican.

De leur côté, les « Chrétiens Allemands » soutenus par Kerrl, protestèrent de leur fidélité à Hitler « qui avait arraché l'Allemagne à l'esclavage [60] ». L'Eglise évangélique de Thüringe encouragea la campagne antisémite et interdit aux Juifs de pénétrer dans ses temples. *L'Union de l'Eglise Nationale des Chrétiens Allemands* fit paraître, en avril 1939, la fameuse déclaration de Godesberg qui voulait totalement chasser les Juifs de l'Eglise :

« Le national-socialisme repousse toute prétention des Eglises à la puissance politique et veut que l'idéologie nationale socialiste inhérente à la race (*artgemässe*) soit acceptée avant tout...

« Le christianisme est opposé au judaïsme, sans qu'aucun rapprochement soit possible...

« Une Eglise « supra-nationale » ou internationale du type de l'Eglise catholique romaine ou du protestantisme mondial est une négation politique de la nature du christianisme. La véritable foi chrétienne peut seulement se développer suivant les ordres donnés de la création [61].

Un mois plus tard, les « Chrétiens Allemands » annonçaient leur intention de fonder un institut de recherche des influences juives sur la vie de l'Eglise du peuple allemand afin de les repousser. Cet ins-

titut devait être dirigé par le professeur Walter Grundmann [62].

Cet antisémitisme était si nettement une déclaration de loyalisme de la part des « Chrétiens Allemands » vis-à-vis de l'Etat nazi que Rosenberg lui-même refusa de soutenir cette initiative.

Dans ce climat d'incertitude, la situation diplomatique en Europe se détériora et les Eglises admirent sans conteste les rapports nazis sur le traitement des Allemands par la Pologne dans le corridor de Dantzig et en Haute-Silésie, aggravé par le « sort cruel » réservé aux pasteurs allemands dans les villes polonaises [63]. La guerre d'usure menée par les nazis atteignait son misérable objectif.

ouverte. Les mesures prises avant-guerre contre les diverses confessions étaient maintenues, les déplacements à l'étranger des prêtres ou religieux interdits, les subventions aux Eglises diminuées et leurs impôts lourdement accrus. Les militaires pouvaient ne pas assister aux offices. En raison des difficultés de transport, les pèlerinages et les congrès supprimés. L'attribution du papier à la presse religieuse fut atrocement réduite.

Après la victoire de Pologne de nouvelles mesures, non exigées par la guerre, furent prises contre les Eglises. Dans l'ensemble, elles ne suscitèrent pas d'opposition, le clergé était prêt à tous les sacrifices pour soutenir l'effort de guerre. De nombreuses églises catholiques furent fermées, sous prétexte qu'elles étaient trop éloignées des abris. De grosses cloches, d'une valeur artistique et historique incontestable furent envoyées à la fonte. En fin 1939, ce qui restait de la presse religieuse, presque entièrement disparue, ne pouvait que clamer des victoires[13]. Les prêtres ne pouvaient communiquer avec leurs paroissiens aux armées; les bulletins paroissiaux ne purent être acheminés au front, en raison des possibilités d'espionnage. Le rôle des aumôniers fut réduit et les prêtres aux armées, non aumôniers, n'eurent pas le droit de remplir leur mission de prêtres. Goering, à la tête de la *Luftwaffe,* interdit les aumôniers dans l'aviation. Dès 1940, les services à la mémoire de ceux qui étaient tombés sur le champ de bataille furent enlevés aux Eglises et confiés aux *Gauleiters.*

En novembre 1940, en accord avec Hess et le ministère du Travail, la *Gestapo* ordonna que les ordinands, pasteurs et assistants qui avaient suivi les cours des collèges théologiques de l'Eglise confessionnelle non reconnus par la loi, et dont le comportement, de ce fait, pouvait être troublant pour la

population, seraient considérés comme étant sans emploi et désignés pour un travail « utile » [14].

Interdiction fut faite aux prêtres de remplacer dans les écoles les maîtres aux armées. De nouvelles écoles théologiques furent fermées. Les enfants évacués des grandes villes furent envoyés dans des pensionnats dirigés par des nazis, dissuadés de réciter leurs prières et de se rendre à l'Eglise ou au Temple. Une vaste opération fut entreprise contre les Jésuites [15]. Les novices furent incorporés [16]. Les cimetières des Eglises durent recevoir indistinctement croyants et incroyants [17]. Les cloches durent sonner aux enterrements des uns et des autres. Pour gagner un jour de travail, les fêtes religieuses comme l'Ascension et Corpus Christi furent reportées au dimanche suivant, mais cela sans aucun effet sur les populations rurales [18].

A l'instigation de Bormann [19] l'Etat cessa de payer les 24,5 millions de marks, subsides en Prusse de l'Eglise évangélique et les 9 millions de marks de l'Eglise catholique [20].

Les nouvelles de toutes ces persécutions se répandirent bientôt à l'étranger, aux Etats-Unis, en Suisse, à Rome. Le Vatican reçut avec consternation les détails du traitement subi par la Pologne. Il avait été amèrement déçu devant l'inutilité de son intervention pour éviter la guerre; le pacte nazi-soviétique mit le comble à son indignation. L'alliance de ces deux ennemis irréductibles de l'Eglise, la destruction de la Pologne catholique qui en était résultée étaient intolérables. Les relations du Saint-Siège et de Berlin tombèrent au plus bas.

Dans sa première encyclique, *Summi Pontificatus*, du 20 octobre 1939, le Pape Pie XII exprima sa sympathie et sa compassion pour tous les peuples entraînés dans l'abîme tragique de la guerre, d'où qu'en

aient pu venir les responsabilités. En réponse à ceux pour qui le Pape eut alors le tort de ne pas dénoncer les crimes nazis, parce que le régime autoritaire d'Hitler ne lui déplaisait pas, il faut noter que, les autorités nazies de Berlin, tinrent cette encyclique pour essentiellement hostile. Dans une lettre à Hitler du 10 novembre, Müller, chef de la section B IV du *Reichssicherheitshauptant* (Eglises Politiques) commenta :

« L'encyclique est expressément dirigée contre l'Allemagne, tant dans le domaine idéologique que dans celui de l'opposition allemande-polonaise. Le danger qu'elle représente, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays est évident [21]. »

On pensait que lecture serait donnée en chaire de l'encyclique dans toute l'Allemagne, le 5 novembre. Ce ne fut guère le cas, sans doute en raison de l'euphorie qui suivit la victoire de Pologne, euphorie aussi réelle chez les catholiques que chez les autres Allemands. De son côté, la *Gestapo* prudente s'était gardée d'interdire la lecture de l'encyclique, mais en avait empêché toutes les autres formes de diffusion, même dans la presse catholique [22].

Au ministère des Affaires Etrangères, on ne se fit pas davantage d'illusion sur les sympathies de la papauté envers l'hitlérisme. Le 8 janvier 1940, Woermann, le sous-secrétaire d'Etat remarquait :

« Plusieurs déclarations du Pape actuel, parmi lesquelles l'Encyclique *Summi Pontificatus* et son message de Noël sont incompatibles avec des efforts vers une entente possible... Le Vatican a toujours pris fait et cause pour la Pologne... quand il a reçu la colonie polonaise conduite par le Cardinal Hlond, le Pape a mis à la disposition du Cardinal Hlond la radio du Vatican et ce dernier a prononcé un discours provocant [23]. »

Il n'était donc pas surprenant que Ribbentrop, et ses subordonnés n'aient pas été disposés à tolérer l'attitude du Pape au sujet de la Pologne. Le peu de succès des nombreuses protestations vaticanes transmises par le Nonce traduit essentiellement l'hostilité nazie, nullement une quelconque hésitation qu'aurait eu Pie XII à les exprimer.

Néanmoins, le ministère des Affaires Etrangères ne voyait pas la nécessité de prendre des mesures telles qu'il se serait aliéné le soutien des catholiques allemands pour l'effort de guerre :

« Il ne semble pas possible de modifier les problèmes de base à l'intérieur du Concordat, spécialement celui de l'éducation de la jeunesse, après entente avec le Vatican et négociations pour un nouveau Concordat. Il est probable que, le moment venu, nous enterrerons ce Concordat et réglerons, par nous-mêmes, la situation légale de l'Eglise catholique en Allemagne. Avant la fin de la guerre, les circonstances ne s'y prêtent pas [24].

C'était également l'opinion exprimée par Weizsäcker, secrétaire d'Etat, dans une lettre adressée à l'ambassadeur allemand au Vatican, le 25 janvier 1940 :

« Pour le moment, la seule chose à faire est d'éviter de créer de nouveaux points de friction... [25]. »

Deux mois plus tard, Ribbentrop allant à Rome, demanda une audience au Pape. Il voulait, d'une part, prévenir une déclaration ouverte du Vatican contre l'Allemagne nazie, d'autre part, affirmer le nationalisme des catholiques allemands. Il assura qu'Hitler désirait essentiellement arriver à un règlement durable avec les catholiques sur toutes les questions importantes, sans s'attarder aux points de détail [26].

Hitler était trop absorbé par la guerre pour donner

à ce problème toute l'attention voulue, mais il fallait, au départ « que le clergé catholique renonce à toute artivité politique, et se limite à travailler pour les âmes... Il doit en outre être persuadé que la mise en œuvre du national-socialisme est une nouvelle forme de vie politique et nationale imposée au monde... Le Führer ne tend, pour l'instant, qu'à maintenir la trève et à la fortifier. Il a déjà fait d'énormes concessions; non seulement il a étouffé plus de 7 000 accusations portées contre des prêtres catholiques, mais il dépense annuellement un milliard de Reichsmarks pour l'Eglise catholique; peu d'Etat peuvent se vanter d'en faire autant [27]. »

La sincérité de Ribbentrop fut démentie par son refus d'écouter le dossier soigneusement établi des plaintes papales, concernant spécialement la Pologne. Il refusa même la demande de déléguer à Varsovie un représentant de la nonciature de Berlin, comme il refusa de s'occuper des prêtres catholiques jetés dans des camps de concentration, des otages ecclésiastiques arrêtés dans les pays occupés, de la mainmise de l'Etat sur les propriétés de l'Eglise [28]. En juillet 1940, Weizsäcker informa le Nonce que les nonciatures de Bruxelles et d'Amsterdam allaient être fermées [29]. Le ministère des Affaires Etrangères fit en outre pression sur le Nonce pour obtenir la nomination d'un Allemand dans un évêché vacant de Tchécoslovaquie.

Toutes les protestations du Vatican restèrent lettre morte [30]. Les pays de l'ouest, les neutres, les Etats-Unis spécialement s'en offensèrent. Ils ne déploraient pas seulement la vanité de ces efforts, ils accusaient le Vatican d'inavouables sympathies pour le nazisme, puisqu'il ne parvenait pas à se faire entendre. La situation, marquée au cours des mois qui suivirent par l'invasion du Danemark et de la Nor-

vège, l'envahissement des Pays-Bas, la capitulation de la Belgique, l'entrée en guerre de l'Italie, la défaite de la France et la signature de l'armistice, devait finir de réduire au silence la diplomatie papale.

Dans les instructions données par Heydrich en avril 1940, concernant le futur traitement de l'Eglise catholique, toute trace de « l'harmonieuse coopération dont avait parlé Ribbentrop est absente. La surveillance des évêques, dans leur vie privée et dans leurs activités officielles, y est exigée, mesures sans précédent, même dans les annales nazies :

1. Saisir et envoyer au bureau central tout ce qui pourrait permettre aux évêques de se servir du courrier du nonce pour communiquer avec le Vatican.

2. Choisir des hommes de confiance pour déterminer l'identité des courriers épiscopat-Vatican.

3. Noter tous les conflits entre les évêques et les nonces, ceux des évêques entre eux ou avec leurs collaborateurs ou subordonnés, en faire un rapport ainsi que sur toutes les faiblesses personnelles de la hiérarchie ecclésiastique. On trouvera dans les bureaux de chaque diocèse l'homme capable de fournir des renseignements.

4. Se procurer les rapports quinquennaux des évêques, surtout depuis 1933.

5. Fournir la liste des candidats aux évêchés.

6. Adresser ici (i.d. au *Reichssicherheitshauptant*) par les moyens les plus rapides, les minutes des synodes diocésains.

7. Découvrir les responsabilités particulières confiées à chaque évêque à la Conférence des Evêques de Fulda...

8. Fournir pour chaque diocèse toutes informations sur ceux qui ont la responsabilité d'un département.

9. Fournir toutes informations sur le bureau dio-

césain, spécialement sur les assistants immédiats de l'Evêque.

10. Au cours des visites policières, surveiller les archives diocésaines et les dossiers secrets des évêques.

11. Surveillance particulière des doyens, comme étant les yeux et les oreilles de l'évêque.

12. Etablissement d'un vaste réseau d'informateurs parmi le bas clergé, afin d'avoir toujours des remplaçants sous la main [31].

La confiscation et la mise sous séquestre des biens d'Eglise furent toujours un bon moyen pour attaquer sa position [32]. Dès 1937 Himmler avait pris possession de la cathédrale de Quedlinburg pour que s'y déroulent des cérémonies non chrétiennes. En 1939, il fonda la Société du Reich pour l'assistance et l'aide aux Immigrants (*Reichsverein für Volkspflege und Siedlerhilfe*), avec le dessein de s'emparer des institutions charitables de l'Eglise et d'en faire des établissements similaires nazis. Après un certain temps, leur destination pouvait changer [33].

« Cette nouvelle façon d'agir avait un but purement politique : la destruction de la propriété des Eglises, domaines qu'elles s'étaient appropriés au cours des siècles et qui devaient revenir au Reich allemand [34]. »

Dès que la Tchécoslovaquie fut aux mains des nazis, les émissaires d'Himmler, au nom de la Société du Reich pour l'assistance populaire, furent dépêchés dans les territoires nouvellement conquis, afin d'évaluer les propriétés de l'Eglise et celles des Juifs, également ennemis du Reich, d'après Himmler. Ces projets n'eurent pas de suite; en septembre 1939, Hitler arrêtait les mesures prises contre l'Eglise.

Les premières années de guerre virent le déclin de l'autorité de Kerrl. Ses efforts pour affirmer son

contrôle sur l'Eglise évangélique avaient été sabotés par le refus de Hess et de la Chancellerie du parti d'approuver ses suggestions [35].

Pendant toute l'année 1939, Hitler refusa de le recevoir et de prendre connaissance du mémorandum qu'il voulait lui soumettre à l'occasion de son cinquantième anniversaire [36], où il exposait les moyens de réconcilier nazisme et christianisme. En fin 1939, Kerrl en prépara un second sur les tâches et les desseins d'un gouvernement national-socialiste concernant la question religieuse. Il proposait une Eglise allemande réalisant les dispositions bénéfiques de l'Etat national-socialiste [37].

Il se plaignit encore du peu de compréhension de ses collègues, alors que depuis quinze ans, il travaillait à établir les bases scientifiques du national-socialisme et les frontières de la raison et de l'idéologie [38]; en contre-attaquant ainsi le *Mythe* de Rosenberg, Kerrl comptait sur l'approbation d'Hitler pour orienter selon ses vues la politique de ses partisans. Mais il n'était pas de ceux qui convainquent.

Après son échec avec les Commissaires de l'Eglise du Reich, il conclut que seule une révision totale des structures de l'Eglise évangélique lui permettrait de devenir un soutien puissant du mouvement national-socialiste. Il prépara donc le projet d'une constitution nouvelle de l'Eglise évangélique, mais ce projet fut abandonné dès les premiers mois de la guerre.

En dépit de l'opposition d'Hitler, quelques mois plus tard, le Dr. Engelke, un des chefs des « Chrétiens Allemands » fit une proposition stupéfiante :

« Au Führer et Chancelier du Reich Adolf Hitler :

« L'Eglise évangélique vous fait don d'elle-même et de tous ses biens, terrains, bâtiments, institutions.

« Elle désire prouver par là qu'elle désire ne pas

être considérée comme existant en dehors de l'Etat, qu'elle se sent au contraire liée à la prospérité et au destin de l'Etat. Ainsi un terme sera mis au triste processus du passé qui séparait l'Eglise de l'Etat, et faisait souvent de l'Eglise une puissance opposée à l'Etat...

« L'Eglise accomplit ce transfert dans son absolue confiance que l'Etat a besoin d'un christianisme positif... »

Schwerin 10-6-40 [39].

Il s'agissait tout bonnement d'un effort pour restaurer la situation de 1918. Adolf Hitler, comme le Kaiser Guillaume II, était élevé à la distinction suprême de Chef de l'Eglise évangélique; il devenait *Summus Episcopus*. Comme le traduisit Rosenberg, c'était « l'effort de la onzième heure pour sauver l'Eglise évangélique de la complète banqueroute [40] ». Kerrl et ceux qui partageaient ses vues avaient vraiment perdu le contact avec la réalité.

Hitler refusa de sanctionner ces plans et Kerrl perdit encore un peu de son crédit, ce à quoi du reste s'employaient activement Bormann et Rosenberg.

L'animosité de Rosenberg était certainement aggravée par la rude épreuve que connaissaient alors ses propres activités. Pendant des années, il avait mené une propagande acharnée contre les périls de la menace bolchevique; or, le pacte nazi-soviétique venait d'être signé. La presse avait reçu l'ordre de célébrer l'amitié traditionnelle du peuple Russe et du peuple Allemand, comme si la campagne anti-Moscou n'avait été qu'un simple malentendu, puisque les bolcheviks devenaient les plus loyaux des Russes [41]. Pour regagner son autorité, Rosenberg tenta un redressement désespéré en s'assurant la direction

de l'activité idéologique et celle de la propagande du Parti et de l'Etat :

« Il nous faut réunir sous une seule autorité l'idéologie nationale-socialiste du Parti et de l'Etat, afin d'empêcher toute division dans nos rangs... La querelle idéologique semble avoir été multipliée par la guerre. Les presses de l'Eglise travaillent à force pour distribuer au front tracts, sermons et collections de psaumes qui sont autant de sabotages réfléchis [42]. »

D'après Rosenberg, Kerrl n'était absolument pas fait pour mener une contre-attaque. Il l'accusait de faire du tort au Parti, par son inaptitude à comprendre la force de la foi nationale-socialiste et son influence sur le peuple. Il fallait mettre un terme à sa persistance d'obtenir des sectes qu'elles se réunissent en une seule Eglise d'Etat [43]. Rosenberg se sentait seul l'autorité nécessaire pour y parvenir [44].

Les projets de Rosenberg trouvèrent évidemment des ennemis chez tous ceux dont il voulait supplanter l'autorité [45]. Le 9 février 1940, dans une réunion qui groupait Goebbels, Rust, Rosenberg, Ley, Weizsäcker et Heydrich, Kerrl défendit la nécessité de soutenir les Eglises et s'opposa violemment à la candidature de Rosenberg [46]; soutenu par Ribbentrop, il avait contre lui la Chancellerie du Parti, Bormann en particulier dont la faveur allait croissant et qui finit par être nommé secrétaire d'Hitler. Sous sa pression, les persécutions contre les Eglises s'accentuèrent : mesures d'exception contre le clergé, limitation des activités de l'Eglise, nouvelles spoliations de propriétés. Kerrl n'avait plus aucune chance de succès. En mai 1940, il écrivit à Lammers :

« Je ne peux malheureusement voir dans cette opposition aux principes sur lesquels je m'appuie qu'un antagonisme personnel [47]. »

De son côté, Bormann se plaignait de l'obstination

de Kerrl et menaçait d'en appeler à Hitler [48], dont il était sûr, comme Rosenberg, de partager les vues, tandis que Kerrl devenait la risée du Parti [49].

Dans une lettre adressée à Goering, en avril, Hess déclarait :

« Non seulement le Führer a abandonné le plan, si apprécié un moment, de créer une Eglise du Reich, mais il s'y oppose absolument [50].

Le 4 octobre 1940, Lammers prévint amicalement Kerrl qu'il devait renoncer à ses plans et que « la direction des affaires politiques de l'Eglise devait être abandonnée à ceux qui étaient politiquement responsables dans ces domaines. » Et il ajoutait : « Si pourtant vous pensez que votre intervention soit nécessaire, tâchez d'obtenir la décision du Führer, en passant par mon intermédiaire [51]. »

Le mois suivant, Bormann faisait connaître qu'Hitler était favorable à la fragmentation des Eglises, qu'elle faciliterait la lutte idéologique contre le christianisme. Le ministre Kerrl était prié de restreindre ses activités [52].

Depuis 1937, Kerrl n'avait pas été reçu par Hitler; son rôle était réduit à néant. Il s'en plaignit à Lammers, en lui faisant remarquer qu'il s'en était pourtant toujours tenu à une stricte neutralité, ni pour, ni contre les Eglises [53]. Mais ses plaintes furent vaines. Sans qu'il fût consulté, les biens des monastères furent confisqués en 1941 [54].

« Mon rôle est devenu intolérable puisque je n'ai aucune possibilité de m'opposer à des actes nettement nuisibles au Reich. Si je pouvais m'entretenir directement avec le Führer, je lui demanderais ces pouvoirs, sans lesquels mon ministère est sans portée [55]. »

Ses requêtes ne furent pas écoutées. Déprimé, déçu, il mourut amer et épuisé, le 12 décembre 1941, âgé

de 54 ans. Dans son article nécrologique, le *Völkischer Beobachter* vanta ses services pendant les premiers jours de lutte du Parti, mais passa son ministère sous silence. Quand il apprit sa mort, Hitler déclara :

« Avec les plus nobles intentions du monde, Kerrl a prétendu faire la synthèse du national-socialisme et du christianisme, ce que je ne crois pas possible. L'obstacle vient du christianisme.

« Le christianisme pur — celui des catacombes — veut transférer la doctrine dans les actes, ce qui conduit à l'annihilation de l'humanité. C'est simplement un bolchevisme « au grand cœur », sous des paillettes métaphysiques [56]. »

CHAPITRE X

LE MARTEAU ET L'ENCLUME

1941-1945

« Actuellement nous ne sommes pas un marteau, mais une enclume. Forte et résistante, l'enclume dure plus longtemps que le marteau. »

Evêque GALEN, 20-7-1941.

Pendant la première moitié de 1941, les nazis attaquèrent l'est européen. En avril, les troupes allemandes entrèrent en Yougoslavie et en Grèce et, le 22 juin, attaquèrent l'Union Soviétique. La propagande souleva en faveur de ces campagnes l'enthousiasme populaire et réclama de plus grands sacrifices. Les ecclésiastiques eurent de plus en plus de difficultés à assurer les services religieux : manque de charbon pour chauffer les églises, manque de papier pour imprimer les bulletins paroissiaux, manque de cire

pour les cierges, coupures d'électricité, transports insuffisants pour amener les fidèles, à quoi il faut ajouter les bombardements répétés.

I. *L'attaque des institutions religieuses.*

Dès 1941, les mesures prises par les autorités nazies contre les Eglises furent telles que les incursions de la *Gestapo* leur causèrent plus de dommage, dit-on, que les bombardements de la R.A.F. [1].

Le nombre des expropriations s'accrut sous toutes sortes de prétextes : infractions à l'économie de guerre par la dissimulation de produits alimentaires, de textiles, de cuir, d'armes; critiques contre l'Etat. Confiscations que ne compensait aucune indemnité [2]. On saisissait les bâtiments pour y installer des hôpitaux, des centres d'accueil pour les réfugiés ou les évacués, ou en représailles d'actes hostiles à l'Etat, dans le cas des jésuites surtout. Si un membre d'une communauté ne donnait pas satisfaction, le couvent tout entier était fermé. En fait, ces confiscations ne servirent qu'aux nazis, leurs chefs s'efforçant chacun dans son domaine, d'obtenir ce qui lui convenait le mieux. En juin 1940, le Dr. Ley voulut convertir les monastères en homes pour les vieillards [3] ou les faire servir à la *Kraft durch Freude* (Hôtels, Maisons de repos, Séjours de vacances et Centres sportifs [4]). En avril 1941, Bormann proposa de convertir les orphelinats tenus par les religieux en centres de réfugiés et obtint l'accord d'Hitler [5]. Du quartier général d'Hitler, il décréta en mai 1941 :

« L'Etat et le mouvement nazis ne peuvent autori-

ser que l'éducation soit laissée aux jardins d'enfants dirigés par des religieux... Désormais l'Eglise n'a plus l'autorisation de s'en occuper[6]. »

Le 31 juillet, la *Gestapo* transférait tous les jardins d'enfants à la garde d'organisations nazies.

Dès décembre 1939, Himmler avait admis que la *Volksdeutsche Mittelstelle* pourrait s'abriter là où elle le jugerait utile[7]. A la fin de l'année, le Cardinal Bertram protesta contre la réquisition de monastères et l'évacuation de ceux qui les occupaient. Il ne reçut pas de réponse. En janvier 1941, Himmler ordonna la poursuite des réquisitions qui se feraient sans indemnité[8]. La guerre justifiait ces mesures[9]. En décembre 1940, le *Gauleiter* d'Alsace avait ordonné la dissolution de toutes les organisations religieuses et la confiscation de leurs propriétés[10]. A Innsbruck, le *Gauleiter* Hofer convainquit d'ordre des Prémontrés de « vendre » le monastère de Wilten au gouvernement provincial du Tyrol. En Silésie, plus de soixante monastères ou institutions furent saisis. Au Luxembourg, quatre cents prêtres furent expulsés sur l'ordre d'Hitler; toutes les institutions dirigées par des ordres catholiques furent confisquées, les hôpitaux sécularisés. En Lorraine, en Basse-Autriche, en Allemagne du sud, les mesures furent particulièrement sévères. Les autorités religieuses estimèrent qu'au début de mai cent trente monastères avaient été saisis.

Ce n'était qu'un commencement. Une lettre du quartier général nazi demandait, en avril 1941, aux organisateurs locaux du Parti un rapport immédiat « sur la situation de tous les monastères et couvents avec leurs dimensions, leur site, leurs activités, leur participation à l'agriculture et les facilités de transport existant, car leur situation à la campagne les rendait propres à la *Kraft durch Freude*[11]. »

Les évêques allemands, la Curie romaine protes-

tèrent, comme le Nonce le faisait tous les mois, soit verbalement, soit par écrit. En mai 1941, cette protestation s'élevait non seulement contre le tort énorme causé aux religieux, mais contre la brutalité avec laquelle les moines avaient été chassés de chez eux, sans avis préalable d'aucun genre. Weizsäcker se contenta de répondre que la guerre exigeait de si nombreux bâtiments qu'il fallait s'attendre à d'autres réquisitions [12].

La lettre de la Curie s'élevait contre « les difficultés croissantes rencontrées par les congrégations religieuses dans le domaine spirituel, culturel et moral ». Et elle concluait : « La suppression en si grand nombre des abbayes, monastères, couvents et maisons religieuses conduit à penser que, délibérément, on veut rendre impossible en Allemagne l'existence de ces ordres et de ces congrégations [13]. »

En juin 1941, le Cardinal Bertram s'indigna. Alors que le pays tout entier se sacrifiait et combattait, les catholiques étaient lésés, bafoués, piétinés. A Trèves, à Cassel, en Saxe, en Thuringe, à Aachen, en Silésie, l'Eglise avait été chassée de ses écoles maternelles, les crucifix et les peintures religieuses arrachés, les maîtres et les religieuses expulsés. Les parents catholiques étaient alarmés, les clauses du Concordat méprisées. Très nettement une campagne systématique de destruction de tout ce qui était chrétien était en cours [14]. »

Cependant les mesures contre l'Eglise se multipliaient. La presse religieuse fut totalement supprimée pour la durée de la guerre, le 1er juin 1941, tandis que le Mouvement Allemand de la Foi et les écrits anticléricaux, bien que réduits, continuaient à paraître [15]. En avril, les prêtres se virent interdire l'entrée des hôpitaux, s'il n'y avaient pas été expressément demandés par le malade et autorisés par l'autorité

médicale [16]. Les œuvres de bienfaisance des Eglises durent céder la place aux organisations nazies. Toujours en avril, l'instruction religieuse fut totalement abolie en Saxe, les prières interdites dans les écoles de Berlin et en Bavière [17].

Conformément aux instructions de Bormann, les pasteurs qui renoncèrent alors à leur fonction, et surtout s'ils abandonnaient du même coup l'Eglise, reçurent un poste dans le gouvernement; dans le même temps, Hitler lui-même donnait l'ordre de déclarer impropres au service armé tous les jésuites qui auraient été incorporés [18]. La propagande anticléricale fut menée de telle sorte que le clergé devait perdre la sympathie des fidèles, et les tracts qui tournaient en dérision les sacrements furent distribués gratuitement. Le 12 juin, le *Gauleiter* de Bade clama :

« Quand nos ennemis de l'étranger seront à nos pieds, nous nous attaquerons à ceux de l'intérieur : il en est encore dans le pays, vêtus de pourpre et d'hermine [19]. »

Le 4 juin, les *Gauleiters* des provinces reçurent l'ordre d'en finir avec toutes les petites sectes, astrologues, occultistes, etc. [20]. « Maintenant que nous édifions la nation de notre Führer, écrivit Heydrich, nous ne pouvons plus tolérer ces esprits obscurs et ces bouffons. »

La *Gestapo* prit avantage des victoires allemandes dans les Balkans pour éliminer les petites sectes d'origine étrangère : Science Chrétienne, Armée du Salut, suspectes d'être liées à des puissances ennemies [21].

A l'origine, ces mesures ne venaient pas du ministère des Cultes, mais du Parti. Une circulaire secrète adressée aux *Gauleiters* par Bormann, le 9 juin, commence par cette déclaration : « le national-socialisme et le christianisme sont inconciliables [22] ». Elle affir-

mait en outre qu'il fallait remplacer les dogmes démodés et mythiques du christianisme par les vues « scientifiques » du nazisme. « Venu des juifs, le christianisme ignore les lois de la race et de la biologie; ses adeptes sont divisés en toutes sortes de sectes; trop longtemps il a dominé les chefs politiques allemands. » Mais sous le nazisme, la situation s'est retournée : « Pour la première fois dans l'histoire allemande, le Führer a réuni dans ses mains, avec une pleine conscience et totalement le gouvernement du peuple... il s'est construit un instrument qui le rend indépendant de l'Eglise... Pour éliminer la puissance des Eglises, tout ce qui peut fortifier leur structure interne doit être combattu... l'intérêt du Reich n'est pas de conquérir, mais de conserver et de renforcer le particularisme ecclésiastique. »

Cette circulaire fut loin de plaire à tous. Les protestations furent si nombreuses qu'elle dut être retirée. Jusqu'à la fin de la guerre, il fallait savoir mesurer ses initiatives. La guerre déclarée à l'Union Soviétique en juin 1941 exigeait le concours de tous.

II. *Le manque d'Amour Fraternel pour les Juifs.*

La rapide succession des victoires sur le front le l'est fut célébrée avec jubilation par le peuple allemand. Quelques-uns seulement prévirent les conséquences, sur les Eglises chrétiennes et sur la vie morale du pays, d'une victoire totale nazie. Bien des ecclésiastiques acceptaient, sans autre examen, la version de l'Allemagne entraînée dans un conflit mondial, acculée à la défense, si bien que persécu-

tions, atrocités, brutalités de la *Gestapo* n'étaient que les conséquences regrettables de cet état de fait. La nation tendue vers un objectif qui exigeait des sacrifices hors de proportion avec la normale ne sut pas réagir contre le plus grand crime nazi, celui qui fut perpétré contre les juifs : extermination en masse, chambres à gaz... Chez les meilleurs, le respect chrétien de la vie humaine, aux prises avec une effroyable épreuve, au lieu de se manifester, resta sourd et aveugle dans ce repliement de chacun sur ses propres souffrances [23].

La distinction croissante faite entre les Juifs et les Eglises allemandes touchait ces dernières au point le plus vulnérable. Les antisémites étaient nombreux dans le clergé, comme chez les laïques. Les premières mesures racistes — les lois de Nuremberg ou la clause « aryenne », pour tous ceux dont les services étaient rémunérés par l'Etat — n'avaient été dénoncées que par les partisans de Niemöller. L'incendie des synagogues ne laissait aucun doute sur les intentions nazies vis-à-vis des juifs qui n'avaient pas encore fui. Vingt mille juifs avaient alors été jetés dans des camps de concentration, et plusieurs centaines périrent à la suite de mauvais traitements; dix-sept mille autres furent transportés en Pologne et une amende de un milliard de marks frappa la communauté juive encore existante [24]. La guerre déclarée, les juifs furent tenus pour responsables de l'hostilité manifestée à l'Allemagne dans le monde entier : Pologne, Angleterre, Union Soviétique et finalement Etats-Unis, ligués pour lancer contre elle « sans provocation » « leur infâme agression ». Les rapports se multiplièrent sur les disparitions de juifs et sur les atrocités des camps de concentration, surtout après Stettin où, au cours du terrible hiver 1940, les juifs furent en masse chassés de la ville. Le pasteur Grüber

créa un comité de secours et ouvrit une maison pour venir médicalement en aide aux victimes et prendre soin des enfants juifs abandonnés. La *Gestapo* ferma la maison et arrêta le pasteur. Son assistant, le Dr. Sylten, emmené à Dachau, fut mis à mort. Des efforts individuels furent tentés pour procurer de fausses cartes d'identité ou d'alimentation, des permis de travail, des lieux sûrs pour se dissimuler; quelques juifs furent sauvés, mais toute tentative organisée pour leur venir en aide était impossible.

En septembre 1941, le port de l'étoile de David sur la poitrine, à gauche, devint obligatoire pour tous les juifs dès l'âge de six ans. Les prêtres recommandèrent à leurs fidèles d'user de mansuétude vis-à-vis des non-aryens; mais des mesures plus draconiennes encore étaient à redouter; le 15 octobre, en effet, commença la vaste déportation des juifs vers une région inconnue de l'est.

A l'exception des « Chrétiens Allemands » qui gardèrent avec fermeté la position nazie sur le rôle joué en Allemagne par les Juifs [25], les chefs des Eglises chrétiennes s'émurent.

L'Eglise confessionnelle fut silencieuse jusqu'en 1943, alors qu'elle avait en ces matières une position si chargée de doutes et d'angoisses qu'un laïque avait pu s'adresser à l'évêque de l'Eglise protestante de Bavière en ces termes :

« ... L'Eglise ne doit jamais se fatiguer de confesser devant tous les Juifs, comme le firent les premiers apôtres après le Golgotha : « En ta postérité seront bénies toutes les nations de la terre. C'est à vous premièrement que Dieu, ayant suscité son fils, l'a envoyé pour vous bénir, lorsque chacun de vous se détournera de ses iniquités. (Actes 3 : 26) ... L'Eglise doit surtout se refuser à excuser le traitement non-chrétien des Juifs en s'abritant derrière la malédic-

tion « bien méritée » d'Israël. Ce serait oublier l'avertissement de l'apôtre saint Paul à nous, les Gentils : « Garde-toi des pensées orgueilleuses, mais crains. Car si Dieu n'a pas épargné les branches naturelles, crains qu'il ne t'épargne pas non plus. » (Romains II : 20-21)... L'Eglise ne peut pas se sauver plus longtemps en se contentant d'éviter les coups portés contre les Juifs. Elle doit plutôt témoigner du fait qu'avec Israël c'est l'Eglise et son Maître Jésus-Christ qui sont attaqués... [26].

Cette courageuse déclaration perdait beaucoup de son efficacité du fait qu'elle était anonyme. Quand l'évêque réclama au moins deux signatures, pas un volontaire ne se présenta. Une copie arriva pourtant dans les mains de l'évêque de Würtemberg, Wurm, qui accepta de braver la *Gestapo*. Comme Niemöller, il avait partagé les préjugés nationalistes contre les Juifs et les étrangers. Dès lors, il suivait l'Evangile.

Le 12 mars 1943, il écrivit au ministre des Cultes une protestation contre des mesures prises au mépris de la loi, sans jugement et qui arrachaient des hommes et des femmes à leur foyer et à leurs occupations. Il ajoutait :

« Pour éviter, en pays ennemis, l'exploitation politique d'une protestation publique, les Eglises chrétiennes se sont contraintes au silence. Elles ne peuvent plus se taire du fait des mariages mixtes et de l'existence des enfants durement pénalisés par la rupture de ces mariages [27]. »

D'autres protestations de Wurm suivirent, adressées à divers membres du Gouvernement, et qui circulèrent dans les paroisses sous le manteau. En dehors des mesures qui portaient atteinte à la sainteté du mariage, il condamnait avec force « les mesures d'extermination prises contre des non-aryens, si violemment opposées aux commandements de Dieu

et détruisant dans son principe la pensée et la vie occidentales, notre croyance au droit à l'existence et à la dignité humaine venues de Dieu [28] ».

Au cours de ce chapitre tragique de l'histoire allemande, le rôle de l'Eglise catholique fut, à de rares exceptions près, aussi irrésolu et hésitant. Pendant l'hiver 1941, alors que la politique nazie d'extermination n'était plus ignorée du public, les Evêques catholiques limitèrent leur intervention à des protestations en faveur des catholiques non aryens ou des juifs mariés à des catholiques. En novembre, ils s'élevèrent contre la proposition d'un divorce obligatoire, en s'appuyant sur le principe de l'indissolubilité du mariage catholique. Le Cardinal Bertram ajouta que sa position ne signifiait pas un manque d'attachement à la nationalité allemande, au sentiment de la dignité nationale ou à une sous-estimation des influences néfastes juives sur la culture allemande ou l'intérêt national [29]. »

La hiérarchie catholique fit, dans l'ensemble, peu d'efforts pour soulever les fidèles contre l'énormité des atrocités commises par les chefs politiques. Leurs prêches touchant la charité et l'amour du prochain étaient insuffisants pour révolter les croyants et laissaient les nazis indifférents.

« Mais s'ils n'ont pas davantage défendu les juifs... condamnés aux chambres à gaz, c'est qu'ils se heurtaient à l'indifférence totale de la population allemande. En France, en Belgique, en Hollande, les déclarations de solidarité et d'assistance aux Juifs étaient presque partout tenues pour des signes de patriotisme. En Allemagne, en revanche, les évêques qui auraient agi de cette sorte auraient été traités d'anti-allemands et auraient encouru de nouveaux blâmes. Les fidèles ne les auraient pas compris et n'auraient pas approuvé cette sympathie pour une

race si longtemps considérée comme un facteur nuisible dans la vie allemande [30].

En 1943, l'Eglise confessionnelle mit en lumière, dans une lettre pastorale, les obligations du Cinquième Commandement.

« L'Etat n'a le droit de condamner à mort que les criminels ou les ennemis du temps de guerre. Les termes « déracinement », « liquidation », « impropre à vivre » sont ignorés de la loi divine (*göttliche Ordnung*). Assassiner des hommes parce qu'ils appartiennent à une race étrangère, qu'ils sont vieux, atteints d'une maladie incurable ou qu'ils sont apparentés à un criminel ne peut être considéré comme l'exercice de l'autorité confiée à l'Etat par Dieu [31]. »

III. *Le Défi à l'Eglise concernant l'Euthanasie.*

En majorité, la population acceptait la persécution des Juifs avec indifférence, sans imaginer que d'autres groupes pouvaient subir un traitement similaire. Contre la pratique secrète de l'euthanasie par les nazis dont on commençait à parler, et contre la propagande en faveur de la promiscuité sexuelle, trop peu d'ecclésiastiques se prononcèrent; ils ne semblaient pas comprendre que de telles pratiques étaient un défi jeté à la pensée et à la doctrine chrétiennes.

Dès 1935, comme le dévoila le procès de Nuremberg, Hitler avait annoncé son intention, si la guerre éclatait, « de rendre applicable l'euthanasie, un tel problème pouvant être traité avec plus de facilité en temps de guerre, puisque la résistance ouverte

que pourraient opposer les Eglises perdrait de son poids au milieu des autres tribulations [32]. »

Dès le début de la guerre passa en effet ce décret d'Hitler :

« Le Reichsleiter Bouhler et le Dr Brandt sont chargés d'étendre l'autorité de certains médecins désignés par eux pour pratiquer l'euthanasie sur des gens qui, après un diagnostic très soigneusement établi et conformément à ce que les hommes peuvent juger, seront tenus pour incurables [33]. »

Hitler refusa pourtant de rendre l'euthanasie légale, et de rendre le ministère de l'Intérieur responsable des opérations; celles-ci devaient, au cours des cinq années suivantes assurer la mort de cent mille personnes environ [34].

En vue de cette extermination, la première mesure à prendre était de recruter une cinquantaine de fonctionnaires comprenant des légistes, des médecins et des professeurs d'université pour régler l'opération sans heurts. Il n'était pas seulement question de traiter des cas individuels, mais d'agir sur des personnes « indignes » de vivre, à commencer par les déments gardés dans les asiles, à poursuivre sur les êtres séniles, enfin sur les tuberculeux.

Seconde étape, les pensionnaires des asiles furent inscrits sur des listes du Parti du Travail. Des questionnaires furent soumis aux directeurs des asiles; et on évalua à Berlin que soixante-dix mille personnes vivaient ainsi à la charge de la communauté. Des ordres furent donnés pour transférer ces malades dans des institutions dirigées par des nazis, afin de « rationaliser » leur traitement, suivant les exigences de la guerre. Le transport était assuré par la sécurité sociale dirigée par les S.S., la *Gemeinnützogen Transportgesellschaft G.m.b.H.*, qui disposait de fonds suffisants pour la construction de chambres à gaz

et de fours crématoires, dans six établissements : Hadamar près de Limbourg, Grafeneck en Würtemberg, Brandebourg sur le Havel, Bernborg en Anhalt, Hartheim près de Linz et Sonnenstein en Saxe. L'opération devait être secrète, et entraînait les pires châtiments pour ceux qui s'en chargeaient, si quelque nouvelle parvenait à filtrer.

Depuis le début de 1940, des services réguliers de cars transportaient ces infortunés dans les six institutions, où ils étaient mis à mort par les gaz, en général, parfois à l'aide de piqûres [35]. Quelques jours plus tard, la famille était informée que le malade était mort des suites de son mal. Il était souvent évident que la mort ne pouvait être naturelle; les décès augmentant rapidement, non seulement les voisins prirent peur, mais les autres malades s'affolèrent. Des scènes terribles se déroulèrent. Le pays tout entier fut en alerte quand on s'aperçut qu'aussitôt les malades évacués, ils figuraient sur la liste des morts. Au front, les soldats étaient épouvantés; si leur blessure était déclarée incurable, ne figureraient-ils pas sur la liste des « indignes de vivre » ?

En Allemagne, les Eglises avaient toujours eu la charge des épileptiques et des déments; leurs maisons étaient remarquables. Avant-guerre déjà, les nazis avaient tenté de se charger de leurs malades. Elles avaient énergiquement résisté. A nouveau pression fut faite sur les évêques pour le transfert de quelques malades. Ils se trouvèrent devant un horrible dilemme : si l'ordre nazi était repoussé, l'établissement tout entier était en danger et passait en leurs mains, les malades périssaient. Tel fut le résultat qu'entraîna, en juillet 1949, le refus de coopérer du directeur de l'institution de Kuckenmühle, près de Stettin.

Le Cardinal Bertram et Mgr Wurm protestèrent

énergiquement devant les plus hautes autorités. Le 11 août, le Cardinal Bertram écrivit à Lammers son angoisse et celle des catholiques, face à l'euthanasie pratiquée au nom du Gouvernement sur les malades mentaux [36]. Mgr Wurm écrivit à Frick, ministre de l'Intérieur, que les Chrétiens ne pouvaient tolérer l'euthanasie et que, d'autre part, « jusqu'à présent le Führer et le Parti avaient déclaré s'appuyer sur un *christianisme positif* pour lequel, de toute évidence, ceux qui souffrent doivent être traités avec compassion et humanité [37]. »

L'archevêque de Fribourg, Gröber [38], le Cardinal Faulhaber; les évêques de provinces de Cologne et de Paderborn, l'évêque de Limbourg [39], firent entendre des protestations semblables. En mars 1941, l'évêque de Berlin, Pressing, fit un sermon contre le concept même de l'euthanasie : « Il n'est pas de raison économique ou eugénésique qui puisse justifier ou excuser le fait de retirer la vie à un faible ou à un malade. L'Eglise protège le droit à la vie de l'individu, avec la même énergie qu'elle a protégé le mariage [40].

Le pasteur Braune protesta avec un grand courage auprès de quatre ministères en juillet 1940 [41]. A la Chancellerie, il fut menacé des châtiments les plus sévères pour oser intervenir dans des domaines absolument secrets. Le ministre de la Justice, Gürtner, au contraire, le reçut lui-même, aussi étonné qu'indigné devant ces procédés inhumains utilisés en Allemagne, sans qu'il en eût même été avisé. Le pasteur Braune n'obtint d'autre résultat qu'un emprisonnement de dix semaines, sur l'ordre d'Heydrich, pour sabotage des mesures prises par le Parti et l'Etat. Pour avoir fait sur ce sujet une conférence à ses collègues de Westphalie, le pasteur Ernst Wilm fut envoyé à Dachau, où il resta de 1941 à 1945.

Bien qu'aucune loi n'eût été promulguée sur l'euthanasie, les rumeurs les plus alarmantes se répandirent dans le public. Bientôt les directeurs et docteurs des six établissements furent considérés comme les agents des « institutions de liquidation », *Liquidationsanstalten* [42], Himmler lui-même commença à s'interroger sur la sagesse de l'opération :

« J'apprends que l'on fait beaucoup de bruit autour de l'hôpital Grafeneck. Les gens reconnaissent les cars de S.S. et croient savoir ce qui se passe en voyant sans arrêt fumer les cheminées des fours crématoires. Ce qui se passe là-bas devrait être tenu secret, mais ce n'est pas le cas. Il est nécessaire, à mon sens, de laisser cet établissement en sommeil et de faire jouer la propagande, passer des films sur les maladies mentales et héréditaires dans cette région... [43]. »

Le 3 août 1941, l'évêque de Münster, Mgr Galen dénonça l'euthanasie en chaire. La réaction de la population fut immédiate et si violente qu'Hitler dut ordonner d'arrêter l'opération. Par la suite, le secret absolu fut observé. Des centres d'extermination furent établis dans des régions peu habitées, où ils pourraient rester ignorés des prêtres. On cessa d'informer les familles des décès. Après avoir prêté serment de garder le silence, le personnel était maintenu dans un isolement total.

L'euthanasie se poursuivit donc. En 1943, elle s'étendit aux orphelins évacués des grandes villes, sous prétexte des bombardements aériens. Des camps de concentration, ils étaient dirigés sur les chambres à gaz, avec les incurables.

Pour le Parti, ses avantages étaient multiples : moralement justifiée pour les malades mentaux, comme ils le dirent au procès de Nuremberg, elle supprimait des vies inutiles, déchargeait le pays du

fardeau de les loger et de les nourrir et apportait des renseignements efficaces sur la meilleure méthode d'exterminer ceux dont la vie était reconnue indésirable : bohémiens, juifs relégués des camps de concentration. La technique des chambres à gaz et des fours crématoires fut reprise sur une grande échelle dans les camps d'extermination d'Auchwitz et de Treblinka.

IV. *Conflit concernant l'Eugénésie raciale.*

Mieux connus, mais assez mal compris des ecclésiastiques, furent les efforts nazis pour miner les valeurs morales chrétiennes dans le domaine sexuel. Dès 1933, la loi de stérilisation du Reich avait été promulguée. En contradiction de principe avec la doctrine catholique, cette loi avait provoqué la protestation indignée du Vatican. En 1936, sous le patronage d'Himmler, fut créé un établissement connu sous le nom de Lebensborn (Source de Vie).

« *Lebensborn* a pour objet de développer la fécondité chez les S.S., de protéger les mères de sang pur (c'est-à-dire racialement pur), de prendre soin des femmes enceintes et des enfants de sang pur. De cet effort naîtra une élite d'une égale valeur spirituelle et morale, la noblesse de l'avenir [44]. »

Cette expérience d'amélioration de la race humaine (de la race germanique) était en partie due à la crainte de voir les ennemis de l'Allemagne la dépasser en nombre et de prévenir son expansion en quête de « *Lebensraum* ». Les S.S. de tous grades étaient encouragés à entretenir des relations sexuelles, fus-

sent-elles adultères, « en vue de produits sélectionnés, de sang racialement pur ». L'enfant ne devait pas être déclaré illégitime et les mères célibataires avaient la promesse d'être accueillies à la campagne, dans des homes confortables, pris aux juifs ou aux ennemis de la nation. Leur convalescence achevée, elles étaient encouragées à affronter une nouvelle grossesse. En 1945, *Lebensborn* avait mis sur pied huit homes pour les mères et trois pour les enfants; l'Allemagne avait pris en charge onze mille nouveau-nés, dont 50 à 80 pour cent étaient illégitimes.

Après la campagne de Pologne, en 1939, Himmler promulgua cet ordre aux S.S. et à la Police. Après avoir remarqué que toute guerre est pour la nation une hémorragie de son sang le meilleur, et que, d'après le vieux proverbe, un homme peut mourir content s'il a des fils et des enfants, il engagea les S.S. à s'assurer une descendance et promet :

1. Tous les enfants légitimes ou illégitimes de pères tués à la guerre seront élevés sous la responsabilité de représentants choisis par le Reichsführer S.S., qui m'en rendra compte à moi personnellement. Nous nous chargerons de prendre soin des mères et de leurs besoins matériels, nous assurerons l'éducation et l'instruction des enfants jusqu'à ce qu'ils soient adultes; ainsi mères ou veuves n'auront pas à se soucier de l'avenir.

2. Pendant la guerre, les S.S. seront responsables de la protection des mères et des enfants légitimes ou illégitimes, contre tout danger et toute difficulté. Après la guerre, si les pères reviennent, les S.S. leur accorderont une aide financière suffisante pour le rétablissement de la famille.

S.S. et mères des enfants que l'Allemagne attend de vous, vous dont la foi au Führer est inébranlable

et qui désirez la vie éternelle de notre sang et de notre peuple, vous qui savez combattre pour l'Allemagne et mourir pour elle, prouvez-nous que vous êtes prêts, pour l'amour de l'Allemagne, à donner la vie à la prochaine génération [45]. »

Une lettre de Rudolf Hess, publiée dans le *Völkischer Beabachter* le jour de Noël 1939, adressée à une « mère célibataire » et largement diffusée, contenait à l'usage du public les mêmes encouragements à une nouvelle conception de la sexualité. Aux époques de grands dangers, déclarait Hess, des mesures devaient être prises même à l'encontre de la morale établie. Quand des hommes jeunes et racialement purs sont envoyés au front, laissant derrière eux des enfants qui transmettront leur sang aux générations futures, et quand des filles, également de sang pur, étant enceintes, ne peuvent se marier, pour une quelconque raison, il faut prendre soin de cette richesse naturelle. Les objections qui pourraient être soulevées, en temps habituel, sont alors sans valeur.

« Vis-à-vis de la communauté, le premier devoir d'une femme est de fournir à la nation des enfants sains et de race pure [46]. »

Pour compenser les pertes de population en Allemagne, Himmler, inspectant les unités S.S. en Pologne occupée, remarqua que de nombreux enfants Polonais avaient le type nordique. Ils furent sur le champ déclarés d'origine germanique et bons pour la « germanisation ». *Lebensborn* organisa aussitôt un département d'adoption pour ces enfants et pour d'autres enfants des territoires occupés. Pour peu qu'ils fussent de pure race, ils étaient arrachés à leurs parents et germanisés par des couples allemands bien choisis. La même politique fut suivie par *Lebensborn* pour les enfants illégitimes des troupes d'occupation, environ 50 000 en France et plus de

6 000 en Norvège. Les enfants norvégiens étaient très appréciés, parce que les théoriciens nazis de la race accordaient une grande valeur aux femmes du nord pour la reproduction. Huit maisons de femmes furent installées en Norvège, avec l'approbation officielle du Chef de la Police, Radiess, lui fit paraître une plaquette au titre significatif : « *S.S. pour la plus grande Allemagne, par l'Epée et par le Berceau!* » « Ce n'est pas sans signification pour la prochaine génération, déclarait-il, qu'il y ait vingt ou trente divisions de plus pour la défense des territoires que nos camarades ont conquis [47]. » Le *Gauleiter* Geissler s'adressant aux étudiantes de l'Université de Munich leur conseilla d'offrir des enfants aux Führer, plutôt que de hanter les salles de la faculté. Seule Sophie Scholl comprit la portée morale de cet avis.

Sympathisant avec les buts impérialistes des nazis, quelques ecclésiastiques continuèrent à fermer les yeux sur les conséquences inévitables des doctrines raciales : l'établissement d'une race de maîtres où les S.S. formeraient une élite, tandis que le reste ne serait que des travailleurs obéissants, et que seraient exterminés ceux qui seraient considérés comme « indignes de la vie [48]. »

V. *Le Défi de Monseigneur Galen.*

Déchirés entre leur patriotisme et leur foi, bien des prêtres admirent passivement la conduite de la guerre par les nazis et se cantonnèrent dans la lutte contre les difficultés courantes : manque de nourriture et de combustible, horreurs des bombardements.

Les nazis leur reprochèrent leur peu d'enthousiasme pour l'effort de guerre [49].

A Fulda, lors de la réunion des évêques catholiques en juin 1941, il ne fut pas même question de la guerre, mais seulement des limitations apportées aux activités de l'Eglise.

L'Eglise évangélique avait cru bon de féliciter le Führer d'avoir pris les armes contre la Russie, « l'ennemie née de toute stabilité et de notre culture chrétienne occidentale [50]. » Fait curieux, lorsqu'elles exprimaient leur patriotisme, les Eglises n'étaient pas mieux vues des nazis qui redoutaient le prestige que leur valaient les nombreux ecclésiastiques décorés pour leur bravoure [51].

C'est le 12 juillet 1941 que le *Gauleiter* de Westphalie, Meyer, ordonna à la *Gestapo* de confisquer deux couvents de jésuites de la ville, ainsi que la maison des Sœurs de l'Immaculée Conception, puis d'expulser de la province religieux et religieuses. Dans la même semaine, suivit la confiscation de six autres établissements, dont les propriétés, meubles et immeubles, furent transférées à la *Gauleitung* de Westphalie, en vue d'y abriter les victimes des bombardements. Jamais les confiscations n'avaient amené le *tolle* qu'entraînait l'attaque d'un évêque. Contre Mgr Gallen, Meyer avait tenté, l'année précédente, de faire supprimer, en totalité, les subventions du diocèse, mais Hitler s'y était refusé. Nouvel essai de Müller en 1941 : confiscation d'une lettre pastorale, expulsion du diocèse de deux des plus proches collaborateurs de l'évêque.

Repoussant cette fois toute prudence, Mgr Galen protesta auprès de tous ceux qu'il connaissait dans les ministères, à Berlin; il dénonça ces procédés iniques et conjura les fidèles de devenir aussi durs que le roc, aussi difficiles à briser que l'enclume qui

durerait plus longtemps que le marteau. Ses paroles soulevèrent l'enthousiasme.

Dans une lettre à Lammers, Mgr Galen, parlant au nom de la Westphalie, à la fois comme descendant de la vieille aristocratie et comme évêque, attaqua le mauvais vouloir des autorités du Reich à mettre fin aux expropriations arbitraires de la Gestapo.

Des protestations similaires inondèrent la Chancellerie, mais les confiscations ne cessèrent pas. En Würtemberg, quatre séminaires théologiques de l'Eglise évangélique, saisis, furent convertis en hôtels tenus par des S.S., puis vint le tour de deux domaines de l'archidiocèse de Cologne, du séminaire de Trèves, toujours à Trèves de l'abbaye de Saint-Matthieu, malgré la résistance opposée par la population, du monastère d'Ottbergen en dépit des protestations de l'évêque d'Hildesheim, du monastère franciscain de Bochum et des monastères d'Aachen, de Dresde et de Vienne [52].

Pour ne pas exaspérer les populations alors que la campagne de Russie battait son plein, au reçu du rapport de Galen, Hitler ordonna de cesser les expropriations [53].

Mais la première réaction des *Gauleiters* fut de justifier les confiscations ordonnées par eux [54]. Meyer informa Lammers que la saisie des maisons des Jésuites à Münster était pleinement justifiée par leur opposition au nazisme. L'Abbé de Gerleve s'était rendu coupable « d'activités pacifistes et de critiques destructrices ». Il fallait d'ailleurs reloger les familles dont les demeures avaient été bombardées.

Meyer écrivit en outre à Bormann en accusant les sermons de l'évêque Galen d'être une provocation délibérée. Il demandait que fussent rapportées les interdictions imposées par le Führer, car il avait

besoin de bâtiments pour les écoles, puisque ceux qui existaient avaient été bombardés. Il comptait sur une propagande bien faite pour y préparer la population [55].

En quelques jours, la situation s'aggrava. Ignorant les ordres nouveaux donnés par Hitler, Mgr Galen continuait à manifester son opposition : elle croissait avec les rapports que lui adressaient les directeurs des hôpitaux psychiatriques. Le 3 août, il prêcha à Saint-Lambert : ce fut une attaque vigoureuse contre le sacrifice de tant d'innocents, au mépris de tout respect de la vie humaine. Il exposa dans le détail les phases de l'euthanasie : transport des malades vers des destinations inconnues, faux certificats de décès. Il évoqua la terreur des soldats grièvement blessés, celle des malades et des vieillards dont la vie suspendue à « la productivité » était étrangement menacée.

L'éloquence et la terrible actualité du sermon de Mgr Galen dépassa vite les limites de son auditoire. Des exemplaires ronéotypés furent distribués à travers toute l'Allemagne, sur le front et à l'étranger, si bien qu'il était devenu impossible, en quelques jours, de parer à cette « trahison » [56] qui n'était pas seulement une attaque de l'euthanasie, mais portait un coup à la nation tout entière, puisqu'en dépit de la censure, elle était lue avec avidité par des milliers de gens.

L'indignation des chefs nazis était à son comble. Bormann déclara, le 13 août, que Galen devait être condamné à mort; le *Gauleiter* de Münster réclama son emprisonnement et le camp de concentration pour tous ceux qui colpoteraient ses idées. Ne pas prendre des mesures immédiates serait donner créance à ses affirmations, l'affolement s'emparerait non seulement du peuple, mais des troupes, les

Anglais s'en saisiraient comme d'une arme puissante pour la propagande antinazie. Et si ces accusations se trouvaient être les premières démarches d'un plan d'attaque concerté par l'Eglise catholique...! il fallait ou emprisonner ou expulser l'évêque et montrer ainsi comment serait traité le « catholicisme politique ». Cette mesure, ajoutait Meyer non sans clairvoyance, serait d'autant plus aisément acceptée qu'elle coïnciderait avec l'annonce d'une grande victoire [57].

A Berlin, Tiessler qui faisait partie de l'état-major de Goebbels, déclara froidement que l'évêque devait être pendu. Le ministère des Cultes proposa que la subvention octroyée par l'Etat au diocèse fût supprimée. La *Gestapo* fit saisir tous les exemplaires du sermon; la correspondance et le téléphone de l'évêque furent soumis à une étroite surveillance, cependant que la propagande de Goebbels l'attaquait sans répit. Hitler finit par donner à Bormann l'ordre de faire une enquête. Tenant à garder le secret de l'euthanasie, il lui était impossible de répondre directement aux accusations de Galen, mais ne rien faire pouvait encourager les autres évêques à parler à leur tour, et leur opposition pouvait gagner les protestants. Il ne fallait pas davantage, comme le note Tiessler, prendre contre l'évêque des mesures qui feraient de lui un martyr et entraîneraient ses collègues à le soutenir et à le suivre. Bien que l'heure parût prématurée, Tiessler proposait donc d'informer le public de la nécessité de l'euthanasie [58].

Goebbels, qui redoutait la popularité de Galen en Westphalie, craignait que la population ne soit pas entièrement perdue pour les nazis si l'évêque était traité avec la sévérité qu'il méritait. Il en revint une fois de plus à son grand principe de reporter pour l'après-guerre le problème des Eglises et de se contenter, en attendant, de confisquer leurs biens et

de briser leur résistance; il tenait aussi à se débarrasser de l'évêque de Münster.

Hitler se rangea à cet avis et Lammers en informa le ministère des Cultes [59]. L'avertissement dont il gratifia l'évêque dans un discours adressé à ses camarades « les plus loyaux », dans une brasserie, le 8 novembre 1941, était sinistre : « ... si quelqu'un espère briser notre unité, d'où qu'il vienne et à quelque camp qu'il appartienne — vous connaissez ma méthode — je garderai les yeux sur lui.

« Nous vivons un temps d'épreuves, mais l'heure viendra où, pour éloigner le danger, j'attaquerai avec la rapidité de l'éclair [60].

Et dans un autre discours, à la fin d'un repas, ses menaces se firent plus précises : « Si l'évêque von Galen ne réussit pas à se faire transférer à Rome, au College Germanicum, il peut être assuré que le jour où nous ferons nos comptes, pas une barre ne manquera à un T, pas un point ne manquera sur un I [61].

La signification du défi lancé par Mgr von Galen ne doit être ni exagérée, ni minimisée. Le régime nazi aurait-il été modifié si d'autres voix courageuses s'étaient élevées contre ses crimes? Peut-être, mais rien n'est moins certain. Le succès de l'évêque de Münster tint, en partie, au fait que son public, déjà scandalisé par l'euthanasie pratiquée sur les déments, réagit immédiatement. Cette indignation empêcha les nazis de prendre les sanctions qu'ils souhaitaient. Les évêques n'eurent malheureusement pas ce même soutien en d'autres matières. Gunther Lewy remarque :

« Ulcérée par la mise à mort de ses fils ou de ses filles, de ses frères et de ses sœurs, la majorité des gens ne put réagir de même manière quand ce fut le tour de ses voisins juifs d'être déportés et de finir

exterminés dans les chambres à gaz, d'abord destinées à l'exécution du programme de l'euthanasie[62]. »

Il est impossible néanmoins de nier toute efficacité à ces protestations. L'ordre d'Hitler du 28 août opposant un temps d'arrêt à la pratique de l'euthanasie sauva d'innombrables victimes[63]. Son précédent décret mettant fin à la confiscation des propriétés de l'Eglise marqua également un répit de la persécution.

VI. *Ajournement des dernières mesures.*

Après l'été 1941, la lutte des Eglises en Allemagne perdit de sa virulence. Les nazis n'osaient pas susciter un nouveau *tolle* des évêques; ces derniers étaient partagés entre leur désir de soutenir l'Allemagne à l'heure du péril et leur horreur des bestialités nazies qui ne pouvaient manquer d'aboutir à une catastrophe morale[64]. Plus que jamais, Hitler tenait à ne régler que plus tard le problème des Eglises[65], mettre en attendant un terme aux persécutions et gagner la guerre[66]. « La politique de la lutte à coups d'épingles doit cesser, écrivait Bormann dix-huit mois plus tard, en 1943[67]; seule importe la conduite de la guerre[68]. »

Hitler ne se faisait pas pour autant illusion sur la loyale collaboration des Eglises; il savait que le peuple s'accrochait à ses organisations religieuses. S'il n'était pas opportun de poursuivre le combat, rien n'empêchait de laisser mourir le christianisme de mort naturelle. « Une mort lente a quelque chose de réconfortant. La doctrine chrétienne s'efface devant les progrès de la science... Un mouvement comme le

nôtre n'a pas à se laisser entraîner dans des disgressions métaphysiques. Il doit s'en tenir à l'esprit des sciences exactes... [69]. Le mal qui nous ronge essentiellement vient de nos pasteurs et de nos prêtres. Je ne peux pas actuellement leur répondre comme ils le méritent, mais ils ne perdront rien pour attendre. Tout est inscrit dans mon grand livre... Ce ne sont pas les scrupules juridiques qui m'arrêteront. Nécessité fait loi. Dans dix ans, la face des choses aura changé, je le leur promets [70]. »

Occupé à préparer la population à la guerre totale, Goebbels approuvait entièrement cette position et traitait de « fauteurs de troubles et d'anarchistes » ceux qui, individuellement, persécutaient les ecclésiastiques récalcitrants et ajoutaient à sa tâche des soucis inutiles et stupides [71].

En septembre 1941, la Gestapo fut informée qu'elle devait se conformer strictement aux limitations qui lui étaient imposées vis-à-vis des Eglises, éviter contre elles toute opération importante, ne plus procéder à la réquisition des monastères, se borner à ne pas leur laisser reprendre leurs anciennes positions [72]. Mais elle devait, en revanche, maintenir un réseau d'informateurs, le renforcer même en s'assurant de nouveaux agents-contacts et porter toute son attention aux relations des ecclésiastiques et des agents du gouvernement [73].

Le Sturmbannführer-S.S. Hartl conclut en disant :

— Que chacun accomplisse hardiment sa tâche avec une vraie passion et une initiative efficace [74].

Cette « initiative efficace » fut précisée dans des instructions secrètes données quelques mois plus tard à la Gestapo de Aachen : « Il ne nous sert à rien de connaître les décisions importantes des évêques, lorsqu'elles ont déjà paru dans les lettres pastorales. Il nous faut les connaître à l'avance... avoir tous les

renseignements sur les rencontres secrètes des évêques, tâche de plus en plus difficile, puisque ceux-ci se montrent de plus en plus prudents. Mais il n'est pas de château si bien gardé qui ne comporte une entrée secrète [75].

En octobre pourtant Heydrich informait les chefs S.S. et la police que si la règle était pratiquement d'éviter le conflit avec les Eglises, il fallait savoir se plier aux circonstances [76].

Ainsi, pour que les Eglises ne puissent devenir un foyer d'idées fausses, il était nécessaire d'envoyer en camp de concentration les individus suspects de subversion et de renforcer d'abord le système d'information pour les détecter.

L'assassinat d'Heydrich, en mai 1942, contribua également à améliorer le sort des Eglises. Il avait une haine morbide pour la religion et spécialement pour l'Eglise catholique. L'idée qu'à l'instigation du Vatican celle-ci conspirait pour la destruction de l'Allemagne l'obsédait. Aveuglé par sa haine d'apostat, il avait des jugements d'une telle partialité qu'Hitler lui-même, pour des raisons tactiques peut-être, était dans l'obligation de le calmer [77]. Sa mort libéra les Eglises chrétiennes de leur ennemi le plus agissant [78]. Kaltenbrunner qui lui succéda était d'une autre trempe, et pensait que la Gestapo avait mieux à faire que de persécuter les Eglises, ce en quoi, du reste, il s'opposait à Bormann.

En mars 1942, plusieurs prêtres catholiques lurent en chaire la dernière lettre écrite par le colonel Mölders, pilote aviateur, avant d'être tué en vol; il disait combien les secours de la religion sont précieux à l'heure du péril. Naturellement la Gestapo s'empara de la lettre, saisit l'occasion d'envoyer quelques prêtres en camp de concentration et promit une récompense de 10 000 marks à qui ferait décou-

vrir le véritable auteur de la lettre, dont la signature, déclara-t-elle n'était qu'une imposture [79]. Les protestations du Cardinal Bertram restèrent sans écho [80].

Insatiables, les nazis n'étaient encore pas satisfaits. En 1942, Bormann interdit toute correspondance avec les Eglises. En mars 1943, un subordonné de Rosenberg clama que la trève dont jouissaient les Eglises ne pouvait plus durer, si les prêtres continuaient à user de leur influence pour saccager l'effort de guerre. Il préconisa l'établissement de « centres d'instruction idéologique pour les troupes » afin de préparer « un matériel combattant convenable » [81]. Les nazis régionaux déclarèrent que l'attitude des catholiques leur donnait de moins en moins de satisfaction et réclamèrent des mesures plus sévères contre « le catholicisme politique [82] ». La hiérarchie nazie devait plus ou moins partager cette opinion, puisque lors du Putsch manqué du 20 juillet 1944, les catholiques furent poursuivis à l'égal des éléments irréductibles de l'aristocratie, comme traîtres à la patrie.

Les membres du Cercle Kreislau dirigé par le comte Helmuth von Moltke furent traduits devant la cour du peuple nazie (*Volksgerichthof*) présidée par le fameux Roland Freisler. Leur crime était de se rencontrer de temps en temps chez de Moltke, en Silésie, et d'être connus pour leur attachement au christianisme et leur opposition morale au régime nazi. Ils étaient essentiellement angoissés par les problèmes que rencontrerait l'Allemagne lorsque l'ère nazie serait close, et jamais il ne fut prouvé qu'ils avaient fait partie du complot du 20 juillet. Inculpés d'avoir discuté de questions qui étaient exclusivement du ressort du Führer, ils furent condamnés à mort. Dans un de ses discours devant le tribunal, Freisler déclara : « Le Comte von Moltke,

le Christianisme et nous, les membres du National-Socialisme avons un point commun : nous réclamons l'homme tout entier [83]. »

La *Gestapo* fit l'impossible pour prouver que le Père Alfred Delp, S.J. et le pasteur Eugen Gerstenmeier, membres du Cercle Kreislau, avaient tenté d'attirer des fidèles dans le complot. L'accusation majeure lancée contre les conspirateurs, Comte Stauffenberg, Comte Yorck, Comte Schwerin et Comte Fritz-Dielof Schulenburg, fut le long entretien qu'ils avaient eu trois semaines avant le « coup », concernant la nécessité de faire du christianisme la force spirituelle la plus puissante de l'avenir [84].

La *Gestapo* savait qu'aucune des informations recueillies par elle n'était suffisante pour entraîner une condamnation. Le Père Delp n'en fut pas moins mis à mort. Avant son exécution, le 2 février 1945, il écrivit : « L'unique raison de la sentence prononcée contre moi est que je suis et reste un jésuite. Il n'a pas été possible d'établir le moindre lien entre moi et l'événement du 20 juillet... Un jésuite est, *a priori*, un ennemi du Reich. Il n'y a pas eu jugement, mais volonté d'annihilation [85]. »

La même haine poursuivit le pasteur Dietrich Bonhœffer. Il était considéré comme un personnage si dangeureux que, jeté en prison, il y resta deux ans et demi, de 1942 à 1945. Porté sur la liste secrète des ennemis du nazisme, il était condamné à périr, même si le régime s'effondrait. Quelques jours seulement avant la fin de la guerre, il fut exécuté au camp de concentration de Flossenberg.

CHAPITRE XI

LES DERNIÈRES MESURES

« Rassemblons-nous et prions avec ferveur pour la prompte délivrance du péril nazi.

Prions pour que Dieu nous donne la force de rester fidèles à sa loi. Prions pour qu'Il nous donne le courage de supporter toutes les souffrances de l'ère de détresse et d'épreuves qui nous attend. Prions pour qu'il nous soit accordé de combattre le mal dans la joie, pour que nous fassions notre salut et pour que Ses promesses s'accomplissent. Oh, Seigneur, délivrez-nous du mal. »

(D'après un feuillet qui circulait secrètement en Autriche, Noël 1941.)

Au début de la guerre, les nazis n'avaient encore établi aucun plan pour la politique à suivre vis-à-vis des Eglises dans les pays conquis. Conforme à leurs théories racistes, elle était influencée par la rivalité

des chefs nazis entre eux, et, dans l'ensemble, marquée par le fanatisme, l'illogisme, les contradictions.

Les premières décisions laissaient la place à des interprétations divergentes : ici un chef recommandait souplesse et persuasion, là, un autre exigeait répression et persécution. L'insuccès de la première méthode ajouta au crédit de la seconde. Heinrich et Bormann finirent par l'emporter. Dans le *Warthegau* particulièrement, la région nazie modèle conquise sur la Pologne, les mesures draconiennes qui y furent appliquées donnent une idée de ce qui se serait passé si, la guerre terminée, Hitler avait pu traiter les Eglises comme il le souhaitait [1].

Pour y parvenir, il lui fallait : en premier lieu, supprimer la résistance des Eglises; deuxièmement éliminer toute ingérence extérieure, à commencer par celle du Vatican; troisièmement établir les relations de l'Eglise et de l'Etat conformément au « nouvel ordre germanique » : les prêtres étant dépossédés de tous leurs privilèges et le christianisme abandonné à son destin et mourant de mort naturelle, selon le mot d'Hitler.

I. *Suppression de la Résistance des Eglises.*

Le groupe des modérés, Goering, Ribbentrop et même Rosenberg auraient voulu que les pays conquis fussent traités de telle sorte que leur collaboration avec le « nouvel ordre allemand » eût été volontaire. Celui-ci avait besoin d'un soutien populaire, si l'on tenait à ce que les ressources agricoles et industrielles du pays puissent être exploitées sans recours à la force armée.

Dans cet esprit, il fallait consentir quelques concessions au peuple sur le plan religieux : une certaine liberté du culte exercé en dehors de toute préoccupation politique. Rosenberg alla jusqu'à proposer un « édit de tolérance » pour les régions satellites de l'Ukraine, du Caucase et des territoires de la Baltique, qui s'inscrirait dans la « libération » du peuple russe, « arraché au joug du bolchevisme [2] ».

Une politique semblable fut proposée pour les pays de l'ouest et du nord de l'Europe, pour en faire des collaborateurs du Reich. Eugen Gerstenmeier, attaché aux Affaires Etrangères de l'Eglise évangélique, fut envoyé en députation en Norvège, avec mission de promettre à Mgr Berggrav, Primat de Norvège, que son Eglise ne serait pas touchée sous l'occupation allemande, et sa propre situation respectée, s'il voulait convaincre ses compatriotes de ne se livrer à aucune résistance. Cette initiative ne pouvait manquer de le discréditer auprès d'eux [4].

Une campagne du même ordre fut tentée auprès du clergé des territoires occupés, en vue de miner l'autorité des ecclésiastiques « réactionnaires », dans la mesure où ils feraient preuve de « déloyauté » politique et théologique envers le nouveau régime [5].

En Norvège et en Hollande, les pasteurs reçurent le conseil d'adapter leurs dogmes à la véritable philosophie germanique, en purgeant l'Eglise de ses caractères sémites. La mission de l'Eglise était, disaient les nazis, d'enseigner l'évangile « aryen » à travers le monde nouveau qui se construisait de l'Atlantique à l'Oural [6], en s'inscrivant dans la croisade contre le bolchevisme athée [7].

En Belgique et en France les nazis ne cherchèrent pas à persécuter l'Eglise. Seyss-Inquart, Reichsstattshalter de Hollande, put se vanter, dans un discours public, de n'avoir pas de martyrs dans le pays [8].

En revanche, certains groupes nazis intransigeants voulaient écraser dans l'œuf l'opposition des Eglises [9]. Himmler s'employa à contrebalancer l'influence de Ribbentrop et à laisser les mains libres aux S.S. De son côté, Hitler repoussa avec dédain la proposition de von Papen de « rechristianiser la Russie [10] ».

« Les méthodes de persuasion d'ordre moral ne sont pas des armes efficaces contre ceux qui méprisent la vérité [11] », déclarait-il en parlant des prêtres.

En Europe de l'est, le racisme d'Hitler bannit, en tout cas, toute possibilité de concession. Heydrich tenait que, dans les territoires occupés, l'Eglise était l'ennemie de l'Allemagne nouvelle. Bormann et Frank, Gouverneur de la Pologne centrale, affirmèrent de plus en plus leur haine du « catholicisme noir », la « puissance maligne traîtresse « qu'il fallait à tout prix déraciner de « l'Ordre Nouveau [12] ».

Pour eux, résistance chrétienne et nationale ne faisaient qu'un. Quant aux « fins renards » du Vatican, ils attendaient l'heure de frapper l'Allemagne avec autant d'ignominie que lors de l'encyclique de 1937. Le seul consentement des évêques de Canterbury et d'York à prêter leur soutien aux Bolcheviks prouvait que les Eglises protestantes étaient également hostiles à « l'Ordre Nouveau ».

Dès la victoire de 1939, Himmler, Commissaire du Reich pour l'affermissement de la communauté allemande (*Reichskommissar für die Festigung deutscher Volkstums*) prit en Pologne des mesures telles qu'il y assura la domination absolue des S.S. Il supprima les institutions nationales, germanisa les associations culturelles, institua le travail obligatoire, expulsa en masse les propriétaires de l'ouest qui durent céder la place aux colons allemands, exécuta systématiquement les agents du service secret polonais et les clas-

ses dirigeantes, « déracina l'influence néfaste des éléments hostiles à la vie du peuple et constituant un danger pour le Reich et la *Volksgemeinschaft* germanique [13].

Tout de suite, l'Eglise catholique fut une des principales cibles de cette politique d'annihilation. Les S.S. eurent carte blanche pour faire régner la terreur parmi le clergé et les laïques. On dressa des listes de catholiques hostiles au nazisme. En novembre 1939, on apprit de Bromberg (Bydgoszez) que l'exterminations des prêtres était décidée et serait seulement précédée de celle des juifs [14]. Il s'agissait soi-disant de représailles pour le traitement infligé aux Allemands par les Polonais. En Prusse occidentale, un tiers des 690 prêtres de paroisses fut arrêté; les autres s'étaient enfuis. Après un mois de prison, 214 avaient été exécutés; parmi eux, le chapitre de la cathédrale de Pelplin le fut en totalité. En 1940, il ne restait que vingt prêtres de paroisses, environ trois pour cent du nombre existant avant-guerre [15].

La petite Eglise protestante de Pologne fut traitée avec la même cruauté. Sur les 600 000 membres qu'elle comptait en 1939, un peu plus de la moitié parlait allemand. Une vingtaine de mille étaient calvinistes et appartenaient à la région de Wilna, dans le nord-est de la Pologne; ils furent victimes de l'invasion soviétique. Des listes de pasteurs préparées à l'avance permirent leur arrestation massive dès le début de l'occupation, presque tous furent jetés dans des camps de concentration, Mauthausen, Buchenwald, Dachau, Oranienburg, tandis que des pasteurs allemands prenaient leur place. Parmi eux succomba le Révérend Karol Kulizz, le professeur de théologie Edmund Bursche qui mourut en travaillant dans une carrière de pierres à Mauthausen [16].

La seule crainte d'un soulèvement public mit, en

pays occupé, un frein à la fureur nazie. Les évêques furent souvent épargnés, avec pourtant des exceptions notables. L'évêque orthodoxe tchèque Gorazd fut exécuté, quatre autres furent envoyés en camp de concentration, parmi lesquels Mgr Picquet de Clermont-Ferrand. Deux évêques de Pologne moururent en prison. L'évêque de l'Eglise protestante de Pologne, Juliusz Bursche, exilé à Berlin, fut mis au secret; il avait soixante-dix-neuf ans et mourut au bout de quelques mois. D'autres prélats qui avaient parlé à l'étourdie des succès de l'Allemagne [17] furent arrêtés, séparés de leur clergé et de leurs fidèles [18].

Le bas clergé fut durement traité. En Tchécoslovaquie, quatre cent quatre-vingt-sept prêtres catholiques furent envoyés comme otages dans des camps de concentration. « Il n'était pas rare de rencontrer sur les routes, près des camps de concentration, un prêtre vêtu de haillons, épuisé, tirant une charrette, cependant que derrière lui un jeune S.A. en uniforme brandissait un fouet [19]. » La Gestapo avait ordre de traiter les ecclésiastiques en criminels, par tous les moyens.

Les autorités allemandes entreprirent d'humilier et de ridiculiser les prêtres aux yeux de la population. En contraignant les prêtres à de rudes travaux en public, dans les rues, sur les routes, sur les ponts, elle comptait les amoindrir. Dans plusieurs villes de Posnanie et de Poméranie, les prêtres obligés d'assister aux exécutions de masse de leurs compatriotes, devaient ensuite creuser leurs tombes et les enterrer [20].

Un rapport de 1941 mentionne :

« Des quatre cents prêtres et quatre-vingts séminaristes polonais enfermés au camp d'Orianienburg, quatre-vingts moururent au cours des cinq premiers mois de 1940. Durant cette même période, sur les

cent soixante prêtres des diocèses de Posen et de Gnesen, trente-cinq coururent à Mauthausen et à Gusen [21].

Les agents de la Gestapo obtenaient leurs informations en simulant une conversion possible, en prenant avantage, au confessionnal, du secret de la confession. Par centaines, les ecclésiastiques furent traînés devant les tribunaux pour les motifs les plus futiles. Heydrich pourtant n'était jamais rassasié. Jamais les jugements ne lui paraissaient assez sévères [22]. Les innombrables protestations du haut clergé étaient invariablement rejetées ou, le plus souvent, laissées sans réponse.

N'importe quelle dénonciation servait de prétexte à entasser, dans d'ignobles convois à bestiaux [23], des prêtres que l'on dirigeait sur les camps de concentration. A Dachau, 2 771 prêtres furent emprisonnés [24], plus de mille y périrent de faim, de maladie, de mauvais traitements entre 1942 et 1945. Mieux, 4 000 prêtres catholiques furent mis à mort comme « saboteurs politiques », pendus, affamés, quand ils ne servaient pas de sujets pour des expériences médicales, dont l'euthanasie faisait partie [25]. Les laïques n'étaient pas épargnés. « Nous n'aurons pas de repos avant d'avoir détruit le christianisme! » avait fièrement déclaré Himmler à Frau von Weizsäcker [26].

Dans les pays occupés, spécialement en Pologne et en Union Soviétique, les persécutions visaient également les institutions, les écoles, les séminaires, les communautés religieuses, les églises furent fermées; célébrant clandestinement la messe ou les offices, les prêtres risquaient d'être épiés et dénoncés. Les mariages religieux furent interdits entre Allemands et étrangères. Vint l'interdiction de lire en public certains passages de la Bible, de dire que tous les hom-

mes sont égaux devant Dieu, que l'Eglise est universelle et que l'Evangile est d'origine juive [27]. Les protestations du Nonce restaient sans réponse; si, par hasard une réponse lui parvenait, elle était négative [28].

Un rapport remis au Cardinal Hlond, Primat de Pologne spécifiait : « Les Allemands déclarent être les maîtres des pays occupés et les Polonais n'être que des esclaves... L'Eglise se terre dans les catacombes... Une prière pour Hitler (sic) a été rendue obligatoire... [29]. Tout a été sciemment organisé pour la destruction de l'Eglise dans sa totalité, dans un des pays les plus religieux du monde. La Pologne assiste à l'avènement... d'un paganisme si athée, si immoral, atroce et inhumain qu'il ne peut qu'être le fait de malades ayant perdu toute dignité humaine et aveuglés par leur haine de la Croix [30]. »

II. *Suppression de toute ingérence étrangère.*

La détermination nazie d'imposer son totalitarisme à toute l'Europe occupée ne permettait strictement aucune intervention, fût-ce celle du Vatican. Hitler ne redoutait guère les protestants divisés en Allemagne comme à l'étranger :

« Une seule fois dans ma vie, écrivit-il, je me suis montré assez stupide pour essayer de réunir une vingtaine de sectes sous un seul chef; et, qu'il en soit remercié, Dieu dota mes vingt évêques d'une telle stupidité que j'ai été sauvé de ma folie [31]. »

L'Eglise catholique était plus dangereuse. Pour les nazis, le Vatican n'avait jamais eu l'intention d'observer les clauses du Concordat, si ce n'était dans la

mesure où il lui permettait de maintenir son influence [32].

Aussi, en juillet 1942, Hitler annonça-t-il que des raisons militaires l'avaient empêché de rompre les relations diplomatiques avec le Vatican et d'abroger le Concordat, mais qu'aussitôt la guerre terminée, il le supprimerait. Et il ajoutait : « Ce sera pour moi un immense plaisir personnel de montrer à l'Eglise combien de fois elle en a trahi les termes [33]. »

Le Concordat dénoncé, l'Eglise n'aurait plus à attendre les subsides de l'Etat. « Quand nous cesserons de verser à l'Eglise des milliards de marks par an, nos damnés prêtres baisseront vivement le ton; au lieu de nous mépriser et de nous attaquer de la plus honteuse manière, ils viendront nous manger dans la main. Nous ferons marcher ce gang à notre gré... et à moins de frais [34]. » « Le Nonce pourra rentrer allègrement à Rome. Nous ferons réaliser au Vatican l'économie d'une ambassade [35]. »

Ribbentrop et le ministère des Affaires Etrangères essayèrent de maintenir des relations normales entre l'Allemagne et le Vatican, pour la durée de la guerre, au moins [36]. L'opinion des neutres, celle de l'Amérique latine en particulier lui importait. De plus, un débat de conscience pouvait résulter chez les catholiques d'une rupture ouverte avec Rome, tant en Allemagne que dans les pays étrangers. L'unité nationale serait menacée. Enfin, le ministère des Affaires étrangères tenait à obtenir la reconnaissance par les puissances étrangères, le Vatican y compris, des récentes conquêtes de l'Allemagne et de leur incorporation au Troisième Reich. Il fallait pour cela régulariser la situation et enlever tout espoir aux gouvernements en exil de voir le catholicisme devenir un centre de résistance à la loi allemande [37]. Ribbentrop aurait souhaité être seul chargé des relations avec le Vati-

can. Dans cette intention, il rendit visite au Pape en mars 1940 et s'opposa à l'abrogation du Concordat.

Mais le ministère des Affaires Etrangères avait en face de lui la formidable opposition de Rosenberg, de Bormann et d'Himmler, dont la puissance réduisait ses efforts à néant; les mesures prises par eux en pays occupés démentaient en outre ses professions de foi et sa bonne volonté. Force lui était de se borner à recevoir les protestations du Nonce et des évêques, sans rien leur accorder. Le traitement des catholiques polonais avait déjà contribué à refroidir les relations avec le Vatican [38]; quand, un peu plus tard, le Nonce insista pour que satisfaction fût donnée à ses plaintes nombreuses, le sous-secrétaire Woermann n'eut pas même la ressource de l'adresser à un grand chef : pas un n'était disposé à le recevoir et à l'écouter [39].

Pour la même raison, en mars 1940, Ribbentrop dut refuser de discuter avec le Pape le dossier soigneusement établi des plaintes concernant l'Eglise catholique de Pologne.

Dès cette date, en dépit des efforts de Ribbentrop, la position du ministère des Affaires Etrangères fut constamment affaiblie par le Parti. Dans les pays conquis, le Concordat fut dénoncé. Le Vatican ne put envoyer en Pologne aucun délégué. Les nonciatures d'Amsterdam et de Bruxelles furent supprimées. En octobre, l'autorité de Kerrl sur les affaires de l'Eglise fut déléguée aux fonctionnaires régionaux du Parti.

Le ministère des Affaires Etrangères comme celui des Cultes perdit l'influence qui lui restait. Il se rendait compte que les mesures arbitraires des *Gauleiters* ne pouvaient qu'ajouter à la tension existant avec la Papauté et aggraver les conflits politiques à travers l'Europe.

Les éléments nazis repoussaient toute suggestion

comme inapplicable et proposée seulement pour soutenir l'autorité déclinante de Ribbentrop et de ses collaborateurs. A regret, ceux-ci n'eurent qu'à se soumettre aux « nécessités militaires » [40].

Le 27 juillet 1940, Ribbentrop dut notifier au Vatican, par la voix de son Ambassadeur auprès du Saint-Siège, que le choix des évêques en Bohême, en Moravie et en Pologne se porterait sur des prêtres Allemands ou d'origine allemande [41]. Un an plus tard, après l'invasion de la Russie, les nazis prétendirent nommer les évêques et les administrateurs apostoliques, dans tous les pays où le Concordat n'était pas en vigueur [42]. Le Vatican refusa avec indignation; même dans les pays qui s'étaient toujours montrés favorables à l'Eglise, il n'avait jamais admis cette limitation de son autorité [43].

Ce désaccord sur les nominations d'ecclésiastiques fut un, parmi tant d'autres, des points de friction avec le Saint-Siège. La déconvenue éprouvée par le Pape après l'échec de ses tentatives de médiation en 1939, et celui de ses protestations présentées par le Nonce avait grandi avec le nombre croissant des rapports que lui adressait le clergé sur les souffrances et les humiliations infligées aux catholiques. Pie XII refusa son appui moral aux nouvelles invasions, bien qu'il s'agît, en théorie, d'une croisade contre le bolchevisme athée. Le 21 juin 1941, il écrivait à Mgr Preysing, évêque de Berlin : « La tension est si évidente entre l'Eglise et le Parti en Allemagne, qu'un mémorandum écrit avec calme et franchise par les évêques, à l'attention des autorités compétentes, ne peut causer aucune surprise... Il faut qu'en ces jours difficiles les catholiques sachent que la hiérarchie fait ce qu'elle peut pour aider à améliorer les affaires de l'Eglise et défendre ses droits, par des moyens appropriés et corrects [44]. »

Le Pape n'avait pourtant pas la naïveté de croire au succès. En septembre 1941, il écrivit à Mgr Preysing :

« Votre suggestion de représentations faites par le Saint-Siège au Gouvernement du Reich, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur d'Allemagne, en vue de fortifier la position des évêques, a maintes fois déjà été mise à l'épreuve ces dernières années, mais avec si peu de succès que, pas une réponse, jusqu'ici, ne nous est parvenue [45]. »

Le Vatican continua malgré tout à dépêcher le Nonce, chargé de plaintes et de protestations au ministère des Affaires Etrangères [46]. Mgr Orsenigo s'y présenta même si souvent qu'il fut poliment prié de limiter ses doléances aux questions les plus importantes [47]. Ses visites n'en continuèrent pas moins; il ne voulait pas être accusé de se dérober à ses responsabilités, si étroites que puissent être les limites imposées à son activité par les autorités germaniques [48]. Il demanda à être reçu par Himmler, à visiter les prêtres jetés dans les camps de concentration, les prisonniers de guerre. Il se heurta toujours au même refus; une fois pourtant il put se rendre dans un camp de prisonniers où se trouvaient des prêtres Français. La discrimination dont étaient l'objet les prêtres Polonais qui n'avaient pas le droit de dire leur messe, l'interdiction aux catholiques d'assister à la messe plus d'une fois par mois (mesure qui menaçait de se poursuivre après la guerre), furent l'objet de violentes protestations, toutes sans effet. La même fin de non recevoir accueillit son intercession en faveur des Hollandais prisonniers à Dachau, des Allemands retenus aux Indes Néerlandaises, des prêtres bannis de leur paroisse, du retour à l'Eglise des domaines dont elle avait été dépossédée [49], des 33 000 Slovènes arrachés à leur home en 1941, des Juifs

envoyés de France à Lemberg, des otages Belges, Serbes ou Français [50]. Toujours en vain, il intercéda en faveur des parents des membres de l'ancien corps diplomatique au Vatican, des dix-sept professeurs de l'Université de Lemberg, « liquidés » en 1942 [51], du Provost Lechtenberg de Berlin mort de privations à Dachau [52]. Sans plus de succès il s'efforça d'obtenir le droit de secourir les enfants Grecs qui mouraient le faim, les centaines de réfugiés Yougoslaves, les Polonais décimés par la fièvre typhoïde et pour qui il ne put obtenir de vaccin.

Implacables, les autorités allemandes refusèrent même l'échange de prisonniers de guerre entre belligérants. Les nazis étaient déterminés à ne jamais répondre aux requêtes du Vatican [53].

Les représentations du Vatican les plus énergiques et les plus fréquentes concernaient le traitement scandaleux de l'Eglise catholique dans le Warthegau. Pour des raisons personnelles et politiques, des membres du ministère des Affaires Etrangères, et parmi eux Weizsäcker, secrétaire d'Etat, étaient disposés à les accueillir avec sympathie [54]. Mais, de son côté, le *Gauleiter* local, Greiser, était résolu à ne rien entendre. Pourtant, comme le fit remarquer Weizsäcker, le fait, pour le Vatican, de demander à étendre sa juridiction, impliquait la reconnaissance, par la Curie, de l'incorporation du Warthegau au Reich, sans impliquer d'intrusion étrangère [55].

Hitler méprisa ce genre de considération : « La Wilhemstrasse, assoiffée de nouveaux champs d'activité, a trouvé le moyen de se laisser dominer par le légat du Pape [56] ! »

Conformément à la doctrine nazie du *Führerprinzip*, les *Gauleiters* nazis s'installèrent dans leurs nouveaux fiefs, comme les conquérants des territoires

occupés... sans avoir à tenir compte des clauses du Concordat [57].

En accord avec cette conception, Hitler décida que la juridiction du Nonce s'arrêterait aux territoires nouvellement occupés [58]. En ce qui les concernait, le ministère des Affaires Etrangères ne devait avoir aucune relation avec le Vatican [59].

Le 25 juin, Weizsäcker en informa le Nonce [60].

Cette décision fut un coup pour le Vatican, pour Ribbentrop et pour Kerrl : Hitler donnait tout pouvoir au Parti, en pays conquis, au détriment des ministères, concernant la politique religieuse [61].

Ribbentrop éprouva niaisement le besoin de se glorifier de ce qui l'accablait : « Je suis l'exemple de la République de Venise qui, pendant une génération, fit une collection spéciale des notes du Vatican laissées sans réponse [62] ! »

Tout en prétendant que les relations Allemagne-Vatican ne s'étaient pas détériorées, Ribbentrop défendait ainsi, à ses collaborateurs de recevoir une seule protestation du Vatican concernant le Warthegau, menaçait même de prendre des mesures contre l'Eglise catholique « si le Vatican entreprenait une politique ou une campagne de propagande contre l'Allemagne [63]. »

Le Pape ne se laissa pas intimider par ce chantage. Il protesta en octobre 1942, en mars 1943, dans les termes les plus énergiques [64]. Il se heurta au silence : « Nous ressentons douloureusement les souffrances infligées aux fidèles de l'Eglise catholique, dans le Warthegau, d'autant plus que *toutes* les négociations entreprises pour eux avec les autorités ont rencontré une fin de non-recevoir absolue... [65]. »

La haine des nazis pour le Vatican était à son comble. Après l'avoir éliminé des territoires occupés,

la même élimination en Allemagne proprement dite n'était plus qu'une question de temps.

III. *La Région Nazie modèle et l'Ere nouvelle des Relations entre l'Eglise et l'Etat.*

Daté du 8 octobre 1939, un décret d'Hitler rendait à l'Allemagne la région allant de la Prusse orientale à Dantzig et la province voisine, la Posnavie ou Wartheland, dite le Warthegau, région de quatre millions et demi d'habitants qui appartenait à l'Allemagne avant 1914 et, entre les deux guerres, avait été colonisée par les Polonais. Par un renversement de l'histoire, dès le 26 octobre, sous contrôle nazi, le *Gauleiter* et *Reichsstatthalter* Greiser, en assurait la regermanisation, avec son adjoint Auguste Jäger, de triste mémoire.

L'ambition de Greiser était de faire du Wartheland le *Gau* nazi idéal : « Dans ce territoire vierge de l'Allemagne orientale, nous est offerte à tous la chance de la reconstruction nouvelle de l'Etat [66]. »

Greiser voulait réintroduire les « normes des principes révolutionnaires et idéologiques », modeler un *Gau* dans le grand Reich allemand, libéré de toutes les restrictions bureaucratiques », un « centre d'instruction d'idéologie nazie ».

Non content d'appliquer la loi allemande, comme l'avait prévu Hitler, Greiser préféra considérer son fief comme une région où tous les statuts légaux étaient annulés, où il pouvait, sans contrainte, exercer son pouvoir législatif [67].

Choix logique pour l'instauration d'une législation nouvelle. Les populations venues du Reich ou des

Etats Baltiques qui allaient y être installées s'attendaient à des conditions de vie et à des lois différentes. Les vieilles institutions seraient supprimées sans difficulté. Cinquante ans de national-socialisme suffiraient à germaniser ces provinces de l'est [68].

Au départ, il fut admis que les Eglises, étant de vieilles institutions, seraient entièrement modifiées. Himmler promulgua des mesures d'extermination et d'expulsion pour la majeure partie du clergé polonais. Sur la demande de Bormann, en décembre 1939, les accords concordataires furent déclarés inexistants dans ces territoires conquis [69]. Heydrich, à titre de « mesure de sécurité », assura la non-intervention des ministères, et, en sa double qualité de *Gauleiter* et de *Reichsstatthalter,* Greiser reçut directement les ordres de Bormann et de Himmler, sans passer par les rouages réguliers de l'administration gouvernementale [70].

Sans succès, Kerrl s'en plaignit amèrement [71] et ses protestations lui valurent de perdre toute autorité dans les pays conquis.

Deux circulaires secrètes envoyées à ses *Gauleiters,* en septembre 1941 et en mai 1942, disent la détermination de Bormann de traiter seul les questions de l'Eglise : toute plainte des représentants de l'Eglise devait être envoyée directement au quartier général du Parti, afin de permettre une politique unique, mesure valable « pour les subsides accordés aux Eglises et pour la nomination des prélats [72] ».

Greiser et Jäger étaient pleinement d'accord avec cette réglementation. De restauration ou de statuts totalement dépassés, rien ne pouvait subsister dans le Warthegau [73].

Dans une lettre à Kerrl en février 1940, Greiser note :

« Ni le Reich allemand, ni le Reichgau du Warthe-

land ne peuvent être considérés comme succédant légalement à l'ancien Etat polonais. Je propose non de permettre la réorganisation de la vie de l'Eglise dans le Warthegau suivant les directives applicables en Allemagne proprement dite... mais de reconnaître les Eglises existant précédemment comme des sociétés religieuses et des associations soumises à des conditions précises et limitées [74].

Les extrémistes nazis ne prévoyaient que peu d'opposition. Le clergé catholique, essentiellement polonais, avait été décimé par les S.S. et les laïques exilés en grand nombre. Même l'évêque de langue allemande nommé dans le diocèse de Posen fut refusé par Heydrich pour qui « la restauration des fonctions épiscopales dans ce territoire... avait été sciemment et délibérement repoussée lors de l'expulsion du haut clergé [75] ».

Les protestations de la Curie étaient sans portée, puisque le Cardinal Hlond avait été autorisé à se servir de la radio vaticane pour une propagande anti-allemande, et que l'ambassadeur polonais n'avait pas quitté le Vatican. Le Nonce se vit interdire de communiquer avec les ecclésiastiques subsistant dans le Warthegau. Le droit du Vatican d'être consulté pour la nomination des administrateurs de l'Eglise lui fut brutalement dénié [76]. Même les sympathies pour le Reich de l'Eglise évangélique de langue allemande, restée loyale pendant les vingt années où elle avait vécu sous la loi polonaise et pour qui la conquête nazie était une libération, n'eurent pas droit au moindre égard.

Avec la même hargne, Greiser s'opposa à toute ingérence du ministère des Cultes dont l'autorité, déclara-t-il, « n'existait par pour lui » [77]. Il supectait Kerrl de préparer l'union de l'Eglise évangélique locale avec l'Eglise de Prusse, déjà soumise à son

autorité, et lui exprima sa volonté, sans ménagements, en février 1940 : il voulait être seul à décider du sort politique de l'église de la région dont il était *Gauleiter* [78].

La décision prise par Hitler de retirer à Kerrl tout contrôle sur le Warthegau et celle de n'y plus reconnaître la juridiction du Nonce fortifièrent cette position de Greiser, dont les intentions furent l'objet d'une déclaration en treize points, rédigée par un spécialiste des affaires ecclésiastiques de son équipe, suivant les instructions du Führer.

Les Eglises n'étaient plus reconnues comme des corps officiels, mais comme des associations religieuses, auxquelles était accordé un statut légal de personne juridique d'ordre privé; elles devaient être approuvées par le *Reichsstatthalter*, seul habilité pour fixer leurs droits et leurs propriétés. Tout impôt officiel religieux était supprimé; ces associations ne vivraient que grâce à la contribution volontaire de leurs adhérents, et ne pouvaient fusionner avec aucune formation étrangère au *Gau*. Aucun lien légal, financier ou officiel n'existerait pour elles avec l'Eglise du Reich. Dans le *Gau*, l'Eglise catholique était indépendante de Rome. Seuls les adultes pouvaient signer une déclaration écrite et devenir membres d'une de ces associations. Les enfants en étaient exclus. Les organisations subsidiaires étaient interdites. Allemands et Polonais ne pouvaient participer au même culte. Dans les écoles, les classes de confirmation étaient supprimées; aucune instruction religieuse ne pouvait plus y être donnée. Les établissements de bienfaisance de l'Eglise cessaient d'être tolérés. Seuls les lieux du culte proprement dit restaient propriétés des associations religieuses. Monastères et couvents étaient fermés comme ne convenant pas à la morale et à la politique allemandes. Les

prêtres de l'extérieur n'étaient plus autorisés à exercer leur ministère dans le Warthegau, et ceux qui en avaient obtenu l'autorisation ne pouvaient l'exercer à plein temps [79]. En outre, la faculté de théologie polonaise de Posen était fermée, des facilités extrêmement réduites seraient accordées à la formation des prêtres.

L'Eglise évangélique n'avait plus à se faire d'illusion. Le Dr. Blau écrivit une lettre indignée à Greiser où il notait : « La séparation de l'Eglise et de l'Etat signifie la séparation de l'Eglise et du peuple, et l'expulsion du ministère des Cultes de la vie du peuple [80]. »

Ne recevant pas de réponse, il écrivit à Hitler et Barmann, en termes explicites, expliqua que le *Gauleiter* Greiser agissait en plein accord avec le Führer [81].

L'annulation des statuts légaux des Eglises n'était qu'une mesure préliminaire; aggravé, le contrôle de leurs finances porta également sur les quêtes et les dotations [82]. Le 23 septembre, toutes les maisons d'entraide et de bienfaisance furent placées sous le contrôle du *Reichsstatthalter,* mesure qui entraîna la confiscation des dernières propriétés de l'Eglise, après toutes celles déjà saisies, comme ayant appartenu à des propriétaires polonais. L'organisation nationale-socialiste de bienfaisance, la NSV, s'y installa. Ce fut une confiscation intégrale [83].

En 1941, Greiser refusa de reconnaître l'autorité de la hiérarchie évangélique et catholique et ne toléra plus une seule plainte présentée par l'Eglise polonaise. Les paroisses ne purent abriter ensemble Polonais et Allemands. Si elles étaient allemandes, elles devaient afficher : « Interdit aux Polonais » [84]! Pour les classes de confirmation, une nouvelle clause porta que les enfants ne pouvaient y être admis qu'en-

tre dix et dix-huit ans, qu'elles devaient avoir lieu en semaine, entre 15 et 17 heures et seulement dans les lieux du culte, après avoir prévenu la police et annoncé le nom du professeur.

Les ordonnances de Greiser parues le 13 septembre 1941 [85] étaient un jalon sur la route qui devait aboutir à la suppression de toute relation avec l'Eglise [86].

Elles donnaient une forme légale aux « treize points ». En conséquence, le *Gauleiter* déclarait que quatre associations religieuses étaient reconnues comme personnes juridiques :

1. L'Eglise évangélique de nationalité allemande de Posen, dans le Wartheland.
2. L'Eglise évangélique de nationalité allemande à Litzmannstadt, dans le Wartheland.
3. L'Eglise luthérienne évangélique de nationalité allemande dans le Wartheland occidental.
4. L'Eglise catholique romaine de nationalité allemande dans le Wartheland du *Reichsgau*.

Ces quatre entités représentaient les corps autrefois légalement constitués des Eglises évangéliques et de l'Eglise catholique. Le *Gauleiter* se réservait le droit d'accorder un statut légal à d'autres associations religieuses, s'il le jugeait opportun. Les paroisses cessaient d'être des entités légales. Il n'était pas question de l'Eglise polonaise, ce qui permettait de prévoir sa totale abolition [87].

Toute association devait produire une constitution et la soumettre à l'approbation du *Gauleiter*, sans l'autorisation de qui nul ne pouvait y assumer une quelconque responsabilité. Cette mesure visait particulièrement les Polonais; même les ecclésiastiques en place et de haut rang y étaient impliqués.

Les paragraphes six à quinze déterminaient les conditions requises pour devenir membre d'une association : être adulte, résider dans le Warthegau, pré-

senter une demande orale ou écrite au gouvernement local. Les cérémonies de l'Eglise, baptêmes, confirmation, communion n'avaient pas de statut légal. Les enfants n'étaient pas membres titulaires. Ils devaient avoir 21 ans, pour présenter une demande signée.

Sans attendre les réactions de l'opinion, Greiser compléta ses ordonnances. Tous les fonctionnaires allemands, en poste dans le Warthegau, considérés comme non-résidents, devaient signer l'engagement de ne plus appartenir à l'Eglise. En janvier 1942, les enseignants furent automatiquement exclus des Eglises. En mai, cette règle s'étendit aux membres du Parti et aux associations affiliées. Ils devaient jurer de ne pas réintégrer l'Eglise, même réaffectés en Allemagne proprement dite.

Le 3 octobre 1941, une nouvelle ordonnance confisquait sans compensation tous les cimetières appartenant à l'Eglise, placés désormais sous le contrôle des autorités locales. Les Polonais ne pouvaient plus être enterrés dans le même cimetière que les Allemands [88]. En mars 1942, les offices du vendredi saint furent interdits, sous prétexte que le Parti avait aussi son vendredi saint : le 9 novembre 1923. Il possédait ses martyrs et, à Munich, son autel, le Feldhernnhalle [89].

Mais sur ce point, le clergé refusa de s'incliner. Tant de fidèles se réunirent autour des églises fermées, le matin du vendredi saint, que la *Gestapo* dut retirer son interdiction, et les années suivantes, les offices furent célébrés sans difficulté.

Les protestations contre ces funestes mesures avaient été volontairement ignorées de Greiser [90]. La hiérarchie ecclésiastique n'avait plus seulement à sauvegarder son existence légale, il lui fallait assurer son ministère pastoral. Pour les uns, les ordonnances devaient être globalement rejetées, car l'homme doit

obéissance non à l'Etat, mais à Dieu. D'autres conseillaient une politique de prudence, espéraient que, d'Allemagne, des voix raisonnables se feraient entendre, que, moyennant quelques concessions de part et d'autre, ils parviendraient à poursuivre leur mission. Ils avaient même envisagé d'en appeler directement à Hitler et de mettre en parallèle ces nouvelles mesures et la campagne antichrétienne des autorités bolcheviques, après la conquête des provinces baltiques en 1940 [19]. Mais ces espoirs furent anéantis par cette note laconique du 6 novembre : « Le Führer approuve l'ordonnance du 13 septembre du *Reichsstatthalter* Greiser [92]. »

Quelques jours plus tard, les autorités religieuses en furent informées [93].

La confiance nazie en la victoire allemande sur l'Union Soviétique explique peut-être le « déplacement » des adversaires du régime résidant en Allemagne orientale. Le 6 octobre 1941, la *Gestapo* ordonna l'arrestation de presque tous les prêtres polonais qui étaient encore dans leurs paroisses. Quatre cent vingt prêtres furent emmenés dans les camps de transit du Konstontynow, Posen et Lad, d'où, en chars à bœufs, ils furent traînés à Dachau, comme du « bétail humain «. Beaucoup étaient déjà à la retraite et ne pouvaient constituer un danger politique [94]. Dans le diocèse de Kattowitz, si un prêtre était porté manquant dans le convoi, un autre homme, quel qu'il fût, lui était substitué, pour que la liste soit complète [95]. Il y avait à Dachau, en 1942, 1 773 prêtres polonais [96].

Ces arrestations répondaient à l'idée fixe de détruire l'Eglise catholique dans le *Reichsgau* de Wartheland.

Les 3 200 000 Polonais du Warthegau furent alors privés du ministère déjà si réduit que leur avaient

laissé les nazis, après la première vague de persécution en 1939. En moyenne, chaque comté eut droit à une église polonaise et deux prêtres polonais, au maximum [97]. La décision de laisser subsister également une église catholique allemande, bien que les catholiques allemands représentassent seulement le dixième de la population, exprimait, pour Greiser, sa volonté de mettre l'accent sur la « race des maîtres ». Avant-guerre, le diocèse de Posen comptait 441 églises, il n'en subsista que trente à l'usage des Polonais et quinze à l'usage des Allemands [98]. Dans la ville de Posen elle-même, sur ses trente églises, trois seulement furent laissées au culte, deux pour les Polonais, une pour les Allemands. Treize églises furent fermées et abandonnées, six servirent d'entrepôts, quatre (y compris la cathédrale) de magasins d'ameublement. D'après les chiffres portés sur un document des Affaires Etrangères, sur les huit cent vingt-huit prêtres du clergé séculier ou régulier du diocèse de Posen, il n'en substitua que trente-quatre pour les Polonais et dix-sept pour les Allemands; les autres furent balayés par les condamnations à mort, les camps de concentration et quelques rares évasions [99].

En mai 1942, le Nonce adressa, au ministère des Affaires étrangères, une note des plus amères : « le diocèse archiépiscopal de Gnesen, dans le Warthegau, ne comptait plus que seize paroisses, sur les deux cent vingt que existaient; dans le comté de Dietfurt, les deux seuls prêtres catholiques restants n'avaient plus le droit de célébrer des offices pendant un an; dans le comté de Mogilno, qui comptait trente paroisses, depuis longtemps, tout service religieux avait été supprimé, les sacrements n'étaient plus administrés; dans le comté de Jaretschi, sur les trente-deux paroisses, il ne restait pas un prêtre catholique [100]. »

Les protestations adressées à Berlin par le Nonce,

le Cardinal Bertram et les Eglises évangéliques exprimaient le martyre de l'Eglise [101]. En donnant carte blanche à ses *Gauleiters*, pour la « rééducation idéologique » de leurs territoires, Hitler avait mis les populations à la merci des extrémistes nazis, sans possibilité d'appel. Leurs mesures intolérables équivalaient à la suppression complète de la religion chrétienne [102], « prélude du statut futur de l'Eglise, en Allemagne proprement dite ».

Le Cardinal Maglione, secrétaire d'Etat à la papauté, dans une lettre de vingt-huit pages adressée au Gouvernement allemand, fit entendre, en mars 1943, la plus vigoureuse de toutes les protestations. Il y réprouvait « les graves et systématiques difficultés qui entravaient la liberté de la foi catholique et l'exercice de la religion [103]. Sur les six évêques du Warthgau, il n'en restait qu'un seul interné dans sa propre résidence, et sur les deux mille prêtres, une poignée. A Bojanowo, un camp de concentration spécial avait été créé pour les religieuses hospitalières et garde-malades. Quatre cents y étaient internées en 1941, employées à de rudes travaux [104]. Le Cardinal évoquait ensuite les restrictions imposées aux fidèles pour la confession (pour laquelle l'usage du polonais était interdit), pour l'assistance aux offices, pour l'instruction des enfants et la formation des prêtres; les spoliations organisées des biens d'Eglise; partout on était obligé de reconnaître la volonté de supprimer l'héritage spirituel construit depuis près de 2 000 ans [105].

En 1945, Pie XII décrivit les dernières étapes de la persécution religieuse :

« La lutte contre l'Eglise s'est faite encore plus âpre : nous avons vu la dissolution des organisations catholiques; la suppression graduelle des écoles catholiques florissantes, publiques et privées; l'arra-

chement délibéré de la jeunesse à la famille et à l'Eglise; la pression exercée sur la conscience des citoyens et surtout des fonctionnaires; la diffamation systématique, grâce à une propagande insidieuse et bien organisée, de l'Eglise, des fidèles, des institutions de l'Eglise, de son enseignement, de son histoire; la fermeture, la dissolution, la confiscation des maisons religieuses et autres institutions ecclésiastiques; la suppression complète de la presse et des éditions catholiques [106]. »

En un mot, le Pape déclara que le « spectre satanique » du National-Socialisme était en réalité « l'arrogante apostasie de Jésus-Christ, la négation de Sa doctrine, de Son œuvre de rédemption, le culte de la violence, l'idolâtrie de la race et du sang, l'annihilation de toute liberté et de toute dignité humaines [107].. »

La défaite militaire totale de l'Allemagne put seule mettre un terme au despotisme nazi. Remis aux mains des autorités polonaises, Greiser et son adjoint Jäger furent justement pendus. Plus en évidence que la cohorte de ceux qui les suivaient, ces deux forces du mal avaient été en fait suivies et soutenues à tous les degrés du Parti nazi.

Si l'issue de la guerre avait été favorable à l'Allemagne, comme l'exprime le Professeur Stasiewski, nous aurions assisté à « la destruction du Christianisme par les agents d'un Etat qui se voulait autonome. En vérité, la lutte contre les Eglises était une campagne pour dominer et soumettre l'âme des fidèles, hommes et femmes; le totalitarisme prétendait s'en assurer le loyalisme intégral [108] ».

Le danger n'a pas disparu et vient de ceux qui essaient de créer des idolatries néo-païennes, en partant d'idéologies actuellement en cours dans le monde, déguisant leurs intentions sous le manteau

du nationalisme et imposant leur volonté par la force des armes. L'effort nazi pour briser la résistance des Eglises a échoué, mais son échec n'a été obtenu que par l'anéantissement de sa puissance militaire; les archives concernant ce règne de la terreur constituent un avertissement terrible, non seulement pour le monde chrétien, mais pour l'humanité tout entière.

CONCLUSION

La persécution des Eglises eut comme origine les deux caractéristiques essentielles du nazisme : son nihilisme politique et son fanatisme idéologique. Son ambition de détruire l'ordre établi allait de pair avec sa volonté d'assurer la domination mondiale à la race allemande. Sa lutte contre les traditions et les institutions d'où il sortait traduisait ses efforts pour s'imposer seul à la totalité de la vie allemande. La révolution française fut, dans les temps modernes, le premier mouvement qui ait prétendu remplacer le catholicisme et sa spiritualité par une religion de l'humanité; sous des formes diverses, celle-ci devait se propager et se perpétuer en Europe.

L'idéologie raciale nazie, omnipotente et omniprésente, faisait miroiter la promesse d'un âge à venir, où serait assurée, à travers le monde, la prédominance de la race, moyennant la soumission absolue de l'individu. Si l'opposition du nazisme à l'Eglise a d'abord été masquée par sa répugnance à rééditer un *Kulturkampf*, Bormann exprima plus tard clairement l'abîme qui séparait le nazisme de toute reli-

gion : « le national-socialisme et le christianisme sont incompatibles. »

Nombreux furent pourtant les membres du Parti pour qui la lutte contre l'Eglise n'existait que sur le plan politique. Ils continuèrent à croire au « christianisme positif » du Parti et accueillirent avec satisfaction le Concordat de 1933.

Leur objectif était la soumission, non la suppression, des Eglises. Comme Napoléon, ils considéraient que la religion, « nécessaire au peuple », devait être aux mains du Gouvernement. Pour y parvenir, « l'autorité du Pape leur était nécessaire ». Ils sont allés beaucoup plus loin pourtant que le dix-neuvième siècle qui prétendait séparer l'Eglise et l'Etat. En défendant aux Eglises d'exercer leur influence sur les affaires nationales, en les réduisant au silence, ils les condamnaient à mort comme de tristes reliques du passé; leur campagne fut la plus menaçante du vingtième siècle. Leur prétention à la suprématie absolue de l'idéal racial se fondait sur un appel aux instincts de masse, et ils considéraient les exigences politiques comme l'unique loi morale.

La finesse d'Hitler, son sens aigu de la tactique politique l'ont parfois conduit à tempérer les mesures que préconisait la folie de ses partisans; mais son aversion innée pour le christianisme qu'il taxait de « gangrène », dont il fallait se débarrasser avant qu'elle n'ait infecté le racisme nazi, est indubitable. Pour lui, les Allemands avaient été trop longtemps tenus en tutelle par une foi venue des Juifs et par la conspiration des prélats catholiques, à qui il attribuait les plus viles convoitises : celles de l'argent et du pouvoir politique, tandis qu'il voyait les laïcs embourbés dans l'obscurantisme, d'où le devoir des nazis était de les dégager.

Hitler n'était pas seul à défendre de telles opinions.

Il les tenait des clichés de l'anticléricalisme qui, sous le vocable de « progrès », submergeait l'Europe depuis des dizaines d'années. Les nazis rappelaient, en Allemagne, les traditions antipapistes du chancelier Bismarck.

Leur campagne n'aurait jamais réussi sans un abandon de la foi assez général pour avoir fait croire à un affaiblissement fatal du christianisme et permis aux nazis d'espérer parvenir non seulement à la domination absolue, mais à la possibilité de créer un *ersatz* de religion, celle du sol et du sang.

Au reste, leurs efforts pour découvrir un substitut au christianisme n'était que le dernier en date, parmi tous ceux qui avaient marqué le passé. Les plans nazis devaient beaucoup à la perversion des révolutionnaires français, au programme de déchristianisation de la France, que Robespierre lui-même avait qualifié de « mascarade politique », comme ils s'étaient inspirés de la Déclaration des Droits de l'Homme, des cérémonies baptismales accompagnées de serments civiques devant l'autel de la patrie, des cocardes, du bonnet phrygien, des hymnes, des défilés, du calendrier républicain [1].

Pour les nazis modérés, l'imagination intempestive de Rosenberg brandissant une nouvelle révélation nordique était impuissante à détruire l'attachement séculaire du peuple au catholicisme ou aux solides traditions luthériennes. En tant que mouvement politique, le nazisme pouvait seulement dominer la timidité du clergé. D'ailleurs, songeaient-ils, auprès de l'homme moderne le catholicisme avait perdu assez de prestige pour cesser d'être dangereux; on pouvait le laisser être la consolation de ceux qui espèrent en un monde meilleur.

L'effondrement du nazisme, en 1945, laissa ouverte la question de savoir laquelle de ces deux stratégies

l'aurait emporté s'il avait été victorieux. Peut-être les nécessités politiques l'auraient-elles contraint à un traitement moins sauvage des Eglises. Il est en tout cas certain que la volonté nazie de détruire le catholicisme aurait déferlé du Warthegau à travers l'Allemagne et se serait terminée par la persécution des chrétiens, conformément aux méthodes qui avaient opéré avec tant d'efficacité sur les Juifs. On ne peut mettre en doute la possibilité de ces abominations chez les responsables d'Auschwitz, de Troblinka, de Lidice et d'Oradour.

Pour quelles raisons l'Eglise n'a-t-elle pas réussi à détourner la catastrophe morale et politique imposée à l'Allemagne par le nazisme? Comment a-t-elle jamais pu encourager un régime totalitaire? Des ecclésiastiques conscients et dignes de respect ont fait confiance au régime nouveau. Est-ce à dire que leur passivité a permis ses crimes? Une fièvre, aberrante pour nous, s'était emparée de millions de chrétiens allemands, protestants ou catholiques, pendant les quelques années de la tyrannie nazie. Quelles en ont été, et quelles en seront les conséquences sur les Eglises elles-mêmes?

Cette étude s'est efforcée de mettre en lumière le danger auquel le défi sans précédent du nazisme avait exposé le clergé, les faiblesses et les héroïsmes inattendus qu'il avait provoqués. L'Eglise n'était pas préparée à affronter une telle situation; elle n'était pas armée pour la combattre. Ni le clergé, ni les fidèles n'eurent le courage ou les moyens de mobiliser l'Eglise contre la formidable puissance nazie. Les premiers avertissements donnés lors du Synode de Barmen, en 1934, restèrent sans écho. Les dirigeants de l'Eglise évangélique s'en rendirent compte trop tard et battirent leur coulpe : « Nous nous accusons de n'avoir pas apporté notre témoignage avec plus de

courage, de n'avoir pas prié avec plus de foi, de n'avoir pas cru avec plus de joie, de n'avoir pas aimé avec plus de ferveur [2]. » Sans doute, le peuple allemand n'était pas vraiment au courant de ce qui se tramait dans le pays, puisque les communications, de quelque ordre qu'elles fussent, étaient aux mains du Gouvernement. A l'heure du danger, la sécurité de l'Etat l'emporte évidemment sur toute autre considération. Mais, mieux averti de la situation, le peuple allemand aurait-il vraiment su ou voulu réagir? « Ce que nous avons effectivement vu et entendu n'était-il pas très suffisant? » interroge le pasteur Mass, de l'Eglise confessionnelle de Heidelberg.

En vérité, quelles résistance était-il possible d'opposer à un Etat policier parfaitement organisé, dont les dirigeants, à l'envi, s'appliquaient à déceler le moindre signe de dissidence? Quelques ecclésiastiques, en très petit nombre, eurent l'audace de refuser l'obéissance aux exigences nazies. Leur fermeté ne leur gagna strictement rien; pourtant leur sacrifice fut-il entièrement vain? Quand, en prison à Berlin, le pasteur Niemöller attendait son jugement, l'aumônier vint le voir et s'étonna : « Quoi, mon Frère, qu'est-ce qui a pu vous amener ici? » Et Niemöller de répliquer : « Et vous, mon Frère, pourquoi n'êtes-vous pas en prison? »

La guerre terminée, la catastrophe allemande fut, pour les uns, un épisode parmi tant d'autres du relâchement général de la civilisation à travers l'Europe et le monde. Le nationalisme, le racisme, la violence, la tyrannie, la propagande évidemment mensongère, la licence n'avaient rien de spécifiquement allemand. Les crimes nazis n'étaient que la dernière expression d'un processus où d'autres peuples et d'autres facteurs avaient joué un rôle. Pour certains, en revanche, le nazisme exprimait le déchaînement de forces

démoniaques qui dotaient Hitler, comme l'a noté Stewart Herman, « d'attributs mystérieux de toutes sortes », capables d'exercer sur les masses un attrait magnétique irrésistible [3].

Pour en finir avec la question de l'échec des Eglises face à l'athéisme de l'oppression nazie, de nombreux Allemands évoquèrent, après la guerre, la brutalité des expulsions qui chassèrent des millions d'Allemands hors de chez eux, considérant que, devant ce drame, une accusation unilatérale de l'Allemagne était mal venue. D'autres virent dans les divisions politiques qui, depuis la guerre, ont coupé l'Europe en deux camps armés, un nouveau défi aux relations entre l'Eglise et l'Etat; les problèmes difficiles du passé doivent faire place à un front unique contre l'idéologie « adverse » du communisme devenu l'ennemi commun.

Serait-ce là une position seulement commode?

De la lutte contre les Eglises, il semble que l'on n'ait pas encore tiré tout l'enseignement qu'elle comporte. Les tentations et les difficultés qui assaillent la religion dominent encore celles de 1933. Théologiquement parlant, le problème de savoir comment l'Eglise peut mettre ses fidèles devant la nécessité de prendre les armes contre l'injustice et la violence n'a jamais été résolu. La dichotomie de l'enseignement luthérien, qui semble tirer un trait entre les affaires politiques d'une part et la recherche du Royaume de Dieu d'autre part, a longtemps pesé sur le clergé, à quelque secte qu'il appartienne. Comme le remarqua Gunther Lewy, « la situation fut aggravée en Allemagne nazie où les évêques et le clergé étaient eux-mêmes gagnés à un credo opposé »; en ce cas évidemment beaucoup d'excellentes raisons pouvaient être invoquées pour défendre la soumission de l'Eglise à l'Etat [4].

Il semble néanmoins que l'on puisse distinguer quatre raisons capables de rendre compte de la faible résistance des Eglises; d'abord l'idée que la politique ne concerne pas l'Eglise : cette conviction presque manichéenne que les affaires politiques et sociales sont réfractaires à tous les remèdes. Le danger de cette attitude négative fut reconnue et déplorée dans la déclaration de Barmen : « Nous rejetons la fausse doctrine suivant laquelle notre vie comporterait des zones où nous n'appartiendrions pas à Jésus-Christ, mais à d'autres Seigneurs... »

Seconde raison, la disposition spécifiquement allemande d'accepter, en dehors de tout esprit critique, l'ordre politique existant et d'obéir à l'autorité établie. Les illusions conservées par les ecclésiastiques, concernant les chefs nazis, même après les suites abominables du *Putsch* de Röhm, la nuit de Cristal... sont explicables, suivant l'ancienne conception du pouvoir venant de Dieu.

Quelques membres du clergé se libérèrent de ce loyalisme traditionnel et, dès la République de Weimar, se rallièrent à l'appel nazi pour le renouveau de la nation et de sa vie spirituelle. L'importance que prirent soudain les « Chrétiens Allemands » doit beaucoup à leur sens de l'opportunisme politique; mais leurs principes, soi-disant chrétiens, étaient superficiels et furent rapidement démasqués. En rejetant les études théologiques en faveur du christianisme « positif », beaucoup d'entre eux mirent seulement en avant des ambitions politiques mal déguisées, sous le manteau de la doctrine chrétienne. Le fait de vouloir octroyer l'autorité divine à des conceptions non orthodoxes, d'adopter aisément les préceptes et les pratiques, d'après eux libérés du dogme et du sectarisme, les conduisit rapidement aux hérésies nationalistes et racistes, peu différentes — si

tant est qu'elles l'aient jamais été — de la mythologie païenne de Rosenberg.

Troisième raison de l'échec des Eglises, leur attitude foncièrement conservatrice; elle les conduisit à accepter sans discussion la prétention nazie d'être l'unique alternative possible en face du communisme. Depuis longtemps, les Eglises se défiaient de tout ce qui avait trait à une réforme politique radicale. Le défi du parti socialiste à leur autorité, sous la menace implicite de disposer de leurs propriétés et de rejeter leurs doctrines, sa sympathie pour les pauvres et les opprimés, son refus d'accepter les conceptions courantes d'une société bien ordonnée si chère à l'Eglise, son adoption des tactiques révolutionnaires, qui portèrent un jour l'empreinte de l'Eglise elle-même, empêchèrent le clergé de croire que les programmes de réformes politiques et sociales présentés par l'aile gauche pouvaient représenter l'action rédemptrice de Dieu.

La « droite radicale » qui défendait des principes autoritaires et proclamait sa dévotion fervente au christianisme — opposé au judaïsme — ne semblait pas avoir les mêmes inconvénients. Elle promettait le maintien du *statu quo* économique et social, attaquait les éléments antinationaux qui refusaient d'identifier *Kirche - Staat - Volk*, insistait sur l'amitié agissante de tous ses membres, exaltait la foi comme une vertu cardinale; autant de considérations suffisantes pour diminuer la suspicion engendrée par les effets émotionnels d'Hitler et la brutalité de certains de ses partisans. L'appel à une *Volkskirche* qui substituait au pluralisme de la République de Weimar la conception d'un peuple uni, d'une Eglise et d'un Etat travaillant la main dans la main pour revivifier la nation, masqua les redoutables conséquences des ambitions nazies. L'illusion d'un système politi-

que rejetant les idées rationalistes du dix-neuvième siècle et soutenant automatiquement les aspirations surnaturelles de l'orthodoxie chrétienne fut abandonnée à regret et beaucoup trop tard. A titre de corollaire, l'application des Eglises à défendre les actes de la nation, même condamnés par l'humanité tout entière, montre jusqu'où l'hérésie d'une pseudo-religion nationaliste avait développé la trahison chez les clercs.

La portée de la lutte de l'Eglise allemande va plus loin que les dangers évidents d'un individualisme étroit et d'une fidèle obéissance à l'Etat; elle dépasse la poursuite de doctrines pseudo-chrétiennes ou d'un anticommunisme doctrinal. C'est maintenant seulement que nous parvenons à la mesurer : elle se fait jour dans un réveil de l'Eglise à travers les deux Allemagnes et dans le monde entier. L'influence théologique de Dietrich Bonhœffer se dresse très en avant. Le courage de Martin Niemöller brille et éclaire les complexités des affaires politiques. Le sort que les nazis firent subir aux Juifs a amené l'Eglise à réviser son vieil antisémitisme, à mieux comprendre l'indissoluble lien qui unit le christianisme à Israël, le peuple élu. La participation allemande au mouvement œcuménique est l'expression d'une compréhension nouvelle de l'unité des chrétiens, à quelque nation qu'ils appartiennent, quelles que soient leur couleur ou leur race. L'activité confiée aux laïcs leur a ouvert les yeux et prouvé que leur devoir de chrétiens comprenait une responsabilité politique et sociale. Elle nécessite l'attention et le don de soi. Par dessus tout, on a compris que le totalitarisme, par son nihilisme final et son mépris de la vie humaine ne pouvait être combattu qu'en repoussant son appel pseudo-religieux à la gloire de la nation et à la soumission personnelle.

« Maintenant seulement, écrivit Bonhœffer, nous sommes vraiment allemands et apprenons à découvrir le sens de la responsabilité libre. Elle s'appuie sur Dieu pour qui une action hardie est la libre réponse de la foi, et qui promet pardon et consolation à l'homme devenu pêcheur en agissant ainsi [5]. »

Pendant les trente-cinq dernières années, l'Eglise allemande a traversé une période de terribles tentations et d'immenses souffrances, elle n'a pourtant jamais cessé, bien qu'irrégulièrement et incomplètement peut-être, de dispenser au monde l'enseignement du Christ qui rapproche et réconforte.

Le courage et l'énergie de Martin Niemöller ont racheté les hésitations et les compromissions de plus faibles que lui. L'influence des théologiens Barthe et Bultmann se fera sentir sur les générations à venir. Comme eux, bien d'autres ont travaillé sans relâche pour faire connaître, dans sa plénitude, la vérité chrétienne. Si l'ère des persécutions nazies a prouvé que l'homme était encore prêt à dresser des autels aux faux dieux, elle a aussi suscité des hommes qui, en acceptant de souffrir pour leur foi, ont sauvé l'Eglise de l'apostasie totale, au cours de la période la plus tragique et la plus sinistre de l'histoire allemande.

NOTES

INTRODUCTION

1. *The Third Reich* (pour l'U.N.E.S.C.O.), Londres 1955, 2 essais : Birger Forell : *National-Socialism and the Protestant Churches.* Robert d'Harcourt : *National-Socialism and the Catholic Church in Germany.* J. Donchœ : *Hitler's Conservative Opponents in Bavaria 1930-45.* G.C. Zahn : *German Catholics and Hitler's Wars.* Günther Lewy : *The Catholic Church and Nazi Germany.* S. Friedländer : *Pie XII et le Troisième Reich.* F.H. Littell : *The German Phœnix.* E.H. Robertson : *Christians against Hitler.*
2. A.C. Cochrane : *The Church's Confession Under Hitler.*
3. P. Walter Mariaux, SJ. : *The Persecution of the Catholic Church in the Third Reich.*
4. S.W. Hermann : *It's Your Souls We Want.* A. Frey : *Cross and Swastika;* P. Means : *Things That Are Caesar's.* D.F. Buxton : *The Religious Crisis in Germany;* N. Micklem : *National-Socialism and the Roman Catholic Church.*
5. E. Matthias and R. Morsey : *Das Ende der Partein.* R. Leiber, SJ : *Reichskonkordat und Ende der Zentrumspartei,* dans *Stimmen der Zeit.*
6. F.J. Raddatz : *Summa injuria oder Durfte der Papst schweigen.*
7. D. Goldschmidt & H.J. Kraus : *Der Ungekündigte Bund.*
8. Juillet 1963.
9. Littell, Franklin H. : *Current Study of the Church Struggle with Nazism and its significance for Church History.*

CHAPITRE PREMIER

1. Adolf Hitler : *Mein Kampf,* trad. angl. Londres 1939, p. 289.
2. Hermann Rauschning : *Hitler Speaks* (Londres 1939), p. 232.
3. Hitler : *Table Talk.*

4. Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte (Munich 1958), p. 364.
5. M. Oakeshott éditeur : *The Social and Political Doctrines of Contemporary Europe* (New York 1953), p. 192-3.
6. *Mein Kampf* (note 1/1).
7. *Mein Kampf*.
8. H. Müller : *Katholiche Kirche und Nationalsozialismus* (Munich 1963), p. 17.
9. Le Comte von Galen, plus tard évêque de Munster, attaqua ouvertement la constitution libérale de Weimar comme « athée ».
10. G. Lewy : *The Catholic Church and Nazi Germany* (Boston 1964), p. 271-4.
11. Par exemple, l'abbé Alban Schachleiter, interdit par ses supérieurs, reçut par ordre d'Hitler une pension de 300 marks par mois pour avoir ouvertement manifesté ses sympathies nazies.
12. K.D. Schmidt : *Dir Bekenntnisse des Jahres 1933* (Göttingen 1934), p. 23.
13. Otto Dibelius lui-même, en 1928, dans son message de Pâques déclara : « Nous aurons tous, en totale sympathie, les motifs déterminant qui ont donné naissance au mouvement nationaliste. En dépit de la triste résonance du terme, je me suis toujours considéré comme anti-sémite. On ne peut nier que les juifs aient joué un rôle de premier plan dans tous les symptômes de désintégration de la civilisation moderne.
14. H. Buchheim : *Glaubenskrise im Dritten Reich.* (Stuttgart 1953), p. 51.
15. G. van Norden : *Kirche in der Krise.* (Dusseldorf 1963), p. 181.
16. F. Baumgärtel : *Wider die Kirchenkampflegenden* (Neuendettelsau 1959).
17. Müller rapporte comment Hitler exprima ces vues à l'évêque d'Osnabrück (Note 1/8).
18. Il est significatif qu'en 1933 Rosenberg n'entra dans aucun ministère ni du Reich, ni des gouvernements provinciaux.
19. W. Niemöller : *Kampf und Zeugnis* (Bielefeld 1948), p. 102.
20. Ministre des Affaires étrangères, juin 1920-mai 1921 et président par intérim 1925.
21. C.S. MacFarland : *The New Church and the new Germany* (N. Y. 1934), p. 15.
22. Ed. P.M. Benekenstein : *Dokumente der Deutschen Politik.*
23. H. Rauschning (Note 1/2), p. 57.
24. A. Hitler : *Table Talk.*
25. Rauschning (Note 1/2), p. 58.
26. *Völkischer Beobachter*, 9 février 1933.
27. *Documents on German Foreign Policy* (DGFP), Séries C.I., n° 54.
28. Müller (Note 1/8), p. 72.
29. Lewy (Note 1/10), p. 64-70.
30. R. Morsey : *Das Ende der Parteien* (Düsseldorf), p. 358-63.
31. *Dokumente der deutschen Politik* (éd. Hohlfeld), (Berlin 1954), V. IV, p. 30.
32. Hitler (Note 1/3.
33. Buchheim (Note 1/14), p. 82.
34. Müller (Note 1/8), p. 74.
35. Lewy (Note 1/10), p. 30-1.
36. Müller (Note 1/8), p. 78-9.

37. Op. cit., p. 77.
38. Müller (Note 1/8), p. 72.
39. On ne sait guère d'où von Papen a reçu cette idée. Il est très peu probable qu'elle soit venue du Vatican, et rien ne prouve que Mgr Kaas ait défendu les pleins pouvoirs.
40. Papen : *Memoirs* (New York 1953), p. 378.
41. DGFP (Note 1/27), C.I. n° 162.
42. Müller (Note 1/8), DGFP, (Note 1/27), C.I. n° 188.
43. Müller (Note 1/8), p. 123-5.
44. Lewy (Note 1/10), p. 54-5.
45. Müller (Note 1/8), p. 127-30.
46. Müller (Note 1/8), p. 141.
47. DGFP (Note 1/27), C.I. n°° 250, 319, 333, 347, 348, 349, 350, 351, 362.
48. Ibid., n° 347.
49. Bundesarchiv, Schumacher Akten (B.A. Schu.), vol. 243/1/2/96-7.
50. Ibid., vol. 244.
51. Müller (Note 1/8), p. 161.
52. *Documents on British Foreign Policy* (DBFP) Séries II, vol. 5, n° 342.
53. W. Conrad : *Kampf um die Kanzeln* (Berlin 1957), p. 43.
54. B.A. Schumacher.
55. J. Goebbels : *Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei* (Berlin 1934), p. 29.
56. W. Niemöller (Note 1/19), p. 40.
57. Immatriculé dans le Parti sous le n° 2.816.993, sa demande fut repoussée en 1934. Plus tard, il fut membre de l'Eglise confessionnelle.
58. Buchheim (Note 1/14), p. 106.
59. Journal non publié du Dr. W. Conrad.
60. F. Zipfel, *Kirchenkampf in Deutschland*, (Berlin 1965), p. 35
61. Norden (Note 1/15), p. 76.
62. Bundesarchiv, *Akten der Reichskanzlei* (BA, R) 43, 11, 162.
63. Bucheim (Note 1/14), p. 110.
64. A. Cochrane : *The Church's Confession under Hitler*, (Philadelphie 1962), p. 105.
65. A. Jäger : *Kirche im Volke*, (Berlin 1936).
66. Buchheim (Note 1/14), p. 75.
67. Cochrane (Note 1/65), p. 224-8. DGFP (Note 1/27), n° 371.
68. DGFP (Note 1/27), n° 371. E. Deuerlein : *Das Reichskonkordat*.
69. G. Ziemer : *Education for Death*, (Oxford 1941).
70. DGFP (Note 1/27), n° 371.
71. *Nordische Zeitung*, 28 juillet 1933.
72. Il ne s'agissait pas seulement d'opportunisme. Les dirigeants de ce mouvement conservèrent souvent à Hitler, représentant le pouvoir légal, un parfait loyalisme : « *Ses* crimes n'auraient pas exusé *leur* déloyauté. »
73. M. Niemöller : *First Commandement* (Londres 1937), p. 50.
74. *Völkischer Beobachter*, 19 juillet 1933.
75. Hitler admit que la Gestapo avait commis une erreur. Mais naturellement le Parti devait soutenir les siens. BA, R (Note 1/63) 43, 11, 161.
76. J. Gauger : *Chronik der Kirchenwirren*, Vol. I, p. 94.

CHAPITRE 2

1. J. Beckmann : *Artgemässes Christentum oder Schriftgemässe Christenglaube*, (Essen 1933), p. 11.
2. H. Schmid; *Apokalyptisches Wetterleuchten*, (Munich 1967), p. 39-40.
3. W. Niemöller (Note 1/19) M. Power : *Religion in the Reich* (Londres 1919), p. 130-1.
4. G. Norden (Note 1/15), p. 94.
5. BA, Schu (Note 1/54) 244-2-25.
6. Gauger (Note 1/77), vol. I, p. 98.
7. BA, Schu (Note 1/54), 245-1-48.
8. BA, Schu (Note 1/54), 245-1-47.
9. BA, R (Note 1/63), 43, 11, 161; Macfarland (Note 1/21), p. 52-4. Déjà le gouverneur nazi du Schleswig avait fait rayer de la Bible l'histoire du sacrifice d'Isaac, comme anti-allemand.
10. R. Krause : *Der Fall Krause*, (Berlin 1933), p. 12.
11. Gauger (Note 1/77), vol. I, p. 103.
12. A cette occasion Niemöller envoya un télégramme de félicitations à Hitler.
13. Buchheim (Note 1/14), p. 129-31.
14. Gauger (Note 1/77), vol. I, p. 114-16.
15. Kube, se prenant pour un prince divin, fit sonner les cloches de son *Gau*.
16. Les résultats d'une quête nazie pour les pauvres aidaient à contrôler la couleur politique d'un lieu.
17. Le Cardinal Schulte de Cologne se plaignit de la diffusion de ce livre à Hitler, qui ordonna de ne le donner qu'aux seuls enseignants.
18. Un bureau du Parti n'a aucune responsabilité gouvernementale.
19. BA, Schu (Note 1/54), 244-2-30.
20. Ibid., 244-1-163.
21. BA, R (Note 1/63), 43, 11, 150.
22. BA, Schu (Note 1/54), 244-2-41.
23. Müller (Note 1/8), p. 55.
24. Ibid., p. 168.
25. Lewy (Note 1/10), p. 103-110.
26. Müller (Note 1/8), p. 55.
27. Ibid., p. 173.
28. Von Schirach, chef de la Jeunesse du Reich, avait décrété, le 17 juin 1933, qu'il était interdit de faire partie, à la fois, des Jeunesse catholiques et des Jeunesses hitlériennes.
29. Müller (Note 1/8), p. 184-190.
30. Ibid., p. 186.
31. DBFP (Note 1/57), n° 342.
32. BA, Schu (Note 1/54), 243-1-2-98.
33. Décision abrogée le 2 novembre pour s'assurer le soutien des catholiques au plébiscite du 12 novembre : BA, Schu, ibid., 101.
34. DGFP (Note 1/27) C.2, n° 17.
35. Müller (Note 1/8), p. 219; Conrad (Note 1/58), p. 89; Müller, 221-4; L. Volk : *Bayerns Episkopat und Klerus in der Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus* 1930-1934 (Mayence 1965).
36. Müller (Note 1/8), p. 212-13.
37. Goering ne se priva pas de faire contre le clergé des discours incendiaires. DGFP (Note 1/27), C.2, n° 96.

CHAPITRE 3

1. BA, Schu (Note 1/54), 254-1-2-100.
2. BA, Schu (Note 1/54), 4.
3. Ibid., 244/1/125-6.
4. Albrecht : *Der Notenwech sel Swischen dem Heiligen Stuhl und der deutschen Reichregiegung* (Mayence 1965), vol. I, p. 61.
5. Nuremberg Documents - NG 4834.
6. BA, Schu (Note 1/54), 254-I-1-84.
7. Archives de la Police politique bavaroise, 26-1-1934.
8. BA, R (Note 1/63), 42, 11, 161.
9. *Hitler's Table Talk* (Note 1/13), p. 413.
10. *Kirchliches Jahrbuch* 1933-44 (Bielefeld 1946), p. 39.
11. Le 29 janvier, le *Daily Telegraph* annonce la soumission de l'Eglise allemande. Après une longue opposition, les modérés avaient cédé : 1) Le Dr. Niemöller et les pasteurs qui, le 14 janvier, avaient lu la Déclaration en chaire avaient été suspendus; Niemöller, arrêté, puis relâché, sous condition de se présenter à la police à dates fixes. 2) Hitler s'était déclaré dictateur de « l'Ancienne Union Prussienne », groupement de 20 000 000 de membres, le plus important de l'Eglise évangélique. 3) Les dirigeants des autres sectes avaient presque tous capitulé.
12. Müller eut le premier l'idée d'envoyer les pasteurs dans des camps de concentration : « Une forme de *Retraite* qui, pour commencer, leur apprendrait à se lever tôt... » Niemöller (Note 1/19), p. 93.
13. BA, Schu (Note 1/54), 245-1-49.
14. Archives de la Police bavaroise, 7 mars 1934. Zipfel (Note 1/61), p. 270-1.
15. BA, R (Note 1/63), 43, 11, 162.
16. Hermelinck : *Kirche im Kampf* (Tübingen 1950), p. 75-6.
17. K. Scholder : *Neuere deutsche Geschichte und protestantische Theologie* (*Evangelishe Theologie* 23-10-1963), p. 510-536.
18. Niemöller (Note 1/19), p. 94.
19. BA, R (Note 1/63), 43, 11, 174.
20. Müller (Note 1/8), p. 213-15.
21. DGFP (Note 1/27), C.2, 135, 136.
22. Ouvrages de Amery, Böckenförde, Müller & Neuhäusler, cités dans l'Introduction.
23. Dans le diocèse de Munich, il y eut, du 2 au 25 avril seulement, seize attaques de ce genre. Les S.S. prenaient en embuscade un car chargé d'enfants catholiques, arrachaient aux garçons leurs chemises bleues, et aux filles les roses de leurs corsages. Le soir, les Jeunesses Hitlériennes célébraient leurs victoires avec des feux de joie où brûlaient leurs trophées.
24. W. Conrad (Note 1/53), p. 95.
25. *Gesetzblatt der Deutsche Evangelische Kirche*, 10 juillet 1934.
26. Niemöller (Note 1/19), p. 104.
27. Cochrane (Note 1/65), p. 139.
28. DGFP (Note 1/27), C.3, 15.
29. Kirchliches Jahrbuch (Note III/10), p. 65.
30. G. Zahn : *German Catholics and Hitler's Wars* (New York 1962), p. 73.
31. Zipfel (Note 1/61), p. 272-326.
32. *Guide to Captured German Records, microfilmés, Alexandria, Virginia*, n° 33. *Records of the Reichsführer S.S. and Chief of the*

German Police, Part II, microfilm n° T 175, Roll 193, images n°s 2732631-42 et 2732650-704.

33. Etant donné le respect dont étaient entourés les prêtres catholiques, il était impossible de leur infliger des peines corporelles sans se mettre à dos la population. Dès qu'ils s'étaient rendus suspects au régime, le mieux était de leur interdire, 1° par voie de justice, de faire l'instruction religieuse dans les écoles élémentaires et secondaires; 2° d'exercer leur charge pastorale; 3° de recevoir leur traitement... 4° il fallait, une fois l'interdiction prononcée, la rendre irrévocable; 5° la compléter par la défense faite au prêtre de réintégrer sa paroisse; 6° informer les paroisses que les activités politiques du prêtre l'avaient fait éloigner, et que les sanctions eussent été beaucoup plus fortes, s'il s'était agi d'un laïque. Ne jamais faire mention du jugement... 10° La prison... les camps de concentration sont peu indiqués pour les prêtres; ils en reviendraient avec l'auréole du martyr... Un procès public peut entraîner des démonstrations de sympathies... 11° En cas de résistance des prélats, l'Etat interviendra, puisqu'il a la responsabilité de la collecte des impôts et qu'il doit approuver le budget de l'Eglise... Vis-à-vis des moines, les mesures sont beaucoup plus aisées, puisqu'ils n'ont pas de paroisse pour les soutenir... (Archives du Reichsführer S.S.).

34. N. Baynes : *Hitler's Speeches* (Londres 1942), vol. I, p. 287.

35. A. Rosenberg : *Das Politische Tagebuch,* (Munich 1964), éd. H.G. Seraphim, p. 43.

36. DGFP (Note 1/27) Séries C.3, n° 50.

37. La liste des organisations protégées comparée à la liste de celles menacées de dissolution montre la résistance opposée par l'Eglise aux pressions des négociateurs nazis pour les convaincre de renoncer à leurs privilèges. BA, R (Note 1/63) 43, 11, 1762, & Conrad (Note 1/53), p. 140-1.

38. Puisqu'il ne pouvait être accusé d'hostilité au nazisme, on peut supposer que le meurtre de Fr. Stemofle fut commis pour l'empêcher de révéler la part prise par lui dans la rédaction de *Mein Kampf.*

39. H. Trevor-Roper (introduction) T. Prittie : *Germans Against Hitler.*

40. Müller (Note 1/8), p. 295.

41. Conrad (Note 1/53), p. 103.

42. Niemöller (Note 1/19), p. 136.

43. Voir les papiers de l'évêque Bell, Lambeth Palace, London.

CHAPITRE 4

1. Rosenberg (Note III/36), p. 53.
2. BA, R (Note 1/63), 43, 11, 162.
3. Niemöller (Note 1/19),), p. 157.
4. Accueil chaleureux fait au Dr. Meiser. (Archives de la Police politique bavaroise).
5. DGFP (Note 1/27), C.3, n° 213.
6. DGFP (Note 1/27), C.3, n° 245; BA, R (Note 1/63), 43, 11, 163.
7. DGFP (Note 1/27), C.3, n° 246.
8. Ibid., n° 252.

9. Ibid., n° 276.
10. Hemerlinck (Note III/16), p. 185.
11. Rosenberg (Note III/36), p. 56.
12. Il fit paraître en 1935 le Calendrier du Fermier Allemand où toutes les fêtes chrétiennes étaient débaptisées. Le Vendredi Saint, par exemple, commémorait les 4 500 Allemands sacrifiés par Charlemagne, ou Charles l'Assassin, comme devaient l'appeler les nazis.
13. Rauschning (Note 1/2), p. 61.
14. BA, R (Note 1/63), 43, 11, 163.
15. Lettre injurieuse à l'évêque des 610 étudiants nazis de Rostock et d'Erlangen, citée dans Niemöller (1/19), p. 198-9.
16. Niemöller (Note 1/19), p. 203. BA, Schu (Note 1/54), 244-1-148.
17. Discours à une réunion du Parti, 11 septembre 1935.
18. Rosenberg (Note III/36), p. 72-4.
19. Buchheim (Note 1/14), p. 186-7.
20. BA, R (Note 1/63), 43, 11, 180.
21. Buchheim (Note 1/14), p. 199.
22. Archives allemandes microfilmées à Alexandria, Virginie, n° 3 : *Records of the N.S.D.A.P.*, Microfilm n° T.82, r. n° 75, image n° 86533-5. BA, Schu (Note 1/54), 244-2-57.
23. Décrets de la Police Politique bavaroise, mars 1935; Zipfel (note 1/61), p. 327-8. Réponse du pasteur d'Eibelstadt. BA, Schu (Note 1/54), 244-1-155.
24. *Völkischer Beobachter*, 6 avril 1934.
25. Micklem : *National Socialism and the Roman Catholic Church*, (Londres 1939), p. 126.
26. Archives allemandes microfilmées à Alexandria, Virg. n° 3 : Records of the N.S.R.A.P. T.82, r. n° 9, image n° 17628.
27. BA, Schu (Note 1/54), 243-1-2-135.
28. BA, Schu (Note 2/54), 344-146. « Le 15 octobre, ordre d'Himmler aux S.S. de rayer des cadres les quelques prêtres nazis pour sauver la paix et l'harmonie entre l'Église et l'Etat : BA, Schu 245-383. L'évêque nazi de Nassau-Hessen protesta. BA, Schu 245-2-176.
29. BA Schu (Note 1/54), 243-1-2-143.
30. *The Persecution of the Catholic Church in the Third Reich*, (Londres 1940), p. 64.
31. BA, Schu (Note 1/54), 244-2-50.
32. Niemöller (Note 1/19), p. 261.
33. *Bayerische Rundschau*, 19 juillet 1935; *Albrecht* (Note III/4), p. 259-62.
34. Niemöller (Note 1/19), p. 262; *Persecution* (Note IV/30), p. 98-102.
35. *Völkischer Beobachter*, 5 août 1935.

CHAPITRE 5

1. Rauschning : *Germany's Revolution of Destruction*, (Londres 1939), p. 35.
2. S.D. Lagebericht, soumis au Reichsführer S.S. en mai-juin 1934.
3. BA, R (Note I/63), 43, 11, 163.

4. Stuckart rédigea plus tard les lois raciales de Nuremberg qui privèrent les Juifs de la citoyenneté allemande et du droit de propriété.
5. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1632.
6. B. Rust : *Hochschule und Ausland,* janvier 1935, cité par Micklem.
7. Niemöller (Note I/19), p. 206.
8. Zipfel (Note I/61), p. 361-2.
9. A. Rosenberg : *An die Dunkelmänner unserer Zeit, Eine Antwort auf die Angriffe auf den « Mythus des 20 Jahrhunderts'.* (Munich 1935.)
10. *Kirkliches Jahrbuch* (Note III/10), p. 85-6.
11. BA, R (Note I/63), 43, 11, 175; Müller (Note I/8), p. 337-8.
12. *Persecution* (Note IV/30), p. 87.
13. Une circulaire du 27 août 1935, citée dans *Persecution* (Note IV/30), p. 96 et une autre publiée à Düsseldorf détaillent les obligations des maîtres vis-à-vis des enfants qui doivent s'inscrire aux Jeunesses Hitlériennes.
14. *Persecution* (Note IV/30), p. 105.
15. Müller (Note I/8), p. 300-1.
16. BA, Schu (Note I/54), 245-1-77.
17. Müller (Note I/8), p. 351.
18. BA, R (Note I/63), 43, 11, 175.
19. *Persecution* (Note IV/30), p. 268.
20. *Volksopposition im Polizeistaat,* (Stuttgart 1957), p. 212.
21. Müller (Note I/8), p. 343-4.
22. *Gestaltung der Idee : Blut und Ehre,* vol. 2, p. 349-63.
23. Vollmer (Note V/20), *passim.*
24. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1632.
25. D.C. Watt, book review in *History,* L/168 (février 1965), III.
26. GCGR n° 32 : *Records of the Reichsführer SS and Chief of German Police Part I,* microcopy n° T-175, n° 88, image 2611273. Schwerin von Krosigk : *Es geschab in Deutschland* (Tübingen 1951), p. 255.
27. BA, Schu (Note I/54), 244-I.
28. Niemöller (Note I/19), p. 303.
30. GCGR n° 39 : *Records of the RFSS and Chief of the German Police* Par. III, microfilm copy n° T.175, roll 506, image n° 9371712ff.
31. *Kirchliches Jahrbuch* (Note III/10), p. 101-2.
32. Ibid., p. 102-3.
33. Ibid., p. 104.
34. GCGR, n° 28; *Records of the Reich Ministry for the Occupied Eastern Territories* 1941-1945, microfilm copy n° T.454, roll 62, image n° 612 ff.
35. Niemöller (Note I/19), p. 282.
36. GCGR, n° 3 (Note IV/22) : *Records of the N.S.D.A.P.* Part I, microfilm copy n° 581, roll n° 21-2, image n° 18875-7, *Monatsbericht der Reichsleitung der NSDAP, Ableitung für den Kulturellen Frieden,* juillet 1935.
37. Ibid. p. 293.
38. Ibid., p. 289.
39. K.J.B. (Note III/10), p. 105-7.
40. GCGR, n° 3 (Note IV/22), roll n° 151, image n° 154735 ff. BA, Schu 244-1-171.
41. *Frankfurter Zeitung,* 16 janvier 1938.

CHAPITRE 6

1. Le transport à travers le pays de milliers de nazis permettait de vérifier le bon conditionnement des chemins de fer en cas de mobilisation.
2. H. Frank : *Im Angesicht des Galgens* (Neuhaus 1955), p. 296.
3. Ibid., p. 298. Müller : *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht;* (6/1961, 339-40).
4. M. Domarus : *Hitler Reden und Proklamationen,* Wurzbourg 1963, p. 745.
5. G.L. Mosse : *The Crisis of German Ideology,* New York 1964, p. 301.
6. *Persecution* (Note IV/30), p. 480. *Mein Kampf* (Note I/1), p. 294.
7. Loc. cit.
8. BA, Schu (Note I/54), 245-127.
9. W. Hofer : *Der Nationalsozialismus,* (Francfort-sur-le-Main, 1961), p. 15.
10. I.e. « *Deutschland über alles* » et « *Horst Wessel Lied* » (*Persecution,* note 39, p. 494).
11. *Persecution* (Note IV/30), p. 493.
12. *Schulungsbriefe der NSDAP* 4.1937. Goebbel : *Kampf um Berlin.*
13. *Persecution* (Note IV/30), p. 494 et S.W. Herman : *It's your souls we want* (Londres 1942), p. 55.
14. H.J. Gamm : *Der Braune Kult,* (Hamburg 1962), p. 141.
15. Mosse (Note VI/5), p. 309-111.
16. Micklem (Note IV/25), p. 163-4.
17. Rauschning, (Note I/2), p. 237.
18. B. von Schirach : *Revolution der Erziehung,* (Munich 1938), p. 21.
19. BA, Schu (Note I/54), 245-2-134.
20. Ibid., 245-2-136.
21. Archives de l'*Evangelical Kirche der Union,* Berlin. Herman, p. 38.
22. BA, Schu (Note I/54), 446. *Persecution* (Note IV/30), p. 503-4.
23. K. Immer : *Entchristlichung der Jugend,* (Barmen 1936).
24. H. Adam : *Weihnacht im Dritten Reich,* (Berlin 1933).
25. Herman (Note VI/12), p. 45-7. GCGR : N° 33 (Note III/33).
26. G. Zahn (Note III/29), p. 189.
27. Lewy (Note I/10), p. 174-5.
28. *Schwarze Korps,* 15 avril 1937.
29. R. Knox : *Nazi and Nazarene,* (Londres 1940), p. 25. Albrecht (Note III/4, p. 330-I-333-4), BA, Schu (Note I/54), 245-II-1-41.
30. Ibid., p. 24. Rosenberg : *Das politische Tagebuch* (Note III/36), 25 avril 1936.
31. Micklem (Note IV/25), p. 159.
32. Zipfel (Note I/61), p. 449.
33. BA, Schu (Note I/54), 244.
34. Fiches de l'Evangelische Kirche der Union, Berlin. On y trouve : « Peu nous importe que Jésus soit aryen ou juif, il n'est pas allemand. » « *Mein Kampf* est le livre du présent. Le *Mythe* est le livre de l'avenir. »
35. Niemöller (Note I/19), p. 315 et suivantes et KJB (Note III/10), p. 123 et suivantes.
36. BA, Schu (Note I/54), 244-2-63.

37. W. Niemöller : *Die bekennende Kirche sagt Hitler die Wahrheit* (Bielefeld 1954), p. 18.
38. W. Niemöller : *Kampf und Zeugnis* (Note I/19), p. 348.
39. Niemöller : *Die bekennende Kirche sagt Hitler die Wahrheit*, p. 24.
40. BA NS 10.109. E. Klügel : *Die Lutherische Landeskirche Hannovers und ihr Bischof* 1933-45, (Berlin 1964), p. 229.
41. *Persecution* (Note IV/30), p. 523.
42. DGFP (Note I/27), D.I. 638 - 632, 635, 640, 641, 642, 643, 646.
43. Ibid. 661.
44. Zipfel (Note I/61), p. 450-1.
45. Loc. Cit.

CHAPITRE 7

1. W. Adolf : *Hirtenant und Hitlerdiktatur*, (Berlin 1965), p. 61.
2. BA, Schu (Note I/54), 243-I-11-24.
3. Lewy (Note I/10), p. 132.
4. BA, Schu (Note I/54), 243-1-189.
5. BA, Schu (Note I/54), 243-2-1.
6. Zipfel (chiffres donnés par lui) (Note I/61), p. 124.
7. *Nationalsozialistische Erziehung*, II/7, 15 avril 1933.
8. Müller (Note I/8), p. 120.
9. Bracher, Sauer & Schulz : *Die Nationalsocialistische Machtergreifung*, (Cologne 1960), p. 570.
10. Zipfel (Note I/61), p. 450-1.
11. *Persecution* (Note IV/30), p. 118; Micklem (Note IV/25), p. 147.
12. BA, Schu (Note I/54), 245-189.
13. Micklem (Note IV/25), p. 145. F. Teping : *Der Kampf um die Konfessionnelle Schule in Oldenburg während der Herrschaft der NS-Regierung* (Munster 1949).
14. BA, R (Note I/63), 43, 11, 177a.
15. *Persecution* (Note IV/30), p. 144. *Kirchliches Jahrbuch für die Evangelische Kirche in Deutschland* 1950; Albrecht (Note III/4), p. 340.
16. BA, Schu (Note I/54), 243-11-1-38.
17. *Persecution* (Note IV/30), p. 158.
18. BA, Schu (Note I/54), 245-192.
19. *Persecution* (Note IV/30), p. 137.
20. BA, Schu (Note I/54), 243-11-1-130.
21. Völkischer Beobachter, 13 décembre 1937.
22. *Persecution* (Note IV/30), p. 181-2.
23. K. Ludecke : *I Knew Hitler*, (Londres 1938), p. 466.
24. Micklem (Note IV/30), p. 204.
25. *Persecution* (Note IV/30), p. 164 et *Gott und Volk* (1941).
26. BA, R (Note I/63), 43, 11, 177; 12 février 1937.
27. KJB (Note III/10), p. 466.
28. BA, Schu (Note I/54), 245-173.
29. Fiches de EKU, Berlin.
30. 098-PS : *Nazi Conspiracy and Aggression*, (Washington 1946), Vol. III, p. 152-7.

31. GCGR n° 28 (Note V/34), microcopy T.454 image n° 612... roll 62.
32. BA, R (Note I/63), 43, 11, 165a.
33. GCGR n° 28 (Note V/34), microcopy T.454, roll 162, image n° 612.
34. BA, R (Note I/63), 43, 11, 156.
35. NG-1755, documents de Nuremberg non publiés.
36. Zipfel (Note I/61), p. 485-91.
37. *Persecution* (Note IV/30), p. 49-50.
38. 116-PS, *Nazi Conspiracy and Agression,* vol. III, p. 165-7.
39. Ibid., p. 167.
40. Zipfel (Note I/61), p. 490.
41. Ibid., p. 493. BA, R (Note I/63), 43, 11, 172a.
42. 123-PS : *Nazi Conspiracy and Aggression* (Note VII/35), vol. III, p. 175.
43. GCGR n° 3 (Note IV/22), microcopy T.81, roll 7-8, image n° 15430...
44. GCGR n° 28 (Note V/34), microcopy T.454, roll 62, images n° 612...
45. GCGR n° 3 (Note IV/22), microcopy T.81, roll 7-8. image n° 15430...
E. Hegel : *Geschichte der Katholischtheologischen Fakultät Münster* 1773-1964, Vol. I (Münster 1966), p. 496.
46. NG-1755 (pour les statistiques de 1940). SD : *Meldungen aus dem Reich,* n° 291, pour 1942. BA, R (Note I/63), 43, 11, 156. GCGR n° 3 (Note IV/22), microcopy T.81, roll 7-8, images n° 15448.
47. Dieter Schwarz : *Die Grosse Lüge des politischen Katholizismus* dans *Schwarze Korps,* (Berlin 1938), p. 21, 30, 40.
48. Zipfel (Note I/61), p. 175-203.
49. Zipfel (Note I/61), p. 366-71.
50. Zipfel (Note I/61), p. 203.
51. BA, Schu (Note I/54), 267-1-33.
52. BA, Schu (Note I/54), 267-1-35.
53. Zipfel (Note I/61), p. 193-4.
54. G. Zahn : *In Solitary Witness* (New York 1964), *passim.*
55. Zipfel (Note I/61), p. 200.
56. Zipfel (Note I/61), p. 483.
57. *Gutachten des Instituts für Zeitgeschichte* (mars 1956), p. B 5-7.
58. BA, Schu (Note I/54), 267-2-81; voir aussi chapitre IX.

CHAPITRE 8

1. Hermann (Note VI/12), p. 15.
2. W. Adolf (Note VII/5), p. 59.
3. Micklem (Note IV/25), p. 222.
4. Discours à Hagen, 30 nov. 1937; à Berlin, 15 janvier 1938.
5. *Völkischer Beobachter,* 25 nov. 1937.
6. Ibid., 13 fév. 1937.
7. KJB (Note III/10), p. 153.
8. Niemöller (Note I/19), p. 379-80.

9. Hofer (Note VI/10), p. 77.
10. R. Kempner : *Der Monat* (« *Der Kampf gegen die Kirche* »), juillet 1949.
11. Hermann (Note VI/12), p. 144.
12. KJB (Note III/10), p. 158-61.
13. Ibid., p. 160. Zipfel (Note I/61), p. 378.
14. KJB (Note III/10), p. 165-6.
15. Ibid., p. 93.
16. BA, R (Note I/63), 43, 11, 156; Klügel (Note VI/42), p. 328.
17. Fiches de l'*Evangelische Kirche der Union*, Berlin.
18. Hermelinck (Note III/16), p. 446-9.
19. BA, NS 10.109.
20. *Rundschreiben* 87.38, cité dans KJB (Note III/10), p. 262.
21. H. Schorn : *Der Richter im Dritten Reich* (Francfort 1959), p. 504...
22. L'évêque anglican de Gloucester fut seul à déclarer dans le *Times* que Niemöller était un fauteur de troubles et méritait son sort.
23. W. Niemöller : *Macht geht vor Recht, der Prozess Martin Niemöllers*, (Munich 1952).
24. BA, R (Note I/63), 43, 11, 156.
25. KJB (Note III/10), p. 235. NG-910 : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschiche*, 1956, p. 307-15.
26. Fiches de la *Kirchliche Hochschule*, Berlin.
27. BA, R (Note I/63), 43, 11, 169.
28. GCGR n° 32 : *Records of the RFSS & Chief of the German Police*. Part I. microcopy n° T.175, roll n° 124, image n° 2647772; BA, R (Note I/63) 43, 11, 169.
29. Document de Nuremberg non publié, 005-PS.
30. DGFP (Note I/27), D.I. n° 681.
31. Micklem (Note IV/25), p. 223-4.
32. Document de Nuremberg non publié NG-4604. GCGR n° 39 (Note V/30), roll n° 409, image n° 2933384...
33. PS-117, NCA. Vol. III (Note VII/35), p. 169.
34. Zipfel (Note I/61), p. 458-9.
35. Ibid., p. 464. BA, R (Note I/63), 43, 11, 169.
36. M. Domarus : *Hitler Reden und Proklamationen* 1932-45, (Wursburg 1963), vol. II, p. 1058-61.
37. Loc. cit.
38. Zipfel (Note I/61), p. 458.
39. *New York Times*, 27 mars 1938. H. Mohr : *Katholische Orden und deutschen Imperialismus* (Berlin-Est 1965) (Note VII/11), p. 292-3.
40. BA, R (Note I/63), 43, 11, 160.
41. KJB (Note III/10), p. 262-4.
42. 117-PS NCA. Vol. III (Note VII/35), p. 169.
43. BA, R (Note I/63), 43, 11, 177a.
44. BA, R (Note I/63), 43, 11, 169.
45) BA, R (Note I/63), 43, 11, 169.
46. Gerhart Ritter : *The German Resistance*, (Londres 1958), p. 115.
47. *An der Stechbahn : Erlebnisse und Berichte aus den Büro Grüber in den Jahren der Verfolgung*, (Berlin n.d.).
48. *Juden not und Christenglaube*, (Zurich 1943), p. 7.
49. DGFP (Note I/27) séries D.I., n°s 707, 709, 713, 717, 719, 720, 721, 722, 723.

50. Ibid., D.I., n° 725, 726.
51. BA, R (Note I/63), 43, 11, 154.
52. Non publié NG-1755; Power (Note II/4), p. 216-20.
53. Non publié PS-424, 27 octobre 1938.
54. Ordres secrets signés Bormann, 9 mai 1939, BA, Schu (Note I/54), 245-1-199.
55. Micklem (Note IV/25), p. 227-9.
56. Non publié, document de Nuremberg PS-1718.
57. Lewy (Note I/10), p. 218.
58. A. Giovanetti : *Der Vatikan und der Krieg.* (Cologne 1961), p. 36... *Le Saint-Siège et la Guerre en Europe* 1939-40 (Cité du Vatican 1965), p. 4.
59. DGFP (Note I/27), D.6, n° 65.
60. *Kampf und Zeugnis* (Note I/19), p. 467.
61. L. Poliakov & J. Wulf : *Das Dritte Reich und seine Denker.* (Berlin 1959), p. 193. K. Meier : « *Kristallnacht und Kirche — Die Haltung der evangelischen Kirche zur Judenpolitik* » (*Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl Marx Universität Leipzig* XIII/I (1964) 102).
62. K. Weinrich : *Hitler's Professors* (New York 1946), p. 62-7.
63. BA, R (Note I/63), 43, 11, 154.

CHAPITRE 9

1. Document non publié de Nuremberg NG-1392.
2. Ibid., NG-1755.
3. Tribunal militaire international pour les criminels de guerre allemands, vol. IX, p. 271.
4. *The Goebbels Diaries* 1942-3, éd. Lochner New York 1948, *passim.*
5. Herman (Note VI/12), p. 20.
6. GCGR n° 39 (Note V/30), roll 250, images n° 2741718... BA, R (Note I/63), 43, 11, 150.
7. Niemöller (Note I/19), p. 487. BA, R (Note I/63), 43, 11, 150.
8. Lewy (Note I/10), p. 226.
9. Niemöller (Note I/19), p. 488.
10. Lewy (Note I/10), p. 229. Lahn : *German Catholics and Hitler's war* (Note III/31).
11. BA, R (Note I/63), 43, 11, 169. NG-4968.
12. H. Boberach : *Meldungen aus den Reich* (Neuwied 1965), p. 39.
13. *Rundschreiben* 236-39, fiches de l'*Institut für Zeitgeschichte.*
14. BA, Schu (Note I/54), 244-2-115.
15. Neuhäusler.
16. Zipfel (Note I/61), p. 504-6.
17. Document non publié de Nuremberg PS-410.
18. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1266.
19. GCGR n° 28 (Note V/34), roll 65, images n° 232...
20. BA, R (Note I/63), 43, 11, 153a.
21. S. Friedländer : *Pie XII et le Troisième Reich.*

22. Loc. cit.
23. NG-4604.
24. NG-2063.
25. NG-4603.
26. DGFP (Note I/27), séries D. VIII, n° 668. *Le Saint Siège et la Guerre en Europe* (Cité du Vatican 1965). G.O. Kent : *Pope Pie XII and Germany.*
27. Boberach (Note IX/12), p. 53.
28. NG-1776, 1740, 1737, 1741.
29. NG-2808.
30. Archives du ministère des Affaires étrangères allemand, Pol. AA : Staats. Vatikan. Vol. I, réimprimé à Broszat, p. 164.
31. J.S. Steward : *Sieg des Glaubens* (Zurich 1946), p. 18-19.
32. GCGR n° 33 (Note III/33), roll 187-, image n° 2726178.
33. Neuhäuser (Note Introduction).
34. GCGR n° 33 (Note III/33), roll 187-8, image n° 2726180-I.
35. BA, R (Note I/63), 43, 11, 177a.
36. *Microcopy « Weltanschauung und Religion »* à l'*Institut für Zeitgeschichte.*
37. GCGR n° 3 (Note IV/22), roll n° 184, image n° 335261... H. Brunotte, « *Der Kirchenpolitische Kurs der Deutschen Evangelischen Kirchenkanzlei* » : *Zur Geschichte des Kirchenkampfes : Gesammelte Aufsätze,* p. 107-8.
38. Document de Nuremberg non publié 129-PS.
39. Document de Nuremberg non publié 067-PS.
40. Ibid.
41. Rosenberg (Note III/36), p. 90.
42. Ibid., p. 105-6.
43. 128-PS, cité dans Rosenberg, p. 177-80.
44. Document de Nuremberg non publié NG-1283.
45. Ibid., NG-4548.
46. Ibid., NG-4840.
47. BA, R (Note I/63), 43, 11, 150.
48. Ibid.
49. Rosenberg (Note III/36), p. 118. Mohr (Note VIII/39), p. 314.
50. GCGR n° 28 (Note V/34), roll 62, image n° 612... NG 097-PS.
51. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1502.
52. Loc. Cit.
53. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1532.
54. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1, 271a; Mohr (Note VII/11), p. 328.
55. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1, 272; Lewy (Note I/10), p. 254.
56. *Hitler's Table Talk* (Note I/3), 14 décembre 1941.

CHAPITRE 10

1. Herman (Note VI/12), p. 216.
2. NCA (Note VII/35), vol. VIII, R-146, p. 250.
3. Document de Nuremberg non publié, PS-1224.
4. Document de Nuremberg non publié, PS-1232.
5. BA, R (Note I/63), 43, 11, 158A.
6. BA, NS 6/223.

7. GCGR n° 32 (Note V/26) roll n° 21, image n° 2526105.
8. Document de Nuremberg non publié NO-1886.
9. Ibid., NO-1887; GCGR n° 32 (Note V/26), roll n° 21, image n° 2526068.
10. GCGR n° 3 (Note IV/22) roll n° 123, image n° 145233-4.
11. BA, Schu (Note I/54), 243-11-2-68.
12. Document de Nuremberg non publié NG-5431, cité dans G. Kent (Note IX/26), p. 67-9.
13. NCA (Note VII/35), vol. V, PS-3261, p. 1 011.
14. BA, R (Note I/63), 43, 11, 159.
15. Lewy (Note I/10), p. 147-50.
16. BA, Schu (Note I/54), 243-11-2-67.
17. H. Huber : *Dokumente Christilichen Widerstandes : Gegen die Entfernung der Kruzifixe aus den Schulen* 1941. (Munich 1958).
18. Circulaire du Parti Nazi n° 11-41. Zipfel (Note I/61), p. 516.
19. J.S. Steward : *Sieg des Glaubens* (Zurich 1946), p. 13.
20. Document de Nuremberg D-59.
21. GCGR n° 32 (Note V/26), roll n° 65, image n° 2581292...
22. Document de Nuremberg D-75.
23. Lewy (Note I/10), p. 295. D. Golschmidt & J.J. Kraus : *Der Ungekundigte Bund.* Otto Elias : *Der Evangelische Kirchenkampf in seinen Verhältnis zur Judenfrage und zu den Juden; Das Christentum und die Juden;* K. Kupisch : *Durch den Zaun der Geschichte.* Lewy (Note I/10), chap. 10.
24. K. Meier : *Kristallnacht und Kirche* (Note VIII/61), 94.
25. KJB (Note III/10), p. 481.
26. Hermelinck (Note III/16), p. 651.
27. KJB (Note III/10), p. 432-3.
28. Hermelinck (Note III/16), p. 654-5.
29. Lewy (Note I/10), p. 289. *Meldungen aus dem Reich* (Note IX/12), p. 196.
30. Lewy (Note I/10), p. 294.
31. KJB (Note III/10), p. 399-402.
32. A. Mitscherlich & F. Mielke : *Wissenschaft ohne Menschlichkeit,* (Heidelberg 1949), p. 176.
33. NCA (Note VII/35), vol. III, p. 451; H. Hase : *Evangelische Dokumente zur Ermordung der « unheilbareKranken » unter der nationalsozialistischen Herrschaft in den Jahren* 1930-45. (Trois médecins étaient chargés d'exécuter ces ordres : Bouhler, Brandt et Brack.
34. Bouhler se suicida en 1945; condamné à mort à Nuremberg, Brack fut pendu ainsi que Brandt.
35. *The Times,* 5 octobre 1966. Quantité de débiles mentaux étaient entièrement dévêtus, à Brandenberg-sur-Havel, avant d'être jetés dans la chambre à gaz.
36. Neuhäusler (note introduction), p. 357-9.
37. *Evangelische Dokumente* (Note X/33), p. 12.
38. Neuhäusler (note Introduction), p. 356. Brunotte (Note IX/36), p. 125.
39. PS-615, NCA (Note VII/35), vol. III, p. 449-51. Doc. Nur. PS-616.
40. Schneider : *Die Briefe Pius XII and die deutschen Bischöfe* 1939-44.
41. *Evangelische Dokumente* (Note X/33), p. 14... & 108...
42. NG-265. *Evangelische Dokumente* (Note X/33), p. 31.
43. Doc. Nur. non publié NO-018.

44. Dossier du *Wiener Library Bulletin,* XVI/3 (juillet 1962), 52-3.
45. GCGR n° 33 (Note III/33), roll n° 128, image 2654114.
46. *Völkischer Beobachter,* 25 décembre 1939.
47. Dossier du *Wiener Library Bulletin* XVI/3 (juillet 1962), 52-3.
48. E. Kogon : *Der SS-Staat* (Francfort 1946), p. 1.
49. Steward (Note X/19), p. 31.
50. Doc. de Nur. non publié PS-2139. *Meldungen aus dem Reich* préparé par le SD pour le 21 juillet 1941. BA, R (Note I/63), 58-162.
51. Rundschreiben 53-41 : BA, NS 6-335.
52. Doc. de Nur. non publiés NG-4531 et 4533.
53. DGFP (Note I/27), D. XIII, n° 340. H. Portmann : *Der Bischof von Münster. Die Briefe Pius XII an die deutschen Bischöfe,* 1939-1944. Mohr (Sote VII/II), p. 328, DGFP (Note I/27), D. XIII, n° 307.
54. BA, R (Note I/63), 43, 11, 1 272.
55. Portmann (Note X/54), p. 174-5.
56. Ibid., p. 191.
57. Ibid., p. 182-4.
58. NCA (Note VII/35), vol. VI, PS-3701, p. 406-8.
59. BA, R (Note I/63), 43, 11, 153A.
60. Domarus (Note VI/4), vol. II, p. 1 777.
61. *Table Talk.* Doc. non publié de Nur. NO-1613.
62. Lewy (Note I/10), p. 266.
63. On cessa ce jour-là de retirer les crucifix des écoles de Bavière.
64. *The von Hassel Diaries* (New York 1947), p. 223. *The Goebbels Diaries* (Note IX/4), 12 mai 1943.
65. Von Papen : *Memoirs,* p. 482.
66. BA, R (Note I/63), 43, 11, 173a.
67. Circulaire du Parti nazi 22-43 Secret : *Bundesarchiv NS* 6-344.
68. Ibid.
69. Hitler's *Table Talk* (Note I/3), 14 octobre 1941, 21, 24, 25 octobre, 11 novembre, 13 et 14 décembre, 27 janvier 1943, 27 février, 9 avril, 1er août 1942, 17 mai, 29 novembre 1944. *The Goebbels' Diaries,* 12 mai 1943.
70. *Table Talk* (Note I/3), 9 février 1942. *The Goebbels' Diaries* (Note IX/4), 20 mars 1942, 9 mars 1943.
71. Ibid., (Note IX/4), 12 mars, 26 mars, 8 mai 1942, 3 mars, 25 avril, 16 mai 1943. (D'après Goebbels, c'était aussi le point de vue de Gœring), 21 mars 1942.
72. *Canadian Journal of History,* vol. I, n° 1, 1966. (Rapport de la Gestapo non publié).
73. PS-1815, Tribunal Militaire International. Vol. XXVIII, p. 448.
74. Loc. cit.
75. Ibid.
76. GCGR n° 39 (Note V/30), roll n° 409, images n° 2932521...
77. W. Hagen : *Die Geheime Front* (Linz 1950), p. 35.
78. Loc. cit.
79. *The Goebbels' Diaries* (Note IX/4), 7 mars 1942. (2, 16, 21 mars.)
80. BA, R (Note I/63), 43, 11, 173a.

81. GCGR n° 32 (Note V/26), roll n° 38, image n° 2547948.
82. Steward (Note X/19). Boberach (Note IX/12).
83. Gollwitzer, Kuhn & Schneider, éd. (Londres 1956) : *Dying We Live*, p. 121.
84. K.H. Peter (Stuttgart 1961) : *Spiegelbild einer Verschwörung. Karl Barth zum Kirchenkampf* (Munich 1956), p. 84-9; F. Schlabendorff : *Eugen Gerstenmeier im Dritten Reich : Eine Dokumentation* (Stuttgart 1965).
85. *Dying We Live* (Note X/84), p. 140.

CHAPITRE 11

1. *Table Talk* (I/3), 13 décembre 1941.
4. B. Höye & T.M. Ager : *The Fight of the Norwegian Church against Nazism* (New York 1943), p. 8.
5. E. Castonier : *The Eternal Front* (Londres 1943), p. 59. Höye (Note XI/3).
6. Höye (Note XI/3), p. 46.
7. A. Seyss Inquart : *Vier Jahre in der Niederlanden* (Amsterdam 1944), p. 158.
8. A. Johnson : *Eivind Berggrav* (Göttingen 1960), p. 188.
9. Goebbels (Note IX/4), 13 février 1942.
10. DGFP (Note I/27), D. XIII, n° 114.
11. Hitler's *Table Talk* (Note I/3), 25 octobre 1941.
12. J. Piotrowski : *Hans Franks Tabeguch* (Varsovie 1963), p. 190-1.
13. Document non publié de Nuremberg NG-962.
14. B.M. Kempner : *Priester vor Hitlers Tribunalen* (Munich 1966), p. 10.
15. Renseignement fourni par Dr William Rose.
16. *The Nazi Kultur in Poland*, Londres 1942, p. 30-1.
17. Dossier du ministère des Affaires étrangères allemand, microcopy T. 120, roll 314, image n° 240074.
18. Goebbels Journal, 22 mai 1943.
19. PS-998, Tribunal Militaire International, *Jugement des grands criminels de guerre*, Nuremberg 1948, vol. XVI, p. 474.
20. *The German New Order in Poland* (Londres 1941), p. 331.
21. *The Nazi Kultur in Poland* (Note XI/16), p. 13.
22. Kempner (Note XI/14), p. 11.
23. PS-3266, NCA (Note VII/35), p. 1035-6. *Christ un Dachau*, (Oxford 1952).
24. R. Schnabel : *Die Frommen in der Hölle* (Note VII/11).
25. Kempner (Note XI/14), p. 8.
26. E. von Weizsäcker : *Memoirs*, (Londres 1951), p. 281.
27. *Hans Franks Tagebuch* (Note XI/12), p. 181.
28. PS-3266, NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 032.
29. *The persecution of the Catholic Church in German-occupied Poland*. (Londres 1941), p. 25-6. *The German New Order in Poland* (Note XI/20), p. 331-56.
30. *The German New Order in Poland* (Note XI/20), p. 321.
31. Hitler : *Table Talk* (Note I/3), 29 août 1942.
32. 33. 34. Ibid.
35. Ibid., 4 juillet 1942.

36. Friedländer : *Pie XII et le Troisième Reich.* (Londres 1966), p. 169.
37. Weizsäcker : Lettre au Gauleiter Greiser, 7 janvier 1942; (NG : 5004).
38. Doc. non publié de Nur. NG 1777.
39. Ibid., NG 4605. (Friedländer, note XI/36), p. 39.
40. Ibid., NG 4604.
41. NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 037.
42. DGFP (Note I/27), D. XIII, n° 148; & D. XIII, n° 241.
43. PS-3261, NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 009-15.
44. *Die Briefe Papst Pius XII* (Note X/40), p. 142. DGFP (Note I/27), D. XIII n° 330.
45. *Die Briefe* - (Note X/40), p. 155-6. J.S. Conway « *The Silence of Pope Pius XII* » dans la *Review of Politics*, vol. 27, n° 1, janvier 1965, p. 105-31, & *Times Literary Supplement*, 1er décembre 1966, p. 1 109-11.
46. Ces protestations forment les cinq volumes (2 500 pages environ) des Handakten du Secrétaire d'État Weizsäcker, relatifs aux affaires avec le Vatican. A la fin de la guerre, une centaine de ces documents, parmi les plus importants, furent produits au cours des procès de Nuremberg, et reçurent leur numéro d'ordre dans la série NG. Tous furent repris sur microcopy T. 120 rolls, 314, 315, 361, 364. Un petit nombre seulement ont été publiés. Ils peuvent tous être aisément retrouvés dans les microfilms mentionnés. En exposant les relations de l'Allemagne et du Vatican, Friedländer a omis la majorité de ces protestations, et n'a rappelé que certaines réclamations du Nonce restées sans effet. Ces omissions cachent le nombre et l'importance des protestations papales qui existent, en dépit de ses affirmations et se trouvent toutes consignées dans les documents utilisés par lui. L'arbitraire du choix des citations va de pair avec l'interprétation et les traductions tendancieuses qu'il en donne.
47. NG 4445.
48. Note IX/28, et doc. non publiés de Nür. NG 1738, 1757, 1758, 1776, 4443, 4444, 4459, 4521, 4532; PS-3265, NCA (Note VII/22), vol. V, p. 1 029.
49. NG 4533, 4531, 4565, 4574.
50. NG 4517, 4577, 1933, 4512, 4519, 5124-6.
51. NG 4567.
52. NG 4447.
53. NG 4571.
54. Sur l'attitude personnelle de Weizsäcker, article non publié de L.E. Hill.
55. NG 5004.
56. *Table Talk* (Note I/3), 4 juillet 1942.
57. Ibid.
58. NG 4576.
59. NG 4576, 4570, 5443, 4575, 1466.
60. NG 4569 & PS-3262, NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 015. NG 5443.
61. Broszat (Note XI/13(, p. 175.
62. NG PS-361. G. Kent : « *Pope Pius XII and Germany* ».
63. NG 4571. *American Historical Review*, vol. LXX, n° 1 (octobre 1964), p. 73-4. Dossier du ministère des Affaires étrangères : *Politische Archive, Staatsekretär Vatikan*, vol. 4.
64. PS-3263 & 3264, NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 017-29.

65. *Die Briefe* (Note X/40), p. 240-1.
66. *Ostdeutscher Beobachter*, 26 octobre, cité dans P. Gürtler : *National-sozialismus und Kirchen im Warthegau* (Gœttingen 1958), p. 39. B. Stasiewski : « *Die Kirchenpolitik der Nationalsozialisten im Warthegau* 1939-45 », dans *Vierteljahrshefte fur Zeitgeschichte*, 7/1959, 46-74. M. Broszat : *Nationalsozialistiche Polenpolitik* 1939-1945 (Stuttgart 1961).
67. Gürtler (Note XI/66), p. 39.
68. *Table Talk* (Note I/3), 12 mai 1942.
69. BA, R (Note I/63), 43, 11, 153.
70. GCGR n° 32 (Note V/26), roll 69, image n° 2585629.
71. BA, R (Note I/63), 43, 11, 170.
72. Dossiers du Parti NS VI/24. GCGR n° 3 (Note V/22), rolls 184-5, image n° 335247...
73. BA, R (Note I/63), 43, 11, 170, cité dans Broszat (Note XI/13), p. 169.
74. GCGR n° 32 (Note V/26), roll 69, images 2585629...
75. Cité dans Broszat (Note XI/13), p. 165.
76. Ministère des Affaires étrangères allemand, microcopy T. 120, roll 315, images n°s 835-6.
77. Gürtler (Note XI/66), p. 52.
78. GCGR n° 32 (Note V/26), roll 69, images n° 2585629...
79. Broszat (Note XI/13), p. 165.
80. Gürtler (Note XI/66), p. 214.
81. BA, R (Note I/63), 43, 11, 170a.
82. GCGR n° 28 (Note V/34), roll 65, images n° 232... Gürtler (Note XI/66), p. 55.
83. Gürtler (Note XI/66), p. 144. Dossier du Min. des Aff. étran. allem., microcopy, T. 120, roll 315, images n° 239825-7.
84. Gürtler (Note XI/66), p. 141.
85. Ibid., p. 260.
86. Stasiewiski (Note XI/66), p. 58.
87. Broszat (Note XI/13), p. 172.
88. Gürtler (Note XI/66), p. 269-71.
89. Ibid., p. 148.
90. Gürtler (Note XI/66), p. 256-9 & 265-9. DGFP (Note I/27), D. XII, n° 272, 368 & 547.
91. Gürtler (Note XI/66), p. 256...
92. BA, R (Note I/63), 43, 11, 170b.
93. Gürtler (Note XI/66), p. 277.
94. Schnabel (Note VII/11), p. 97.
95. Broszat (Note XI/13), p. 161.
96. Broszat (Note XI/13), p. 173.
97. Broszat (Note XI/13), p. 173.
98. NG 4571.
99. Ibid. Cité dans Stasiewski (Note XI/66), p. 65.
100. NG 5003.
101. PS 3261, NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 011. PS 2132, 2134. BA, R (Note I/63), 43, 11, 172.
102. Neuhäusler (note Introduction), vol. II, p. 68.
103. PS-3264, NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 018-29.
104. NG-4459.
105. Voir note 24.
106. PS-3269, NCA (Note VII/35), vol. V, p. 1 045.
107. PS-3268 (Note V/35), vol. V, p. 1 038-41.
108. Ibid.

CONCLUSION

1. New Cambridge Modern History, vol. IX, *War and Peace in an Age of Upheaval* (Cambridge 1965), p. 148.
2. S. Hermann : *The Rebirth of the German Church* (Londres 1946), p. 137.
3. Ibid., p. 132.
4. Lewy (Note I/10), p. 338.
5. D. Bonhœffer : *Letters and Papers from Prison* (Londres 1959), p. 137-8.

TABLE DES MATIERES

Préface 9
Introduction 11
CHAPITRE I. — *La prise du pouvoir* 35
CHAPITRE II. — *Grandeur et décadence des « Chrétiens allemands ». Désillusion grandissante des Eglises* 93
CHAPITRE III. — *La politique n'est pas le fait de l'Eglise* 121
CHAPITRE IV. — *L'Eglise doit être séparée de l'Etat* 157
CHAPITRE V. — *Etablissement d'un ministère des Affaires culturelles* 185
CHAPITRE VI. — *« Christianisme positif » ou culte nazi : conflit idéologique* 217
CHAPITRE VII. — *Rivalités pour s'assurer le corps et l'âme* 255
CHAPITRE VIII. — *Collaboration ou intimidation?* 285
CHAPITRE IX. — *Le difficile armistice* 311
CHAPITRE X. — *Le marteau et l'enclume — 1941-1945* 327
CHAPITRE XI. — *Les dernières mesures* 357
Conclusion 383
Notes 393

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DES
ÉTABLISSEMENTS DALEX
A MONTROUGE (92)

Dépôt légal n° 756